

# Rapport de recherche

---



## Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services

---

Rapport de recherche réalisé pour la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)

---

C.P. Marquette 37331  
Montréal (Québec) H2E 3B5  
Tél.: 514 750-4535  
[info@lacles.org](mailto:info@lacles.org)  
[www.lacles.org](http://www.lacles.org)

---

Recherche et rédaction : Geneviève Szczepanik, Chantal Ismé et Carole Boulebsol

Coordination de la recherche : Chantal Ismé

Illustrations : Ani Rose Whaleswan

Avec le soutien du comité de recherche et du comité aviseur affiliés au projet

---

©Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives du Canada

ISBN 978-2-923798-13-4 (édition imprimée)

ISBN 978-2-923798-14-1 (PDF)

---

La réalisation de ce document a été rendue possible grâce au soutien financier de Condition féminine Canada et du Secrétariat à la condition féminine du Québec. Les opinions exprimées dans le document ne reflètent pas nécessairement celles de Condition féminine Canada et du Secrétariat à la condition féminine du Québec.

Toute reproduction ou diffusion de ce document, sans autorisation préalable de la CLES, est interdite.

2014

# Remerciements

L'équipe de recherche tient d'abord à remercier et à saluer le courage des femmes qui ont accepté de participer à cette recherche-action et de partager leurs récits. Nous les remercions pour leur confiance.

Nous remercions tout particulièrement les personnes qui ont collaboré à la réalisation de la recherche-action :

- Annick Boissonneault, Assaut sexuel secours Val-d'Or
- Claudia Bouchard, CLES
- Audrai Cécire
- Andrée-Anne Collin, Coalition sherbrookoise des travailleurs-es de rue
- Clara Couturier
- Janick Fontaine, Maison Deux Vallées de Buckingham
- Karine Gauthier, stagiaire, étudiante à la maîtrise en sciences politiques
- Claudia Maltais Thériault, militante féministe abolitionniste
- Caroline Paquette, Coalition sherbrookoise des travailleurs-es de rue
- Marie-Andrée Provencher
- Marie-Michèle Whitlock, Coalition sherbrookoise des travailleurs-es de rue

Merci aux femmes, survivantes de l'industrie du sexe, qui nous ont accompagnées tout le long de la recherche et qui se sont tant données pour sa réussite.

Merci très spécial à Lyne Kurtzman pour ses commentaires minutieux, rigoureux et constructifs. Nous lui sommes reconnaissantes de son accompagnement indéfectible.

Merci à Éliane Legault-Roy et à Huguette Carrière pour leur patiente relecture et la révision.

Merci aussi aux membres des comités aviseur et de recherche pour l'encadrement de la recherche-action, ainsi qu'aux travailleuses de la CLES, en particulier Diane Matte, pour leurs commentaires et leurs encouragements.



# Table des matières

Remerciements	
Liste des tableaux	vii
Liste des figures	viii
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>xi</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
Présentation de la CLES	3
Présentation et objectifs de la recherche-action	4
<b>CONTEXTE DE LA RECHERCHE</b>	
<hr/>	
<b>1. Problématique et cadre conceptuel</b>	<b>7</b>
1.1. Prostitution : une même réalité, plusieurs visions et diverses approches	7
1.1.1. Définition de la prostitution et de l'industrie du sexe	9
1.2. « Sortir », un processus	9
1.3. Les aléas des femmes désirant quitter la prostitution	10
1.3.1. Les barrières à la sortie	11
1.3.2. Les modèles de sortie	13
1.3.3. Des approches et des pratiques holistiques	12
1.4. Le concept de besoin	14
1.5. Une approche féministe pour cerner la diversité des besoins	15
1.6. Une analyse des besoins	16
1.7. Questions de recherche	17
1.8. Originalité de la recherche	18
<hr/>	
<b>2. Méthodologie</b>	<b>18</b>
2.1. Une recherche-action féministe	19
2.2. L'équipe de recherche	20
2.3. La méthode de recherche et les outils d'enquête	20
2.3.1. Le questionnaire	21
2.3.2. L'entrevue	23
2.4. L'échantillon	23
2.5. Recrutement des participantes et déroulement	25
2.5.1. Du déroulement des questionnaires	26
2.5.2. Du déroulement des entrevues	26
2.5.3. De la gestion des émotions	26
2.6. Le traitement et l'analyse des données	27
2.7. Le consentement et la confidentialité	28
2.8. Limites de la recherche	29

## RÉSULTATS DE RECHERCHE

---

<b>3. Profil des participantes</b>	<b>31</b>
3.1. Caractéristiques sociodémographiques	31
3.2. Expériences dans l'industrie du sexe : âge, temps et activités	37
3.2.1. Celles qui sont actives dans l'industrie du sexe et qui ont déjà pensé à la quitter	40
3.2.2. Celles qui ont quitté l'industrie du sexe	44
3.3. Conditions dans l'industrie du sexe : fréquence, lieu et argent	50
3.4. Profil des participantes à l'entrevue	55
<hr/>	
<b>4. Une analyse des besoins des participantes</b>	<b>59</b>
4.1. Des besoins complexes et multiples	59
4.1.1. Subvenir à ses besoins	63
4.1.2. Se soigner et retrouver la santé	67
4.1.3. Échanger, être entourées et ne pas être jugées	80
4.1.4. S'insérer sur le marché du travail	85
4.1.5. Avoir un logement stable et sécuritaire	90
4.1.6. Être accompagnées dans ses démarches	93
4.1.7. Défendre ses droits	98
4.1.8. Se protéger contre les violences	104
4.1.9. Les besoins spécifiques des femmes autochtones	112
4.1.10. Des ressources spécifiques pour les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe	118
4.1.11. Des ressources gratuites	121
<hr/>	
<b>5. Des ressources peu connues</b>	<b>123</b>
5.1. Ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe	123
5.2. Ressources pour aider les femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe	131
<hr/>	
<b>6. Messages des participantes : la parole des femmes</b>	<b>137</b>
6.1. Messages aux gouvernements	137
6.2. Message aux forces de l'ordre	138
6.3. Messages aux autres femmes dans l'industrie du sexe	138
6.4. Messages à la population	139
6.5. Messages aux clients	141
<b>CONCLUSION</b>	<b>143</b>
<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>149</b>
Appendice A : Le questionnaire	151
Appendice B : Le guide d'entrevue semi-dirigée	151
Appendice C : Les outils de recrutement	171
Appendice D : Le formulaire de consentement	174
Appendice E : Les tableaux	176
Bibliographie	189

# Liste des tableaux

Tableau 2-1.	Nombre de participantes rencontrées par région	24
Tableau 2-2.	Accompagnatrices lors des questionnaires	25
Tableau 3-1.	Sources de revenu, selon la situation dans l'industrie du sexe	36
Tableau 3-2.	Revenu moyen hebdomadaire, selon la situation dans l'industrie du sexe	37
Tableau 3-3.	Circonstances d'entrée dans l'industrie du sexe	38
Tableau 3-4.	Personnes impliquées dans l'entrée dans l'industrie du sexe	40
Tableau 3-5.	Motifs de sortie de l'industrie du sexe pour celles qui ont quitté	49
Tableau 3-6.	Personnes aidant les participantes à gérer leur argent	54
Tableau 3-7.	Personnes ou établissements aidant les participantes à assurer leur sécurité	55
Tableau 4-1.	Difficultés	60
Tableau 4-2.	Besoins	61
Tableau 4-3.	Besoins, selon le groupe ethnoculturel	61
Tableau 4-4.	Besoins des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, selon le temps passé dans l'industrie	62
Tableau 4-5.	Besoins des participantes actives en prostitution de rue	62
Tableau 4-6.	Problèmes d'argent, selon la situation dans l'industrie du sexe	63
Tableau 4-7.	Problèmes d'argent des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, selon trois domaines d'activités	65
Tableau 4-8.	Besoins d'argent	65
Tableau 4-9.	Besoins d'argent des participantes actives dans l'industrie du sexe, selon le temps passé dans l'industrie	66
Tableau 4-10.	Revenu mensuel souhaité par les participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe	67
Tableau 4-11.	Problèmes de santé, selon la situation dans l'industrie du sexe	67
Tableau 4-12.	Problèmes de santé, selon le temps passé dans l'industrie du sexe	68
Tableau 4-13.	Problèmes de santé des participantes actives dans la prostitution à domicile	68
Tableau 4-14.	Besoins en santé, selon la situation dans l'industrie du sexe	69
Tableau 4-15.	Besoins en santé, selon l'âge actuel	72
Tableau 4-16.	Besoins en santé, selon le groupe ethnoculturel	72
Tableau 4-17.	Besoins en santé des participantes actives, selon le temps passé dans l'industrie du sexe	73
Tableau 4-18.	Besoins en santé des participantes qui ont quitté, selon le temps passé dans l'industrie du sexe	74
Tableau 4-19.	Besoins en santé des participantes actives dans la prostitution de rue	74
Tableau 4-20.	Besoins en santé des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et qui ont été actives dans la prostitution de rue et à domicile	75
Tableau 4-21.	Substances consommées par les participantes qui disent avoir un problème de consommation	76
Tableau 4-22.	Substances regroupées	76
Tableau 4-23.	Fréquence de consommation des participantes qui disent avoir un problème de consommation	76
Tableau 4-24.	Problème de consommation avant d'entrer dans l'industrie du sexe	77
Tableau 4-25.	Besoins en sociabilité	83
Tableau 4-26.	Problèmes d'accès à l'emploi, selon la situation dans l'industrie du sexe	85
Tableau 4-27.	Problèmes d'emploi des participantes actives dans l'industrie du sexe, selon deux domaines d'activités	87
Tableau 4-28.	Besoins en employabilité, selon la situation dans l'industrie du sexe	88
Tableau 4-29.	Besoins en employabilité des participantes actives dans l'industrie du sexe, selon le temps passé dans l'industrie	89
Tableau 4-30.	Besoins en employabilité des participantes actives dans la prostitution de rue et à domicile	89
Tableau 4-31.	Problèmes de logement, selon la situation dans l'industrie du sexe	90
Tableau 4-32.	Besoins d'hébergement	91
Tableau 4-33.	Besoins d'hébergement, selon le groupe ethnoculturel	93
Tableau 4-34.	Besoins d'hébergement des participantes actives dans la prostitution de rue	93

Tableau 4-35.	Besoins en accompagnement	94
Tableau 4-36.	Besoins en accompagnement, selon le groupe ethnoculturel	94
Tableau 4-37.	Problèmes juridiques, selon la situation dans l'industrie du sexe	99
Tableau 4-38.	Problèmes juridiques, selon le groupe ethnoculturel	100
Tableau 4-39.	Problèmes juridiques des participantes actives, selon le temps passé dans l'industrie du sexe	101
Tableau 4-40.	Problèmes juridiques des participantes qui sont actives en prostitution de rue	101
Tableau 4-41.	Problèmes juridiques des participantes qui avaient des pratiques de prostitution de rue et qui ont quitté l'industrie du sexe	102
Tableau 4-42.	Besoins juridiques	102
Tableau 4-43.	Problèmes de violence	104
Tableau 4-44.	Problèmes de violence, selon le groupe ethnoculturel	108
Tableau 4-45.	Problèmes de violence, selon l'âge d'entrée dans l'industrie du sexe	109
Tableau 4-46.	Problèmes de violence des participantes qui ont quitté, selon le temps passé dans l'industrie du sexe	109
Tableau 4-47.	Problèmes de violence des participantes actives dans l'industrie du sexe, selon le domaine d'activités	110
Tableau 4-48.	Besoins de protection, selon la situation dans l'industrie du sexe	111
Tableau 4-49.	Besoins de protection, selon le groupe ethnoculturel	111
Tableau 4-50.	Besoins de protection des participantes actives dans la prostitution de rue et comme escortes indépendantes	112
Tableau 4-51.	Besoins de ressources adaptées, selon la situation dans l'industrie du sexe	119
Tableau 4-52.	Coût des services	121
<hr/>		
Tableau 5-1.	Connaissance de ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe	123
Tableau 5-2.	Organismes pour aider les femmes dans l'industrie du sexe, selon le type	125
Tableau 5-3.	Utilisation des ressources connues pour aider les femmes dans l'industrie du sexe	125
Tableau 5-4.	Utilisation des ressources connues pour aider les femmes dans l'industrie du sexe, selon le groupe ethnoculturel	126
Tableau 5-5.	Types de ressources utilisées par les participantes	126
Tableau 5-6.	Participantes considérant que les ressources utilisées les ont aidées	128
Tableau 5-7.	Connaissance de ressources pour aider les femmes à quitter l'industrie du sexe	131
Tableau 5-8.	Organismes pour quitter l'industrie du sexe, selon le type	133
Tableau 5-9.	Utilisation des ressources connues pour aider les femmes à quitter l'industrie du sexe	133
Tableau 5-10.	Types de ressources utilisées pour aider à quitter l'industrie du sexe	134
Tableau 5-11.	Participantes qui considèrent que les ressources utilisées pour quitter l'industrie du sexe les ont aidées	134
Tableau 5-12.	Participantes qui considèrent que les ressources utilisées pour quitter l'industrie du sexe les ont aidées, selon la situation dans l'industrie du sexe	135
<hr/>		
Tableau E-1.	Organismes nommés par les participantes pour aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe	180
Tableau E-2.	Ressources nommées par les participantes pour quitter l'industrie du sexe	181
Tableau E-3.	Domaines d'activités des participantes actives dans la prostitution, selon les groupes ethnoculturels	182
Tableau E-4.	Problèmes, selon le groupe ethnoculturel	183
Tableau E-5.	Problèmes des participantes actives, selon le temps passé dans l'industrie du sexe	183
Tableau E-6.	Nombre de formes de violence vécues par les participantes	183
Tableau E-7.	Besoins, selon la région	185
Tableau E-8.	Besoins d'argent, selon la région	185
Tableau E-9.	Besoins de protection, selon la région	186
Tableau E-10.	Besoins en santé, selon la région	186
Tableau E-11.	Besoins d'hébergement, selon la région	187
Tableau E-12.	Besoins en accompagnement, selon la région	187

# Liste des figures

---

Figure 3-1.	Âge	31
Figure 3-2.	Régions	32
Figure 3-3.	Nombre d'enfants	32
Figure 3-4.	Types de logement	33
Figure 3-5.	Groupes ethnoculturels d'appartenance	34
Figure 3-6.	Dernier niveau d'études atteint	35
Figure 3-7.	Situation dans l'industrie du sexe	37
Figure 3-8.	Âge d'entrée dans l'industrie du sexe	38
Figure 3-9.	Nombre d'années passées dans l'industrie du sexe, pour les participantes actuellement dans l'industrie du sexe	40
Figure 3-10.	Participantes qui ont déjà pensé à quitter l'industrie du sexe, selon le souhait de quitter	41
Figure 3-11.	Nombre de domaines d'activités, actuels et passés, des participantes actives dans l'industrie du sexe	42
Figure 3-12.	Domaines d'activités, actuels et passés, des participantes actives dans l'industrie du sexe	43
Figure 3-13.	Types de prostitution, actuels et passés, des participantes actives dans l'industrie du sexe	44
Figure 3-14.	Nombre d'années depuis la sortie de l'industrie du sexe	45
Figure 3-15.	Nombre d'années passées dans l'industrie du sexe, pour les participantes qui ont quitté	45
Figure 3-16.	Nombre de domaines d'activités des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe	46
Figure 3-17.	Domaines d'activités des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe	46
Figure 3-18.	Types de prostitution des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe	47
Figure 3-19.	Participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, selon la capacité à quitter librement	47
Figure 3-20.	Nombre de tentatives de sortie pour celles qui ont quitté l'industrie du sexe	48
Figure 3-21.	Fréquence d'activités, selon la situation dans l'industrie du sexe	50
Figure 3-22.	Régions des activités dans l'industrie du sexe, selon la région actuelle de résidence	51
Figure 3-23.	Participantes, selon la situation dans l'industrie du sexe, qui donnent ou donnaient une partie de leur argent à d'autres	52
Figure 3-24.	Établissements ou personnes à qui les participantes donnent ou donnaient une partie de leur argent	53
Figure 3-25.	Participantes qui ont ou avaient de l'aide pour gérer leur argent	53
Figure 3-26.	Participantes, selon la situation dans l'industrie du sexe, qui reçoivent ou recevaient de l'aide pour assurer leur sécurité	54
Figure 3-27.	Âge des participantes à l'entrevue	56
Figure 3-28.	Régions des participantes à l'entrevue	56
Figure 3-29.	Groupes ethnoculturels des participantes à l'entrevue	56
Figure 3-30.	Situation dans l'industrie du sexe des participantes à l'entrevue	57
Figure 3-31.	Âge d'entrée dans l'industrie du sexe des participantes à l'entrevue	57
Figure 3-32.	Temps passé dans l'industrie du sexe par les participantes à l'entrevue	57
Figure 3-33.	Nombre de participantes actives rencontrées à l'entrevue, selon le domaine d'activités dans l'industrie du sexe	58
Figure 3-34.	Nombre de participantes rencontrées à l'entrevue qui ont quitté l'industrie du sexe, selon le domaine d'activités	58

---

Figure 4-1.	Problèmes de violence des participantes autochtones	114
Figure 4-2.	Problèmes juridiques des participantes autochtones	116
Figure 4-3.	Besoins en santé des participantes autochtones	117
Figure 4-4.	Besoins en accompagnement des participantes autochtones	118

---



## Résumé

Des femmes aux prises avec l'industrie du sexe rencontrées dans le cadre de l'intervention à la CLES manifestent leur désir de la quitter tandis que celles qui ont pu le faire témoignent de la méconnaissance de services en ce sens. Pourtant, peu d'études ont été réalisées pour mieux appréhender la spécificité des besoins des femmes souhaitant quitter l'industrie du sexe. Il importait donc de mieux saisir les difficultés auxquelles font face les femmes qui souhaitent quitter cette industrie. S'appuyant sur les perspectives féministe et abolitionniste, cette recherche tente d'inventorier les besoins des femmes ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe en les contextualisant avec leur vécu prostitutionnel. Elle vise spécifiquement à rendre compte des besoins des femmes sorties ou encore dans l'industrie du sexe; de l'existence d'une spécificité des besoins en fonction des domaines d'activité dans l'industrie; et de la connaissance des ressources pouvant les aider dans leur démarches, en particulier à la sortie de l'industrie du sexe.

La démarche favorisée est la recherche-action qui a impliqué, dans toutes ses phases, des femmes qui sont ou ont été dans la prostitution. Des intervenantes, des militantes et des chercheuses ont également accompagné la recherche au sein de deux comités : comités aviseur et de recherche. L'entrevue et le questionnaire ont été mobilisés pour la cueillette des données. Un échantillon de 109 femmes ont été rencontrées dans six villes, dont 23 en entrevue, provenant entre autres des secteurs suivants de l'industrie du sexe : la prostitution de rue et à domicile, les salons de massage, les services d'escortes, les danses érotiques, etc.

Les témoignages des femmes font état de besoins multiples et imbriqués, se renforçant mutuellement. Ils sont réunis en huit catégories : des besoins d'argent, de santé, de sociabilité, d'employabilité, d'hébergement, d'accompagnement, de défense de droits et de protection contre les violences. Peu de différences significatives ressortent entre les participantes en fonction de l'âge, de la situation dans l'industrie du sexe, du temps passé ou des domaines d'activités dans l'industrie du sexe. Une grande méconnaissance de ressources pouvant les aider à quitter l'industrie du sexe a également été indiquée par les participantes. Les femmes autochtones font, pour leur part, état de besoins spécifiques en lien avec les conditions sociohistoriques qui caractérisent leur vécu. Les résultats de cette recherche-action indiquent que le processus de sortie de l'industrie du sexe est complexe, non linéaire et requiert de ce fait un accompagnement sur le long terme.

Mots-clés : Analyse des besoins, prostitution, sortie, ressources, industrie du sexe



# Introduction

La prostitution est au cœur de bien des débats dans la société Canadienne. Pour certaines personnes, il s'agirait d'une activité lucrative permettant aux femmes de faire carrière et de s'épanouir. Pour d'autres, ce serait plutôt une activité inscrite dans un continuum de violence envers les femmes. Ces deux visions modulent et imprègnent également les différentes sphères de réflexion et d'action sur la question de la prostitution. Ainsi, les services offerts aux personnes prostituées seront balisés selon la posture des ressources qui les proposent dans le cadre de cette tension dichotomique.

---

## PRÉSENTATION DE LA CLES

Au cœur de cette controverse et dans la foulée d'une recherche sur la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle<sup>1</sup>, est née, en 2005, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES). Cette dernière rassemble une quarantaine d'organismes dont des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), des groupes communautaires, et plus d'une centaine de membres individuelles provenant de divers milieux dont des travailleuses de rue, des chercheuses, des étudiantes, des femmes ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe et des personnes solidaires.

Depuis sa création, la CLES mène un travail de conscientisation et d'intervention fondé sur le vécu et les témoignages de femmes qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe. La CLES leur propose un espace pour se rencontrer, prendre la parole et faire connaître leurs expériences. Elle favorise également la réflexion et l'action pour prévenir la banalisation et l'entrée dans cette industrie ainsi que soutenir les femmes aux prises avec celle-ci. Parallèlement, elle développe des services directs aux femmes, les appuyant dans différentes démarches en lien avec leur vécu prostitutionnel. La CLES souhaite aussi créer les conditions nécessaires à la mise en place d'alternatives communautaires, juridiques et sociales pour la construction d'un monde sans prostitution. Pour ce faire, l'organisme donne des formations, collabore à différentes démarches québécoises et pancanadiennes pour modifier les lois entourant le système prostitutionnel et, enfin, met en œuvre des recherches-actions afin de documenter la réalité et les besoins des femmes qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe.

Selon la définition de la CLES, l'industrie du sexe regroupe toutes les activités, lieux et personnes qui participent à la marchandisation d'actes d'ordre sexuel contre de l'argent ou toute autre forme de rétribution (drogues, logement, etc.). Ainsi, dans le cadre de cette recherche-action, l'industrie du sexe comprend la prostitution de rue, les bars de danseuses nues, les salons de massage dit

---

1 Ricci, Sandrine, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy. 2012. « La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité ». Les Cahiers de l'IREF, collection Agora, no 4.

érotique ou sexuel, les agences d'escortes, les escortes indépendantes, les restaurants de serveuses sexy, la pornographie, les films ou photos érotiques.

---

## PRÉSENTATION ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE-ACTION

Des intervenantes de la CLES œuvrant auprès des femmes en situation de prostitution révèlent que les femmes rencontrées témoignent d'une volonté manifeste de quitter la prostitution. Celles qui ont pu quitter font également part du peu de ressources disponibles pour les accompagner dans cette avenue, autant avant, pendant et après la sortie. Il y avait donc lieu d'explorer les différentes embûches rencontrées dans le cadre des démarches entreprises par ces femmes. C'est dans ce contexte, qu'en mars 2012, la CLES a entrepris un projet nommé « Pour s'en sortir : mieux connaître les réalités, être soutenues et avoir des alternatives », qui vise à développer et à expérimenter un modèle de services permettant de faire de la prévention et de soutenir les femmes qui sont encore dans l'industrie du sexe ou celles qui l'ont quittée. Ce projet a pour but fondamental d'éclairer la pratique de la CLES avec les femmes rencontrées dans la prostitution et d'arriver à mieux baliser les services en tenant compte des besoins exprimés par ces dernières.

Pour ancrer le développement des services sur la réalité exprimée par les femmes elles-mêmes, la présente recherche-action intitulée « Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe *pour mieux baliser les services* », a pour objectif général de documenter les besoins et les priorités des femmes qui sont ou qui ont été dans l'industrie du sexe. Il ne s'agit pas uniquement de déclinier l'ensemble des besoins qu'auraient les femmes et de les hiérarchiser, mais plutôt de les inventorier en les mettant en jeu avec la matérialité de leur vécu dans la prostitution. Quels sont les besoins nommés par les femmes? Connaissent-elles des ressources pour faciliter la démarche de sortie de la prostitution? Autant de questions auxquelles nous essaierons de répondre dans ce présent rapport en privilégiant la parole des femmes en tant qu'actrices de leur vie.

Pour ce faire, l'analyse des besoins, selon une approche féministe, nous guide dans cette étude afin d'identifier les besoins des femmes désirant quitter ou ayant quitté la. La démarche a été celle d'une recherche-action, c'est-à-dire que des membres de la communauté à l'étude sont impliquées dans toutes les phases de la recherche. Ainsi, dès l'amorce de la recherche, deux comités ont été créés pour l'encadrer.

### Le comité aviseur

Un comité aviseur a été mis sur pied pour soutenir le développement et l'évaluation du projet « Pour s'en sortir : mieux connaître les réalités, être soutenues et avoir des alternatives » en vue de développer un modèle de services adaptés pour les femmes souhaitant quitter l'industrie du sexe. Il est composé de plusieurs organismes situés dans différentes régions du Québec qui interviennent auprès des femmes, notamment celles qui ont un vécu dans l'industrie du sexe. Il est important de souligner que ces organismes ne partagent pas nécessairement la même analyse que la CLES concernant le modèle juridique abolitionniste. Par contre, ils ont en commun le désir de s'assurer que les femmes souhaitant sortir de la prostitution aient les ressources

nécessaires pour le faire. Plusieurs femmes qui militent ou travaillent à la CLES, dont certaines sont des femmes survivantes de l'industrie du sexe, siègent également sur le comité. Il a été appelé à réagir au cours des différentes étapes de la présente recherche.

- Katia Atif, Action travail des femmes
- Madeleine Beaudet, Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec<sup>2</sup>
- Josée Bélisle, Calacs d'Amos
- Janick Fontaine, Maison Deux Vallées de Buckingham
- Josiane Gauthier, Widia Larivière et Isabelle Paillé, Femmes autochtones du Québec
- Isabelle-Anne Lavoie, Cumulus : prévention de la toxicomanie
- Diana Pizzuti, Y des femmes de Montréal
- Joanne Rome, Arrêt Source<sup>3</sup>
- Sadeqa Siddiqui, à titre personnel
- Marie-Michèle Whitlock, Coalition sherbrookoise des travailleurs-es de rue
- Véronique Bourgeois, militante de la CLES
- Chantal Coursol, militante de la CLES
- Marie Drouin, militante de la CLES
- Patricia Leclair, militante de la CLES
- Marie-Michèle Nault, militante de la CLES
- Lorraine Roy, militante de la CLES
- Shanie Roy, militante de la CLES
- Claudia Bouchard, travailleuse de la CLES
- Diane Matte, travailleuse de la CLES

## Le comité de recherche

Ce comité est composé de femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution, de militantes à la CLES, d'intervenantes œuvrant dans des organismes en toxicomanie ou de lutte contre les agressions sexuelles, d'intervenantes sur la question de l'exploitation sexuelle, d'universitaires, de chercheuses ainsi que d'une représentante du Secrétariat à la Condition Féminine du Québec. Fort de 18 membres, il a balisé les divers aspects tant éthiques, méthodologiques que pratiques de la recherche-action. Les survivantes de la prostitution y siégeant ont joué un rôle clé dans la validation des approches et du contenu.

- Hélène Cadrin, représentante du Secrétariat à la condition féminine du Québec
- Elsa Galerand, professeure en sociologie de l'UQAM
- Lyne Kurtzman, Service aux collectivités de l'UQAM
- Isabelle-Anne Lavoie et Josée Courchesne, Cumulus : intervenante en prévention de la toxicomanie
- Julie Rosa, agente de recherche, Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
- Véronique Bourgeois, militante de la CLES
- Chantal Coursol, militante de la CLES

---

<sup>2</sup> La Fédération n'est plus membre du comité aviseur depuis juin 2013.

<sup>3</sup> Arrêt Source n'est plus membre du comité aviseur depuis juin 2013

- Marie Drouin, militante de la CLES
- Laurence Fortin-Pellerin, militante à la CLES et postdoctorante en sociologie
- Marie-Michèle Nault, militante de la CLES
- Lorraine Roy, militante de la CLES
- Shanie Roy, militante de la CLES et étudiante à l'université
- Ariane Vinet-Bonin, militante à la CLES et étudiante à la maîtrise en travail social
- Claudia Bouchard, travailleuse de la CLES
- Chantal Ismé, travailleuse de la CLES
- Diane Matte, travailleuse de la CLES
- Carole Boulebsol, agente de recherche
- Geneviève Szczepanik, agente de recherche

Nous avons rencontré 109 femmes dont 23 en entretien à travers six régions du Québec. De profils variés, elles nous ont livré (avec générosité) leurs histoires qui constituent la base de cette recherche. Les résultats s'appuient sur leurs discours. Notre recherche consiste donc à leur donner la parole afin qu'elles expriment leurs besoins et qu'elles nous disent comment elles peuvent être soutenues dans le processus de sortie de la prostitution. Étant donné que tout besoin s'inscrit dans un contexte socioéconomique déterminé, des pans de vécus dépassant l'objet de cette recherche nous ont été racontés. Ce rapport illustre la multiplicité et la complexité des besoins exprimés mais n'est pas exhaustif. Il est clair que toute la richesse de notre matériau n'a pas été explorée dans le rapport.

Le présent rapport de recherche s'articule autour de six chapitres. Le premier chapitre consiste en une recension des écrits sur les éléments favorisant la sortie des femmes de l'industrie du sexe. Y sont également abordés notre compréhension de la prostitution et notre positionnement. La notion de besoin au cœur de notre sujet d'étude est aussi explorée. Le second chapitre décrit les démarches de recherche effectuées ainsi que la méthodologie utilisée. Le troisième chapitre dresse le portrait sociodémographique des participantes à la recherche, ainsi que leurs expériences dans l'industrie du sexe. Le quatrième chapitre présente une analyse des besoins des participantes à partir des données recueillies dans le questionnaire et des témoignages dans les entrevues, alors que le chapitre cinq rend compte de la méconnaissance des services pour soutenir les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe, particulièrement lorsqu'elles souhaitent quitter. Le chapitre six présente pour sa part des messages que des participantes ont adressés aux gouvernements, aux forces de l'ordre, aux autres femmes dans l'industrie du sexe, à la population et aux clients. Enfin, la conclusion revient sur les principaux résultats de la recherche et est suivie de recommandations pour le développement de services adaptés aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe.



ANI ROSE WHALESWAN  
*Oldpornqueen*

# Contexte de la recherche

## 1. PROBLÉMATIQUE ET CADRE CONCEPTUEL

Ces dernières années ont vu apparaître un bon nombre d'écrits sur la question de la prostitution. Certaines auteures et certains auteurs s'y sont intéressé-e-s directement, d'autres par ricochet et non comme sujet central. La plupart de ces travaux ont pour objectif de comprendre les raisons qui amènent les femmes et les jeunes filles vers l'industrie du sexe (Kramer et Berg, 2003; Mathieu, 2002; Jobin, 2000; Williamson, 2003; O'Neil, 2001; Clarke et al., 2012). Par contre, ce qui est moins exploré, ce sont les mécanismes de sortie de l'industrie du sexe. Månsson et Hedin (1999) notent qu'en dépit de la richesse des écrits sur la prostitution, il manque des recherches exhaustives et systématiques sur « le pourquoi » et « le comment » les femmes sortent de la prostitution. À ce jour, la situation n'a pas été inversée. La recherche de Bindel et al. (2012) vient appuyer ce constat, même si elle note un intérêt croissant, ces dernières années, pour le processus de sortie. Cet intérêt se fonde entre autres sur l'observation qu'une forte proportion de femmes veulent s'en sortir (Bindel et al., 2012; Farley et al., 2003). Forte de cette constatation et des observations de la CLES sur le terrain, l'hypothèse de notre recherche est que, d'une part, une grande majorité de femmes veulent quitter la prostitution et que, d'autre part, il existe peu de ressources pour les aider dans cette démarche.

Dans le présent chapitre, nous allons dans un premier temps clarifier notre compréhension de la prostitution. Nous poursuivrons avec un état des lieux des écrits sur la sortie de l'industrie du sexe et, enfin, nous présenterons notre cadre conceptuel ainsi que nos objectifs de recherche.

### 1.1. Prostitution : une même réalité, plusieurs visions et diverses approches

La vision que l'on adopte de la prostitution influe sur les approches et les pratiques. Chacune des postures débouche sur une compréhension des besoins des femmes et du type de services à développer. Il existe trois grands courants sur la question : le réglementarisme, le prohibitionnisme et l'abolitionnisme. Ces courants sont liés à des régimes juridiques en cours dans la plupart des pays ayant légiféré sur la question de la prostitution. Toutefois, comme cette étude se situe dans une approche féministe, nous allons nous concentrer sur les deux visions en tension qui traversent le mouvement féministe au Québec : le courant abolitionniste et le courant dénommé « pro-travail du sexe » (Geadah, 2003 : 63). Ces deux tendances, comme mentionné plus haut, mènent non seulement à « des conclusions antagoniques » en ce qui a trait à la nature de la prostitution mais se matérialisent aussi en des pratiques opposées auprès des femmes (Ricci et al., 2012).

La perspective « pro-travail du sexe » considère la prostitution « comme un métier d'abord et avant tout féminin » [...] (Parent et Bruckert, 2005 : 123). Cette compréhension de la prostitution comme « travail du sexe » s'appuie sur le consentement pour des échanges sexuels contre

rémunération entre adultes et sur l'autoreprésentation des personnes prostituées comme travailleuses (Parent et Bruckert, 2005 : 124). Or, comme le démontrent d'autres chercheuses, la notion de consentement ne saurait être appréhendée en dehors de tout cadre normatif et de contraintes sociohistoriques (Poulin, 2004; Ricci et al., 2012). De plus, cette approche fait fi de l'inégalité évidente des échanges dans la prostitution entre la personne qui paie, généralement un homme, et la personne contrainte à satisfaire celle qui commande un service, généralement une femme.

Sur le plan juridique, la perspective pro-travail du sexe prône la décriminalisation totale de la prostitution en vue de contrer la stigmatisation des femmes qui y sont impliquées, victimes du caractère illégal de l'activité et de sa non acceptation (Fortin-Pellerin et Vinet-Bonin, 2013). Cette perspective prône donc, tout comme la position féministe abolitionniste, la décriminalisation des personnes prostituées, mais se distingue de celle-ci en souhaitant également la décriminalisation des clients et des proxénètes exprimée sous le terme de « décriminalisation du *travail* du sexe » (Toupin, 2009 : 8). Dans cette logique, les défenderesses de cette approche s'intéressent peu à la sortie des femmes de la prostitution considérée comme « travail ». Leurs actions se résument plutôt à améliorer les conditions de pratique tant en termes de sécurité que de santé (tri des clients, distribution de préservatifs, lutte contre la toxicomanie, etc.) : « Ces travailleuses du sexe, qui œuvrent dans le milieu pour changer les conditions d'exercice de cette activité, afin de pouvoir « travailler en sécurité et dans la dignité » » (Toupin, 2009 : 5). Certaines tenantes de cette position reconnaissent la présence de la violence dans l'activité prostitutionnelle mais la cantonnent dans la prostitution de rue (Parent et Bruckert, 2005).

Par contre, la perspective abolitionniste définit la prostitution comme une appropriation patriarcale du corps et de la sexualité des femmes et par conséquent, la considère comme une forme de violence masculine (CLES, 2010; Audet, 2005). La notion d'objectification sexuelle, centrale au féminisme contemporain, est cruciale pour le courant abolitionniste. L'objectification sexuelle survient quand une personne est considérée, évaluée, réduite, et/ou traitée comme un simple corps par autrui (Dines, 2010). Il s'agit de séparer une personne de son corps, de certaines de ses parties corporelles ou de ses fonctions sexuelles, les réduisant au statut d'instruments ou les considérant comme étant en mesure de représenter la personne en entier. La perspective abolitionniste utilise une grille de lecture sociale de la prostitution en analysant les conditions socioéconomiques et les contraintes idéologiques et structurelles qui entourent les voies d'accès à cette activité. Peuvent être nommés : la pauvreté, l'accès inégal à l'éducation et aux ressources, le sexisme, la réification du corps des femmes, la banalisation de la pornographie, etc.

Sur le plan juridique, les abolitionnistes désirent enlever le poids de la responsabilité de l'acte prostitutionnel sur les femmes en les décriminalisant et la renvoyer aux clients-prostituteurs et aux proxénètes en les criminalisant. Il s'agit alors de développer des services qui puissent aider les femmes à s'en sortir, à reprendre contrôle de leur vie et, dans la logique de l'abolition, de faire de la prévention afin d'éviter que d'autres femmes et jeunes filles ne se retrouvent prises dans la prostitution. Ceci n'exclut pas un accompagnement des femmes au quotidien dans le respect de leur cheminement. Trouver cet équilibre entre l'objectif stratégique et l'urgence, comme le soulignent judicieusement Ricci et al. (2012), constitue le défi opérationnel des tenantes de la position abolitionniste.

### 1.1.1. Définition de la prostitution et de l'industrie du sexe

Voici la définition de l'industrie du sexe et de la prostitution qu'adopte cette recherche-action :

D'après la définition de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES, 2010), l'expression « **femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution** » est utilisée pour désigner « les femmes qui se retrouvent dans une des situations suivantes :

*Elles ont été ou sont toujours exploitées dans l'industrie sexuelle, de manière continue ou occasionnelle, par exemple dans des « bars de danseuses nues », des « agences d'escortes », des « salons de massages érotiques » ou encore dans le cadre de la prostitution de rue. Cette définition s'applique qu'elles aient été ou non kidnappées ou manipulées par des réseaux internationaux ou nationaux de traite .*

*Elles ont été ou sont toujours exploitées dans la prostitution de survie. Elles se font offrir de l'aide dans des situations d'urgence en échange de l'accès à leur corps. Par exemple quand elles sont en fugue, se retrouvent sans logement, quand leur réfrigérateur tombe en panne ou pour faire face aux frais occasionnés par la rentrée scolaire ».*

Nous entendons par « prostitution », un système qui assure aux hommes le contrôle et l'accès au corps et à la sexualité des femmes. Elle « s'inscrit dans un continuum de violences envers les femmes. » (CLES, 2010).

Afin de mieux saisir les besoins des femmes dans cet éventail d'activités qu'englobe la prostitution, il importe de comprendre les éléments contextuels encadrant le souhait de quitter l'industrie du sexe.

## 1.2. « Sortir », un processus

La plupart des travaux qui explorent l'arrêt de l'activité prostitutionnelle indique qu'il s'agit d'un processus complexe mobilisant temps et énergie de la part des femmes qui s'y engagent (Baker et al., 2010 ; Mayhew et Mossman, 2007 ; Valandra, 2007 ; Månsson et Hedin, 1999). Quitter l'industrie du sexe relève donc d'un parcours plutôt que d'un événement singulier (Williamson, 2003). Ce parcours n'est pas linéaire et comporte des allers-retours et des moments d'hésitation. La notion de parcours peut être définie comme une succession de passages non réductibles à l'idée de chronologie (Bertaux, 2005). Le parcours rend compte des différentes séquences, phases, points de rupture et de continuité, ainsi que des dynamiques et des mouvements en jeu.

Dans le cadre de l'activité prostitutionnelle, les différentes tentatives de s'en sortir constituent autant de phases dans le parcours de sortie (Månsson et Hedin, 1999). Elles ne sont pas séparées mais au contraire étroitement imbriquées. Ces essais sont en lien direct avec les freins et les barrières rencontrés par les femmes. Plus il y a de contraintes, plus le processus de sortie est long, et plus il est difficile de quitter la prostitution. Les sociologues américain(e)s Robert Merton et Harriet Zuckerman ont été les premier(e)s à signaler que les avantages, et a contrario, les désavantages cumulatifs, se combinent et produisent un effet multiplicateur. Ce phénomène a été dénommé l'effet Matthieu à partir d'un verset de l'Évangile selon Matthieu<sup>4</sup> (Månsson et

<sup>4</sup> « Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a. » (Matthieu, 13 : 12)

Hedin, 1999). La chercheuse féministe Margaret W. Rossiter (1993), non sans humour, l'a rebaptisé *l'effet Mathilda* en hommage à la première femme à publier sur les questions théologiques, domaine jusque-là strictement réservé aux hommes.<sup>5</sup>

*L'effet Mathilda* permet d'expliquer comment différents facteurs se conjuguent et se combinent pour rendre plus ardu le désir de quitter l'industrie du sexe. Les effets de la violence sont traumatisants, stressants et cumulatifs. Une exposition à répétition est néfaste pour la santé physique et psychologique. Quand cette violence se double de stigmatisation et d'exutoire dans la toxicomanie, l'impact est encore plus dévastateur. Dans l'activité prostitutionnelle, ces facteurs combinés diminuent les chances de sortie des femmes (Månsson et Hedin, 1999). Comment se concrétise cette réduction de possibilités dans le processus de sortie de la prostitution?

### 1.3. Les aléas des femmes désirant quitter la prostitution

Dans les écrits, la question de l'arrêt de l'activité prostitutionnelle est généralement abordée sous deux angles. D'une part, les obstacles inhérents à la démarche de sortie sont explorés. D'autre part, des modèles explicatifs sont dégagés, et des meilleures pratiques présentées en vue de soutenir les femmes qui souhaitent quitter la prostitution. La complexité même du processus renvoie à la nécessité de mieux saisir les facteurs et les défis qui empêchent une sortie de l'industrie du sexe. Néanmoins, plusieurs chercheuses signalent qu'il existe un manque drastique de recherches analysant les voies de sortie de la prostitution.

Certaines recherches s'intéressent aux circonstances factuelles qui ont permis aux femmes de quitter la prostitution. Ainsi, Ricci et al. (2012) indiquent que « quelques conditions « gagnantes » de cette sortie de la prostitution émergent toutefois des récits : au premier chef, l'arrestation du *pimp* et le soutien d'un ou d'une proche ». Dans la même veine, Karine Damphousse, dans son mémoire (2012), montre comment le fait de porter plainte contre son proxénète et par la suite l'arrestation de ce dernier, a permis aux jeunes filles qu'elle a rencontrées de quitter la prostitution. Audet (2005 :35) rapporte ces propos d'une ex-prostituée française expliquant les mécanismes psychologiques mis en œuvre pour quitter la prostitution : « Pour s'en sortir, il faut la volonté inébranlable de ne plus retourner sur le trottoir, être aidée et surtout totalement coupée du milieu. Bref, passer du statut de victime à celui de « survivante », de femme qui n'accepte plus et se bat. ». La question de pouvoir se créer une « nouvelle identité » semble aussi jouer un rôle important: « Some women try to leave but slip back into the practice; others are successful in creating a new identity for themselves. » (Collins: 4, 2010). Provencher (2012) signale, dans la foulée de Landau (2000) de même que Månsson et Hedin (1999), l'impact des « événements-déclics » - ensemble de circonstances positives ou négatives, tels que les interventions policières, la maternité, la perte de la garde d'enfants, une nouvelle rencontre amoureuse, entres autres - dans l'engagement des femmes à la sortie de l'activité prostitutionnelle. Quant aux femmes citées par Bindel et al. (2012), elles nomment la violence imposée par les clients-prostituteurs comme une des raisons les motivant à arrêter la prostitution.

Par ailleurs, quelques travaux abordent la question de la sortie de la prostitution en relation avec d'autres phénomènes comme la toxicomanie (Bertrand et Nadeau, 2006) ; Clarke et al., (2012), la santé mentale (Suresh et al., 2009), le VIH (Gendron et Hankins, 1995 ; Manopoiboon et al., 2010) ou la prostitution de survie (Provencher, 2012).

<sup>5</sup> Mathilda Joslyn Gage, une suffragette, une féministe du 19<sup>e</sup> siècle critique à l'égard de la religion et de la Bible. Elle est également une des premières sociologues de la connaissance.

### 1.3.1. Les barrières à la sortie

La grande majorité des recherches qui se penchent sur les difficultés que vivent les femmes pour quitter l'industrie du sexe s'intéresse à la prostitution de rue. Elles mettent en lumière le fait que les obstacles sont multiples et vastes. Baker et *al.* (2010) s'inspirant de la structure de classement à trois niveaux présentée dans la recherche de Månsson et Hedin (1999), utilisent les travaux de plus d'une vingtaine de chercheuses pour regrouper les différents défis rencontrés par les femmes en quatre catégories : « 1) les facteurs individuels (c'est-à-dire, ceux associés « aux dynamismes et capacités internes (personnelles) des femmes » ; p. 74), 2) les facteurs relationnels (i.e. ceux associés à leur environnement immédiat et leur réseau social informel), 3) les facteurs structurels (i.e. ceux associés aux contingences sociales) et 4) les facteurs sociétaux qui capturent les perceptions sociales des femmes prostituées (par exemple, stigmatisation, discrimination) qui vont affecter profondément les trois autres facteurs »<sup>6</sup>. Ces facteurs sont à la base du modèle développé par Baker et *al.* (2010) que nous verrons à la prochaine section.

De plus, Baker et *al.* (2010) présentent une synthèse des barrières possibles qui peuvent nuire à la sortie des femmes de la prostitution. La consommation de drogues, une faible estime de soi, un soutien social formel et informel limité, des habiletés restreintes, l'accès limité à des emplois, la discrimination, ainsi que la stigmatisation de la société encore présentes à l'égard des femmes dans la prostitution constituent des barrières à leur sortie.

D'autres contraintes sont aussi identifiées comme la présence d'un proxénète (Valandra, 2007 ; Farley et *al.*, 2003), la sollicitation constante des clients (Farley, 1998 ; McIntyre, 2002 ; Jean, 2012 ; Conseil du statut de la femme, 2012 ; Bindel et *al.*, 2012, Ricci et *al.*, 2012), la possibilité de gagner rapidement de l'argent et une relative flexibilité en termes d'horaires (Murphy et Venkatesh, 2006 ; McIntyre, 2002 ; Collins, 2010), la camaraderie développée dans le cadre de la pratique prostitutionnelle et un sentiment d'appartenance (McIntyre, 2002).

Des défis plus structurels, tels que la pauvreté, sont identifiés par Valandra (2007) et Farley et *al.* (2003) comme un facteur nuisant à la sortie de la prostitution. Ces auteures indiquent aussi le poids du racisme et de l'héritage colonial dans l'oppression des femmes Africaines-Américaines et des Premières Nations<sup>7</sup>. Oppression qui se traduit par un ensemble de stéréotypes sociaux véhiculés à l'intérieur de la société à l'égard de ces femmes et intériorisés, dans bien des cas, par ces dernières. Dans le même ordre d'idées, Fortin-Pellerin et Vinet-Bonin (2013) citent Law (2011) qui insiste sur le fait que la stigmatisation représente un frein à la recherche d'emploi, constituant ainsi une barrière à la sortie.

En dépit des références aux contraintes structurelles, Månsson et Hedin (1999), de manière contradictoire, insistent dans la conclusion de leur recherche sur le rôle de la volonté individuelle dans le processus de sortie : « that the individual's emotional commitment, as it is expressed through dreams and positive illusions, lie at the very heart of the process of change. » (p. 75). Ils reconnaissent eux-mêmes les limites d'une telle approche qui fait reposer la possibilité de s'extirper d'une situation, décrite comme dommageable, sur les capacités des femmes de faire face à l'adversité. D'autres auteurs soulignent des obstacles centrés sur l'accès à l'argent et le style de vie : « Although women enter sex work for economic reasons, they develop an identity

---

<sup>6</sup> Traduction libre.

<sup>7</sup> Farley et *al.* (2005) expliquent l'usage de ce terme au lieu « d'autochtones » pour souligner le fait que ces personnes sont les premières populations de ces terres, ce que l'on semble souvent oublier ou ignorer.

around the trade and an addiction to the work, becoming entrapped in a “cycle of sex work” from which escape is difficult. » (Murphy, 2004 : 143).

Une des rares études qui s'intéresse à ces barrières et aux femmes se retrouvant dans d'autres sphères de l'industrie du sexe, en dehors de la prostitution de rue, est celle de Bindel et *al.* (2012). Dans le cadre de cette recherche, les chercheuses ont rencontré en Angleterre 114 femmes dont deux-tiers sont dans la prostitution de rue et un tiers dans d'autres secteurs. Parmi ces femmes, sept ont connu la traite. Neuf (9) obstacles ont été identifiés dans leur recherche. Il s'agit : 1) des problèmes de consommation de drogues (83% le mentionnent); 2) des problèmes de logement (77% des femmes avaient eu ou avaient encore des problèmes de logement ou d'itinérance : vivre avec des proxénètes, se prostituer pour payer un loyer ou être expulsées d'un logement après une incarcération); 3) des problèmes de santé physique et mentale (79% le mentionnaient) (ex : impossibilité de se projeter dans l'avenir, dépression, anxiété, grandes difficultés à nouer des relations de confiance, stratégies de dissociation); 4) des violences subies dans l'enfance (72 % avaient vécu des violences émotionnelles, physiques, verbales ou sexuelles); 5) de la criminalisation (49% avaient un dossier criminel lié à la prostitution et 67% en lien avec d'autres genres d'infractions); 6) du rôle de l'argent – gérer des dettes ou des revenus disponibles élevés (52% mentionnent avoir des dettes qui les empêchent de sortir de la prostitution et dans certains cas, une dépendance à un revenu élevé); 7) d'une contrainte extérieure pour demeurer dans la prostitution (50% l'ont signalée); 8) du manque de qualifications ou de formation (39% n'avaient ni qualification, ni formation formelles); et finalement, 9) d'une entrée dans la prostitution à un jeune âge (31% avant 18 ans, la plupart ne se souvenaient pas de leur vie avant la prostitution).

Tous ces défis à la sortie de la prostitution se déclinent en autant de facteurs-tentacules qui contribuent à maintenir les femmes dans un tourbillon d'incursions et de pauses plus ou moins longues dans l'industrie du sexe. Comment ces parcours sont-ils analysés dans les écrits?

### 1.3.2. Les modèles de sortie

En vue de bien cerner les facteurs et les conditions de sortie, plusieurs modèles explicatifs et pratiques optimales sur la question sont présentés par les chercheuses. Parmi les plus importants se retrouvent les modèles de Månsson et Hedin (1999), de Baker et *al.* (2010) et de Cimino (2012).

#### Le modèle de Månsson et Hedin (1999)

Ce modèle s'appuie sur le capital social des femmes dans la prostitution. Il affirme que la capacité des femmes à mobiliser du support relationnel tant dans l'environnement immédiat (famille, amies) que dans la sphère professionnelle (intervenantes, médecins), est garante de leur sortie de la prostitution. La mobilisation de ce support comprend quatre phases : 1) le moment où les femmes commencent à réfléchir sur l'éventualité d'une sortie et donc commencent à chercher des ressources en ce sens ; 2) le point de cassure où les femmes décident d'arrêter ; 3) le moment des défis où les femmes font face aux freins à la sortie et vivent une sorte de ballotement entre sortie et re-entrée ; et 4) le moment de la sortie effective où les femmes reprennent leur vie en main (Månsson et Hedin, 1997). En fait, tout le processus de sortie repose sur les capacités relationnelles des femmes et des autres personnes concernées. Le modèle ne tient pas compte des facteurs sociaux qui influent sur les différentes étapes.

### Le modèle de Baker et al. (2010)

Baker et al. (2010) décrivent leur modèle comme étant « intégral ». Il se base sur quatre modèles préexistants pour faire ressortir six étapes dans la sortie : 1) l'immersion, période où les femmes ne pensent pas encore à la sortie ; 2) la prise de conscience allant d'un simple inconfort, d'une sensation que tout ne va pas bien à une réalisation consciente du malaise ; 3) la préparation délibérée, période où les femmes commencent leur quête de support formel et informel ; 4) l'étape de sortie initiale, période où les femmes commencent à utiliser véritablement l'aide cherchée à l'étape précédente ; 5) le retour à la prostitution, période de ballotement, d'indécision, de contradiction, d'expériences négatives renforçant la vulnérabilité ; 6) la sortie finale, période de changement drastique dans la vie et l'environnement des femmes grâce à un nouveau style de vie, une nouvelle « identité ». Ce modèle se fonde sur les changements de comportements et d'« identité » des femmes, mais prend aussi en compte les contraintes individuelles auxquelles ces dernières font face alors qu'elles cherchent à sortir de la prostitution.

### Le modèle de Cimino (2012)

Cimino (2012), en tenant compte des limites des modèles précédents, a développé un modèle préconisant des interventions qui prennent en considération l'étape à laquelle les femmes se trouvent pour les aider à s'en sortir. Il fait ressortir l'impact des normes intériorisées ou non sur l'attitude des femmes. Il avance que des facteurs exogènes comme la diminution de l'agentivité des femmes due à une vulnérabilisation dans l'activité prostitutionnelle, le contrôle des *pimps* et le contexte social sont autant d'éléments à considérer.

### 1.3.3. Des approches et des pratiques holistiques

Ces modèles tout en permettant de mieux comprendre les mécanismes de sortie des femmes de la prostitution ne peuvent être généralisés étant donné que, d'une part, ils s'appliquent principalement à la prostitution de rue, et que d'autre part, ils ne tiennent pas compte des rapports de pouvoir et de domination dans la société (Fortin-Pellerin et Vinet-Bonin, 2013; Cimino, 2012 ; Ricci et al., 2012 ; Farley et al., 2005). Il apparaît donc important d'étudier les méthodes et pratiques exemplaires en la matière qui adoptent une approche holistique du processus de sortie de l'industrie du sexe.

Des chercheuses se sont attelées à définir des balises pour éclairer les pratiques quotidiennes des intervenantes. Dans le cadre d'un guide intitulé « Prostitution, prévention, accompagnement, Comment agir ? Guide pratique pour les acteurs sociaux », publié par le Mouvement du Nid (2010), les points suivants sont mis de l'avant comme repères pour donner un service adéquat aux personnes ayant un vécu en lien avec la prostitution : « construire la confiance », avoir un positionnement clair par rapport à la prostitution, développer un accompagnement axé sur les éléments déclencheurs et les obstacles à la sortie, et susciter la motivation.

Un outil de pratiques exemplaires a été développé par « Women's Support Service » en 2010. Ce document, s'appuyant sur une approche féministe, invite les intervenantes à reconsidérer leurs pratiques et à remettre en question l'approche de la réduction des méfaits, tout en reconnaissant ses bienfaits sur le court terme. Les chercheuses évoquent le fait que la question de la sécurité par exemple ne saurait se réduire au port du préservatif et aux stratégies d'évitement de même que les autres formes de précaution employées généralement par les femmes au quotidien, dans le cadre de la prostitution. Elles argumentent que la prostitution rend les femmes vulnérables aux

hommes violents et qu'une attention particulière doit être accordée à l'estime de soi qui est généralement minée chez les personnes qui sont prostituées. L'outil se termine avec deux exemples de modèles d'intervention : le modèle d'intervention en relation avec les traumatismes et le modèle axé sur la prévention. Des conseils détaillés sont prodigués pour l'intervention.

Mayhew et Mossman (2007) quant à eux proposent un ensemble de principes de meilleures pratiques applicables aux interventions auprès des femmes dans la prostitution. En ce sens, ils prônent des interventions holistiques qui engagent différentes sphères d'intervention telles que les services de santé et de santé mentale, l'aide à l'accès au logement et à l'emploi, le retour aux études, etc., afin de répondre à la multiplicité des défis auxquels les femmes font face. Ces démarches présentent les caractéristiques suivantes : des interventions capables de gérer les possibles revirements en lien avec la sortie ; des interventions priorisant des services individualisés ; des interventions reposant sur une relation de confiance, avec des ressources adéquates, l'éducation publique et un travail de proximité. Leur recherche souligne toutefois la difficulté de baliser des meilleures pratiques pour les interventions auprès de femmes dans la prostitution et le fait que les interventions, au lieu d'innover, s'appuient bien souvent sur ce « qui a fonctionné ».

Si ces modèles et approches sont intéressants d'un point de vue heuristique, permettant de mieux comprendre les facteurs subjectifs constituant des barrières à la sortie, ou esquissant des lignes directrices pour encadrer les femmes qui désirent quitter l'industrie du sexe, peu d'entre eux placent la parole des femmes et leur bien-être au centre de leurs analyses (Vanwesenbeeck, 1994 ; Parent et Bruckert, 2005; Bindel et *al.*, 2012 ; Ricci et *al.*, 2012). Ces travaux ne questionnent pas directement les principales concernées, les femmes qui sont prostituées, afin de sonder leurs désirs et leurs besoins. Mais d'abord, qu'est-ce qu'un besoin?

#### 1.4. Le concept de besoin

Le concept de besoin est au cœur de notre problématique. Cette notion d'usage courant et journalier se prête à des acceptions variées selon les sujets traités et les contextes. Dans un cadre plus théorique, le concept de besoin est utilisé différemment en économie politique où son rapport à la production et a fortiori à la consommation est mis en exergue (Albou, 1975), en éducation où se confrontent les buts et aspirations des apprenants avec les objectifs des institutions éducationnelles et de la société (Lapointe, 1992) ou encore en psychologie où son rapport avec le bien-être est exploré (Laguardia et Ryan, 2000). Cette diversité de sens entraîne de la confusion.

Le besoin peut être « [...] associé au spirituel, au physiologique, au matériel, au monétaire, à l'artificiel » (Lapointe, 1992). Soulignons tout d'abord qu'il existe tout un débat philosophique sur l'origine des besoins à savoir s'ils sont le fruit des contextes sociaux, politiques ou culturels ou plutôt le fait d'intériorisation de listes établies et de standards acceptés. Nous ne rentrerons pas dans ce débat tout en reconnaissant que tous ces facteurs influent sur la perception du besoin.

Nonobstant les nuances et les divergences, les chercheuses s'entendent généralement sur la définition de Kaufman (1972 : 5) du besoin comme un écart entre « ce qui est et ce qui devrait être ». Quoique nous retenons cette définition dans le contexte de cette recherche, il importe de préciser que si le besoin peut provenir d'une nécessité « naturelle » ou sociale, il n'existe qu'à travers le filtre des perceptions des individus (Barbier et Lesne, 1977). Bourgeois (1991) nous permet d'affiner la compréhension du besoin en mettant en exergue trois pôles étroitement

imbriqués qui caractériseraient tout besoin. Il s'agit d'une part d'une représentation de la situation immédiate « exprimée en termes de problèmes, de dysfonctionnement, d'exigence, de nécessité, de défaut ». Suit une représentation de la situation souhaitée amenée « en termes de désir, de souhait, d'aspiration, de motivation ». Une troisième représentation est celle des perspectives d'action où « le besoin est exprimé en termes d'action à mener ».

La présence des trois pôles n'est pas exclusive. Un aspect peut être dominant ou exacerbé. Mais, si le besoin est ancré dans la perception, il n'est pas indépendant du contexte sociohistorique. Dans le cadre de notre étude, les besoins des femmes en situation prostitutionnelle seront donc teintés de leur réalité, de leur vécu expérientiel. Comment s'expriment ces besoins? Comment s'articulent les problèmes qui empêchent la sortie de la prostitution?

En fait, peu de travaux se penchent sur les besoins uniques ou spécifiques et souvent multiples des femmes dans la prostitution. Partant de l'identification de ce groupe de femmes comme un vecteur central de transmission du VIH et d'autres ITSS, certaines analyses cherchent avant tout à cerner leurs besoins en lien avec la santé, particulièrement la santé sexuelle et encore plus particulièrement, la prévention et le traitement du VIH et des ITSS (Mironski, 2010; Berg et Bates 2008; Population Council, 2007; Lapinski-LaFaive et Simpson, 2004). Ces études font aussi le portrait des personnes rencontrées, en se centrant sur leurs comportements par rapport aux actes sexuels pratiqués, aux stratégies de prévention du risque de transmission, etc., ainsi que sur leur utilisation et leur connaissance des ressources en santé (surtout sexuelle). Quelques-unes s'intéressent aux besoins relatifs à la santé mentale (Suresh, 2009). Une analyse des besoins des femmes dans la prostitution a également été réalisée par Parent et Bruckert (2005) mais cette étude ne vise pas la sortie des femmes, même si elle relate des besoins pressants en termes de santé, de logement et d'isolement. Elle cherche plutôt à démontrer que les lois actuelles au Canada les pénalisent et qu'en ce sens, un besoin central des femmes serait la décriminalisation totale de la prostitution : « C'est d'abord sur les plans juridique et politique que les représentantes des travailleuses du sexe ont identifié leurs besoins et proposé des solutions » (Parent et Bruckert, 2005 : 115). Selon ces auteures, en effet, « Nombre de leurs [les femmes prostituées] besoins actuels (logement, services juridiques, protection contre la violence) sont directement reliés au cadre juridique auquel elles sont soumises. » (Parent et Bruckert, 2005 : 142). Si, pour certaines femmes, cela constitue un besoin, l'ensemble des auteures consultées ne rapportent toutefois pas la décriminalisation comme étant une demande des femmes rejointes.

Les recherches qui élargissent le champ d'investigation des besoins des femmes prostituées sont toutefois plus rares. Comme nous l'avons vu, l'étude de Bindel et *al.* (2012) se distingue à cet égard par sa volonté d'évaluer de manière plus large les besoins identifiés par des femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe, dans la perspective de leur offrir des services qui pourraient les soutenir dans leur parcours de sortie. Elle se rapproche le plus de notre démarche, d'un point de vue féministe et abolitionniste. Notre propre recherche s'inspire de cette même préoccupation de comprendre de manière holistique et globale les besoins des femmes ayant un vécu en prostitution.

## 1.5. Une approche féministe pour cerner la diversité des besoins

Les principes de la recherche féministe, qui se veut à la fois un projet de transformation sociale et un projet intellectuel d'avancement des connaissances (Ollivier et Tremblay, 2000), sont au cœur

de la présente étude. Elle s'assume explicitement comme une recherche engagée, s'éloignant des idéaux (bien illusoire) de pureté et d'objectivité des sciences sociales traditionnelles. Les écrits sur la recherche féministe insistent en effet sur le fait qu'il n'existe pas d'approche scientifique objective : « Les épistémologies féministes arguent que la connaissance est incomplète, s'ancre dans le temps et l'espace, et est structurée par les constructions culturelles »<sup>8</sup> (Kralik et Van Loon, 2008 : 36). Plusieurs travaux dans les champs traditionnels, très souvent qualifiés d'« objectifs » et de « neutres », sont en fait réalisés dans une perspective androcentriste. Haraway (1988) remet en question cette conception traditionnelle de l'objectivité, qui serait portée par un point de vue provenant de « nulle part », en la faisant plutôt reposer sur la reconnaissance d'un point de vue partiel et situé.

Les recherches adoptant un point de vue androcentriste tendent également à évacuer les connaissances des femmes et leurs perspectives. Quoique Corbeil et Marchand l'écrivent au sujet de l'intervention féministe, la même remarque peut être faite pour la recherche féministe : « toute intervention auprès des femmes cherche à placer celles-ci au centre de l'intervention, en d'autres mots, à les considérer comme les *sujets* de leur vie et non comme des objets pouvant être manipulés. » (Corbeil et Marchand, 2010 : 32). L'approche féministe se propose de suppléer à cette lacune des champs traditionnels en créant un cadre théorique et méthodologique capable de remettre les femmes au cœur de la connaissance. Toutefois, cela ne sous-entend pas une « homogénéité » de point de vue. Au contraire, avise Kralik (2008 : 37) : « Une perspective féministe ne cherche pas à romantiser ou idéaliser ces femmes, mais développe plutôt des visions qui permettent d'apprécier leurs luttes, de comprendre leurs limitations et de voir leurs joies et leur peines [...] »<sup>9</sup>.

La spécificité de l'approche féministe est de mettre en lumière l'expérience des femmes en considérant les rapports de sexe, de classe et de race qui les oppriment. Elle propose ainsi un cadre pour donner sens aux besoins des femmes en les inscrivant dans un contexte social et politique de domination et d'oppression patriarcale, classiste, raciste et colonialiste, tout en favorisant l'émergence de la grande diversité des vies et des expériences personnelles des femmes. Comment cette vision féministe s'articule-t-elle avec les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour produire une analyse ?

## 1.6. Une analyse des besoins

Rappelons que, pour Kaufman (1972), un besoin peut être défini comme l'écart entre « ce qui est et ce qui devrait être » ou, autrement dit, entre une situation réelle et une situation idéale ou désirée. Afin d'appréhender ces écarts, les observations sur le terrain, si elles donnent un aperçu, ne suffisent pas. Une évaluation des situations réelles et des situations souhaitées s'impose.

L'analyse des besoins est surtout utilisée dans le domaine de l'éducation et dans le champ de l'intervention. Elle sert à mieux cerner les obstacles et les désirs d'un groupe déterminé et vient infirmer ou conforter les observations de terrain. Selon Chen et Marks (1998) et Witkin (1975), une analyse de besoin est un outil de planification et de développement d'action permettant d'adresser un problème ou des problèmes spécifiques d'une communauté donnée.

---

<sup>8</sup> Traduction libre.

<sup>9</sup> Traduction libre.

Une analyse ou une évaluation des besoins regroupe, selon Marchand (2009 :35), s'appuyant sur Witkin (1975), quatre étapes : « 1) [...] identifier des buts, 2) [...] déterminer le statut actuel par rapport à ces buts, 3) [...] identifier, décrire et analyser les écarts entre la situation réelle et la situation idéale, et 4) [...] déterminer l'ordre de priorité des besoins ». Dans le cadre de la présente recherche, les buts à atteindre correspondent à la détermination et à la contextualisation des besoins des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe. Dans cette optique, l'analyse des besoins est à la fois un processus d'élucidation et de négociation sociale (Bourgeois, 1991).

Dans le cadre de cette analyse, nous nous sommes donc non seulement intéressées aux besoins des femmes dans l'industrie du sexe, mais aussi à leurs difficultés. Selon Chen et Marks (1998), il y a en effet une forte corrélation entre difficultés et besoins : « Traditionnellement, une analyse des besoins se concentre sur l'identification et la description de l'incidence, la prévalence et la nature des problèmes humains dans un domaine déterminé »<sup>10</sup> (Chen et Marks, 1998 : 819). Une définition relativement large et commune du terme « difficulté » a été adoptée dans cette recherche en tenant compte qu'il s'agit d'une notion suffisamment populaire et diffusée. Ce terme, considéré comme synonyme de « problème », désigne tout ce qui ne va pas dans la vie des personnes, tout ce qui peut les préoccuper, tous les embarras, obstacles, gênes et questions non résolues qui affectent leur bien-être. Ainsi, à ces difficultés se trouvent souvent associés des besoins non satisfaits : « Comme les besoins non satisfaits proviennent de différentes causes et requièrent différentes solutions, les décideurs doivent connaître le contexte de ces besoins afin d'agir adéquatement. » (Chen et Marks, 1998 : 820).<sup>11</sup> Dans une analyse de besoins, il convient donc de cerner à la fois les difficultés et les besoins des femmes dans l'industrie du sexe, afin de mieux comprendre leurs expériences et leurs vécus et, éventuellement, développer des services qui leur sont adaptés.

## 1.7. Questions de recherche

Les études recensées permettent de voir que les femmes doivent surmonter d'énormes difficultés pour arriver à quitter la prostitution. Très peu de ces travaux analysent toutefois explicitement les besoins qu'auraient les femmes à partir de leurs propres perceptions. La présente recherche vise donc à étudier les besoins particuliers des femmes qui ont pensé à quitter l'industrie du sexe ou qui l'ont déjà quittée, étant donné toutes les contraintes signalées.

Plus exactement, dans le cadre d'une approche féministe et abolitionniste, faisant confiance à la capacité d'autodétermination des femmes, il s'agira dans une démarche exploratoire de faire ressortir les différents besoins qui ressortent de leur discours. Il ne s'agira pas de quantifier ni de rationaliser par une hiérarchisation ces différents besoins mais de les mettre en jeu avec les contextes d'entrée, les facteurs de maintien et les difficultés jalonnant le processus de sortie.

Nos questions de recherche se formulent comme suit :

- Quels sont les besoins des femmes qui sont dans l'industrie du sexe ou qui en sont sorties?
- Expriment-elles des besoins différents selon leurs domaines d'activités dans l'industrie du sexe?

---

<sup>10</sup> Traduction libre.

<sup>11</sup> Traduction libre.

- Connaissent-elles des ressources pour les soutenir, notamment pour la sortie de l'industrie du sexe?

## 1.8. Originalité de la recherche

Plusieurs chercheuses signalent que la plupart des femmes veulent quitter la prostitution (Bindel et *al.*, 2012 ; Farley et *al.*, 2005). La présente recherche partage avec elles ce postulat s'étayant sur un point de vue féministe et abolitionniste. Certaines chercheuses ont abordé les besoins des femmes dans la prostitution, mais peu l'ont fait en lien avec la sortie. L'étude de Bindel et *al.* (2012), quoique s'intéressant au processus de sortie de la prostitution, questionne les femmes sur les obstacles qu'elles ont rencontrés et non sur leurs besoins. Ces écrits suggèrent d'ailleurs la nécessité d'approfondir nos connaissances sur les mécanismes de sortie (Baker et *al.*, 2010 ; Fortin-Pellerin et Vinet-Bonin, 2013). Cette recherche vise donc plus particulièrement à connaître les besoins des femmes relatifs à la sortie de l'industrie du sexe.

Par ailleurs, les travaux analysant les besoins qu'ont les femmes pour quitter la prostitution sont encore plus rares. Les quelques-uns recensés se concentrent sur la santé publique et la perspective pro-travail du sexe. La question de la sortie de l'industrie du sexe ne constitue pas une priorité dans le cadre de leurs réflexions et interventions sur la prostitution. Il s'avère donc important de cerner la multiplicité et la diversité des besoins des femmes souhaitant quitter l'industrie du sexe ou l'ayant quittée. La présente analyse des besoins se propose donc de remettre les besoins des femmes dans leur contexte social et de comprendre leur enchevêtrement.

Sur le plan social, cette étude se veut une démarche novatrice qui mènera éventuellement au développement d'un modèle de services pour aider les femmes qui le désirent à quitter l'industrie du sexe alors que le travail de terrain et les écrits révèlent le peu de ressources disponibles en ce sens. Elle permettra également de faire des recommandations concernant les pratiques des intervenantes auprès des femmes qui sont prostituées et servira à jeter les bases d'interventions adaptées à la réalité des femmes, tout en favorisant une meilleure connaissance de leurs besoins en matière de sortie.

---

## 2. MÉTHODOLOGIE

Le présent chapitre expose les méthodes de recherche et les techniques d'enquête utilisées. La première partie est consacrée à la recherche-action féministe, qui correspond à l'approche générale adoptée dans le cadre de cette recherche. La partie suivante présente l'équipe de recherche. La troisième partie aborde la méthode de recherche, de même que les outils d'enquête développés (questionnaire et entrevue semi-dirigée). Les parties 2.4 et 2.5 décrivent pour leur part les procédures pour constituer un échantillon, diffuser la recherche et recruter des participantes. Dans la partie 2.6, nous précisons les techniques de traitement et d'analyse des données quantitatives et qualitatives. Enfin, les deux dernières parties se penchent sur les moyens mis en place pour assurer le consentement des participantes et la confidentialité des données recueillies, ainsi que les limites de la recherche.

### 2.1. Une recherche-action féministe

Cette recherche est profondément ancrée dans une volonté de transformer des pratiques et d'améliorer concrètement la vie des femmes, donnant tout son sens au terme de « recherche-action ». La recherche-action correspond à un processus d'interaction entre des chercheuses et des actrices sur le terrain dans le cadre d'un projet de recherche (Landry, 1993; Kurtzman, 1999). Contrairement à une recherche traditionnelle lors de laquelle des chercheuses définissent indépendamment leur objet de recherche en fonction d'objectifs théoriques, cette recherche-action a impliqué une étroite collaboration tout au long de la recherche entre des chercheuses, des praticiennes et des femmes ayant un vécu en prostitution. Ce sont les praticiennes et les femmes qui ont identifié un problème concret et qui ont fait appel à des chercheuses pour l'étudier.

C'est d'ailleurs, comme nous l'avons mentionné, l'écoute de la parole des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe qui a donné le souffle à cette recherche. En côtoyant ces femmes et en les écoutant, les travailleuses de la CLES ont en effet appris que nombreuses sont celles qui veulent quitter l'industrie du sexe, ou qui l'ont déjà quittée, sans toutefois avoir accès à des services adéquats pour les soutenir dans ce processus, que ce soit avant, pendant ou après la sortie. Ce constat est la base de cette analyse de besoins qui donne la parole aux femmes afin d'exprimer leurs difficultés et leurs besoins, en particulier en termes de ressources.

La CLES comprend déjà, dans son membership, des femmes ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe. Plusieurs d'entre elles sont actives dans les comités de l'organisme et dans l'équipe de travail. Pour le présent projet, il était d'autant plus important de maintenir cette priorité. En effet, il n'importait pas seulement d'étudier les besoins des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe, mais aussi de les inclure dans les diverses étapes de la recherche-action. Ces femmes composent donc le quart des comités aviseur et de recherche auxquels nous avons fait référence antérieurement. Les autres membres représentent différentes régions québécoises (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Outaouais, Estrie etc.) et divers milieux (maisons d'hébergement, groupes de défense de droits, travailleuses de rue, militantes féministes, milieux universitaire, gouvernemental et policier) qui sont en contact avec des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe.

Des femmes survivantes de l'industrie du sexe ont également participé au travail de collecte de données, après avoir reçu une formation, en rencontrant d'autres femmes ayant un vécu dans la prostitution pour leur faire remplir le questionnaire.

## 2.2. L'équipe de recherche

L'équipe de recherche était composée d'une travailleuse de la CLES responsable du développement de la recherche et de deux agentes de recherche contractuelles. Toutes détiennent un diplôme d'études supérieures avec formation en recherche. Une stagiaire présente à la CLES en mai et juin 2013 a aussi accompagné quelques participantes lors de leur réponse au questionnaire. L'équipe de recherche était également composée de quatre enquêtrices collaborant à l'administration du questionnaire.

Les responsables de la recherche ont en effet formé des femmes survivantes de l'industrie du sexe fréquentant la CLES, comme enquêtrices pour l'administration du questionnaire dans la région de Montréal. Ces femmes, qui ne détenaient pas de formation préalable en recherche, ont participé à une formation d'une durée de cinq heures sur les objectifs et les principes de la recherche, l'administration du questionnaire et les relations avec les participantes. Cette formation était basée sur un guide d'accompagnement produit par les responsables de la recherche et conçu pour soutenir les enquêtrices dans l'administration du questionnaire.

Se greffent à cette équipe sept intervenantes qui travaillent dans des organismes œuvrant dans cinq régions du Québec et qui ont accompagné des femmes de leur milieu à remplir le questionnaire.

Comme spécifié à l'introduction, les comités aviseur et de recherche ont été créés pour encadrer la recherche. Des réunions ont eu lieu régulièrement avec le comité aviseur et le comité de recherche. L'équipe de recherche présentait lors de ces réunions le déroulement de la recherche, les difficultés et les résultats qui surgissaient. Ces réunions étaient également des moments pour les membres des comités de partager leurs préoccupations, leurs suggestions et leurs questionnements avec l'équipe de recherche.

## 2.3. La méthode de recherche et les outils d'enquête

La recherche a reposé sur deux outils de collecte complémentaires soit le questionnaire et l'entrevue. Tout d'abord, les femmes intéressées à participer étaient invitées à répondre à un questionnaire écrit abordant leur profil, leurs expériences dans l'industrie du sexe, leurs difficultés liées à leur vécu et leurs besoins en termes de ressources et de services. Nous espérions rencontrer au moins 60 femmes pour ce volet, un nombre qui a été largement dépassé, soit 109 femmes. Lors de la rencontre pour le questionnaire, les femmes pouvaient indiquer dans le formulaire de consentement si elles acceptaient d'être contactées pour le deuxième volet de la recherche, soit pour une entrevue en profondeur. Cette entrevue portait sur les mêmes thèmes que le questionnaire. Elle a donc été réalisée avec certaines participantes qui avaient déjà répondu au questionnaire et étaient intéressées à partager davantage leurs expériences. Comme les entrevues sont davantage exigeantes, tant pour les participantes que pour les enquêtrices, nous avons prévu en réaliser environ 20. Sur les 109 femmes rencontrées, 93 étaient prêtes à participer à l'entrevue soit environ 85% de l'échantillon.

La « méthode mixte » du questionnaire et de l'entrevue, qui mobilise à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives (Johnson *et al.*, 2007), a été adoptée afin de renforcer l'analyse en observant à plusieurs niveaux et sous plusieurs angles les besoins nommés par les participantes. Une telle méthode permet notamment de dresser un portrait de ces besoins (par des méthodes quantitatives), qui peuvent ensuite être analysés plus finement (grâce aux méthodes qualitatives) (Guével et Pommier, 2012). Inversement, des résultats d'analyse plus fins peuvent être reliés à des observations plus larges. La méthode mixte offre ainsi la possibilité de trianguler les résultats, soit de comparer des résultats obtenus à l'aide de différentes méthodes, augmentant alors la validité des résultats d'analyse (Denzin et Lincoln, 1994).

Le questionnaire et la grille d'entrevue ont été construits en collaboration étroite avec le comité de recherche qui comprend, rappelons-le, des femmes survivantes de l'industrie du sexe, des intervenantes côtoyant quotidiennement ces femmes, ainsi que des universitaires rompues aux méthodes de recherche. Leurs expériences concrètes ont permis de raffiner le questionnaire d'abord préparé par les responsables de la recherche, en le rapprochant du vécu et des préoccupations des femmes. Le questionnaire a ensuite été soumis à des tests auprès de six participantes, dont les interrogations et les commentaires ont permis de préciser des questions et des termes du questionnaire, avant qu'il ne prenne sa forme définitive.

### 2.3.1. Le questionnaire

Le questionnaire comptait 13 pages<sup>12</sup>. Il contenait à la fois des questions fermées (renseignements factuels et cases à cocher) et des questions ouvertes (à court développement écrit). Il comportait cinq blocs de questions (voir l'Appendice A: Le questionnaire).

#### Bloc 1. Portrait des participantes

Ce bloc visait à faire le portrait des participantes, par le biais de questions sociodémographiques : âge, situation familiale, lieu de naissance, éducation, sources de revenu, occupation, etc.

#### Bloc 2. Expériences dans l'industrie du sexe

Ce bloc distinguait deux profils : le profil de celles qui étaient dans l'industrie du sexe au moment de remplir le questionnaire et celui de celles qui avaient quitté l'industrie du sexe. À la fin du bloc 1, les participantes devaient donc préciser si elles étaient actives ou non dans l'industrie du sexe. Rappelons que le terme « industrie du sexe » renvoyait à plusieurs types de domaines, soit la prostitution de rue, les bars de danseuses nues, les salons de massage, les agences d'escortes, les escortes indépendantes, les restaurants de serveuses sexy, la pornographie, les films ou photos érotiques, etc. Lorsque les participantes disaient être en processus de quitter l'industrie du sexe, l'enquêtrice leur demandait de remplir la partie concernant le premier profil.

Peu importe le profil, ce bloc cherchait à faire le portrait des expériences des participantes dans l'industrie du sexe. Les questions portaient sur l'âge d'entrée, les activités, les lieux où se déroulent ou déroulaient les activités, la gestion de l'argent, la connaissance des services, etc.

---

<sup>12</sup> Le questionnaire a été traduit en anglais, tout comme le formulaire de consentement. Les participantes pouvaient donc choisir la langue dans laquelle elles préféraient répondre.

### Bloc 3. Difficultés rencontrées en lien avec l'industrie du sexe

Ce bloc et le suivant constituaient le cœur de la recherche. Ils visaient à documenter les difficultés rencontrées par les participantes et à identifier des formes de soutien et de ressources qui pourraient leur être utiles. Les réponses nous ont permis de proposer des recommandations visant à l'élaboration d'un modèle de services pour aider les femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe ou qui l'ont quittée.

Le bloc 3 cherchait plus précisément à connaître les difficultés vécues par les participantes en lien avec leur situation dans l'industrie du sexe. Avec l'aide du comité de recherche, l'équipe de recherche a identifié huit sphères dans lesquelles les femmes vivent des difficultés maintes fois recensées dans les écrits scientifiques (Bindel et *al.*, 2012 ; Månsson et Hedin, 1999 ; Farley et *al.*, 2003) :

- La santé
- L'argent
- La criminalisation
- Le logement
- La sécurité (ou la violence)
- L'employabilité
- La consommation de drogues, d'alcool ou de médicaments
- L'isolement ou la solitude

Pour chacune de ces sphères, un certain nombre de difficultés plus spécifiques étaient suggérées aux participantes. Elles pouvaient alors cocher ou non celles qui s'appliquaient à leurs expériences. Dans tous les cas, une case « Autres » était ajoutée pour permettre aux participantes de préciser des difficultés qui n'étaient pas prévues dans les choix de réponses.

### Bloc 4. Formes de soutien et de ressources qui pourraient être utiles

Le bloc 4 tentait de préciser les formes de soutien, de ressources et de services qui pourraient être utiles aux participantes en fonction des difficultés ou des problèmes auxquels elles font ou ont fait face.

Le questionnaire proposait dans ce bloc huit catégories de besoins, préalablement identifiées en collaboration avec le comité de recherche, en lien avec les difficultés abordées dans le bloc précédent. Pour chaque type de besoins, une série de choix de réponses était proposée, ainsi qu'une case « Autres » permettant aux participantes de nommer d'autres besoins.

Ce bloc se terminait par deux questions concernant le besoin d'utiliser des services adaptés à certaines catégories sociales (selon le sexe, l'âge, le groupe ethnoculturel, etc.) et le coût souhaité des services.

### Bloc 5. Rétroaction sur la recherche

Le dernier bloc comportait deux questions visant à faire un retour sur la participation à la recherche. Les participantes pouvaient y inscrire des commentaires et des observations par rapport à la recherche, au questionnaire, à l'énoncé des questions (questions hermétiques, termes vagues, etc.) ou tout autre aspect de leur participation. Elles pouvaient également faire des suggestions de tout ordre. Ces questions nous permettaient notamment d'évaluer la qualité

du questionnaire dans la phase de validation et son impact sur les participantes tout au long de la recherche.

### 2.3.2. L'entrevue

Pour approfondir l'analyse des besoins des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe, un guide d'entrevue semi-dirigée a été élaboré à partir des thèmes du questionnaire (voir l'Appendice B: Le guide d'entrevue semi-dirigée). La grille d'entrevue proposait ainsi 10 thèmes :

- Présentation de la participante
- Éléments de définition de l'industrie du sexe
- Conditions d'entrée dans l'industrie du sexe
- Conditions de maintien de l'industrie du sexe
- In(accessibilité) aux services
- Conditions de sortie de l'industrie du sexe
- Besoins
- Messages aux intervenantes, au gouvernement, au public général, à la police, aux autres femmes, etc.
- Évaluation de la participation à la recherche
- Autres thèmes suggérés par la participante

Une série de sous-thèmes à approfondir était précisée pour chaque thème. Aucune question spécifique n'avait toutefois été préparée à l'avance. Adoptant une position d'écoute active, faisant parfois des « relance-miroirs », chaque thème était plutôt abordé à partir d'une question large qui permettait aux participantes de construire elles-mêmes leur discours (Demazière, 2007; Nossik, 2011).

### 2.4. L'échantillon

La recherche ciblait les jeunes filles et les femmes âgées de 14 ans et plus<sup>13</sup>, qui avaient déjà pensé à quitter l'industrie du sexe ou qui l'avaient quittée. Ce choix a évidemment eu pour effet possible d'écarter des femmes qui ne souhaitent pas quitter l'industrie du sexe<sup>14</sup>. Cette démarche semble toutefois compatible avec l'objectif ultime de la recherche d'amener à l'élaboration d'un modèle de services pouvant soutenir les femmes qui ont quitté ou qui souhaitent quitter l'industrie du sexe. Ce choix permettait donc de recueillir les témoignages qui seraient les plus utiles en ce sens. Des considérations éthiques ont également orienté cette option, dans la mesure où il semblait plus transparent d'identifier explicitement les perspectives et les objectifs de la recherche, afin que les femmes puissent décider en toute connaissance de cause d'y participer<sup>15</sup>.

---

<sup>13</sup> Au final, l'équipe de recherche a rencontré une seule jeune fille de moins de 18 ans. Pour des raisons éthiques, l'équipe souhaitait rencontrer uniquement des jeunes filles qui étaient déjà suivies par la DPJ ou un autre organisme (Melrose, 2002), mais le long processus d'évaluation et d'approbation de la recherche ne concordait pas avec les contraintes de temps de la recherche. La jeune fille rencontrée était déjà suivie par un organisme de Sherbrooke : c'est son intervenante qui l'a invitée à participer à la recherche et qui a rempli le questionnaire avec elle.

<sup>14</sup> À noter qu'environ 20% des participantes qui avaient déjà pensé à quitter l'industrie du sexe ont répondu ne pas vouloir la quitter au moment de remplir le questionnaire.

<sup>15</sup> À noter que certaines participantes ne partageaient pas les perspectives féministes abolitionnistes de la CLES. Quelques-unes ont partagé avec nous leurs critiques de ces perspectives. D'autres ont demandé aux enquêtrices, en cours de questionnaire, leur position sur l'industrie du sexe. Les enquêtrices avaient pris la décision de ne pas répondre à cette question au moment de l'administration du questionnaire, afin de ne pas influencer les propos des

Ce choix d'échantillonnage a évidemment des impacts sur les manières d'interpréter les données issues des questionnaires et des entrevues. En effet, l'échantillon n'est pas représentatif de la population prostitutionnelle du Québec<sup>16</sup>. Les données présentées dans le rapport ne peuvent donc pas être généralisées à l'ensemble des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe au Québec. Par conséquent, les chiffres doivent être cités en tenant compte du contexte de la recherches. Toutefois, cet échantillon touche un nombre de femmes important au Québec et permet de dégager une tendance par rapport à une réalité caractéristique de bien de femmes dans la prostitution. De plus, il faut souligner le nombre sans précédent de participantes dans cette recherche par rapport aux recherches répertoriées au Québec.

Cinq régions, en plus de Montréal, ont été ciblées : Abitibi, Québec<sup>17</sup>, Saguenay-Lac-St-Jean, Outaouais et Estrie<sup>18</sup>. De plus, afin de brosser un tableau plus complet des expériences et des besoins des femmes dans l'industrie du sexe, la recherche avait également pour objectif de rejoindre des femmes impliquées dans divers domaines de l'industrie du sexe. Nous voulions non seulement rencontrer celles impliquées dans la prostitution de rue, souvent plus faciles à rejoindre de par leur fréquentation d'organismes communautaires, mais aussi celles, plus difficiles à rejoindre, qui ont des expériences dans les salons de massage, les bars de danseuses, les agences d'escortes, la pornographie, les photos érotiques, le web, etc.

Lorsque les femmes contactaient l'équipe de recherche pour remplir le questionnaire, les responsables leur expliquaient les objectifs et les caractéristiques de la recherche, puis confirmaient leur intérêt à y participer. Au total, 109 femmes ont rempli le questionnaire et 23 ont participé à l'entrevue qualitative<sup>19</sup>. Le questionnaire durait entre 30 minutes et deux heures et l'entrevue, entre 40 minutes et trois heures. Les participantes ont été rencontrées dans les six régions du Québec mentionnées plus haut (Tableau 2-1) :

**Tableau 2-1.**  
**Nombre de participantes rencontrées par région**

Régions	Nombre	%
Abitibi	9	8,3%
Capitale-Nationale	1	0,9%
Estrie	24	22,0%
Montréal	67	61,5%
Outaouais	6	5,5%
Saguenay-Lac-St-Jean	2	1,8%
<b>Total</b>	<b>109</b>	<b>100,0%</b>

participantes. Pour celles qui souhaitaient connaître davantage la position de la CLES, un moment était accordé pour en discuter à la fin du questionnaire. Dans le cadre des entrevues, les participantes étaient invitées à partager leurs perspectives à l'achèvement de l'enregistrement, si elles le souhaitaient.

<sup>16</sup> Aucune donnée ne permet d'ailleurs à l'heure actuelle d'estimer la taille de cette population au Québec ou d'identifier ses caractéristiques.

<sup>17</sup> En raison de contraintes de temps, l'organisme ciblé à Québec pour nous aider à rencontrer des femmes n'a pas pu participer à la recherche. Une des enquêtrices a toutefois rencontré une femme habitant actuellement dans cette région. Cette participante a quitté l'industrie du sexe et était active à Montréal.

<sup>18</sup> Une entente a été établie avec un organisme à Sherbrooke, qui souhaitait amorcer lui-même une analyse des besoins des femmes ayant des pratiques de prostitution dans cette ville, afin de partager les données de la recherche.

<sup>19</sup> Le questionnaire d'une participante a été retiré de l'échantillon, car son expérience d'exploitation sexuelle avait cours ailleurs que dans l'industrie du sexe (une secte).

## 2.5. Recrutement des participantes et déroulement

Pour le recrutement, l'équipe de recherche a diffusé plusieurs annonces tant à l'intention des femmes qu'à celle d'organismes qui pouvaient aider à rencontrer des femmes. Une affiche d'appel à participation à la recherche a été produite, de même qu'un encart, plus petit, qui pouvait être distribué en mains propres ou déposé dans des endroits stratégiques (voir l'Appendice C: Les outils de recrutement).

Des contacts ont été établis avec des intervenantes travaillant dans des organismes de chacune des régions ciblées. Ces dernières, lorsqu'elles le pouvaient, ont aidé à faire remplir le questionnaire (Saguenay-Lac-St-Jean, Outaouais et Sherbrooke). Les responsables de la recherche leur envoyaient alors au préalable le guide d'accompagnement conçu pour les soutenir dans l'administration du questionnaire. Pour l'Abitibi, une responsable de la recherche s'est déplacée pour réaliser les questionnaires et les entrevues. Pour ce qui est des entrevues, elles ont été dans tous les cas réalisées par les responsables de la recherche <sup>20</sup>.

Le Tableau 2-2 indique que les agentes de recherches ont administré moins du tiers des questionnaires. Ce sont surtout les enquêtrices formées par l'équipe de recherche (pour les questionnaires réalisés à Montréal) et les intervenantes (pour les questionnaires réalisés dans les autres régions) qui ont accompagné les participantes lors de la réponse au questionnaire.

**Tableau 2-2.**  
**Accompagnatrices lors des questionnaires**

Accompagnatrices	Nombre	%
Enquêtrices	42	38,5%
Intervenantes	34	31,2%
Équipe de recherche	33	30,3%
<b>Total</b>	<b>109</b>	<b>100,0%</b>

Si le recrutement a connu un départ plutôt lent (car peu de femmes contactaient directement l'équipe de recherche), il s'est rapidement intensifié lorsque des participantes ont parlé de la recherche à leurs amies et connaissances. Celles-ci ont ensuite contacté l'équipe de recherche contribuant ainsi au développement d'un échantillonnage par boule de neige <sup>21</sup>. Les enquêtrices formées contactaient pour leur part des femmes de leur entourage qui avaient un vécu dans l'industrie du sexe. Lorsque les femmes elles-mêmes contactaient l'équipe de recherche, le questionnaire était administré par une agente de recherche ou une enquêtrice.

<sup>20</sup> Il n'a toutefois pas été possible pour l'équipe de se déplacer au Saguenay-Lac-St-Jean.

<sup>21</sup> Plusieurs participantes nous ont dit, à la fin du questionnaire, qu'elles avaient appréhendé leur participation, craignant d'être jugées par les enquêtrices ou d'être forcées de répondre à des questions trop personnelles. Elles se disaient soulagées de constater que les enquêtrices étaient chaleureuses et que les questions n'étaient pas trop intrusives. Certaines ont même dit avoir parlé avec confiance d'expériences qu'elles n'avaient jamais révélées auparavant. Leur contact favorable a eu un effet positif auprès de leurs amies et des connaissances ayant un vécu dans l'industrie du sexe, qui contactaient ensuite l'équipe en disant que leurs amies les avaient rassurées qu'elles seraient bien accueillies.

L'équipe a également été surprise de constater que la très grande majorité des participantes au questionnaire étaient intéressées à accorder une entrevue en profondeur, soit 85% de l'échantillon.

### **2.5.1. Du déroulement des questionnaires**

L'administration du questionnaire a eu lieu, dans la mesure du possible, dans un bureau de la CLES, d'un organisme partenaire ou dans tout autre lieu jugé confidentiel et sécuritaire par l'enquêtrice et la participante. S'il était important d'assurer la sécurité de la participante, en évitant par exemple de remplir le questionnaire à des endroits où pouvaient se trouver le proxénète (pour celles qui en ont un) ou des clients, cela l'était tout autant pour l'enquêtrice qui aurait pu être menacée. Dans de rares cas, à la demande des participantes, le questionnaire a été rempli chez la participante ou chez l'enquêtrice.

Les enquêtrices donnaient le choix aux participantes de remplir le questionnaire seule ou de le leur lire et de le remplir avec elles. Environ la moitié des participantes ont préféré que les enquêtrices leur lisent le questionnaire, certaines disant être mal à l'aise avec la lecture, d'autres préférant remplir le questionnaire de manière plus interactive, en dialogue avec les enquêtrices. Lorsque les participantes choisissaient de répondre seules au questionnaire, les enquêtrices, après avoir présenté les thèmes du questionnaire et les consignes, demeuraient dans la même pièce qu'elles et étaient disponibles pour répondre à leurs questions. Cette manière de faire permettait également aux enquêtrices de rester alertes face à l'état des participantes et, au besoin, de leur rappeler la possibilité de prendre une pause ou d'arrêter si elles le souhaitaient. Lorsque les participantes préféraient que les enquêtrices leur lisent le questionnaire, les enquêtrices lisaient alors chacune des questions et notaient soigneusement les réponses des participantes en vérifiant leur exactitude auprès d'elles.

### **2.5.2. Du déroulement des entrevues**

Les entrevues à Montréal ont eu lieu au bureau de la CLES et dans les autres villes dans les bureaux d'organismes partenaires. Après une lecture du formulaire de consentement, l'équipe de recherche vérifiait l'accord des participantes à être enregistrées. Il leur était indiqué qu'elles pouvaient arrêter l'entrevue à tout moment et ce, sans aucune conséquence.

### **2.5.3. De la gestion des émotions**

Consciente des impacts émotionnels possibles de la recherche sur les participantes, l'équipe de recherche a pris soin d'établir un climat de confiance avec les participantes. Malgré ces précautions, la nature même des expériences des femmes dans l'industrie du sexe, souvent chargées de violence, doublée du fait que plusieurs participantes n'avaient jamais parlé de leurs expériences, des questions ont pu agir comme inducteurs d'émotions (Liamputtong, 2007). Plusieurs participantes ont en effet vécu des émotions difficiles ou pleuré pendant le questionnaire ou l'entrevue. Pour l'équipe de recherche, il s'agissait dans ces cas de bien séparer les processus de recherche de celui de l'intervention, de manière à ne pas influencer les réponses, mais aussi à ne pas placer les enquêtrices, qui n'avaient pas de formation en intervention, dans des positions délicates. Les enquêtrices étaient avisées de demeurer bienveillantes dans ces cas, de vérifier le désir et la capacité à poursuivre le questionnaire ou

l'entrevue dans des circonstances émotionnelles difficiles<sup>22</sup>. Les participantes qui le souhaitaient étaient ensuite référées à une intervenante de la CLES (dans les autres régions, à une intervenante travaillant dans un organisme ciblé) ou étaient invitées à discuter des effets de leur participation à la recherche avec leur propre intervenante, le cas échéant.

La recherche pouvait aussi bouleverser l'équipe de recherche et les enquêtrices. Il est en effet connu que les chercheuses qui recueillent des témoignages difficiles et émotionnellement lourds peuvent également être affectées à diverses étapes dans le processus d'une recherche, tant au moment de l'administration des questionnaires et des entrevues que pendant l'analyse (Dickson-Swift *et al.*, 2009; Corden *et al.*, 2005). À la suite de chaque questionnaire, les enquêtrices devaient inscrire dans un formulaire de retour le déroulement du questionnaire, les impacts sur les participantes et sur elles-mêmes ainsi que leurs remarques. Lors des entrevues un formulaire similaire était rempli par l'équipe de recherche. Ces formulaires permettaient aux responsables de la recherche de suivre le travail des enquêtrices et de rajuster le tir au besoin. Trois rencontres de discussion et d'évaluation ont eu lieu entre les responsables de la recherche et les enquêtrices, dans le but de discuter en groupe des expériences de chacune et d'ajuster certaines consignes. Des discussions plus informelles avaient également lieu régulièrement, lorsque les enquêtrices remettaient les questionnaires et autres documents aux agentes de recherche. Ces discussions étaient également des lieux de partage d'émotions liées au travail d'enquêtrice et surtout de sentiments qui jaillissent en écoutant les expériences souvent difficiles des participantes. L'équipe de recherche s'aménageait également des moments de rétroaction et de soutien après les entrevues.

À l'instar d'autres chercheur-e-s (Liamputtong, 2007), l'équipe de recherche a choisi d'offrir une compensation financière aux participantes qui répondaient au questionnaire. Il nous semblait important de dédommager les femmes qui nous accordaient leur temps et qui partageaient avec nous des expériences difficiles, considérant en plus les conditions financières précaires dans lesquelles plusieurs d'entre elles vivent. Le montant de la compensation n'était toutefois pas précisé, dans les contacts préalables avec les participantes, sauf lorsque celles-ci le demandaient. Les participantes à l'entrevue ont également reçu un montant en guise de compensation. Plusieurs des participantes ont été surprises d'apprendre l'existence de cette compensation au moment de la lecture du formulaire de consentement. Nombreuses ont été celles qui ont affirmé que leur participation était essentiellement motivée par l'importance que revêtait la recherche à leurs yeux et qu'elles auraient volontiers participé en l'absence d'une compensation<sup>23</sup>.

## 2.6. Le traitement et l'analyse des données

Les logiciels Excel et SPSS ont servi de soutien au traitement et à l'analyse quantitative des questionnaires. Les réponses aux questionnaires ont tout d'abord été compilées fidèlement dans un fichier Excel, en ajoutant au besoin des variables selon les réponses des participantes. Un second fichier a ensuite été créé pour « nettoyer » les données du questionnaire (éliminer les doublons etc.), tout en respectant les réponses, et pour construire de nouvelles variables (par exemple, regrouper les âges en quelques catégories). Excel et SPSS ont été utilisés pour

---

<sup>22</sup> Une seule participante a préféré interrompre l'entrevue après avoir parlé d'expériences douloureuses.

<sup>23</sup> Une participante a d'ailleurs refusé la compensation financière et a préféré la remettre à la CLES sous forme de don anonyme. Les responsables de la recherche ont offert cet argent au fonds de solidarité de la CLES, qui octroie des prêts à des femmes pour des besoins ponctuels (paiement d'un loyer, etc.).

construire des tableaux et pour établir des statistiques simples (moyenne, écart-type, médiane, test de khi-deux, etc.). Un tableau a ainsi été créé pour chacune des questions du questionnaire. Chacune des variables (ou questions) a ensuite été systématiquement croisée avec une série de variables de manière à vérifier leur dépendance<sup>24</sup>. Voici cette série de variables :

- Âge
- Groupe ethnoculturel
- Situation dans l'industrie du sexe
- Âge d'entrée dans l'industrie du sexe
- Temps passé dans l'industrie du sexe
- Domaines d'activités dans l'industrie du sexe

Des tableaux croisant deux variables (âge et situation dans l'industrie du sexe, groupe ethnoculturel et besoins, etc.) ont été construits lorsque le test de khi-deux permettait d'affirmer leur dépendance.

Les 23 entrevues ont été retranscrites en verbatim (pour un total d'environ 800 pages) par une travailleuse embauchée à cette fin et par deux bénévoles. Un « portrait-type » a été rédigé pour chaque participante. Ces portraits servaient d'aide-mémoire et regroupaient le profil et les grandes lignes des expériences, des difficultés et des besoins de chaque participante. Les entrevues retranscrites ont ensuite fait l'objet d'une analyse thématique, au cours de laquelle les propos des participantes ont été divisés en thèmes et en sous-thèmes. Chaque entrevue retranscrite était alors lue et des extraits copiés dans un document synthèse. L'analyse était à la fois déductive et inductive, dans la mesure où les propos des participantes étaient analysés autant en fonction de thèmes préalables, contenus dans le guide d'entretien, que de thèmes émergents. Les questions ouvertes du questionnaire ont également été analysées de cette manière.

## 2.7. Le consentement et la confidentialité

Comme la recherche a été initiée et réalisée dans un organisme communautaire, le protocole de recherche n'a pas été évalué par un comité d'éthique. Rappelons toutefois que la recherche était chapeautée par un comité aviseur et un comité de recherche, composés notamment de chercheuses expérimentées, qui ont veillé à ce que la recherche respecte des principes éthiques reconnus par leur université d'appartenance et qui ont assuré un suivi lors de questionnements.

Afin de s'assurer que leur consentement était éclairé, les participantes à la recherche ont été informées du contexte de la recherche, de ses objectifs, des impacts possibles, de la

---

<sup>24</sup> Pour rappel, le test de khi-deux (ou khi-carré) de Pearson vise à tester l'hypothèse d'une absence de dépendance entre deux variables. L'absence de dépendance (ou, autrement dit, l'indépendance) implique que la variation d'une variable (par exemple, le groupe ethnoculturel) n'a pas d'effet sur la variation d'une autre variable (par exemple, les besoins nommés). Dans ce cas, les variations des variables sont dites statistiquement non significatives. Le test de khi-deux calcule l'écart entre les valeurs attendues et les valeurs réellement obtenues, ainsi que le degré de signification du test. Dans l'objectif de simplifier l'analyse, seul le degré de signification a été retenu. Ce degré de signification ( $P$ ) se situe entre 0 et 1 et correspond à la probabilité que les variations des variables soient dues au hasard. Le degré de signification acceptable pour la recherche est de 0,05 (donc 5% de probabilité de faire erreur en rejetant l'hypothèse d'indépendance). Ainsi, lorsque le degré de signification d'un test de khi-deux est de 0,006 (soit 6 chances sur 1 000 que les variations des variables soient dues au hasard), les variations sont considérées statistiquement significatives. La force de la dépendance entre les variables n'a pas été calculée pour cette analyse.

Pour des explications complémentaires sur le khi-deux, voir : <http://spss.espaceweb.usherbrooke.ca/pages/statistiques-inferentielles/test-de-chi-2.php> (consulté le 31 octobre).

confidentialité de leurs données personnelles, ainsi que de l'entreposage, du traitement et de la diffusion des données recueillies lors des questionnaires et des entrevues. Avant de débiter le questionnaire ou l'entrevue, les participantes devaient signer un formulaire de consentement (voir l'Appendice D: Le formulaire de consentement), co-signé par les enquêtrices; une copie leur était ensuite remise. Le formulaire de consentement suivait le modèle proposé par le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains (CIÉR) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)<sup>25</sup>. Après le questionnaire, une liste de ressources (adaptée selon la région habitée) était offerte aux participantes, accompagnée des coordonnées d'une intervenante de la CLES pouvant leur offrir du soutien si elles en ressentaient le besoin à la suite du questionnaire ou de l'entrevue.

Chaque participante pouvait choisir un pseudonyme avant de répondre au questionnaire pour assurer l'anonymat ainsi que la confidentialité des données. Les formulaires de consentement et les questionnaires ont été entreposés sous clé dans le bureau des responsables de la recherche. Les enregistrements numériques et les entrevues retranscrites ont pour leur part été cryptés, puis déposés sur le serveur sécurisé de la CLES et sur un disque dur externe conservé également sous clé. Toutes les personnes pouvant avoir accès aux données sous quelque forme que ce soit (données physiques ou numériques, partage d'informations lors de discussions avec l'équipe de recherche, résultats de recherche, etc.) ont signé un formulaire d'engagement à la confidentialité, qui les oblige à traiter les données de manière à garantir l'anonymat des participantes et la confidentialité des données recueillies.

## 2.8. Limites de la recherche

Cette recherche a permis d'identifier et de contextualiser les principaux besoins des femmes désirant quitter la prostitution. Le temps et les conditions impartis pour la réaliser ne nous ont pas permis d'approfondir les processus et parcours de sortie et d'identifier des besoins pour chacune des étapes menant à un retrait de la prostitution. De plus, notre échantillon ne compte pas suffisamment de femmes des communautés ethniques minoritaires. Il y aurait lieu de poursuivre le travail à l'aide d'une étude ciblant cette population particulière qui, selon certaines pistes observées dans les écrits scientifiques, semble vivre des défis spécifiques. De même, il faut signaler la sous-représentativité des jeunes femmes dans cette étude, (âge moyen des participantes : 36,4 ans).

Compte tenu de l'ampleur des données colligées, l'analyse se concentre sur certaines questions jugées directement liées à notre objectif général et sur un nombre circonscrit de données. Le matériau contient beaucoup de témoignages sur l'entrée dans l'industrie du sexe, sur les conditions de maintien et sur les processus de sortie : ces témoignages n'ont malheureusement pas pu être analysés en profondeur faute de temps. Il n'a pas non plus été possible d'analyser tous les croisements de données quantitatives. Des publications ultérieures pourront aborder différemment le matériau et répondre aux pistes d'interrogation non investiguées dans le présent rapport.

La recherche s'est surtout déroulée en milieu urbain. En ce sens, la réalité des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution dans les milieux ruraux n'est pas explorée, ou très peu, dans la

---

<sup>25</sup> Le modèle est disponible ici : <http://www.recherche.uqam.ca/ethique/humains/comites-reunions-formulaires-eth-humains/cier-comite-institutionnel-dethique-de-la-recherche-avec-des-etres-humains.html> (consulté le 23 janvier 2014).

présente recherche. Il pourrait s'avérer que ces femmes aient des besoins différents selon le milieu de vie et d'activités.

Malgré la grande taille de notre échantillon, qui donne une image assez juste de la réalité vécue par les femmes visées par la recherche, nos résultats ne sauraient s'appliquer à l'ensemble des femmes dans l'industrie du sexe. Ce, même si une similitude de parcours et de vécus expérientiels semble ressortir du matériau de la recherche.



ANI ROSE WHALESWAN  
*Journey*

# Résultats de recherche

## 3. PROFIL DES PARTICIPANTES

Ce chapitre a pour objectif de présenter le profil des participantes à partir des données recueillies dans le questionnaire<sup>26</sup>. Les trois premières parties portent sur les 109 participantes qui ont rempli le questionnaire. La première présente leurs caractéristiques sociodémographiques, alors que les deux autres se penchent sur leurs expériences et leurs conditions dans l'industrie du sexe. La partie 3.4., finalement, porte sur les 23 participantes rencontrées en entrevue.

### 3.1. Caractéristiques sociodémographiques

Comme la Figure 3-1 l'indique, l'âge des femmes ayant participé au questionnaire se situe entre 17 ans et 60 ans, avec un âge moyen de 36,4 ans (écart-type de 11,2 ans). La plus grande partie des femmes ont entre 26 et 45 ans; 16,5% ont moins de 25 ans.

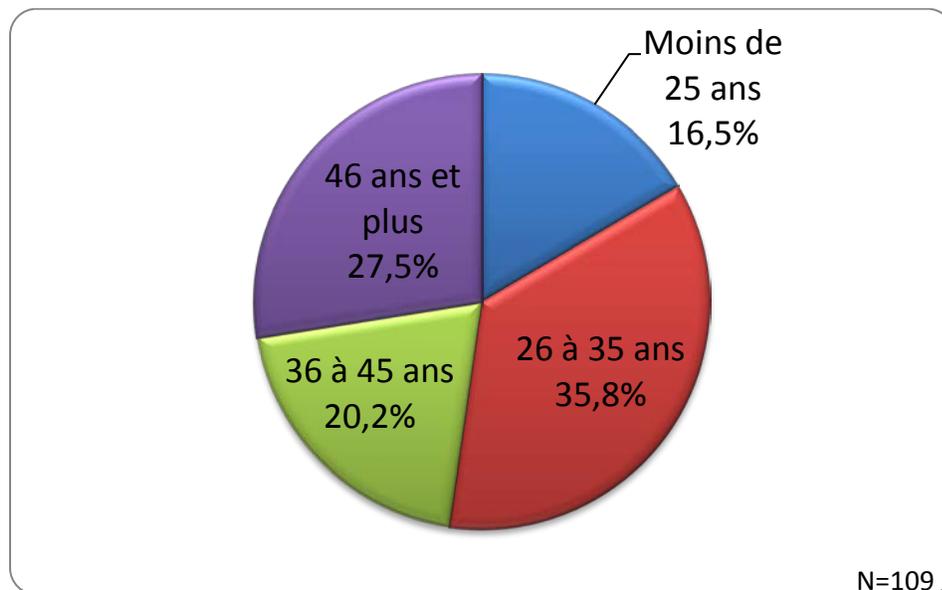


Figure 3-1. Âge

<sup>26</sup> Rappelons que les données présentées dans ce chapitre ne peuvent pas être généralisées à l'ensemble des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe au Québec et doivent donc être citées dans le contexte de la recherche. Voir la section 2.5 pour des explications.

Nous pouvons voir dans la Figure 3-2 que la majorité des femmes ont été rencontrées à Montréal. En fonction des régions ciblées, les autres proviennent de l'Estrie, de l'Abitibi, de l'Outaouais, du Saguenay-Lac-St-Jean et de Québec.

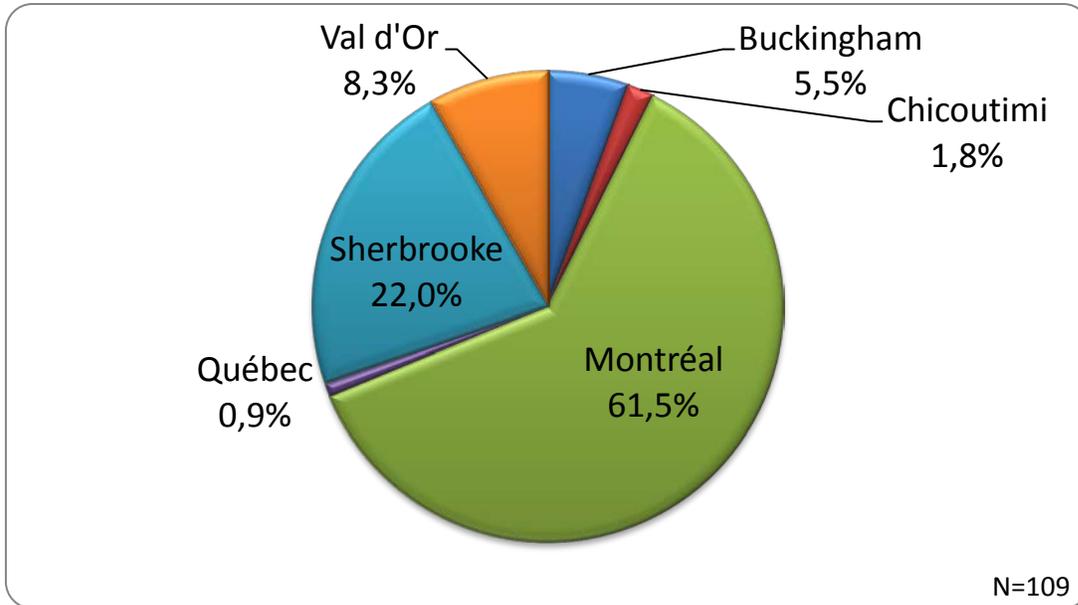


Figure 3-2. Régions

Au total, 65,1% des participantes sont célibataires. De plus, comme l'indique la Figure 3-3, un peu plus de deux tiers d'entre elles ont des enfants, avec une moyenne de 2,3 enfants (écart-type de 1,4). Environ 85% des participantes ont trois enfants ou moins; 15,5% en ont quatre ou plus, dont une qui en a huit.

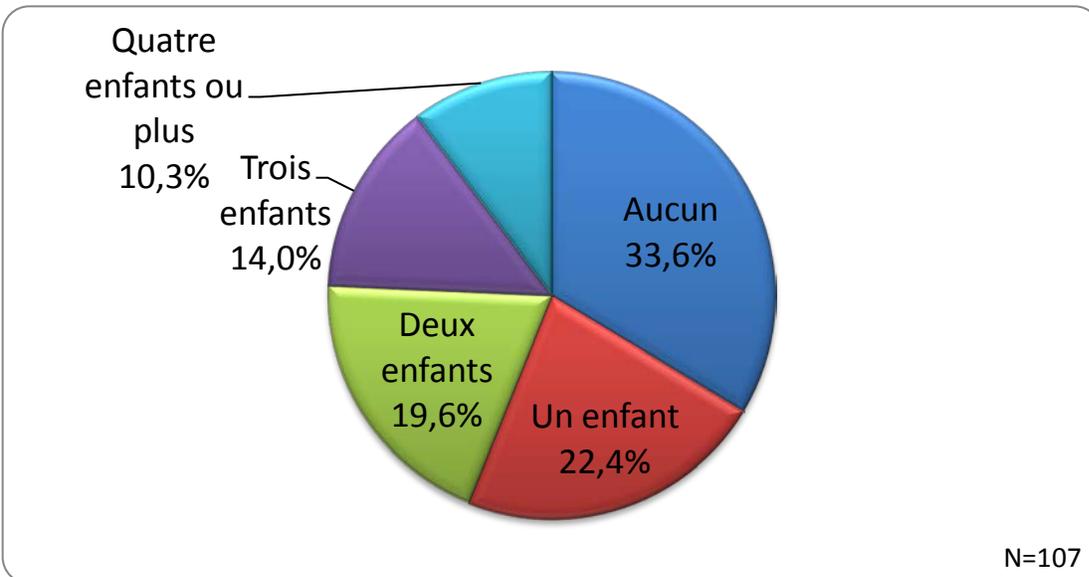


Figure 3-3. Nombre d'enfants

Parmi les femmes rencontrées, plus de la moitié (60,5%) habitent en appartement ou dans une maison (Figure 3-4). Seule une est propriétaire de son logis. Environ 17% des participantes habitent dans une maison d'hébergement supervisé; seulement l'une d'entre elles est toujours active dans l'industrie du sexe. Trois participantes (2,8%; dont deux qui sont toujours actives) vivent dans un logement social (HLM), une habite dans une coopérative (0,9%) et huit demeurent dans une maison de transition (6,4%). Par ailleurs, sept participantes, dont six qui sont toujours en situation de prostitution, vivent une forme d'hébergement « instable » : 6,4% vivent chez des amies (sur le sofa) et une dit vivre dans la rue. La majorité des participantes (67,3%) partagent leur logement, avec leurs parents, leur conjoint-e, leurs enfants ou des colocataires.

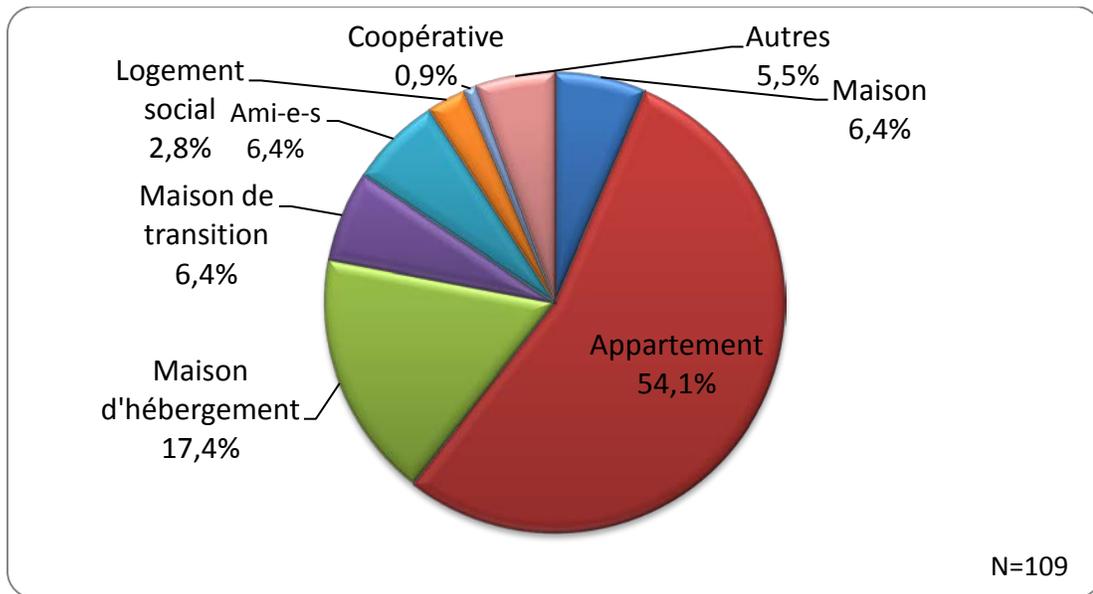


Figure 3-4. Types de logement

L'équipe de recherche a fait un effort particulier pour rencontrer des femmes appartenant aux minorités visibles et des femmes autochtones, souvent plus difficiles à rejoindre. Comme la Figure 3-5 l'indique, les femmes de la majorité représentent 71,4% des femmes rencontrées; à ce nombre peuvent probablement s'ajouter plusieurs de celles qui n'ont pas répondu à la question<sup>27</sup>. Un pourcentage non négligeable sont des femmes autochtones, alors que 7,8% proviennent des minorités visibles. Seule une participante n'est pas citoyenne canadienne.

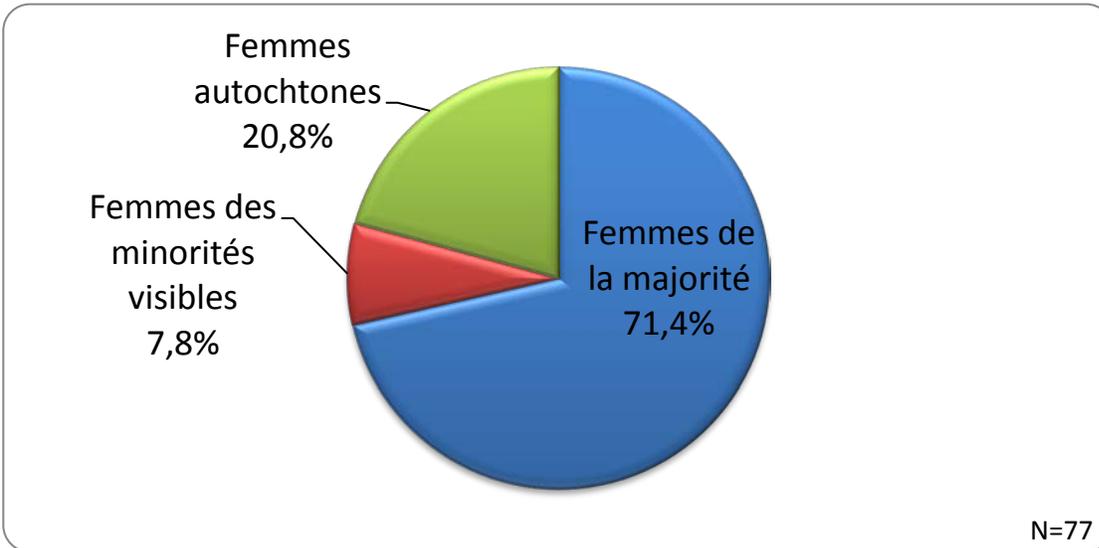


Figure 3-5. Groupes ethnoculturels d'appartenance<sup>28</sup>

<sup>27</sup> Ces pourcentages ne comprennent que les participantes qui ont répondu à la question. Un pourcentage élevé des 109 participantes, soit 29,4%, ont indiqué qu'elles ne faisaient partie d'« aucun » groupe ethnique ou n'ont pas répondu à la question, laissant supposer qu'elles ne comprenaient pas la question ou qu'elles ne voyaient pas le fait d'appartenir à la majorité québécoise blanche comme une appartenance ethnique. Si ces participantes sont ajoutées à la catégorie des « femmes de la majorité », les pourcentages deviennent alors : 79,8% sont des participantes de la majorité, 14,7% sont autochtones et 5,5% proviennent des minorités visibles. Comme plusieurs participantes ont interrogé les enquêtrices sur le sens de la question avant de répondre, la question aurait certainement gagné à être posée dans des termes plus clairs.

<sup>28</sup> Le groupe ethnoculturel a été défini dans la recherche comme un groupe de personnes partageant un sentiment d'appartenance et d'identité commune inspiré par le partage d'une histoire, d'une langue, de croyances religieuses ou encore de valeurs communes, mais aussi et éventuellement à partir de traits physiques ou du pays de naissance. Par exemple : Québécois, Canadiens français, Québécois d'origine haïtienne, Algonquins, Latinos, etc. Cette définition s'inspire de celle utilisée par l'Agence du revenu du Canada (<http://www.cra-arc.gc.ca/chrts-gvng/chrts/plcy/cps/cps-023-fra.html>, consulté le 10 octobre 2013), s'éloignant ainsi d'une définition où le terme « ethnoculturel » ne renverrait qu'aux groupes minoritaires. Dans le cadre de la recherche, nous laissons à la participante le choix de s'autodéterminer dans ses propres mots.

Le niveau d'études atteint par les participantes tend à être très faible. Ainsi, la Figure 3-6 montre que la moitié n'a pas terminé le secondaire. Pour 10,2% des participantes, le diplôme d'études secondaires est le dernier niveau d'études atteint. Un petit pourcentage ont fait des études professionnelles. Environ 14% des participantes ont fréquenté le cégep, mais seulement 6,5% ont obtenu leur diplôme. Enfin, 13% sont allées à l'université, mais seulement 2,8% ont complété des études universitaires de premier cycle (baccalauréat ou certificat).

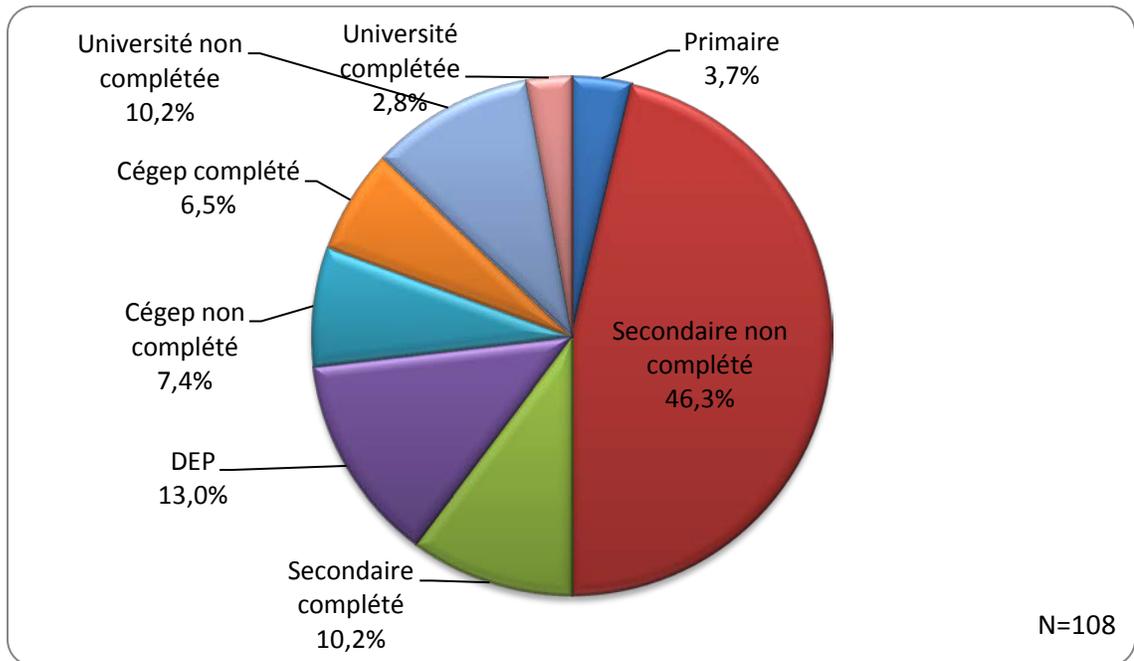


Figure 3-6. Dernier niveau d'études atteint

Le Tableau 3-1 présente les sources de revenu des participantes, en fonction de leur situation dans l'industrie du sexe. On remarque ainsi que la principale source de revenus des participantes, toutes situations confondues, est l'aide sociale : 69,7% des participantes en sont bénéficiaires, soit 63,3% des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et 77,6% de celles qui étaient actives au moment de remplir le questionnaire<sup>29</sup>. Sans surprise, la principale source de revenu pour ces dernières provient de leurs activités dans l'industrie du sexe<sup>30</sup>, mais plusieurs d'entre elles sont également bénéficiaires de l'aide sociale. Ce tableau nous informe également sur le statut d'emploi des participantes. En effet, environ le quart des participantes reçoivent un revenu hors de l'industrie du sexe.

**Tableau 3-1.**  
**Sources de revenu, selon la situation dans l'industrie du sexe<sup>31</sup>**

Sources de revenu	Quitté (N=60)		Actives (N=49)		Total (N=109)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aide sociale	38	63,3%	38	77,6%	76	69,7%
Industrie du sexe	0	0,0%	40	81,6%	40	36,7%
Hors de l'industrie du sexe (emploi)	19	31,7%	8	16,3%	27	24,8%
Aide de la famille	6	10,0%	1	2,0%	7	6,4%
Chômage	4	6,7%	1	2,0%	5	4,6%
Prêts étudiants	1	1,7%	0	0,0%	1	0,9%

De manière générale, les participantes à la recherche ont un revenu plutôt faible. En effet, le Tableau 3-2 indique que 68,5% d'entre elles ont un revenu de moins de 400\$ par semaine, atteignant donc à peine le seuil de faible revenu pour une personne<sup>32</sup>. Des différences importantes apparaissent toutefois entre les participantes, selon qu'elles soient actuellement actives ou non dans l'industrie du sexe. En effet, on constate que les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe tendent à avoir un revenu plus faible que celui des participantes encore actives. Les premières sont surreprésentées dans les catégories de plus faibles revenus : 86% d'entre elles ont un revenu de moins de 400\$ par semaine, alors que c'est le cas pour 47,9% des participantes actives dans l'industrie du sexe. Par ailleurs, nos données amènent à relativiser l'idée que les femmes actives dans l'industrie du sexe feraient beaucoup d'argent : environ le quart d'entre elles disent avoir un revenu supérieur à 600\$ par semaine, ce qui équivaut à un peu plus de 30 000\$ par année. De même, aucune d'entre elles ne dit faire plus de 1 200\$ par semaine<sup>33</sup>.

<sup>29</sup> Les différences entre les deux groupes ne sont toutefois pas statistiquement significatives.

<sup>30</sup> Un certain nombre (N=9; 18,4%) des femmes actives dans l'industrie du sexe n'ont pas indiqué celle-ci comme une source de revenu. Certaines semblaient inquiètes des conséquences légales de nommer des revenus provenant de l'industrie du sexe. On peut donc faire l'hypothèse qu'elles ont préféré ne pas répondre à la question.

<sup>31</sup> Le total des deux premières colonnes n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient cocher plusieurs sources de revenu. Le pourcentage de chaque ligne a été calculé à partir du nombre de participantes de chacune des catégories (ayant quitté et actives).

<sup>32</sup> Voir à ce sujet : <http://cdn.carra.gouv.qc.ca/général/pages/IN99KXXX00A001.aspx> (Consulté le 24 septembre 2013)

<sup>33</sup> Il semble toutefois, selon des femmes qui fréquentent la CLES, que les femmes actives dans l'industrie du sexe tendent à soustraire de leur revenu effectif l'argent qu'elles doivent remettre à d'autres personnes (pimps, conjoints, etc.), ainsi que certaines dépenses nécessaires pour leurs activités, comme celles de consommation et de vêtements. Des questions plus précises pourraient permettre d'éclairer cette situation.

**Tableau 3-2.**  
**Revenu moyen hebdomadaire, selon la situation dans l'industrie du sexe**

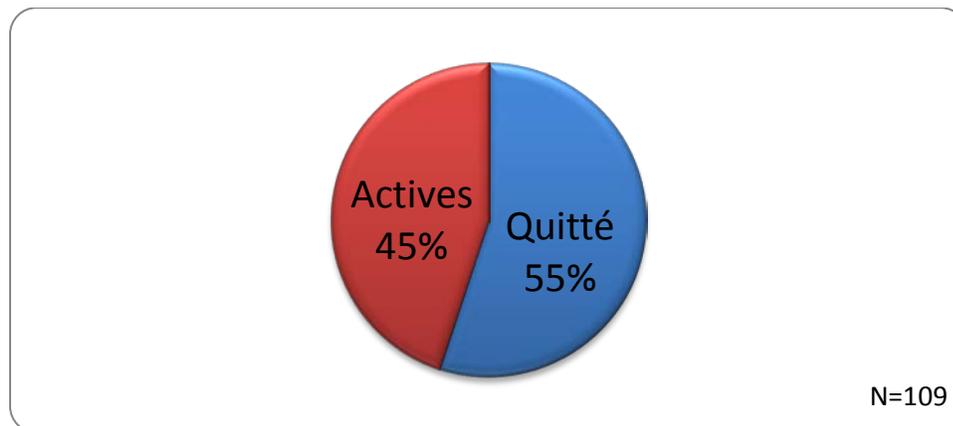
Revenu moyen hebdomadaire* <sup>34</sup>	Quitté		Actives		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1 à 199\$	31	54,4%	10	20,8%	41	39,0%
200 à 399\$	18	31,6%	13	27,1%	31	29,5%
400 à 599\$	4	7,0%	9	18,8%	13	12,4%
600 à 799\$	4	7,0%	10	20,8%	14	13,3%
800 à 1 199\$	0	0,0%	3	6,2%	3	2,9%
Plus de 1 200\$	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Variable	0	0,0%	3	6,2%	3	2,9%
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>100,0%</b>	<b>48</b>	<b>100,0%</b>	<b>105</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=4

\*P=0,001

### 3.2. Expériences dans l'industrie du sexe : âge, temps et activités

Notre échantillon comprend des femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe et qui ont déjà pensé la quitter, ainsi que d'autres qui ont quitté l'industrie du sexe (Figure 3-7). Un peu moins de la moitié des participantes rencontrées étaient dans l'industrie du sexe au moment de remplir le questionnaire (45%).



**Figure 3-7. Situation dans l'industrie du sexe**

<sup>34</sup> L'astérisque indique que le test statistique du Khi-deux a identifié une différence significative entre les catégories. Voir la note de bas de page 24 pour des explications sur le Khi-deux.

La Figure 3-8 présente l'âge d'entrée des participantes dans l'industrie du sexe. On peut constater que cet âge se situe entre 4 ans<sup>35</sup> et 48 ans, avec une moyenne de 21,1 ans (écart-type de 7,9 ans). L'âge médian est de 19 ans, ce qui signifie que la moitié des participantes sont entrées dans l'industrie du sexe à 19 ans ou moins. Pour celles qui sont entrées dans l'industrie du sexe alors qu'elles étaient encore mineures, soit 36,8% des participantes, la moyenne d'âge d'entrée se situe à 14,7 ans.

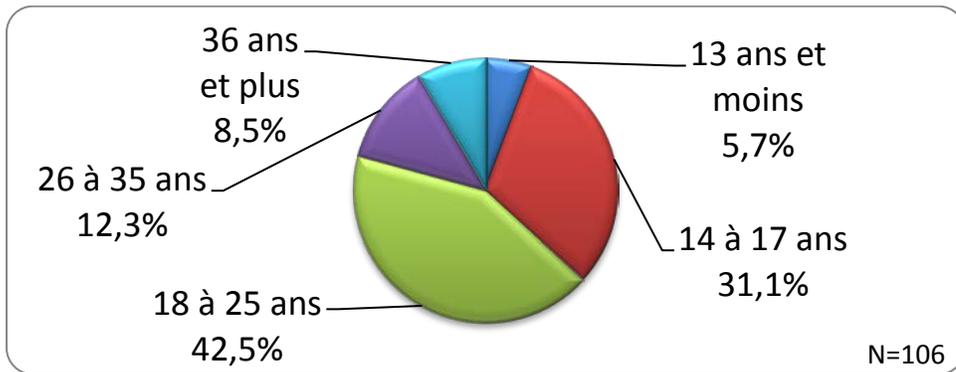


Figure 3-8. Âge d'entrée dans l'industrie du sexe

Comme le Tableau 3-3 l'indique, les circonstances d'entrée des participantes dans l'industrie du sexe sont multiples et très souvent entrecroisées (Dufour, 2005). Un pourcentage important de participantes expliquent leur entrée dans l'industrie du sexe par un besoin pressant d'argent, la perte d'un emploi, la nécessité de rembourser des dettes ou une séparation qui les force à prendre en charge toutes les dépenses (41,2%). Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs des enfants et s'inquiètent de ne pas pouvoir subvenir adéquatement à leurs besoins. Les données ne permettent pas de savoir s'il y a une corrélation entre les circonstances d'entrée et l'âge d'entrée.

Tableau 3-3.  
Circonstances d'entrée dans l'industrie du sexe<sup>36</sup>

Circonstances	Nombre	%
Besoin d'argent	40	41,2%
Proximité du milieu	20	20,6%
Toxicomanie	18	18,6%
Recrutement	14	14,4%
Contrainte directe	11	11,3%
Sollicitation par des clients	9	9,3%
Fugue	8	8,2%
Violences	7	7,2%
Intérêt	5	5,2%
Itinérance	2	2,1%

Données manquantes : N=12

<sup>35</sup> Sabryna a été vendue par son grand-père dès l'âge de 4 ans à des amis agresseurs d'enfants.

<sup>36</sup> Les thèmes ont été construits à travers l'analyse inductive des réponses de 97 participantes qui ont répondu à la question. Le pourcentage de chaque catégorie a été calculé à partir de ce total.

Cette entrée ne peut toutefois pas être assimilée à une décision individuelle, car, très souvent, elle est facilitée par des personnes qu'elles connaissent dans le milieu (des femmes escortes, danseuses ou masseuses, ou encore des hommes propriétaires de lieux ou les fréquentant). Certaines participantes mentionnent qu'elles travaillaient déjà dans le milieu, comme préposée dans un hôtel de passe, comme barmaid, etc. et étaient fréquemment harcelées par les propriétaires ou les clients, qui leur offraient beaucoup plus d'argent que ce qu'elles gagnaient. D'autres participantes racontent avoir été recrutées plus activement par des personnes impliquées dans l'industrie du sexe, qui les ont incitées à entreprendre des activités présentées comme faciles et lucratives. C'est notamment le cas de participantes qui sont entrées dans l'industrie du sexe alors qu'elles étaient adolescentes et en fugue : plusieurs disent avoir été recueillies par des personnes, le plus souvent des hommes, qui les ont poussées vers ces activités. Comme d'autres femmes en situation de vulnérabilité (toxicomanie, itinérance, etc.), ces jeunes femmes étaient aussi fréquemment sollicitées par des hommes sur la rue : un jour, face à leur besoin d'argent, elles ont cédé. Le besoin d'argent est aussi associé, pour plusieurs, à des problèmes de toxicomanie. Après avoir perdu un emploi ou été rejetées par leur famille et leurs amies, l'industrie du sexe devient souvent la dernière option pour financer leur consommation.

Parmi les participantes, 11 évoquent explicitement la contrainte directe (physique et psychologique) comme motif ou injonction d'entrée. Plusieurs d'entre elles ont en effet été sous l'emprise de gangs criminalisés, de conjoints ou de membres de la famille qui les ont prostituées pour leur propre bénéfice financier<sup>37</sup>. À noter que seulement cinq participantes, soit 5,2%, disent avoir entrepris des activités dans l'industrie du sexe par « intérêt » ou « curiosité », quoique le besoin d'argent fût également un facteur d'entrée pour elles.

Il est à remarquer que les participantes affirment, dans le cadre des entrevues, que la violence physique et sexuelle qu'elles ont connue soit dans leur existence antérieure, soit dans le cadre de leur activité prostitutionnelle les fragilise grandement. Cette fragilisation, associée au besoin d'argent, les mène vers la prostitution.

Le Tableau 3-4 présente les personnes impliquées dans l'entrée des participantes dans l'industrie du sexe. Les amies, les conjoint-e-s et les membres de la famille sont les personnes les plus fréquemment nommées par les participantes. Dans certains cas, ces personnes ont agi à la manière de proxénètes en les contraignant à participer à des activités sexuelles non désirées et en leur retirant l'argent reçu. Dans d'autres cas, des amies ou des connaissances ont plutôt servi de facilitateurs ou de sources d'informations. Des hommes rencontrés dans un bar ou dans la rue (notamment pour celles qui étaient en fugue) ont également dirigé des participantes vers l'industrie du sexe, parfois après avoir été leurs premiers clients. Une participante nous a par ailleurs dit que son intervenante dans une ressource<sup>38</sup>, sachant qu'elle avait déjà échangé des services sexuels contre des drogues, lui a suggéré de se prostituer pour subvenir à ses besoins.

---

<sup>37</sup> D'autres participantes ont pour leur part été sous l'emprise de gangs ou de proxénètes plus tard dans leur parcours prostitutionnel.

<sup>38</sup> Nous avons choisi, pour des raisons d'éthique et de confidentialité de ne pas nommer cette ressource.

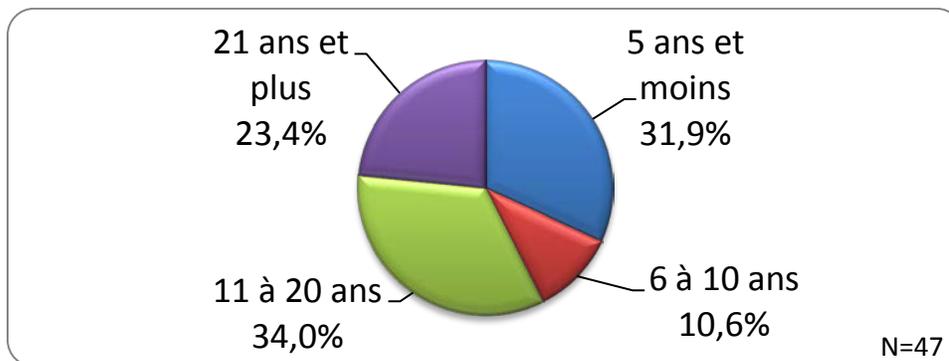
**Tableau 3-4.**  
**Personnes impliquées dans l'entrée**  
**dans l'industrie du sexe<sup>39</sup>**

Personnes impliquées dans l'entrée	Nombre (59)	%
Amies	14	23,7%
Membres de la famille	11	18,6%
Hommes	8	13,6%
Annonces	6	10,2%
Conjoint-e-s	6	10,2%
Femmes dans le milieu	4	6,8%
Gangs criminalisées	4	6,8%
Amoureux	3	5,1%
Clients	3	5,1%
Proxénètes	2	3,4%
Intervenantes	1	1,7%
Propriétaires d'établissements	1	1,7%

Données manquantes : N=50

### 3.2.1. Celles qui sont actives dans l'industrie du sexe et qui ont déjà pensé à la quitter

Parmi les 109 participantes, 45% sont présentement actives dans l'industrie du sexe (Figure 3-7). En moyenne, ces participantes sont actives depuis 13,8 ans (écart-type de 10,4 ans); la durée médiane est de 12 ans. Certaines y sont actives depuis moins d'un an, alors que celle qui est active depuis le plus longtemps cumule 41 années<sup>40</sup>. Environ 68% d'entre elles sont actives depuis plus de 5 ans et près de 25% le sont depuis plus de 20 ans (Figure 3-9).

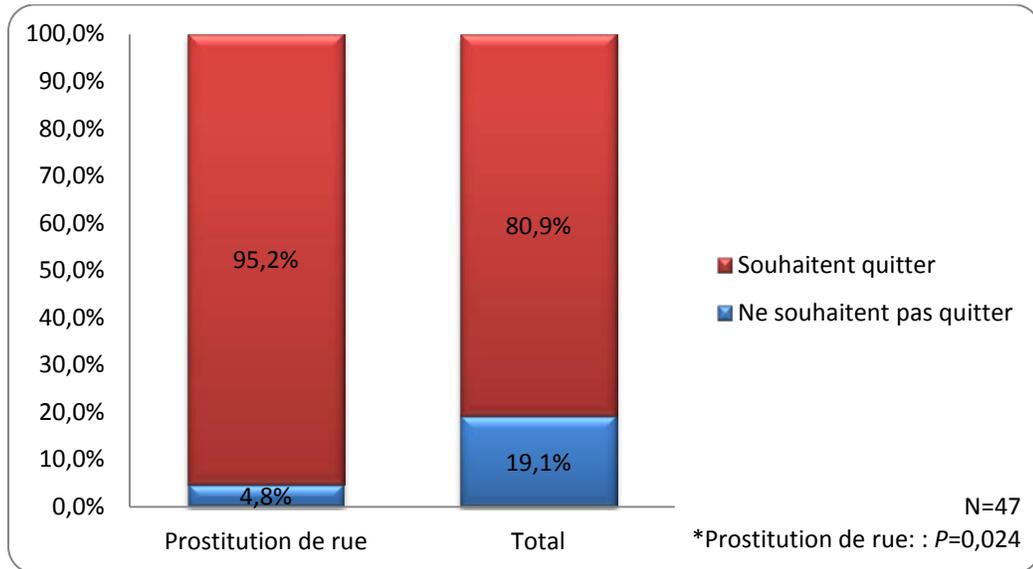


**Figure 3-9. Nombre d'années passées dans l'industrie du sexe, pour les participantes actuellement dans l'industrie du sexe**

<sup>39</sup> Les thèmes ont été construits à travers l'analyse inductive des réponses de 59 participantes qui ont répondu à la question. Le pourcentage de chaque catégorie a été calculé à partir de ce total.

<sup>40</sup> Lise a été vendue, dès l'âge de 14 ans, par son père marin à d'autres hommes travaillant sur des bateaux. Elle a aujourd'hui 55 ans et fait de la prostitution à domicile. Elle souhaite quitter l'industrie du sexe.

Pour des raisons précisées à la section 2.5, la recherche a ciblé des femmes qui avaient déjà pensé à quitter l'industrie du sexe. Comme la Figure 3-10 le montre, la grande majorité d'entre elles souhaitent toujours quitter l'industrie du sexe, soit 80,9% des participantes (N=38/47). Celles qui ont des pratiques de prostitution de rue<sup>41</sup> sont surreprésentées parmi celles qui veulent quitter.



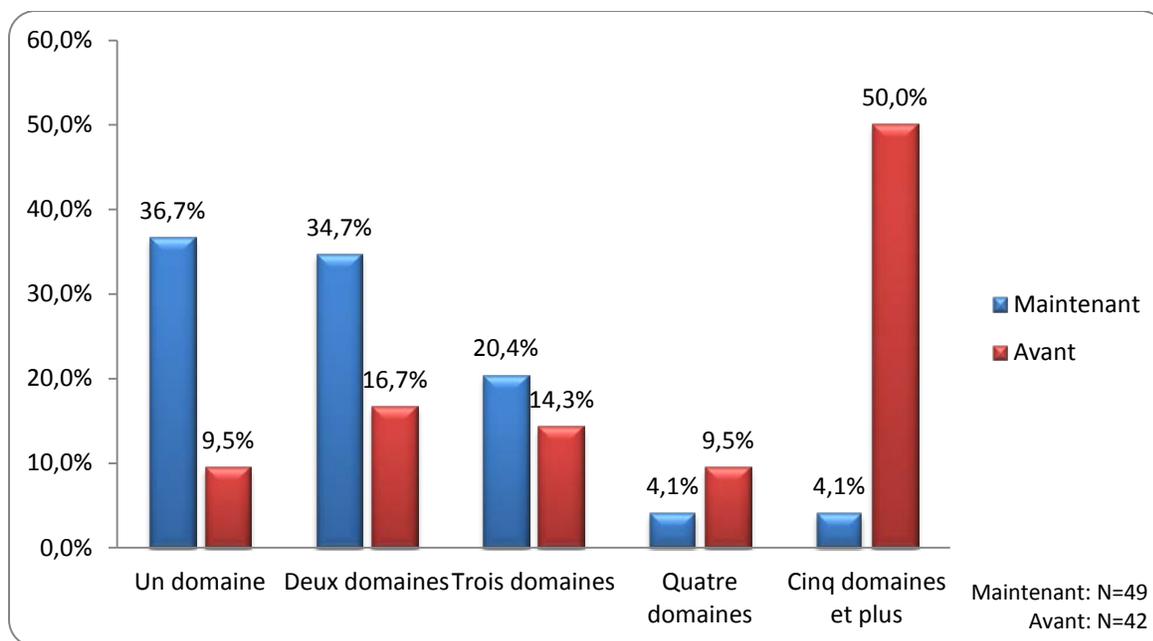
**Figure 3-10. Participantes qui ont déjà pensé à quitter l'industrie du sexe, selon le souhait de quitter**

Qui sont ces neuf participantes qui ne souhaitent pas quitter l'industrie du sexe? Aucune différence significative n'apparaît entre elles et l'ensemble des participantes, selon le groupe ethnoculturel, l'âge d'entrée ou le temps passé dans l'industrie du sexe. Les données colligées ne nous permettent donc pas d'analyser ce qui les distingue des participantes qui souhaitent toujours quitter l'industrie du sexe. À titre indicatif, six des neuf participantes ont 35 ans ou moins et huit d'entre elles sont entrées dans l'industrie du sexe à l'âge de 25 ans ou moins. Parmi elles, six cumulent plus de 10 ans dans l'industrie du sexe. Toutes les participantes sont actives dans la prostitution hors rue sauf une qui a en même temps des pratiques de prostitution de rue. Une seule est autochtone.

Nos résultats indiquent par ailleurs que les femmes rencontrées sont très souvent actives dans plus d'un domaine de l'industrie du sexe à la fois, avec une moyenne de deux domaines. En effet, comme la Figure 3-11 l'indique, environ le tiers des participantes sont actives dans un seul des 13 domaines préalablement identifiés<sup>42</sup>, le plus souvent dans la prostitution hors rue (72,2%). La majorité des autres participantes est quant à elle active dans deux ou trois domaines (N=27; 55,1%). Une participante indique être active dans neuf secteurs de l'industrie du sexe.

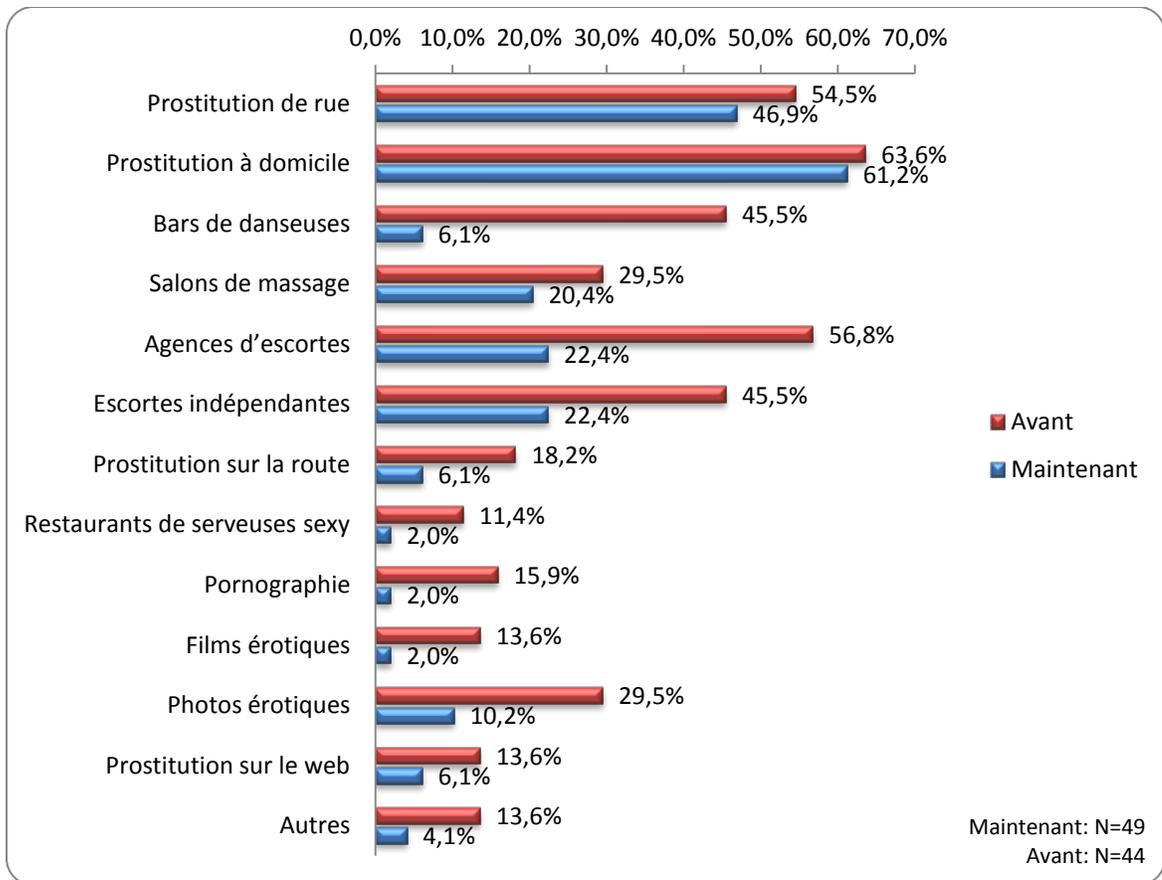
<sup>41</sup> La plupart sont également actives dans d'autres domaines de l'industrie du sexe.

<sup>42</sup> Les domaines sont : la prostitution de rue et diverses activités dans la prostitution hors-rue ou intérieure : prostitution à domicile, bar de danseuses, salon de massage, agence d'escortes, escorte indépendante, prostitution sur la route, serveuse dans un restaurant sexy, pornographie, films érotiques, photos érotiques, web et croisière érotique.



**Figure 3-11. Nombre de domaines d'activités, actuels et passés, des participantes actives dans l'industrie du sexe**

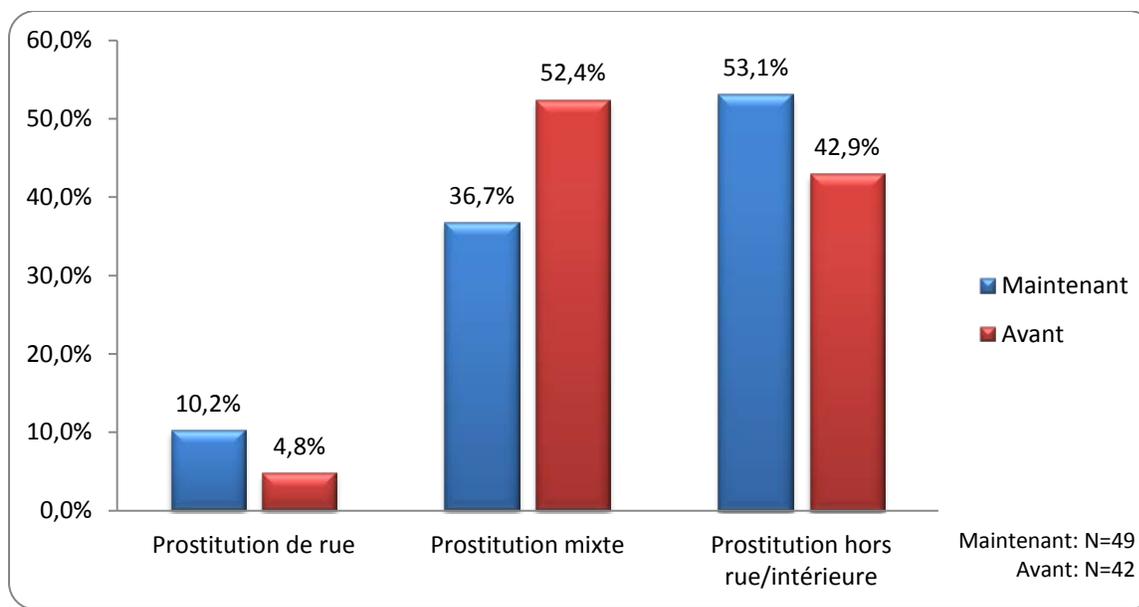
La Figure 3-12 indique que les participantes sont actives dans une diversité de domaines. Les deux regroupant le plus de participantes sont toutefois la prostitution à domicile (61,2%) et la prostitution de rue (46,9%). Notre analyse fait également ressortir des différences significatives concernant les domaines d'activités selon les groupes ethnoculturels (Tableau E-3). Il apparaît ainsi que les femmes autochtones tendent à être surreprésentées parmi les participantes qui ont des pratiques de prostitution de rue : 52,8% des participantes qui ont identifié un groupe ethnoculturel d'appartenance sont actives dans la prostitution de rue et ce pourcentage bondit à 76,9% parmi les femmes autochtones. Les femmes autochtones sont également surreprésentées parmi celles qui font de la prostitution à domicile : 63,9% des participantes y sont actives contre 76,9% des femmes autochtones. Par ailleurs, on constate que les participantes des minorités visibles sont très fortement surreprésentées parmi les femmes actives dans les salons de massage : 22,2% des participantes y sont actives, alors que toutes les femmes des minorités visibles le sont.



**Figure 3-12. Domaines d'activités, actuels et passés, des participantes actives dans l'industrie du sexe<sup>43</sup>**

Tel qu'indiqué dans la Figure 3-13, seule une minorité des participantes qui ont des pratiques de prostitution de rue sont actives dans cet unique domaine, soit cinq des 23 participantes. Les 18 autres sont également actives dans un ou plusieurs autres domaines de la prostitution hors-rue.

<sup>43</sup> Le total des pourcentages n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient cocher plusieurs domaines d'activités. Le pourcentage de chaque catégorie a été calculé à partir du total de chacune des catégories (domaines actuels et passés).



**Figure 3-13. Types de prostitution, actuels et passés, des participantes actives dans l'industrie du sexe**

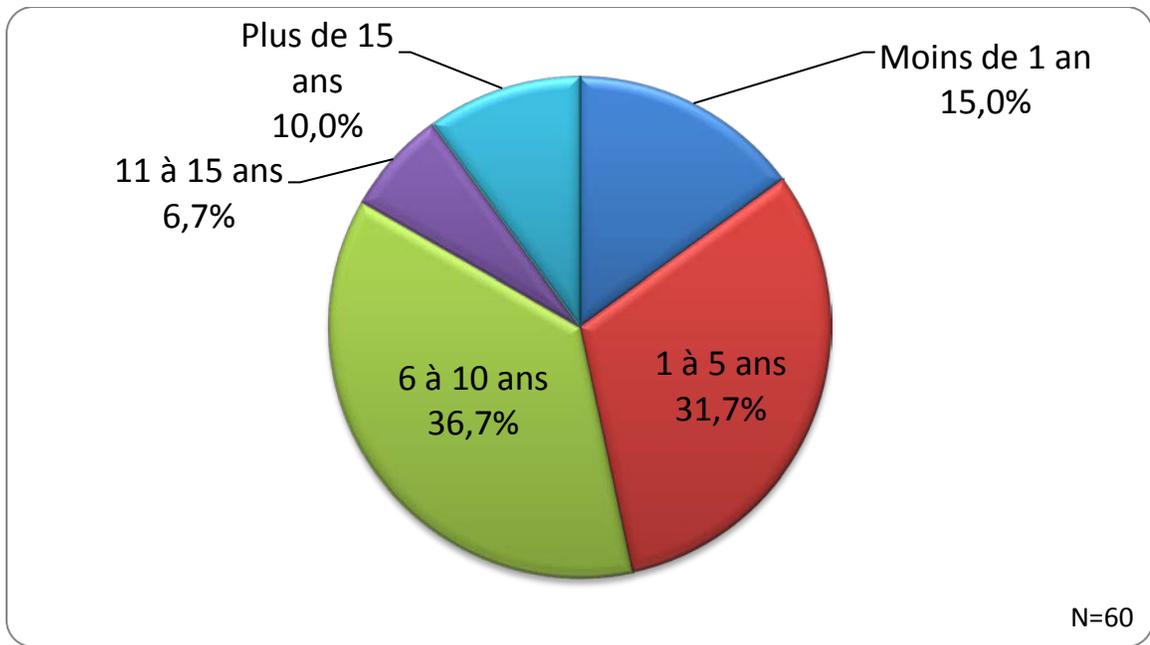
Il apparaît que les participantes ont été actives dans une multitude de domaines de l'industrie du sexe au fil du temps, des domaines qu'elles ont ensuite quittés. Ainsi, les participantes ont été actives en moyenne dans quatre domaines (rappelons que la moyenne des domaines au moment de la recherche est de deux). La Figure 3-11 montre que 50% des participantes ont été actives dans au moins cinq domaines alors qu'elles ne sont au moment de la recherche que 4,1% à l'être.

Comme la Figure 3-12 l'indique, les domaines les plus importants étaient la prostitution à domicile, les agences d'escortes et la prostitution de rue. La prostitution à domicile et la prostitution de rue demeurent les deux domaines d'importance au moment de la recherche. Toutefois, le domaine des agences d'escortes semble beaucoup moins important : alors que 56,8% ont été dans une agence d'escortes, elles ne sont plus actuellement que 22,4%<sup>44</sup>. Plusieurs autres domaines deviennent également sous-représentés: notamment, 45,5% disent avoir été danseuses nues, mais plus que 6,1% le sont encore. Il semble donc que les participantes auraient tendance à concentrer leurs activités dans un nombre réduit de domaines au fil du temps.

### 3.2.2. Celles qui ont quitté l'industrie du sexe

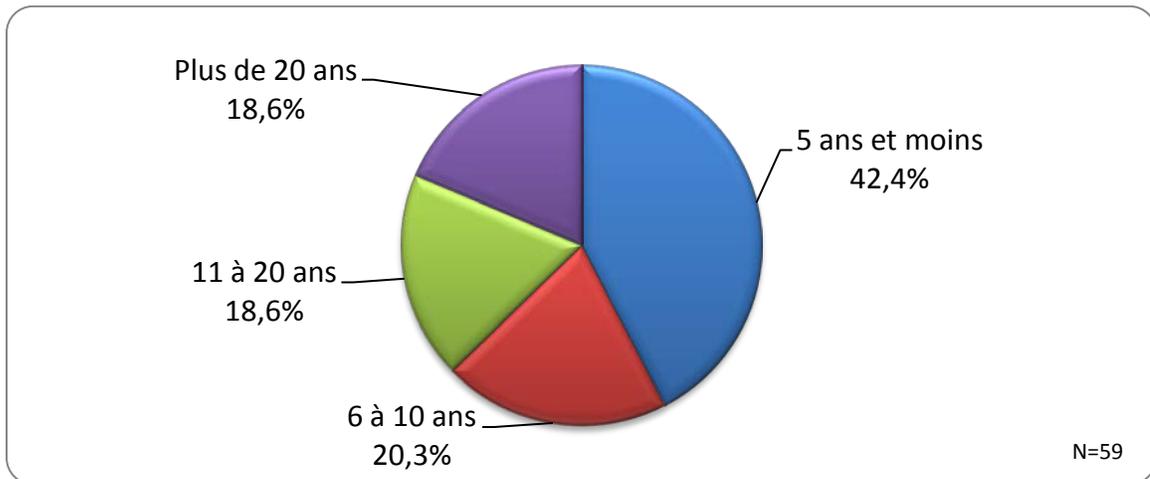
Sur les 109 participantes, 55% (N=60) ont quitté l'industrie du sexe, depuis 6,5 ans en moyenne (écart-type de 6,2 ans) (Figure 3-7). La Figure 3-14 indique que 53,4% des participantes ont quitté l'industrie du sexe depuis plus de cinq ans. Certaines n'ont quitté que depuis quelques mois, alors qu'une a quitté depuis 30 ans.

<sup>44</sup> À noter qu'il ne s'agit pas nécessairement des mêmes participantes.



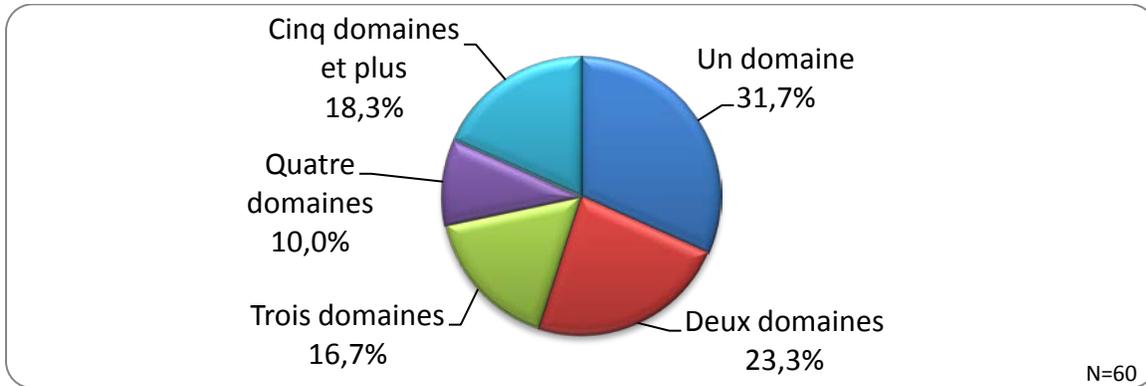
**Figure 3-14. Nombre d'années depuis la sortie de l'industrie du sexe**

En moyenne, ces participantes ont été actives dans l'industrie du sexe pendant 10,2 ans (écart-type de 9,8 ans), avec une variation de quelques mois à 36 ans. Comme la Figure 3-15 permet de le constater, 42,4% des participantes ont été actives pendant moins de cinq années. De même, environ 37,3% des participantes ont été actives pendant plus de 10 ans et 18,6% pendant plus de 20 ans.



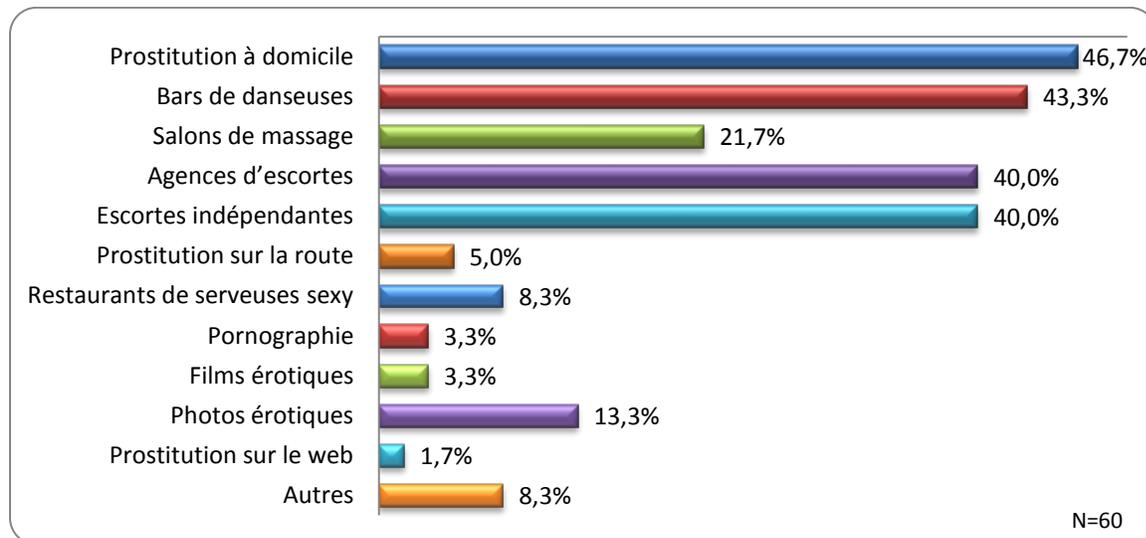
**Figure 3-15. Nombre d'années passées dans l'industrie du sexe, pour les participantes qui ont quitté**

Tout comme les participantes qui sont actuellement actives dans l'industrie du sexe, la plupart de celles qui ont quitté ont aussi été actives dans plus d'un domaine, pour une moyenne de trois (Figure 3-16). Le tiers des participantes ont été actives dans un seul domaine, généralement en prostitution hors-rue.



**Figure 3-16. Nombre de domaines d'activités des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe**

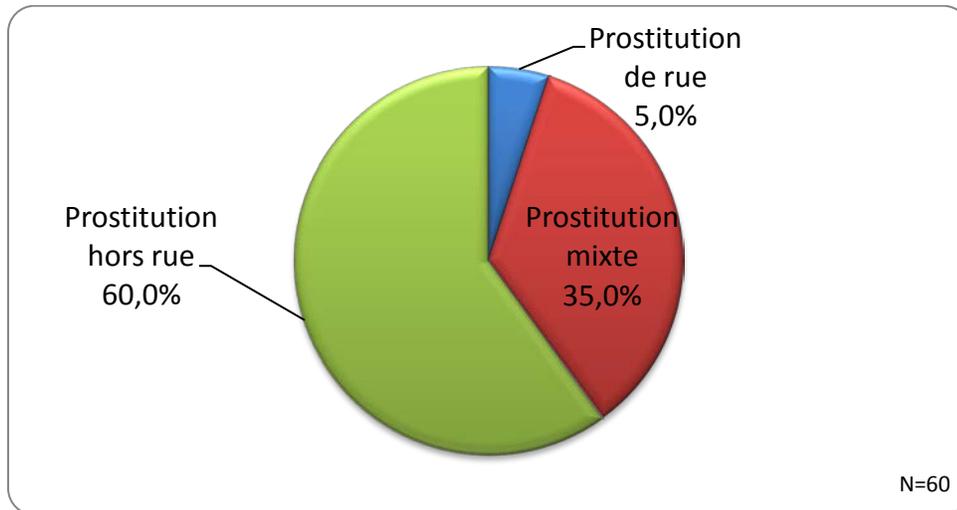
Parmi les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, on peut constater à la lecture de la Figure 3-17 que les domaines où elles se retrouvaient le plus étaient la prostitution à domicile, les bars de danseuses, la prostitution de rue, les agences d'escortes et les escortes indépendantes. Le matériau recueilli dans le questionnaire ne nous permet toutefois pas de savoir ce que les participantes faisaient juste avant de quitter l'industrie du sexe.



**Figure 3-17. Domaines d'activités des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe<sup>45</sup>**

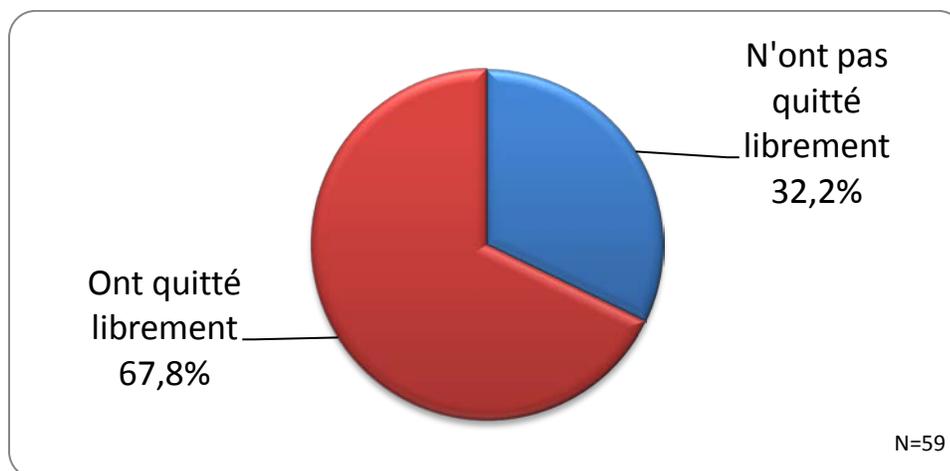
<sup>45</sup> Le total des pourcentages n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient cocher plusieurs domaines d'activités. Le pourcentage de chaque catégorie a été calculé à partir du nombre de participantes qui ont répondu à la question (N=60).

Parmi les 24 participantes (sur 60) qui ont été actives dans la prostitution de rue, seulement trois l'ont été dans cet unique domaine, les autres étant également actives dans d'autres domaines de prostitution hors rue (Figure 3-18).



**Figure 3-18. Types de prostitution des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe**

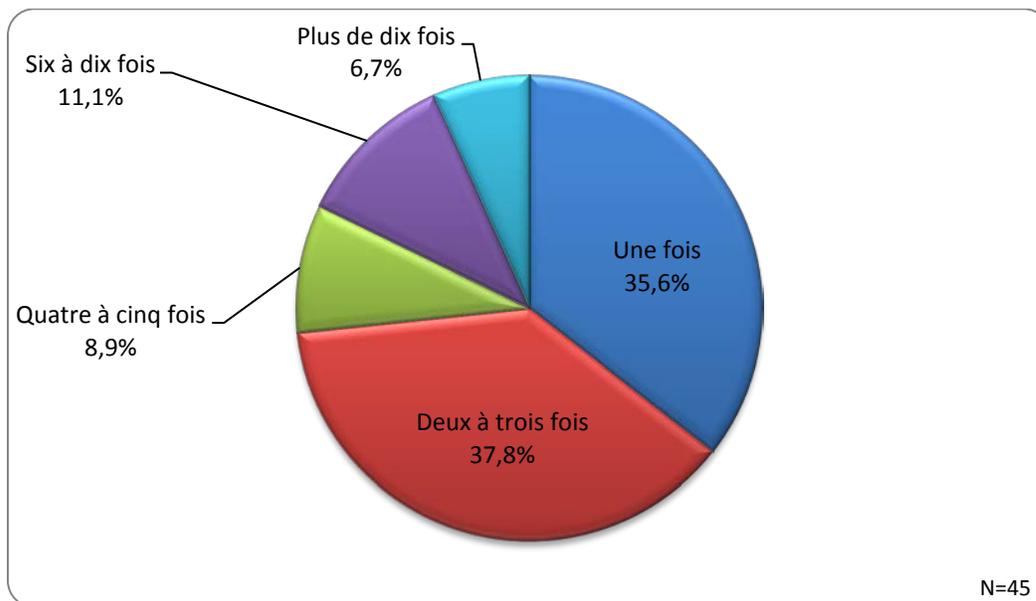
La Figure 3-19 indique que 32,2% des participantes ont craint pour leur sécurité ou celle de leurs proches au moment de quitter l'industrie du sexe. Les participantes qui ont craint pour leur sécurité font part de pressions et de menaces de toutes sortes (ou de craintes de subir des pressions et des menaces), de la part de proxénètes, de propriétaires et d'employés d'agences d'escortes, mais aussi de vendeurs de drogues et de clients qui continuaient de les harceler. Les données ne nous permettent toutefois pas de savoir si ces participantes étaient plus nombreuses que les autres à avoir un proxénète.



**Figure 3-19. Participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, selon la capacité à quitter librement**

D'autres participantes nomment pour leur part des «événements déclics» qui les ont aidées à quitter, comme des descentes policières dans les salons de massage où elles étaient actives ou encore des événements d'abord négatifs, comme une arrestation ou une tentative de suicide, qui les ont finalement sorties du milieu. D'autres ont quitté de leur propre chef en cessant graduellement, ou soudainement, leurs activités; plusieurs expliquent que l'absence d'un proxénète a grandement facilité leur sortie car personne ne leur faisait obstacle. D'autres encore citent la rencontre ou la présence d'une personne (souvent un nouveau conjoint, mais aussi un vendeur de drogues ou un client) qui les a protégées lors de leur sortie.

Le processus de sortie de l'industrie du sexe n'est pas nécessairement un trajet à sens unique (Figure 3-20). **Environ le tiers des participantes ont pu sortir à la première tentative.** D'autres, toutefois, ont fait des allers et retours dans l'industrie du sexe, quittant quelques semaines ou mois, puis retournant pour un certain temps, parfois sur une période de plusieurs mois, voire années, avant de quitter pour de bon. Ainsi, environ le quart des participantes ont tenté de quitter l'industrie du sexe au moins quatre fois, et même une dizaine de fois pour quelques-unes, avant la sortie définitive.



**Figure 3-20. Nombre de tentatives de sortie pour celles qui ont quitté l'industrie du sexe**

Plusieurs éléments ont permis aux participantes de quitter l'industrie du sexe, comme le montre le Tableau 3-5. Ce tableau ne permet toutefois pas de voir l'imbrication des différents facteurs de sortie. Rares, en effet, sont les participantes qui évoquent un seul élément leur ayant permis de quitter : la majorité en nomme au contraire plusieurs, rendant compte de la complexité des parcours de sortie. Un des facteurs de sortie les plus fréquemment évoqués est une nouvelle relation amoureuse, alors que des participantes rencontrent un nouveau conjoint opposé à leurs activités dans l'industrie du sexe et leur offrant du soutien pour quitter. D'autres disent qu'elles ont quitté car leur santé, tant physique que psychologique, devenait de plus en plus précaire. La peur de mourir (de violences ou d'une surdose de drogues), mais aussi les expériences de violence répétées et extrêmes, ont également participé à la décision de certaines de quitter l'industrie du sexe.

Plusieurs évoquent aussi un écoëurement aigu face au milieu de la prostitution et de la toxicomanie, qui les a poussées à changer d'environnement et de mode de vie. L'arrêt de la consommation, notamment par le biais de ressources thérapeutiques, en a aussi aidé plus d'une à s'extirper du milieu.

**Tableau 3-5.**  
**Motifs de sortie de l'industrie du sexe**  
**pour celles qui ont quitté <sup>46</sup>**

Motifs de sortie	Nombre	%
Nouvelle relation amoureuse	9	16,1%
Problèmes de santé	9	16,1%
Peur	8	14,3%
Écoëurement	7	12,5%
Enfants	7	12,5%
Arrêt de consommation	6	10,7%
Soutien des proches	6	10,7%
Thérapie	6	10,7%
Arrestation	5	8,9%
Intervention d'un organisme	5	8,9%
Projets d'études	5	8,9%
Source de revenu alternative	5	8,9%
Changement d'environnement	4	7,1%
Violences	4	7,1%
Confiance en soi	3	5,4%
Nouvel emploi	3	5,4%
Âge	2	3,6%
Désir d'un emploi stable	2	3,6%
Désir de changement	2	3,6%
Faible estime de soi	2	3,6%
Interventions policières	2	3,6%
Choix	1	1,8%
Entrée en prison du proxénète	1	1,8%
Fuite	1	1,8%
Hébergement gratuit	1	1,8%
Menaces de mort	1	1,8%
Militance	1	1,8%
Rupture amoureuse	1	1,8%
Soutien aux proches	1	1,8%

Données manquantes : N=4

<sup>46</sup> Le total des pourcentages n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient indiquer plusieurs motifs de sortie. Le pourcentage de chaque catégorie a été calculé à partir du nombre de participantes qui ont répondu à la question (N=56).

### 3.3. Conditions de pratique dans l'industrie du sexe : fréquence, lieu et argent

Pour la majorité des participantes, les activités dans l'industrie du sexe sont, ou étaient, très fréquentes et quasi-quotidiennes. Comme le montre la Figure 3-21, 41% des participantes sont ou étaient actives tous les jours et 45,7% le sont ou l'étaient quelques fois par semaine. L'analyse statistique montre également des différences significatives entre les participantes qui sont actuellement actives dans l'industrie du sexe et celles qui l'ont quittée. Il apparaît en effet que celles qui sont actuellement dans l'industrie sont plutôt actives quelques fois par semaine, alors que celles qui ont quitté disent davantage avoir été actives chaque jour. Il est cependant difficile d'expliquer cette différence. Nous pouvons faire l'hypothèse que celles qui ont quitté l'industrie du sexe étaient plus actives avant de quitter et ont donc indiqué leur réponse en fonction de ces moments. Cette question mériterait toutefois une réflexion plus approfondie.

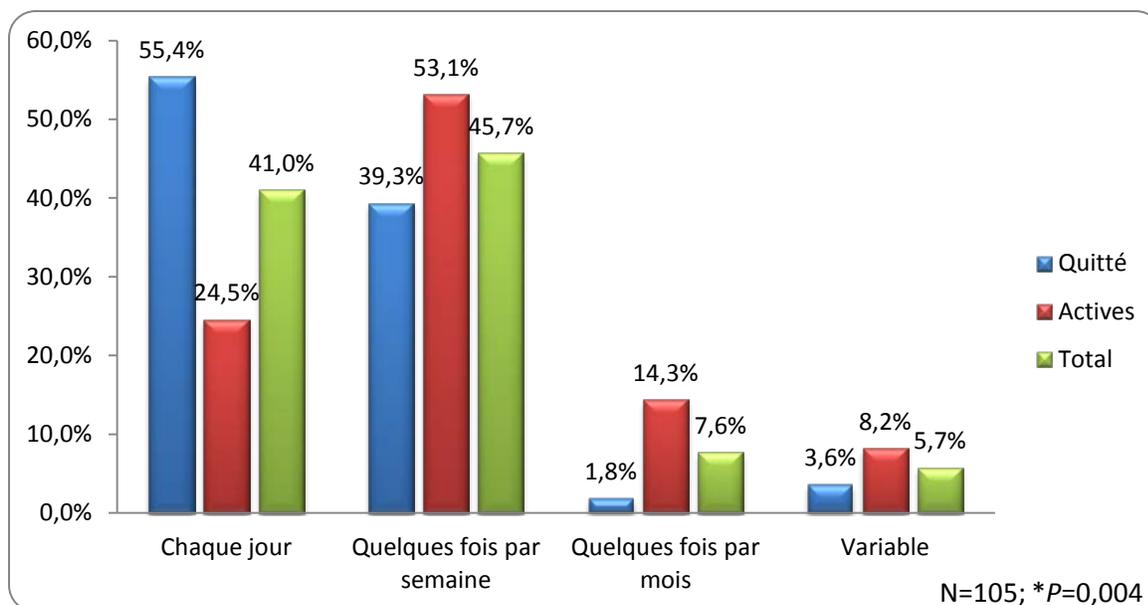


Figure 3-21. Fréquence d'activités, selon la situation dans l'industrie du sexe

La Figure 3-22 nous indique que les participantes tendent à être actives surtout à l'extérieur de Montréal, alors que d'autres sont actives tant à Montréal qu'ailleurs. Plusieurs ont en effet été actives dans l'industrie du sexe dans diverses régions du Québec, dans d'autres provinces canadiennes et même aux États-Unis. Seule une minorité n'a été active qu'à Montréal. Les participantes qui habitent à l'extérieur de Montréal sont généralement aussi actives hors de Montréal, très souvent dans la région où elles habitent, bien que plusieurs se soient déplacées (ou aient été déplacées) ailleurs au Québec, au Canada ou aux États-Unis, en fonction des opportunités et des circonstances de vie. Les participantes habitant à Montréal tendent pour leur part à être actives dans l'industrie du sexe tant à Montréal qu'ailleurs ou seulement à Montréal.

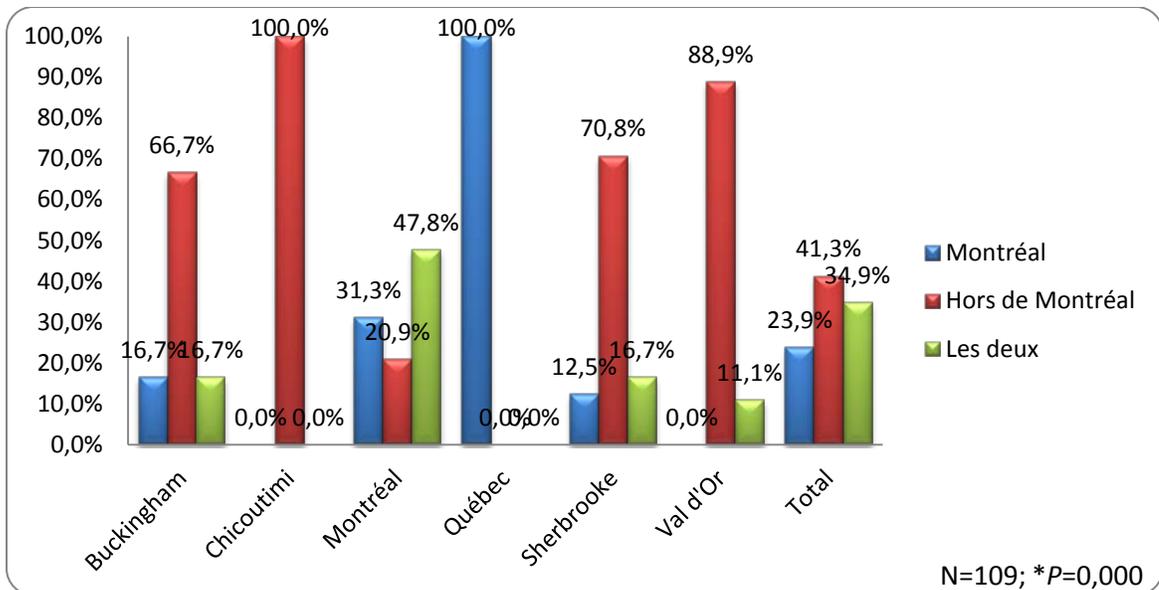
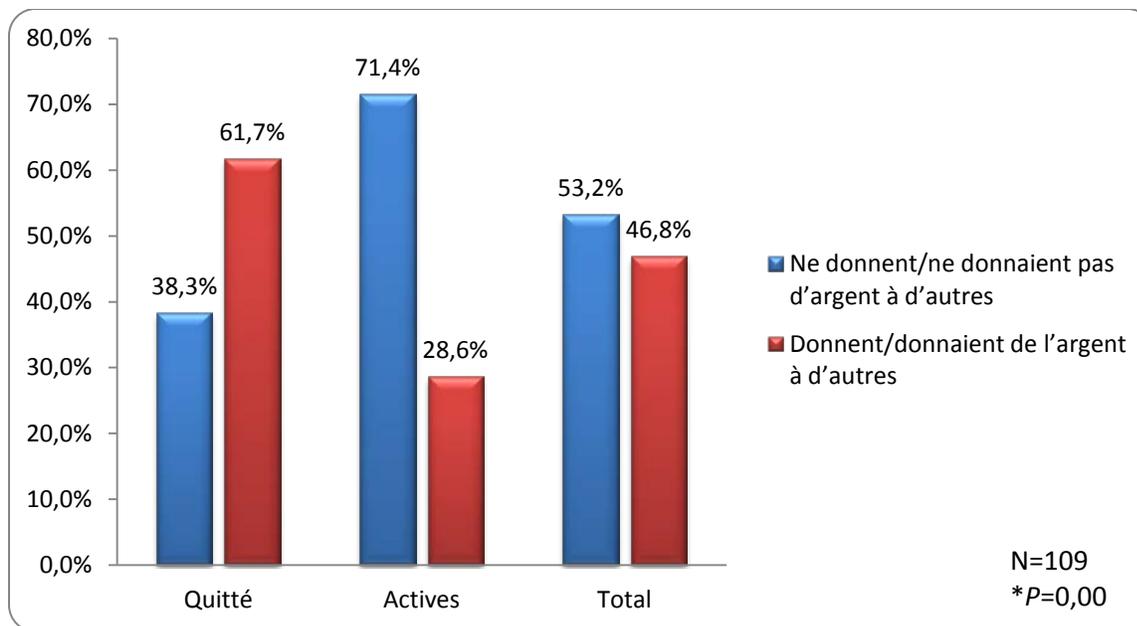


Figure 3-22. Régions des activités dans l'industrie du sexe, selon la région actuelle de résidence<sup>47</sup>

Nous n'avons pas voulu demander aux participantes si elles avaient un proxénète ou un « *pimp* », jugeant qu'il s'agissait d'une question délicate qui aurait pu choquer certaines participantes, qui ne qualifieraient pas un conjoint ou un membre de la famille comme un « *pimp* ». De même, certaines personnes à qui les femmes donnent une partie de leur argent peuvent ne pas être vues comme des proxénètes. Nous avons donc choisi de poser la question plus largement en demandant aux femmes : « Donnes-tu/donnais-tu une partie de ton argent à une autre personne? ». À cette question, 46,8% des participantes ont répondu par l'affirmative (Figure 3-23). Des différences significatives apparaissent entre les participantes selon la situation dans l'industrie du sexe. Ainsi, un pourcentage plus faible de participantes actuellement actives dans l'industrie du sexe indiquent donner une partie de l'argent à d'autres personnes, alors que ce pourcentage grimpe à 61,7% pour celles qui ont quitté. Les données recueillies ne nous permettent toutefois pas de donner un sens à ces différences.

<sup>47</sup> Cette figure regroupe toutes les participantes, incluant celles qui sont ont quitté l'industrie du sexe. Par ailleurs, certaines participantes peuvent avoir déménagé. Ainsi, la participante que nous avons rencontrée à Québec demeurerait préalablement à Montréal où elle était active dans l'industrie du sexe.



**Figure 3-23. Participantes, selon la situation dans l'industrie du sexe, qui donnent ou donnaient une partie de leur argent à d'autres**

En ne demandant pas explicitement aux participantes si elles ont ou avaient un proxénète, nous avons obtenu des réponses plus riches que nous n'aurions peut-être pas pu obtenir autrement. Leurs propos nous permettent en effet d'identifier des personnes qui, sans être qualifiées de « pimps » par les participantes, reçoivent ou leur soutirent une partie de l'argent provenant de leurs activités dans l'industrie du sexe. Certes, parmi les 51 participantes qui ont indiqué donner leur argent à d'autres personnes, **19,6% d'entre elles disent avoir un proxénète identifié comme tel** (Figure 3-24). Les principaux bénéficiaires de l'argent des répondantes sont cependant les établissements de l'industrie du sexe et les différentes personnes qui y gravitent (propriétaires des agences d'escortes ou des salons de massage, gérants des bars de danseuses, DJ des bars de danseuses, etc.) : 54,9% des participantes disent avoir donné une partie de leur argent à ces personnes. Les autres personnes qui reçoivent l'argent des participantes sont des membres de la famille ou des amis, le conjoint et les gangs criminalisés. Quelques participantes disent aussi qu'elles donnaient une partie de leur argent à un vendeur de drogue, indiquant en ce sens un lien entre leurs activités de prostitution et leur consommation de drogues.

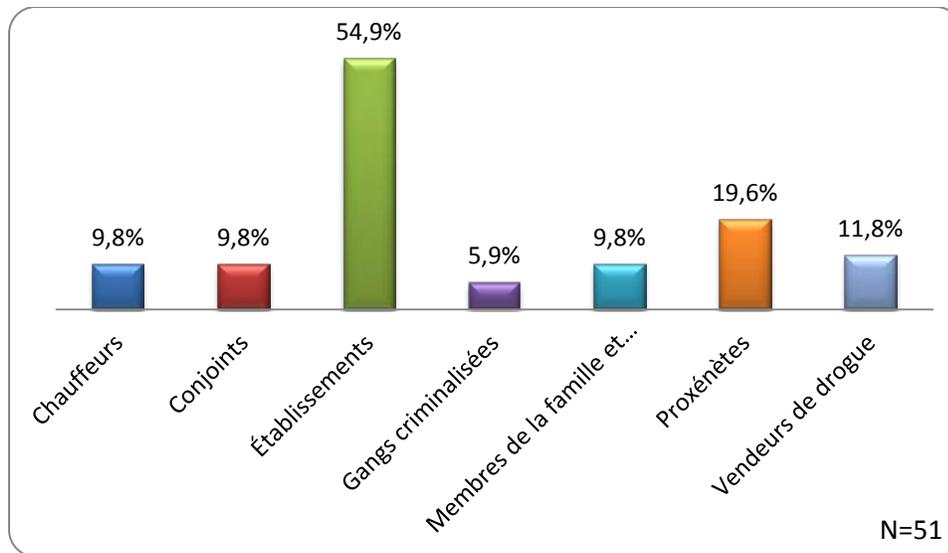


Figure 3-24. Établissements ou personnes à qui les participantes donnent ou donnaient une partie de leur argent<sup>48</sup>

Pour continuer de fouiller la question du proxénétisme au sens large, nous avons demandé aux participantes si une personne les aidait à gérer leur argent. On voit à la Figure 3-25 que seulement 11,1% (N=12) ont répondu par l'affirmative.

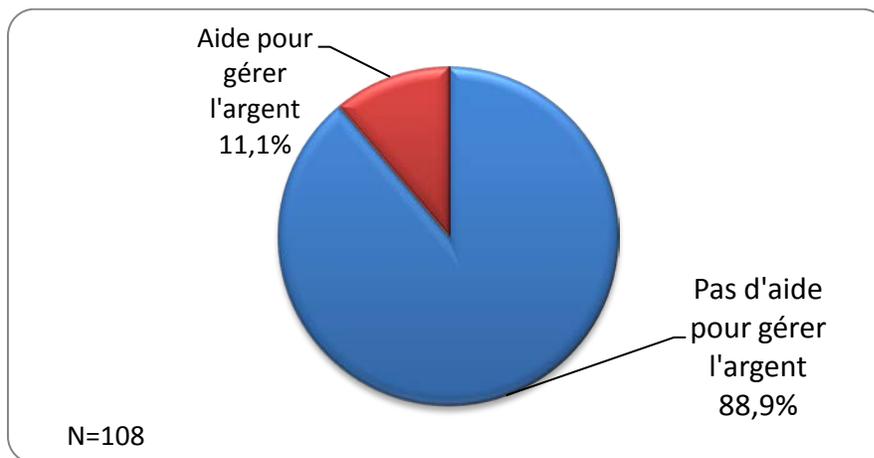


Figure 3-25. Participantes qui ont ou avaient de l'aide pour gérer leur argent

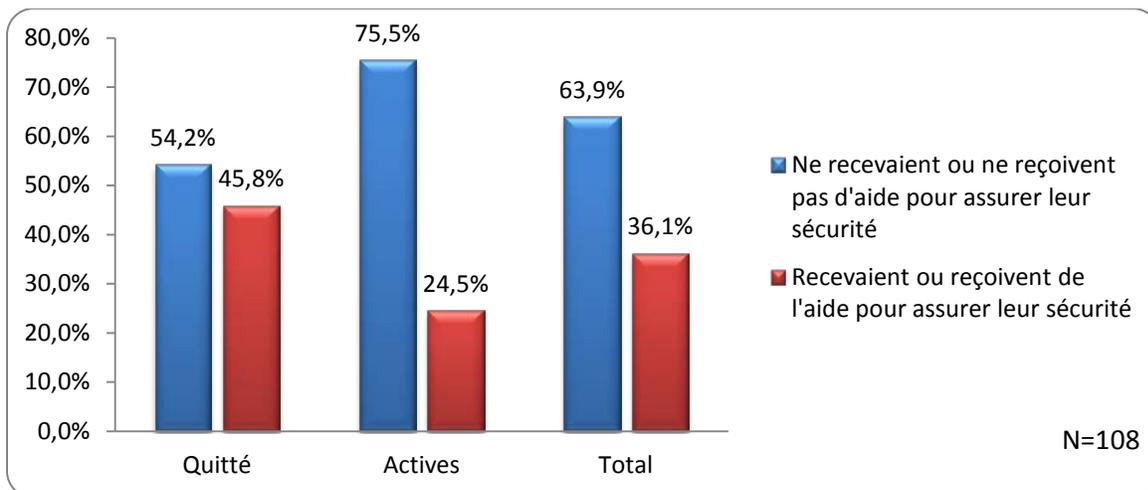
<sup>48</sup> Les thèmes ont été construits à travers l'analyse inductive des réponses des 51 participantes qui ont répondu à la question. Le total des pourcentages n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient nommer plusieurs établissements ou personnes. Le pourcentage de chaque catégorie a été calculé à partir du nombre de participantes qui ont répondu à la question.

Les figures du proxénète et du conjoint (ou de la conjointe dans un cas) qui contrôlent l'argent, en partie ou en entier, apparaissent dans les témoignages de huit des douze participantes (Tableau 3-6). Deux participantes indiquent toutefois avoir obtenu une aide véritable de la part d'une intervenante ou d'un membre de la famille (sœur) qui les ont soutenues pour faire un budget ou pour limiter leurs dépenses.

**Tableau 3-3.**  
**Personnes aidant les participantes**  
**à gérer leur argent <sup>49</sup>**

Personnes	Nombre (N=12)	%
Conjoint-e	4	33,3%
Proxénète	4	33,3%
Membre de la famille	2	16,7%
Intervenante	1	8,3%
Personne non identifiée	1	8,3%

Pour la suite de notre questionnement, nous voulions savoir si les femmes recevaient de l'aide pour assurer leur sécurité dans l'industrie du sexe. La Figure 3-26 indique qu'environ le tiers ont indiqué qu'un établissement ou des personnes les aidaient. Les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et celles qui y sont toujours actives se distinguent à cet égard. En effet, alors que 45,8% de celles qui ont quitté l'industrie du sexe indiquent qu'elles avaient de l'aide pour assurer leur sécurité, seulement 24,5% de celles qui sont actives disent la même chose.



**Figure 3-26. Participantes, selon la situation dans l'industrie du sexe, qui reçoivent ou reçoivent de l'aide pour assurer leur sécurité**

<sup>49</sup> Les thèmes ont été construits à travers l'analyse inductive des réponses des 12 participantes qui ont répondu à la question. Le total de la colonne de pourcentage n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient nommer plusieurs établissements ou personnes. Le pourcentage de chaque ligne a été calculé à partir du nombre de participantes qui ont répondu à la question.

Qui sont ces personnes qui aident les participantes à assurer leur sécurité? Selon les réponses des 39 participantes, présentées dans le Tableau 3-7, il s'agit le plus souvent du chauffeur qui vient les chercher chez elles pour les amener à leurs rendez-vous ou encore des personnes travaillant aux divers établissements de l'industrie du sexe (gérants, « bouncers » ou « doormen », gardiens de sécurité, etc.). D'autres participantes disent qu'elles étaient protégées par leur proxénète, leur conjoint, des membres de la famille ou des amis, des vendeurs de drogues ou d'autres femmes dans l'industrie du sexe. Peu de participantes ont indiqué combien elles devaient payer ces personnes pour leurs services. Celles qui ont répondu disent qu'elles devaient donner une partie (« cut ») de l'argent reçu des clients à leur chauffeur ou à leur proxénète (selon les cas, un montant fixe par client, un montant forfaitaire par nuit ou la moitié de leurs recettes) ou un « pourboire » aux « bouncers » et « doormen » à chaque jour.

**Tableau 3-7.**  
**Personnes ou établissements aidant les participantes**  
**à assurer leur sécurité <sup>50</sup>**

Personnes ou établissements	Nombre (N=37)	%
Chauffeur	15	40,5%
Établissement	13	35,1%
Proxénète	7	18,9%
Conjoint	4	10,8%
Vendeur de drogues	2	5,4%
Membres de la famille et amis	2	5,4%
Autres femmes	2	5,4%
Gangs criminalisées	1	2,7%

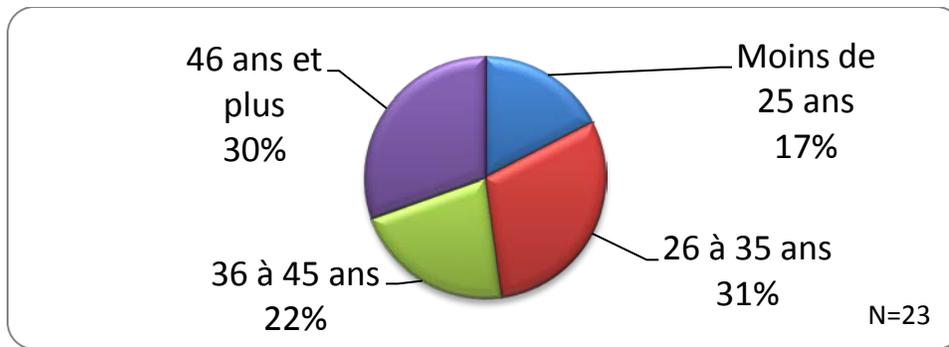
Données manquantes : N=2

### 3.4. Profil des participantes à l'entrevue

Parmi les 109 participantes, nous en avons rencontré 23 pour une entrevue plus en profondeur. Comme nous avons tenté, dans la mesure du possible, de sélectionner un échantillon de participantes qui ressemblerait à l'échantillon global, les participantes qui nous ont accordé une entrevue présentent des caractéristiques très semblables à celles rencontrées pour le questionnaire. Nous présentons ci-dessous quelques-unes de leurs caractéristiques.

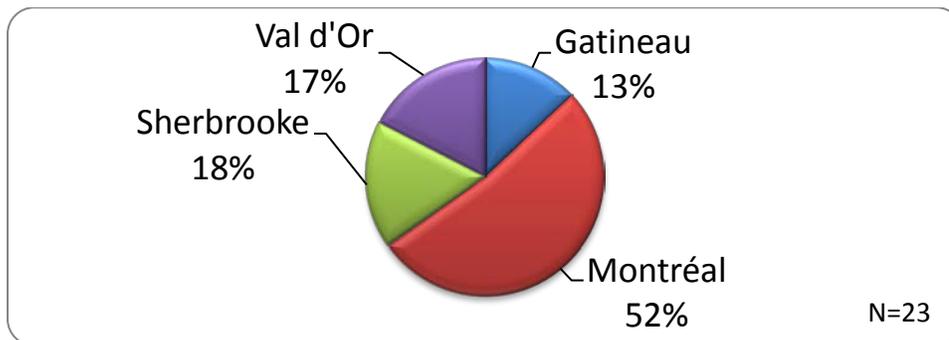
Les participantes rencontrées en entrevue ont entre 19 et 55 ans, pour une moyenne de 37 ans (écart-type de 11 ans). La Figure 3-27 indique que quatre d'entre elles ont moins de 25 ans, alors que 7 ont plus de 45 ans.

<sup>50</sup> Les thèmes ont été construits à travers l'analyse inductive des réponses des 37 participantes qui ont répondu à la question. Le total de la colonne de pourcentage n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient nommer plusieurs établissement ou personnes. Le pourcentage de chaque ligne a été calculé à partir du nombre de participantes qui ont répondu à la question.



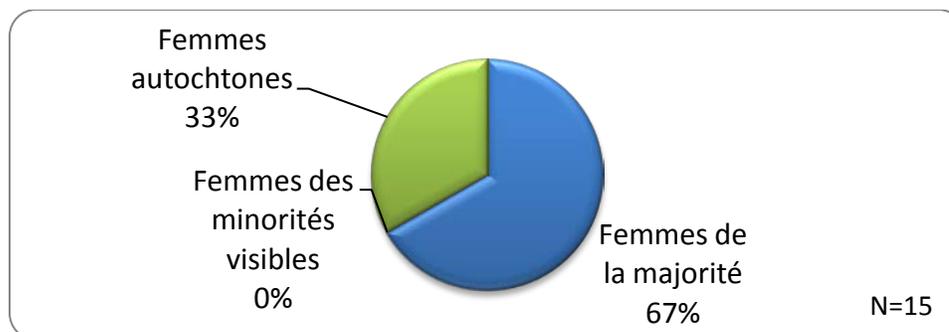
**Figure 3-27.**  
**Âge des participantes à l'entrevue**

Nous avons rencontré des participantes habitant dans quatre régions du Québec (Figure 3-28). La moitié des entrevues ont eu lieu avec des femmes de Montréal (N=12). Les autres ont eu lieu à Gatineau (N=3), à Sherbrooke (N=4) et à Val d'Or (N=4).



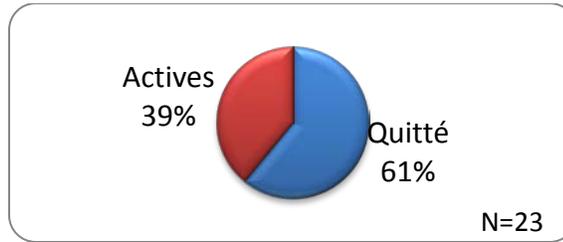
**Figure 3-28.**  
**Régions des participantes à l'entrevue**

La Figure 3-29 présente les groupes ethnoculturels des participantes rencontrées à l'entrevue. Les femmes de la majorité représentent la majorité des participantes rencontrées, soit 10 des 15 qui ont indiqué leur groupe ethnoculturel dans le questionnaire. Nous avons par ailleurs fait des entrevues avec cinq femmes autochtones.



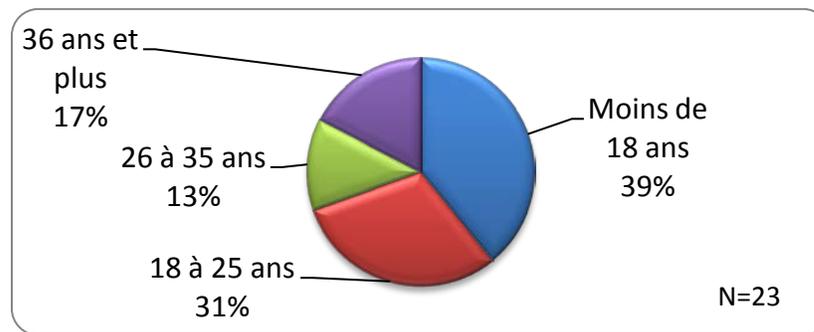
**Figure 3-29.**  
**Groupes ethnoculturels des participantes à l'entrevue**

Le Figure 3-30 montre qu'un peu plus de la moitié des participantes à l'entrevue ont quitté l'industrie du sexe (N=14/23), une proportion sensiblement la même que pour le questionnaire.



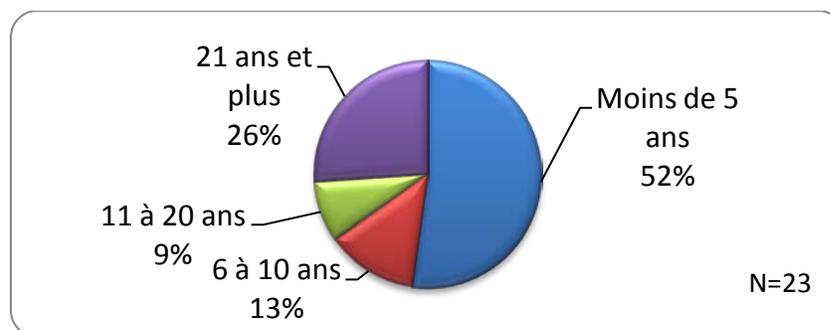
**Figure 3-30.**  
Situation dans l'industrie du sexe des participantes à l'entrevue

L'âge d'entrée dans l'industrie du sexe varie grandement, comme l'indique la Figure 3-31. Les participantes avaient en effet entre 10 et 42 ans au moment de l'entrée, avec une moyenne de 22 ans (écart-type de 9 ans). Un peu moins de la moitié était encore mineures (N=9/23), alors que quatre avaient plus de 35 ans.



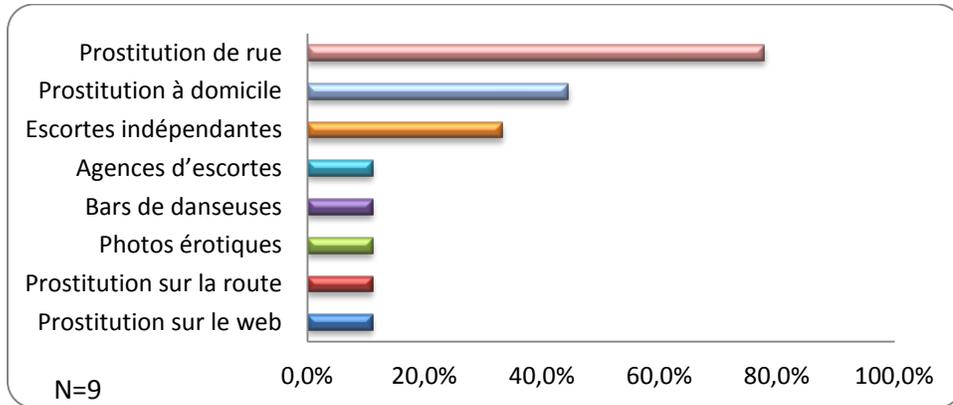
**Figure 3-31.**  
Âge d'entrée dans l'industrie du sexe des participantes à l'entrevue

Les participantes à l'entrevue ont passé en moyenne 11,5 ans (écart-type de 11,7 ans) dans l'industrie du sexe (Figure 3-32). La moitié d'entre elles sont actives ou l'ont été pendant plus de 5 ans, dont six pendant plus de 20 ans.



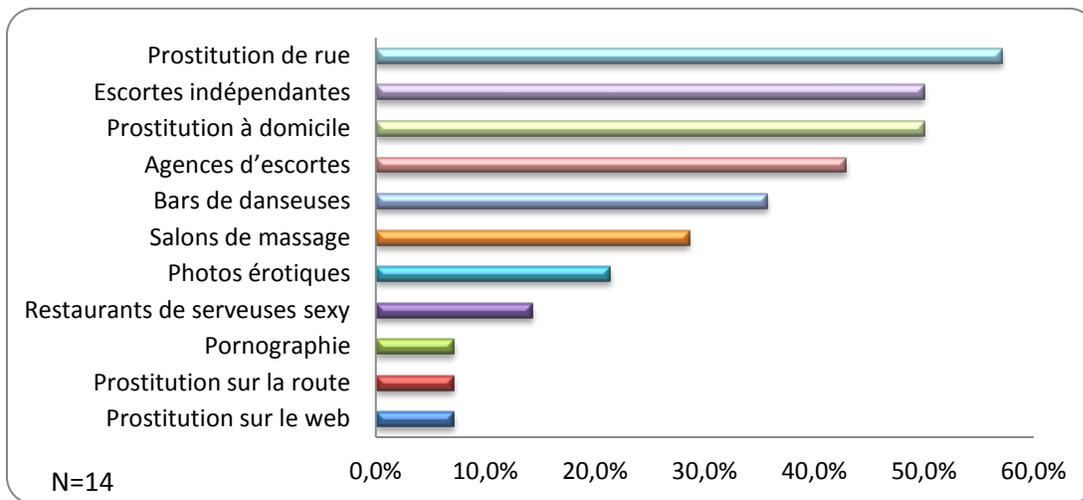
**Figure 3-32.**  
Temps passé dans l'industrie du sexe par les participantes à l'entrevue

La Figure 3-33 montre que les participantes sont actives dans plusieurs domaines de l'industrie du sexe. La prostitution de rue regroupe la majorité des participantes (N=7/9). Le tiers des participantes sont pour leur part actives dans la prostitution à domicile (N=4/9) ou comme escortes indépendantes (N=3).



**Figure 3-33.**  
**Nombre de participantes actives rencontrées à l'entrevue,**  
**selon le domaine d'activités dans l'industrie du sexe <sup>51</sup>**

Les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe ont également été actives dans plusieurs domaines d'activités (Figure 3-34). Sur 14 participantes, huit ont eu des pratiques de prostitution de rue, sept ont eu des activités de prostitution à domicile, sept ont été escortes indépendantes et six ont été dans des agences d'escortes.



**Figure 3-34.**  
**Nombre de participantes rencontrées à l'entrevue qui ont quitté l'industrie du sexe,**  
**selon le domaine d'activités <sup>52</sup>**

<sup>51</sup> Le total des pourcentages n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient cocher plusieurs domaines d'activités.

<sup>52</sup> Le total des pourcentages n'est pas de 100%, car les participantes pouvaient cocher plusieurs domaines d'activités.

---

## 4. UNE ANALYSE DES BESOINS DES PARTICIPANTES

Les participantes font état de nombreuses difficultés et, corollairement, nomment plusieurs besoins en termes de ressources et de services. Ce chapitre se donne pour objectif de les analyser et de faire ressortir les éléments centraux de leurs discours. Pour ce faire, chaque section part des difficultés exprimées par les participantes dans le questionnaire, pour ensuite aborder les besoins qu'elles ont nommés. Des citations provenant des entrevues réalisées avec les participantes viennent illustrer leurs difficultés et leurs besoins dans leurs propres mots.

Pour rappel, le questionnaire contenait une section qui identifiait huit sphères de difficultés et, pour chacune, des problèmes plus particuliers. Une autre section précisait huit sphères de besoins, ainsi qu'une série de besoins plus spécifiques pour chacune. Dans les deux cas, les participantes pouvaient cocher les cases qui s'appliquaient à elles puis préciser les problèmes vécus et les besoins exprimés. Un espace leur permettait également de nommer des difficultés et des besoins qui n'auraient pas été prévus dans le questionnaire. L'entrevue approfondissait par ailleurs ces questions.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il faut souligner que la distinction entre difficulté et besoin, si elle semble évidente dans le questionnaire qui en traite de manière séparée, est beaucoup plus floue, voire non opératoire, dans les témoignages des participantes interviewées. Celles-ci ont en effet tendance à évoquer leurs difficultés et leurs besoins dans le même souffle. Par exemple, en réponse à des questions concernant leurs besoins actuels, plusieurs parlent des difficultés qu'elles aimeraient surmonter. Si l'analyse des questionnaires nous permet de distinguer les difficultés et les besoins des participantes, l'analyse des entrevues nous rappelle l'imbrication des expériences des participantes et la difficulté à faire entrer des témoignages dans des cases. Cette complexité ne manquera pas de transparaître dans le discours des actrices.

Cette partie porte donc sur les différents besoins recensés dans les réponses au questionnaire et dans les entrevues. Il est important de rappeler que nous considérons un « besoin », dans le sens de Kaufman (1972), comme une insuffisance ou une absence. À la fin de chaque rubrique, nous présentons des recommandations concernant les besoins nommés et les ressources à développer pour mieux y répondre.

### 4.1. Des besoins complexes et multiples

Le présente les difficultés vécues par les participantes en ordre d'importance quantitative. En tête, avec plus de 85% de réponses, viennent les problèmes d'argent (N=99; 91,7%), de consommation ou toxicomanie (N=98; 91,6%), de violence (N=98; 90,7%) et de santé (N=96; 88,9%). Un coup d'œil rapide permet toutefois de constater l'importance quantitative de chacune des difficultés. En effet, mêmes les difficultés qui sont moins vécues, en termes de pourcentage, sont nommées par au moins 70% des participantes. Ce constat témoigne de la multiplicité des problèmes vécus par les participantes, mais laisse également entrevoir les interrelations possibles entre les difficultés. D'ailleurs, comme l'analyse des entrevues le montrera, les participantes elles-mêmes lient souvent dans leur discours les difficultés qu'elles vivent : l'une ne va pas sans l'autre, l'une est renforcée par l'autre, etc.

Tableau 4-4.  
Difficultés

Difficultés	Nombre	% <sup>53</sup>
Problèmes d'argent (N=108)	99	91,7%
Problèmes de consommation (N=107)	98	91,6%
Problèmes de violence (N=108)	98	90,7%
Problèmes de santé (N=108)	96	88,9%
Problèmes de logement (N=108)	90	83,3%
Problèmes juridiques (N=106)	82	77,4%
Problèmes d'isolement (N=103)	79	76,7%
Problèmes d'emploi (N=105)	77	73,3%

Il est intéressant de noter que les difficultés nommées par les participantes ne sont pas différentes selon la situation dans l'industrie du sexe : sur cette question, les participantes qui sont présentement actives dans l'industrie du sexe et celles qui l'ont quittée sont statistiquement semblables. L'analyse indique toutefois des différences significatives selon le groupe ethnoculturel (Tableau E-4, en appendice). Ainsi, les femmes autochtones sont surreprésentées parmi les femmes qui disent vivre des problèmes juridiques ( $P=0,022$ ) et des problèmes de consommation ( $P=0,035$ ). Au total, 77,9% (N=60/77) des participantes vivent des problèmes juridiques et 92,1% (N=70/77) nomment des problèmes de consommation, alors que *toutes* (100%) les femmes autochtones (N=16) nomment ces deux difficultés, qui sont d'ailleurs les deux plus importantes en termes quantitatifs parmi elles.

Des différences significatives apparaissent également en ce qui concerne les problèmes juridiques ( $P=0,000$ ) et d'isolement ( $P=0,018$ ) parmi les participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe, selon le temps qu'elles y ont passé (Tableau E-5, en appendice). Ainsi, alors que 84,1% (N=37) des participantes qui sont actives dans des activités de l'industrie vivent des problèmes juridiques, ce pourcentage grimpe à 100% (N=27) pour les participantes qui sont dans l'industrie depuis plus de 10 ans. Ces femmes vivent également davantage de problèmes d'isolement : toutes les participantes (N=11) qui sont dans l'industrie depuis au moins 20 ans les nomment, contre 93,5% (N=43) de l'échantillon total.

Les besoins des participantes sont tout aussi complexes et multiples. Le Tableau 4-2 les présente en ordre d'importance quantitative. Comme pour les difficultés, le pourcentage élevé de réponses semble indiquer une interrelation entre les divers besoins. Quatre besoins recueillent plus de 90% de réponses, soit les besoins d'argent (N=98; 96,1%), les besoins en santé (N=96; 92,3%), les besoins en sociabilité (N=91; 91,9%) et les besoins en employabilité (N=93; 91,2%). Les besoins de protection contre les violences arrivent pour leur part en dernier, étant nommés par 63,1% des répondantes (N=53/84).

<sup>53</sup> Pour ce tableau, comme pour tous les autres qui ne comportent pas de total, le *pourcentage de chaque ligne* a été calculé en fonction du nombre de participantes qui ont répondu à la question.

**Tableau 4-2.**  
**Besoins**

Besoins	Nombre	%
Argent (N=102)	98	96,1%
Santé (N=104)	96	92,3%
Sociabilité (N=99)	91	91,9%
Employabilité (N=102)	93	91,2%
Hébergement (N=89)	78	87,6%
Accompagnement (N=99)	83	83,8%
Juridique (N=87)	69	79,3%
Protection (N=84)	53	63,1%

De nombreuses différences significatives ressortent de l'analyse statistique. Les besoins nommés par les participantes varient en effet selon la région où elles habitent (Tableau E-7, en appendice). Ainsi, les répondantes habitant en Outaouais, à Sherbrooke et à Val d'Or sont surreprésentées parmi celles qui ont besoin d'hébergement et d'accompagnement. Le Tableau 4-3 indique par ailleurs que les participantes autochtones nomment davantage que l'ensemble des participantes des besoins en hébergement (N=13; 100% contre N : 57/62; 90,5%;  $P=0,011$ ).

**Tableau 4-3.**  
**Besoins, selon le groupe ethnoculturel**

Besoins	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Argent (N=73)	50	96,2%	6	100,0%	15	100,0%	71	97,3%
Santé (N=75)	50	92,6%	5	83,3%	15	100,0%	70	93,3%
Sociabilité (N=73)	50	94,3%	4	80,0%	14	93,3%	68	93,2%
Employabilité (N=73)	49	94,2%	5	83,3%	13	86,7%	67	91,8%
<b>Hébergement (N=62)<sup>54</sup></b>	<b>42</b>	<b>91,3%</b>	<b>2</b>	<b>50,0%</b>	<b>13</b>	<b>100,0%</b>	<b>57</b>	<b>90,5%</b>
Accompagnement (N=73)	44	84,6%	5	83,3%	14	93,3%	63	86,3%
Juridique (N=63)	36	80,0%	2	50,0%	13	92,9%	51	81,0%
Protection (N=60)	28	63,6%	1	33,3%	11	84,6%	40	66,7%

<sup>54</sup> L'astérisque signifie que le test statistique du Khi-deux a identifié une différence significative entre les catégories. Le faible nombre d'effectifs dans plusieurs tableaux fait toutefois en sorte que le test statistique pourrait ne pas être valide.

Les besoins des participantes diffèrent également en fonction du temps passé dans l'industrie du sexe, pour celles qui l'ont quittée (Tableau 4-4). Il apparaît en effet que les répondantes qui ont quitté l'industrie du sexe depuis 10 ans ou moins nomment davantage des besoins de protection contre les violences ( $P=0,038$ ).

**Tableau 4-4.**  
**Besoins des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, selon le temps passé dans l'industrie**

Types de ressources	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Argent (N=56)	21	91,3%	11	100,0%	10	90,9%	11	100,0%	53	94,6%
Sociabilité (N=56)	21	91,3%	11	100,0%	10	90,9%	10	90,9%	52	92,9%
Santé (N=57)	21	87,5%	10	90,9%	10	90,9%	10	90,9%	51	89,5%
Employabilité (N=56)	20	87,0%	12	100,0%	8	80,0%	10	90,9%	50	89,3%
Hébergement (N=49)	17	85,0%	9	100,0%	7	77,8%	10	90,9%	43	87,8%
Accompagnement (N=56)	22	88,0%	8	80,0%	10	90,9%	8	80,0%	48	85,7%
Juridique (N=47)	15	78,9%	7	77,8%	7	70,0%	8	88,9%	37	78,7%
Protection (N=46)*	14	77,8%	6	75,0%	3	30,0%	4	40,0%	27	58,7%

L'analyse statistique ne relève pas de différences significatives entre les répondantes par rapport à leur situation dans l'industrie du sexe ou à leurs domaines d'activités. Seule exception, celles qui ont actuellement des pratiques en prostitution de rue évoquent davantage des besoins d'hébergement (Tableau 4-5; N=19; 100% contre N=35/40; 87,5%;  $P=0,023$ ).

**Tableau 4-5.**  
**Besoins des participantes actives en prostitution de rue**

Types de ressources	Prostitution de rue		Total	
	Nb	%	Nb	%
Hébergement (N=40)*	19	100,0%	35	87,5%
Argent (N=45)	20	100,0%	44	97,8%
Santé (N=47)	21	100,0%	45	95,7%
Employabilité (N=45)	20	95,2%	42	93,3%
Juridique (N=40)	17	85,0%	32	80,0%
Protection (N=37)	15	83,3%	26	70,3%
Accompagnement (N=43)	15	78,9%	35	81,4%
Sociabilité (N=43)	18	90,0%	39	90,7%

La suite du présent chapitre passera en revue les détails des différents besoins nommés par les participantes dans le questionnaire, en évoquant d'abord les difficultés vécues. Bien que les besoins soient présentés selon leur importance quantitative, il importe de garder en tête la complexité des interrelations entre les besoins exprimés et du coup, la complexité des parcours de sortie de l'industrie du sexe et de reconstruction de la vie des femmes après la sortie.

#### 4.1.1. Subvenir à ses besoins

La pauvreté apparaît comme une difficulté centrale nommée par les participantes. Les problèmes d'argent représentent ceux qui sont les plus fréquemment vécus par les participantes (Tableau 3-10 : N=99; 91,7%). Quels sont plus précisément ces problèmes d'argent? Le questionnaire précisait une série de problèmes de dettes et d'accès à des biens et des services (Tableau 4-6). Au moins la moitié des participantes indiquent vivre ou avoir vécu des problèmes pour payer l'épicerie (N=70; 66,7%), des loisirs (N=62; 58,5%) ou des vêtements (N=57; 53,8%), ou encore qu'elles ont ou avaient des dettes envers des services publics (électricité, téléphone, etc.) (N=68; 64,2%) ou des vendeurs de drogues (N=53; 50%). D'autres nomment des difficultés qui n'avaient pas été prévues dans le questionnaire : dettes de cartes de crédit, à l'aide sociale (pour des paiements versés en trop), aux propriétaires de logement, à la cour (amendes impayées, etc.). Certaines peinent aussi à subvenir à leurs besoins de base, n'ayant pas d'argent pour se loger, se nourrir, se procurer des produits d'hygiène, etc.

**Tableau 4-6.**  
**Problèmes d'argent, selon la situation dans l'industrie du sexe**

Problèmes d'argent	Quitté		Actives		Total (N=106)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Épicerie	38	64,4%	32	69,6%	70	66,7%
Dettes aux services publics	41	68,3%	27	58,7%	68	64,2%
Loisirs	35	58,3%	27	58,7%	62	58,5%
Vêtements	28	46,7%	29	63,0%	57	53,8%
Dettes à des vendeurs de drogues*	23	38,3%	30	65,2%	53	50,0%
Dettes à des amies	23	38,3%	26	56,5%	49	46,2%
Dettes à des usuriers	12	20,0%	16	34,8%	28	26,4%
Dettes d'impôts*	22	36,7%	2	4,3%	24	22,6%
Dettes d'études*	14	23,3%	2	4,3%	16	15,1%

Données manquantes : N=3

Le besoin d'argent est intimement lié à la nature même de l'activité prostitutionnelle, basée sur la marchandisation et la consommation. La prostitution est un milieu où l'argent est omniprésent et où tout est tarifé. Cet argent peut provoquer une véritable dépendance, d'autant plus qu'il circule rapidement. Il devient un piège : les participantes ont l'impression de manipuler de fortes sommes même si en bout de ligne, il ne leur en reste pas beaucoup. Ce contexte crée un monde irréel, déphasé par rapport à la vie courante. Elles décrivent les « revenus » obtenus comme un apport économique illusoire. Ils disparaissent aussi vite qu'ils rentrent. Ces rentrées pécuniaires ne durent pas, car prises dans le tourbillon de la consommation : vêtements, accessoires de circonstance et surtout de la drogue, elles filent entre les doigts des participantes.



« J'avais pas faim pis moi c'était juste ma drogue que je voulais. Aussitôt que j'avais l'argent, j'allais m'acheter un sac. » (Élyzabeth)

« Je gagnais mon argent, j'allais consommer, je débuzzais, je revenais straight, je trouvais un autre client. C'était toujours comme ça. » (Poe-Poe)

« Quand je "puffais", j'avais jamais d'argent. J'avais beau faire 6-7 clients dans une journée, j'avais jamais une crise de cenne, j'avais l'impression de faire ça pour rien. » (Vanessa)

En ce sens, le revenu provenant de l'industrie du sexe permet aux participantes de subvenir à certains besoins, dans un contexte où leur faible niveau d'éducation et leur peu d'expérience de travail ne se traduiraient que par des emplois au salaire minimum. Bingo explique :

« Si je m'en vais travailler, j'ai pas d'expérience pour grand chose. Si je vais travailler, je vais tomber au salaire minimum. Je vais travailler pour quoi, 300\$ par semaine. Je fais ça dans une journée et plus. Pis ça je vais le faire dans une semaine pis je vais avoir travaillé 40-50 heures tandis que dans une journée, je vais travailler 4-5 heures pour faire mon 400\$. » (Bingo)

Les tentatives pour trouver des sources de revenu alternatives sont bien souvent décevantes. Vanessa, par exemple, a fait une demande d'aide sociale, mais elle devait fournir des papiers qu'elle n'avait pas en sa possession (preuve de sortie de prison, certificat de naissance et revenus de ses parents). Une agente de l'aide sociale lui a aussi dit que sa mère, avec qui elle ne vit pas, avait un revenu trop élevé. De même, Suzanne raconte que sa demande d'aide sociale lui a d'abord été refusée, car l'agente gouvernementale estimait qu'elle devrait poursuivre ses activités dans l'industrie du sexe, où elle gagnait davantage d'argent. Ce soutien financier est toutefois ce qui permet à plusieurs participantes de quitter l'industrie du sexe, comme elle l'explique :

« J'ai essayé d'avoir de l'aide sociale, on m'a refusé. On me disait de retourner faire de la prostitution parce que je faisais plus d'argent. [...] Je suis sûre que je suis pas la première et je ne serai pas la dernière personne à qui ils font ça, mais moi à quelque part aussitôt que j'ai eu de l'aide sociale, c'est là que j'ai arrêté de travailler dans la rue. » (Suzanne)



Certaines différences apparaissent entre les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et celles qui sont actives (Tableau 4-6). Ainsi, ces dernières disent dans une plus grande proportion avoir des dettes envers des vendeurs de drogues (65,2% contre 50% de l'échantillon total;  $P=0,006$ ). Celles qui ont quitté l'industrie du sexe évoquent quant à elles davantage des dettes d'impôts (36,7% contre 22,6% de l'échantillon total;  $P=0,000$ ) et des dettes d'études (23,3% contre 15,1% de l'ensemble des participantes;  $P=0,007$ ).

Par ailleurs, les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe se distinguent quant aux problèmes d'argent vécus, selon le domaine d'activité (Tableau 4-7). Les participantes qui étaient dans la prostitution de rue nomment ainsi plus souvent des dettes à des usuriers ( $P=0,035$ ), ainsi que des difficultés pour acheter des vêtements ( $P=0,045$ ) ou payer des loisirs ( $P=0,033$ ). Les problèmes d'achat d'épicerie ( $P=0,031$ ) ou de vêtements ( $P=0,010$ ) sont aussi vécus par les participantes qui étaient actives dans la prostitution à domicile. Les participantes qui étaient

danseuses dans des bars disent pour leur part moins souvent que l'ensemble des participantes avoir des problèmes pour acheter des vêtements ( $P=0,031$ ).

**Tableau 4-7.**  
**Problèmes d'argent des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe, selon trois domaines d'activités**

Problèmes d'argent	Prostitution de rue		Prostitution à domicile		Bars de danseuses		Total (N=60)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Dettes aux services publics	16	66,7%	20	71,4%	18	69,2%	41	68,3%
Épicerie	17	70,8%	22	78,6%*	13	52,0%	38	64,4%
Loisirs	18	75,0%*	20	71,4%	13	50,0%	35	58,3%
Vêtements	15	62,5%*	18	64,3%*	8	30,8%*	28	46,7%
Dettes à des dealers	11	45,8%	11	39,3%	7	26,9%	23	38,3%
Dettes à des amies	12	50,0%	11	39,3%	8	30,8%	23	38,3%
Dettes d'impôts	9	37,5%	10	35,7%	9	34,6%	22	36,7%
Dettes d'études	5	20,8%	5	17,9%	8	30,8%	14	23,3%
Dettes à des usuriers	8	33,3%*	8	28,6%	4	15,4%	12	20,0%

Les besoins d'argent arrivent en tête des besoins nommés par les répondantes (Tableau 4-2). Ainsi, comme le Tableau 4-8 l'indique, nombreuses sont celles qui ont besoin d'un soutien financier de la part du gouvernement (N=78; 76,5%), de ressources pour s'alimenter (N=73; 71,6%) et pour s'habiller (N=65; 63,7%). Plusieurs ont également besoin d'un fonds de solidarité, qui permet de prêter un montant d'argent à des femmes qui ont un besoin économique particulier (payer leur loyer, faire une demande de suspension du casier judiciaire, etc.). C'est particulièrement à Montréal et à Val d'Or que les participantes ont besoin de ce fonds de solidarité (Tableau E-8, en appendice). Certaines disent également qu'elles auraient besoin de services de thérapie gratuits.

**Tableau 4-8.**  
**Besoins d'argent**

Besoins d'argent	Nombre (102)	%
Soutien financier gouvernemental	78	76,5%
Banque alimentaire	73	71,6%
Comptoir vestimentaire	65	63,7%
Fonds de solidarité	60	58,8%
Cuisine collective	52	51,0%
Garderie ou halte-garderie	17	16,7%

Données manquantes : N=7

Au moment de passer à une autre étape de leur vie, plusieurs participantes se retrouvent prises au dépourvu et n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins de base, entre autres, se loger, se nourrir, se procurer des produits d'hygiène, etc. Si l'argent ressort comme un motif d'entrée et un facteur de maintien, il est également mentionné comme un besoin fondamental pour quitter le milieu prostitutionnel. Ces témoignages sont éloquentes :

« L'argent, j'ai pas d'argent. C'est comme un cercle vicieux. J'ai pas d'argent, pis j'ai pas la santé pour faire de l'argent. Pis, je suis dans la rue. Ça tourne en rond... Je veux pas me pogner une job parce que je risque de tomber plus malade pis de tomber sur le cul plus facilement. » (Chérie)

« Ça revient encore à l'argent. Si tu n'as pas d'argent, tu fais quoi, tu fonctionnes pas, tu n'as rien. Si tu n'as pas d'argent, tu n'as pas de bouffe, tu n'as pas de logement, tu n'as rien. Ça prend de l'argent aujourd'hui pour vivre. » (Bingo)

Peu de différences significatives apparaissent entre les participantes en fonction des diverses variables. Il apparaît toutefois que les répondantes qui sont actives dans l'industrie du sexe depuis moins de six ans ou plus de 20 ans sont surreprésentées parmi celles qui ont besoin d'un soutien financier gouvernemental (Tableau 4-9;  $P=0,039$ ).

**Tableau 4-9.**  
**Besoins d'argent des participantes actives dans l'industrie du sexe,**  
**selon le temps passé dans l'industrie**

Besoins d'argent	Cinq ans et moins		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=44)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Soutien financier gouvernement*	15	100,0%	2	50,0%	10	71,4%	10	90,9%	37	84,1%
Banque alimentaire	10	66,7%	3	75,0%	9	64,3%	9	81,8%	31	70,5%
Comptoir vestimentaire	7	46,7%	3	75,0%	10	71,4%	9	81,8%	29	65,9%
Fonds de solidarité	9	60,0%	2	50,0%	7	50,0%	9	81,8%	27	61,4%
Cuisine collective	6	40,0%	2	50,0%	7	50,0%	7	63,6%	22	50,0%
Garderie ou halte-garderie	6	40,0%	1	25,0%	1	7,1%	1	9,1%	9	20,5%

Données manquantes : N=5

De plus, le questionnaire demandait aux participantes actives dans l'industrie du sexe d'indiquer le revenu mensuel à partir duquel elles seraient prêtes à quitter. Force est de constater que la majorité a des besoins bien modestes (Tableau 4-10). En moyenne, les répondantes auraient besoin d'environ 1 800\$ par mois pour assurer leur subsistance (plus exactement 1803,13\$; écart-type de 1361,33\$; médiane de 1 650\$), un revenu qui correspond environ au seuil de faible revenu pour une personne, mais qui est bien loin des prestations d'aide sociale reçues par 77,6%

d'entre elles (N=38/49). Les réponses varient toutefois entre 400\$ et 8 000\$, quoique celles qui aimeraient un revenu de plus de 2 500\$ sont peu nombreuses (N=5/38; 13,2%).

**Tableau 4-10.**  
**Revenu mensuel souhaité par les participantes**  
**qui sont actives dans l'industrie du sexe**

Revenu mensuel souhaité	Nombre	%
Moins de 1 000\$	4	10,5%
1 000 à 1 500\$	12	31,6%
1 501 à 2 000\$	3	7,9%
2 001 à 2 500\$	14	36,8%
Plus de 2 500\$	5	13,2%
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=11

En entrevue, plusieurs disent qu'elles quitteraient volontiers l'industrie du sexe si elles avaient un revenu leur permettant de vivre adéquatement. Une jeune participante, Vanessa, explique à ce sujet qu'elle n'aurait besoin que de quelques centaines de dollars mois pour payer ses dépenses essentielles (loyer partagé, épicerie, etc.), mais comme sa demande d'aide sociale a été refusée, elle poursuit ses activités dans l'industrie du sexe.

#### Recommandations

- Assouplir les règles de l'aide sociale et augmenter le montant alloué aux femmes pour garantir un revenu qui leur permet de sortir de la pauvreté.
- Créer et financer des fonds de solidarité pour répondre aux besoins financiers ponctuels des femmes.

#### 4.1.2. Se soigner et retrouver la santé

##### Santé physique et mentale

Le Tableau 4-1 indique que la grande majorité des participantes à la recherche (N=96; 88,9%) vit ou a vécu des problèmes de santé. Les problèmes de santé mentale (N=68; 69,4%) et de santé physique (N=65; 66,3%) sont nommés par plusieurs (Tableau 4-11). Les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe sont par ailleurs surreprésentées parmi les participantes qui disent avoir des problèmes de santé mentale, alors que leur pourcentage se situe à 78,2% (N=43). Nous verrons à cet égard un peu plus loin que la sortie de l'industrie du sexe se traduit pour plusieurs participantes par une prise de conscience bouleversante des violences vécues. Ainsi, c'est souvent après la sortie qu'elles se « reconnectent » avec elles-mêmes et constatent les impacts de ces violences sur leur santé, tant physique que mentale.

**Tableau 4-11.**  
**Problèmes de santé, selon la situation dans l'industrie du sexe**

Problèmes de santé	Quitté		Actives		Total (N=98)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Dépendance	39	70,9%	36	83,7%	75	76,5%
Mentale*	43	78,2%	25	58,1%	68	69,4%
Physique	33	60,0%	32	74,4%	65	66,3%

Données manquantes : N=11

Le questionnaire permettait aux participantes de préciser les problèmes de santé spécifiques qu'elles vivent. La très grande majorité en nomme plusieurs, de divers ordres :

- *Santé physique* : cancer (du col de l'utérus, poumons, seins, etc.), kystes ovariens, endométriose, cirrhose, douleurs musculaires, arthrite, hyperglycémie, incontinence, haute pression, septicémie, problèmes de vision, problèmes d'ouïe, anémie, épilepsie, insomnie, problèmes pulmonaires, asthme, fibromyalgie, blessures résultant de violences, problèmes dentaires, problèmes cardiaques, fausse couche, avortements, etc.;
- *ITSS* : hépatite C, herpès, tests de VIH et autres ITSS, etc.;
- *Santé mentale* : dépression, anxiété, syndrome de stress post-traumatique (SSPT), crises d'angoisse, anorexie, boulimie, stress, paranoïa, peur, trouble panique, schizophrénie, trouble de personnalité borderline, psychose, trouble bipolaire, problèmes sexuels, hyperactivité, trouble obsessionnel-compulsif, automutilation, tentatives de suicide, etc.;
- *Dépendance* : héroïne, freebase, crack, cocaïne, cannabis, alcool, médicaments, speed, sevrage, etc.

Des différences significatives apparaissent parmi les participantes selon le temps qu'elles ont passé dans l'industrie du sexe, qu'elles aient quitté ou non (Tableau 4-12). En effet, les participantes qui sont demeurées dans l'industrie pendant plus de cinq ans rapportent plus fréquemment des problèmes de santé physique ( $P=0,027$ ). Plus de 75% d'entre elles disent vivre ou avoir vécu des problèmes de santé, alors que c'est le cas pour 67% de l'échantillon.

**Tableau 4-15.**

**Problèmes de santé, selon le temps passé dans l'industrie du sexe**

Problèmes de santé	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=107)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Dépendance	28	75,7%	12	85,7%	19	76,0%	16	76,2%	75	77,3%
Mentale	23	62,2%	12	85,7%	16	64,0%	17	81,0%	68	70,1%
Physique*	18	48,6%	11	78,6%	20	80,0%	16	76,2%	65	67,0%

Données manquantes : N=2

Les participantes qui sont actives dans la prostitution à domicile nomment pour leur part davantage des problèmes liés à la santé physique ( $P=0,009$ ) et à la santé mentale ( $P=0,014$ ).

**Tableau 4-13.**

**Problèmes de santé des participantes actives dans la prostitution à domicile**

Problèmes de	Prostitution à domicile	Total
--------------	-------------------------	-------

santé	Nombre	%	Nombre	%
Dépendance	24	92,3%	36	83,7%
Santé physique	23	88,5%*	32	74,4%
Santé mentale	19	73,1%*	25	58,1%

Données manquantes : N=6

Les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et qui étaient actives en prostitution de rue rapportent par ailleurs davantage de problèmes de santé physique que l'ensemble des participantes ( $P=0,004$ ).

Le Tableau 4-14 présente les besoins en santé des participantes, en fonction de leur situation dans l'industrie du sexe. Les besoins relatifs à la santé mentale sont les plus fréquemment nommés par l'ensemble des participantes (66,3%; N=69/102). Viennent ensuite les besoins en thérapie (51,9%; N=54), en gynécologie (49%; N=51), en toxicomanie (48,1%; N=50), en médecine douce (46,2%; N=48), en santé physique (43,7%; N=45) et pour le traitement du SSPT (38,5%; N=40). D'autres besoins plus spécifiques ressortent également dans les réponses des participantes : traitement pour l'hépatite C, rencontres avec des professionnels de la santé (sexologie, acupuncture, ostéopathie, massothérapie, soins dentaires, psychiatrie, etc.) dont les délais sont souvent longs et les coûts trop élevés, suivi médical pour les enfants, transport adapté, groupe de soutien féministe, de psychologie radicale, etc.

**Tableau 4-14.**  
**Besoins en santé,**  
**selon la situation dans l'industrie du sexe**

Besoins en santé	Quitté		Actives		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Santé mentale	38	66,7%	31	66,0%	69	66,3%
Thérapie	31	54,4%	23	48,9%	54	51,9%
Gynécologie	24	42,1%	27	57,4%	51	49,0%
Toxicomanie*	21	36,8%	29	61,7%	50	48,1%
Médecine douce	25	43,9%	23	48,9%	48	46,2%
Santé physique	22	39,3%	23	48,9%	45	43,7%
SSPT <sup>55*</sup>	30	52,6%	10	21,3%	40	38,5%
ITSS*	13	22,8%	24	51,1%	37	35,6%
Urgences	15	26,3%	16	34,0%	31	29,8%
VIH*	8	14,0%	16	34,0%	24	23,1%
Fibromyalgie <sup>56</sup>	10	17,5%	3	6,4%	13	12,5%

Données manquantes : N=7

En entrevue, de nombreuses participantes énoncent des besoins pour des ressources en santé mentale et pour la thérapie. Il s'agit fréquemment du traitement de troubles de santé mentale spécifiques : dépression, anxiété, trouble de personnalité borderline, etc. Plusieurs, particulièrement celles qui ont quitté l'industrie du sexe, expriment aussi le besoin de « se

<sup>55</sup> Syndrome de stress posttraumatique

<sup>56</sup> La fibromyalgie est une maladie caractérisée par des douleurs musculaires chroniques à différents endroits du corps et pouvant mener à une certaine invalidité (se rapproche de l'arthrite ou encore des rhumatismes).



retrouver » et de découvrir qui elles sont, après des années passées dans la prostitution et la toxicomanie pendant lesquelles elles ont le sentiment de s'être perdues. Charlotte nous dit à ce sujet :

« Je sais pas ce que le futur me réserve, mais je continue à me battre pour me trouver. Je continue à me chercher... [...] J'en ai découvert une partie de moi là, pis il y a l'autre partie qui est dure à aller chercher. Je suis perdue dans un genre d'ombre pis je veux me retrouver. » (Charlotte)

Plusieurs sont physiquement et psychologiquement blessées par les violences vécues dans l'industrie du sexe. Certaines disent avoir l'impression qu'elles ne sont plus des personnes à force d'avoir été contrôlées et dévalorisées par les clients et les proxénètes; d'autres se trouvent dégoûtantes, surtout lorsque des marques perdurent sur leur corps comme rappel des violences qu'elles ont subies. Plusieurs peinent à imaginer qu'elles pourraient retrouver un sentiment de confiance en soi, même si elles continuent d'agir en ce sens.

« À force de vivre dans ce genre de monde, tu as l'impression que tu n'es plus une personne. Tu n'es plus. Surtout quand la drogue prend le dessus, tu te sens contrôlée déjà par les hommes, par tout ce qui t'entoure. Ça devient difficile... [...] C'est toutes des choses, à reprendre confiance en toi, l'estime, tout. Je trouve que des fois à force de se faire taper trop sur la tête, ça nous renforce encore plus, parce que déjà on se voit la pire personne. » (Chantale)

« C'est une période de ma vie que si je pouvais oublier, je voudrais oublier. Mais c'est présent à tous les jours dans ma tête, il n'y a pas une journée que j'y pense pas. Je me sens dégueulasse. Aujourd'hui, je voulais m'habiller belle pour me sentir belle, mais je me sens pas encore à 100% aussi belle qu'avant. Je me dévalorise encore beaucoup, j'ai encore pas d'estime de moi-même. Je me trouve dégueulasse, je me regarde dans le miroir et je vois mes plaies qu'il m'a faites un peu partout. » (Élyzabeth)



Le syndrome de stress post-traumatique (SSPT) est un diagnostic relatif à la santé mentale et d'abord défini dans le DSM IV (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux). On parle de SSPT, lorsqu'une personne a vécu ou a été témoin d'un événement violent durant lequel son intégrité physique et/ou psychologique, ou celle de personnes en sa présence, a été grandement menacée, au point parfois, où elle a cru qu'elle allait mourir ou a vu d'autres personnes mourir. La réaction de la personne se traduit par une très grande peur, ainsi qu'un sentiment d'horreur et d'impuissance. Dans la majorité des cas, l'évènement constitue un traumatisme qui s'accompagne par exemple de symptômes tels que la peur panique, des cauchemars répétitifs, de l'énurésie, des troubles paniques, d'anxiété chronique, de l'insomnie, etc. qui durent dans le temps et nécessite une prise en charge spécifique. En 1998, une équipe internationale de chercheuses coordonnée par Farley, a montré, à partir d'un échantillon de 500 personnes prostituées dans cinq pays différents, que « 67% souffraient de PTSD (syndrome de stress post traumatique), de forme simple (directement générée par la situation prostitutionnelle) ou de forme compliquée (secondaire à des antécédents de violences sexuelles). » (Trinquant, 2002 : 91). Plusieurs des participantes rencontrées en entrevue nomment des symptômes associés au SSPT, comme Cindy :



« J'ai beaucoup de mauvais souvenirs qui me reviennent pis personne peut m'approcher, me toucher, je les tasse, je suis dure d'approche à cause de ça. On peut pas me toucher, personne. Souvent je me réveille en sursaut, je fais des rêves, des cauchemars pis c'est pas beau. Ça m'a vraiment marqué. Au début, c'était pas si pire, mais là, je suis plus capable qu'on me regarde quasiment. » (Cindy)

Plusieurs participantes évoquent également des séquelles en lien avec les traumatismes sexuels et physiques qu'elles ont vécus. Après des années de dissociation, leurs relations sexuelles actuelles, même si désirées, sont souvent la scène de flashbacks douloureux et perturbants. Elles voudraient redécouvrir leur corps et leur sexualité, et réapprendre à ressentir du plaisir.

« Je l'aime mon mari! Mais je suis pas capable de me faire toucher sans repenser à tous ces hommes-là qui m'ont touchée. J'y arrive pas! Une fois, je sais pas combien de fois je me dis dans ma tête « Ok Émilie, tu es avec ton mari, il t'aime. Ses câlins, ses caresses c'est parce qu'il t'aime, il veut te faire plaisir, il est bien, c'est de l'amour » mais c'est poche de te dire ça tout le long que tu fais l'amour pour pas te mettre à brailler, à capoter pis à faire « osti que ça m'écoeure, touche-moi plus ». [...] J'aimerais ça pouvoir être tendre et affectueuse, mais je suis pas de même moi. J'aimais ça faire l'amour avant de me prostituer, pis là c'est une corvée pour moi de faire ça. » (Émilie)



Des différences significatives ressortent en fonction de la situation des participantes dans l'industrie du sexe (Tableau 4-14). Celles qui sont actives dans l'industrie du sexe nomment en effet plus souvent des besoins en ressources relatives au VIH (34% contre 23,1% de l'ensemble des participantes;  $P=0,016$ ), aux ITSS (51,1% contre 35,6%;  $P=0,003$ ) et à la toxicomanie (61,7% contre 48,1%;  $P=0,012$ ). Les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe sont quant à elles surreprésentées parmi celles qui ont besoin de traitement pour le SSPT (52,6% contre 38,5%;  $P=0,001$ ).

Les besoins en santé se distinguent également par rapport à l'âge actuel des participantes (Tableau 4-15). Celles qui ont plus de 35 ans sont en effet surreprésentées parmi les participantes qui ont besoin de ressources en fibromyalgie (environ 24% contre 12,5% des participantes;  $P=0,008$ ).

**Tableau 4-15.**  
**Besoins en santé, selon l'âge actuel**

Besoins en santé	Moins de 25 ans		26 à 35 ans		36 à 45 ans		46 ans et plus		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Santé mentale	11	61,1%	22	61,1%	16	76,2%	20	69,0%	69	66,3%
Thérapie	9	50,0%	18	50,0%	10	47,6%	17	58,6%	54	51,9%
Gynécologie	10	55,6%	17	47,2%	12	57,1%	12	41,4%	51	49,0%
Toxicomanie	10	55,6%	14	38,9%	10	47,6%	16	55,2%	50	48,1%
Médecine douce	7	38,9%	19	52,8%	6	28,6%	16	55,2%	48	46,2%
Santé physique	5	27,8%	14	38,9%	10	47,6%	16	55,2%	45	43,3%
SSPT	6	33,3%	12	33,3%	9	42,9%	13	44,8%	40	38,5%
ITSS	8	44,4%	12	33,3%	8	38,1%	9	31,0%	37	35,6%
Urgences	5	27,8%	10	27,8%	7	33,3%	9	31,0%	31	29,8%
VIH	4	22,2%	6	16,7%	5	23,8%	9	31,0%	24	23,1%
Fibromyalgie*	0	0,0%	1	2,8%	5	23,8%	7	24,1%	13	12,5%

Données manquantes : N=5

L'analyse statistique relève aussi des différences significatives concernant les besoins en santé selon le groupe ethnoculturel des participantes. Le Tableau 4-16 indique en effet que les femmes autochtones nomment plus fréquemment des besoins en santé physique (93,3% contre 51,4% des participantes;  $P=0,001$ ), en santé gynécologique (73,3% contre 48%;  $P=0,039$ ), en toxicomanie (80% contre 54,7%;  $P=0,023$ ) et en ITSS (73,3% contre 41,3%;  $P=0,004$ ).

**Tableau 4-16.**  
**Besoins en santé, selon le groupe ethnoculturel**

Besoins en santé	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=75)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Santé mentale	37	68,5%	3	50,0%	12	80,0%	52	69,3%
Toxicomanie*	28	51,9%	1	16,7%	12	80,0%	41	54,7%
Médecine douce	28	51,9%	3	50,0%	9	60,0%	40	53,3%
Thérapie	28	51,9%	2	33,3%	9	60,0%	39	52,0%
Santé physique*	23	43,4%	1	16,7%	14	93,3%	38	51,4%
Gynécologie*	24	44,4%	1	16,7%	11	73,3%	36	48,0%
ITSS*	20	37,0%	0	0,0%	11	73,3%	31	41,3%
SSPT	23	42,6%	2	33,3%	5	33,3%	30	40,0%
Urgences	17	31,5%	1	16,7%	8	53,3%	26	34,7%
VIH	13	24,1%	0	0,0%	7	46,7%	20	26,7%
Fibromyalgie	9	16,7%	0	0,0%	2	13,3%	11	14,7%

Données manquantes : N=34

Les besoins en santé des participantes diffèrent aussi selon le temps qu'elles ont passé dans l'industrie du sexe. Les participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe (Tableau 4-17) depuis plus de 20 ans ont en effet davantage besoin de ressources relatives au VIH (72,7% contre 34,8%;  $P=0,025$ ).

**Tableau 4-17.**

**Besoins en santé des participantes actives, selon le temps passé dans l'industrie du sexe**

Besoins en santé	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=46)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Santé mentale	10	66,7%	3	60,0%	9	60,0%	8	72,7%	30	65,2%
Toxicomanie	10	66,7%	1	20,0%	9	60,0%	8	72,7%	28	60,9%
Gynécologie	8	53,3%	2	40,0%	8	53,3%	8	72,7%	26	56,5%
ITSS	8	53,3%	0	0,0%	8	53,3%	8	72,7%	24	52,2%
Thérapie	7	46,7%	1	20,0%	7	46,7%	7	63,6%	22	47,8%
Santé physique	6	40,0%	1	20,0%	7	46,7%	8	72,7%	22	47,8%
Médecine douce	8	53,3%	2	40,0%	8	53,3%	4	36,4%	22	47,8%
VIH*	3	20,0%	1	20,0%	4	26,7%	8	72,7%	16	34,8%
Urgences	5	33,3%	0	0,0%	5	33,3%	5	45,5%	15	32,6%
SSPT	3	20,0%	1	20,0%	2	13,3%	4	36,4%	10	21,7%
Fibromyalgie	1	6,7%	0	0,0%	1	6,7%	1	9,1%	3	6,5%

Données manquantes : N=3

Le Tableau 4-18 indique par ailleurs que les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe depuis plus de 10 ans sont surreprésentées parmi les participantes qui ont besoin de traitement pour la fibromyalgie : 45,5% de celles qui ont quitté depuis 11 à 20 ans et 27,3% de celles qui ont quitté depuis plus de 20 ans nomment ce besoin, contre 17,5% de l'ensemble des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe ( $P=0,008$ ).

**Tableau 4-18.**  
**Besoins en santé des participantes qui ont quitté,**  
**selon le temps passé dans l'industrie du sexe**

Besoins en santé	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=57)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Santé mentale	16	66,7%	8	72,7%	5	45,5%	9	81,8%	38	66,7%
Thérapie	12	50,0%	8	72,7%	6	54,5%	5	45,5%	31	54,4%
SSPT	13	54,2%	5	45,5%	5	45,5%	7	63,6%	30	52,6%
Médecine douce	9	37,5%	5	45,5%	6	54,5%	5	45,5%	25	43,9%
Gynécologie	12	50,0%	4	36,4%	4	36,4%	4	36,4%	24	42,1%
Santé physique	7	29,2%	5	45,5%	5	45,5%	5	45,5%	22	38,6%
Toxicomanie	8	33,3%	4	36,4%	5	45,5%	4	36,4%	21	36,8%
Urgences	8	33,3%	2	18,2%	3	27,3%	2	18,2%	15	26,3%
ITSS	6	25,0%	2	18,2%	5	45,5%	0	0,0%	13	22,8%
Fibromyalgie*	0	0,0%	2	18,2%	5	45,5%	3	27,3%	10	17,5%
VIH	6	25,0%	0	0,0%	2	18,2%	0	0,0%	8	14,0%

Données manquantes : N=3

Les besoins en santé varient également selon leur domaine d'activités dans l'industrie du sexe, qu'elles soient actives ou qu'elles aient quitté, particulièrement en ce qui concerne la prostitution de rue et la prostitution à domicile. Le Tableau 4-19 montre en effet que les participantes qui ont actuellement des pratiques de prostitution de rue rapportent davantage que l'ensemble de celles qui sont actives des besoins relatifs à la santé physique (66,7% contre 48,9%;  $P=0,029$ ), au VIH (52,4% contre 34%;  $P=0,017$ ), aux urgences médicales (52,4% contre 34%;  $P=0,017$ ) et à la fibromyalgie (14,3% contre 6,4%;  $P=0,046$ ).

**Tableau 4-19.**  
**Besoins en santé des participantes actives dans la prostitution de rue**

Besoins en santé	Prostitution de rue		Total (N=47)	
	Nb	%	Nb	%
Toxicomanie	16	76,2%	29	61,7%
Santé mentale	16	76,2%	31	66,0%
Santé physique*	14	66,7%	23	48,9%
Gynécologie	13	61,9%	27	57,4%
Thérapie	12	57,1%	23	48,9%
ITSS	12	57,1%	24	51,1%
VIH*	11	52,4%	16	34,0%
Urgences*	11	52,4%	16	34,0%
Médecine douce	10	47,6%	23	48,9%
Fibromyalgie*	3	14,3%	3	6,4%
SSPT	5	23,8%	10	21,3%

Données manquantes : N=2

Le Tableau 4-20 indique pour sa part que les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et qui ont eu des pratiques de prostitution de rue sont surreprésentées parmi les participantes qui ont besoin de ressources liées au VIH (26,1% contre 14%;  $P=0,031$ ) et aux ITSS (39,1% contre 22,8%;  $P=0,016$ ), alors que celles qui étaient actives dans la prostitution à domicile nomment plus fréquemment des besoins en santé mentale (82,1% contre 66,7%;  $P=0,015$ ), en gynécologie (57,1% contre 42,1%;  $P=0,024$ ) et pour le traitement du SSPT (71,4% contre 52,6%;  $P=0,005$ ).

**Tableau 4-20.**  
**Besoins en santé des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et qui ont été actives dans la prostitution de rue et à domicile**

Besoins en santé	Prostitution de rue		Prostitution à domicile		Total (N=57)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Santé mentale	16	69,6%	23	82,1%*	38	66,7%
Thérapie	13	56,5%	15	53,6%	31	54,4%
SSPT	15	65,2%	20	71,4%*	30	52,6%
Médecine douce	11	47,8%	12	42,9%	25	43,9%
Gynécologie	13	56,5%	16	57,1%*	24	42,1%
Santé physique	10	43,5%	14	50,0%	22	38,6%
Toxicomanie	11	47,8%	13	46,4%	21	36,8%
Urgences	8	34,8%	9	32,1%	15	26,3%
ITSS	9	39,1%*	7	25,0%	13	22,8%
Fibromyalgie	5	21,7%	7	25,0%	10	17,5%
VIH	6	26,1%*	6	21,4%	8	14,0%

Données manquantes : N=3

### Toxicomanie

Les problèmes de consommation ou de toxicomanie sont nommés par 91,6% (N=98) des participantes (Tableau 4-1). Des différences significatives apparaissent, tel que mentionnées précédemment, en fonction du groupe ethnoculturel. Le Tableau E-4 indique en effet que les femmes autochtones sont surreprésentées parmi les participantes qui disent vivre ou avoir vécu des problèmes de toxicomanie (N=16; 100% contre N=70/76; 92,1% pour l'échantillon total). Les participantes qui pratiquent la prostitution à domicile sont elles aussi surreprésentées parmi celles qui vivent des problèmes de consommation ( $P=0,023$ ).

Le questionnaire demandait aux participantes d'indiquer les substances qu'elles ont consommées. Sur les 97 qui ont répondu à la question (Tableau 4-21), 97,9% (N=95) disent avoir eu des problèmes de consommation de drogues (généralement de l'héroïne, de la cocaïne ou du crack). La consommation d'alcool est également un problème nommé par plusieurs d'entre elles (N=58; 59,8%). Une minorité indique par ailleurs avoir vécu des problèmes de consommation liés aux médicaments (N=31; 32%).

**Tableau 4-21.**  
**Substances consommées par les participantes**  
**qui disent avoir un problème de consommation**

Substances	Nombre (N=97)	%
Drogues	95	97,9%
Alcool	58	59,8%
Médicaments	31	32,0%

Données manquantes : N=1

Comme les participantes pouvaient indiquer plus d'une substance, nous avons fait l'exercice de les regrouper pour observer les croisements entre la consommation de différents types de substances (Tableau 4-22). Environ le tiers des participantes n'ont consommé qu'un seul type de substances, le plus souvent des drogues (N=31; 32,6%). Les autres ont consommé pour leur part plusieurs types de substances, généralement des drogues et de l'alcool (N=34; 35,8%). Près du quart (N=21; 22,1%) ont consommé les trois types de substances.

**Tableau 4-22.**  
**Substances regroupées**

Substances	Nombre	%
Drogues	31	32,6%
Alcool	1	1,1%
Médicaments	0	0,0%
Drogues et alcool	34	35,8%
Drogues et médicaments	7	7,4%
Alcool et médicaments	1	1,1%
Drogues, alcool et médicaments	21	22,1%
<b>Total</b>	<b>95</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=3

Le Tableau 4-23 présente la fréquence de consommation de celles qui ont indiqué avoir vécu des problèmes de toxicomanie. On constate ainsi que 88,2% des participantes (N=82) consomment ou consommaient plus de trois fois par semaine.

**Tableau 4-26.**  
**Fréquence de consommation des participantes**  
**qui disent avoir un problème de consommation**

Fréquence de consommation	Nombre	%
Plus de trois fois par semaine	82	88,2%
Deux à trois fois par semaine	6	6,5%
Une fois et moins par semaine	5	5,4%
<b>Total</b>	<b>93</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=5

La consommation de drogues et d'autres substances représente pour plusieurs femmes une porte d'entrée dans l'industrie du sexe ou du moins, un motif important (Bindel et al., 2012). Ainsi, le Tableau 4-24 indique que 66,3% des participantes (N=65) qui ont des problèmes de consommation consommaient déjà au moment de l'entrée dans l'industrie du sexe. Pour les autres, les problèmes de consommation sont venus après, souvent comme moyen d'échapper psychiquement à leur situation et de survivre. Dans certains cas, ce sont aussi les proxénètes (qui étaient parfois d'abord des amoureux) qui « créent » chez les participantes des problèmes de consommation pour mieux les maintenir actives dans l'industrie du sexe et sous leur contrôle.

**Tableau 4-24.**  
**Problème de consommation**  
**avant d'entrer dans l'industrie du sexe**

Consommation avant d'entrer dans l'industrie du sexe	Nombre	%
Oui	65	66,3%
Non	33	33,7%
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>100,0%</b>

Pour toutes ces questions, l'analyse statistique ne fait pas ressortir de différences significatives selon la situation dans l'industrie du sexe (actives ou ayant quitté), les domaines d'activités ou le temps passé dans l'industrie du sexe : les participantes semblent donc vivre des problèmes de consommation de manière semblable.

La plupart des études sur la prostitution évoque le fait qu'il existe un lien très serré entre la drogue et cette activité (Bindel et al., 2012; Cusick et Hickman, 2005; Dufour, 2005). En effet, pour certaines participantes, la drogue vient en second et permet de supporter la pratique de la prostitution. Pour d'autres, la prostitution vient servir la possibilité d'avoir accès à la drogue. Peu importe la manière dont se conjugue ce rapport, les participantes n'y échappent pas. Et elles n'échappent pas non plus aux effets de cette association sur leur santé, tant physique que mentale.

La consommation et les activités dans l'industrie du sexe deviennent ainsi pour elles fortement liées, certaines disant en effet qu'elles demeurent actives dans l'industrie du sexe pour pouvoir payer leur consommation, qui leur est elle-même nécessaire pour poursuivre des activités qu'elles trouvaient difficiles et violentes. C'est un phénomène que Cusick et Hickman (2005) ont nommé « trapping » (on pourrait dire piégeage en français) en raison du renforcement mutuel entre les activités de l'industrie du sexe et la consommation, qui a pour effet de « piéger » les femmes et de les maintenir à la fois dans l'industrie du sexe et dans la consommation. Les témoignages de Virginie, de Rosie et d'Élyzabeth rendent bien compte de ce phénomène :

« La première fois, j'avais bu un peu, mais pas beaucoup parce que je m'étais dit justement [...] que je veux rester en contrôle. Je me suis rendue compte que c'était pire !! Les autres fois je m'arrangeais pour avoir quand même bu pas mal. Puis même des fois j'arrivais avec du vin. [...] Ça été pire parce que j'ai commencé ça parce que j'avais besoin d'argent pour boire. Là j'ai fait ça, j'aime pas ça, je m'écoeure, je bois encore plus, j'ai encore plus besoin d'argent pour boire. » (Virginie)



« Donc mon moral a commencé à être affecté, mais j'ai continué pareil donc j'ai augmenté ma consommation d'alcool. Pis j'ai continué pareil parce que j'avais besoin de cash pis je me suis dit quand je vais avoir mon cash, je vais être correcte pis je vais arrêter » (Rosie)

« Ça coûte 20 piasses un sachet. Ce buzz-là te dure 15 minutes, pour 20 piasses. Je sais pas si tu sais, mais tu en as besoin des 20 piasses dans ta journée pour te sentir bien. Parce qu'aussitôt que ton buzz part, tu en veux encore. » (Élyzabeth)

Plusieurs participantes croient toutefois que les ressources offertes tiennent peu compte de ce renforcement mutuel. Elles racontent par exemple s'être retrouvées en traitement de désintoxication dans un centre où les intervenantes refusaient d'aborder les problématiques liées aux expériences dans l'industrie du sexe, se disant uniquement spécialisés dans les questions de toxicomanie. Elles aimeraient avoir accès à des lieux qui leur permettraient d'aborder ces deux problématiques de front, dans leur interdépendance.

« Ça serait bien d'avoir une place qui est spécialisée là-dedans. Tu appelles aux alcooliques anonymes, tu racontes ta vie, et un moment donné, tu dis « je suis tombée dans la prostitution pis j'en ai fait », mais ça va pas nécessairement plus loin parce qu'eux, c'est vraiment plus pour des problèmes d'alcool. Oui tu racontes ta vie, mais cet épisode-là de prostitution, [...] ça serait intéressant de pouvoir en parler avec des personnes spécialisées là-dedans. » (Virginie)

Bindel et *al.* (2012) abondent dans le même sens :

« Les organisations offrant des services d'aide pour sortir de la prostitution devraient mieux connaître la complexité des liens entre la consommation de drogues et la prostitution. Les femmes dans la prostitution ne devraient pas être « contraintes » à entreprendre une cure de désintoxication dans l'espoir que cela va faciliter leur sortie de la prostitution. Elles ont plutôt besoin de services adaptés et holistiques qui traitent les problèmes de consommation de drogues comme faisant partie d'une série d'obstacles qui agissent ensemble pour empêcher les femmes de sortir de la prostitution. »

Par ailleurs, plusieurs participantes indiquent en entrevue que les activités dans l'industrie du sexe, associées à la toxicomanie, se sont traduites par une négligence de leur santé, tant physique que mentale. Une fois qu'elles ont quitté l'industrie ou qu'elles ont cessé ou réduit leur consommation, celles-ci ressentent souvent le besoin de prendre soin d'elles et de reprendre en main leur santé.

« Regarde, je suis fière de moi : depuis le mois de mars, j'ai fait réparer mes dents, je suis allée chez le dentiste. Toutes des choses que quand tu consommes, tu as pas le temps, tu y vas pas pis tu négliges, tu négliges. [...] Mais un moment donné, tu as mal, tu as mal, ben il faut que tu y ailles. Aujourd'hui, je me reprends en main, j'ai des tests à passer. » (Chantale)



Cette négligence de soi et de sa santé, Williamson (2010) l'explique par une dissociation, qui se caractérise par l'altération des fonctions normalement intégrées que sont la conscience, la mémoire, l'identité ou encore la perception. Pour Trinquart (2002), médecin travaillant auprès de personnes prostituées de rue à Paris, la dissociation se caractérise entre autres par une décorporalisation qui se traduit par une très forte négligence de leur santé physique. Cela a pour conséquence qu'elles mettent de côté le soin de leur santé, même si elles peuvent avoir accès à certains services. Cette dissociation est en quelque sorte une stratégie de survie face à la répétition d'actes intrusifs et violents, s'exprimant par une « déconnexion » par rapport au corps et aux émotions, alors que les femmes tentent de se protéger psychologiquement des violences qu'elles subissent.



« J'avais vraiment peur, mais j'ai appris à contrôler mes peurs assez vite. Pis dans ce milieu-là, j'ai appris à me déconnecter de mon corps pour pouvoir arriver à faire ce qu'on me demandait de faire. » (Chantal)

« C'est dans ma tête que je me suis réfugiée, c'est peut-être pour ça qu'il me manque des bouts ». (Élyzabeth)

« Ah j'étais gelée, j'avais pas d'émotions, j'ai tout fait en mode de survie. Je pesais sur le piton vert pis go go go. Pis après sur le piton rouge quand je me couchais, pis c'était fini. Le cauchemar était terminé pour un bout. » (Charlotte)

La consommation de drogues et d'alcool participe d'ailleurs à cette dissociation. L'arrêt de la consommation se traduit souvent par une reprise de conscience des violences vécues et des limites de son corps, comme en témoigne Chérie :

« Mais comme j'ai lâché un petit peu le crack pis je dégelais, un moment donné j'ai « toughé » deux semaines et je me sentais sale. De me froter, pis de me caresser sur quelqu'un, sur un inconnu, sur un autre inconnu, pis un autre inconnu, pis l'autre qui a sa femme, criss. Il y en a qui veulent te lécher dans la face, t'embrasser sur la bouche, pis tu es comme... [silence]. Tu sais, à force, je me sentais sale. Parce que j'avais des limites, mais c'était pas mes propres limites nécessairement. » (Chérie)



Selon les observations de Trinquart (2002), la décorporalisation conduit les personnes prostituées à ne plus ressentir la douleur comme d'ordinaires : elles ont un seuil de tolérance à la douleur bien plus élevé qui ne sert plus d'alarme lorsqu'un dysfonctionnement physique se produit. Elles peuvent continuer à vivre avec des traumatismes importants ou des maladies handicapantes et douloureuses, sans aller consulter et demeurent pendant plusieurs années dans une situation de santé physique et mentale précaire et souvent dangereuse (Trinquart, 2002 : 128).

## Recommandations

- Développer des soins de santé holistiques qui tiennent compte des impacts des violences vécues par les femmes et de la toxicomanie.
- Développer des formations auprès des intervenantes dans les services en toxicomanie sur la réalité des femmes dans l'industrie du sexe et, inversement, auprès des services aux femmes dans l'industrie du sexe sur la réalité de la toxicomanie.
- Mettre sur pied des services en toxicomanie non mixtes pour tenir compte de la réalité des femmes dans la prostitution.

### 4.1.3. Échanger, être entourées et ne pas être jugées

Les problèmes d'isolement et de solitude sont vécus par bon nombre des participantes à la recherche. En effet, comme le Tableau 4-1 l'indique, 76,7% (N=79) disent en souffrir. L'analyse statistique ne relève pas de différences significatives entre les participantes en fonction de diverses variables. Nombreuses sont les participantes qui souffrent de l'absence d'un réseau social. Plusieurs n'ont pas d'amies ou n'ont pas de contact avec leur famille. Parfois, elles se sont isolées pour dissimuler leur consommation et leurs activités dans l'industrie du sexe : elles évoquent un sentiment de honte qui les a poussées à faire le vide autour d'elles. Très souvent, aussi, elles sont rejetées par leurs amies ou leur famille lorsqu'elles apprennent qu'elles sont dans l'industrie du sexe. Elles vivent très difficilement cet isolement qui les oblige à faire face seules à leurs difficultés, sans personne avec qui les partager. C'est le cas d'Élyzabeth :



« Ma fille veut même pas me toucher. Ma famille a honte de moi, ma famille me parle plus quasiment. Je me sens vraiment seule au monde, au moins j'ai la maison ici qui m'aide beaucoup, je peux les appeler quand que je veux et elles me donnent du soutien. Mais comme elles m'ont dit, elles sont pas encore assez spécialisées ici dans ce domaine-là. » (Élyzabeth)

Plusieurs participantes ont un cercle social dans l'industrie du sexe, mais s'empressent de dire que ce ne sont pas des « vraies amies », davantage des partenaires de consommation ou des connaissances. Malgré tout, le départ de l'industrie du sexe est souvent vécu comme une rupture par rapport à un réseau social et plonge plusieurs participantes dans l'isolement et la solitude. C'est le cas de Charlotte qui a de la difficulté à imaginer avoir une amie. Elle craint que les autres ne la trouvent intense et étrange, et ne puissent pas supporter sa compagnie.

« J'ai pas d'autres amies, parce que je connais pas ça ! Là j'ai une amie de fille qui vient me voir une fois par deux semaines. Elle vient me voir, pis je connais pas d'autres amies, j'ai pas d'amies. Je me compare, pis je suis jamais assez bonne, c'est tout le temps l'autre qui est mieux que moi, pis j'ai peur qu'on me trouve bizarre ! [...] Je me déplace pis je fais de l'air, pis j'en fais trop, et je peux taper sur les nerfs ! Facilement ! Pis même si ce que je dis est très intéressant, je perds l'attention des personnes, parce que j'en ai trop à dire ! » (Charlotte)



Plusieurs avouent vivre des difficultés à développer des relations durables, tout particulièrement avec des hommes, en qui elles n'ont souvent plus confiance, une conséquence de la pratique prostitutionnelle également signalée par Dufour (2005). C'est le cas d'Élyzabeth qui dit avoir une « peur bleue » des hommes.



« C'est con mais j'ai une peur bleue des gars. Je fais plus confiance aux hommes. J'ai vraiment peur des gars. J'ai peur qu'on m'exploite. J'ai toujours peur qu'ils veulent juste coucher avec moi. Pis moi ça me tente plus de coucher avec personne. Je veux plus avoir des relations sexuelles, je me sens pas bien. Je me sens pas à l'aise d'avoir des relations sexuelles. Je me trouve dégueulasse. » (Élyzabeth)

Des participantes disent aussi avoir de la difficulté à sortir de chez elles, car les gens qu'elles côtoient à l'extérieur (même si ce ne sont que des passants) leur semblent menaçants : elles ont l'impression d'être épiées, suivies, sans cesse en danger. Le retour à la maison après une absence même brève est aussi ardu pour certaines, qui craignent que des gens se soient introduits chez elles pendant leur absence et se tapissent dans un coin avant de les attaquer : certaines doivent vérifier tous les espaces où pourraient se cacher des gens (garde-robes, douche, dessous de lit, etc.) avant de se sentir plus en sécurité dans leur propre maison.

« Quand je vais revenir chez nous, comme ça fait une couple d'heures que je suis partie de chez nous, il faut que je vérifie partout, en arrière de la télé, en dessous de mon évier, partout où un corps peut embarquer, ou se rouler. Je veux être sûre que personne est rentré chez nous pour me tuer ou pour me faire du tort. » (Charlotte)

D'autres, au contraire, trouvent difficile d'être seules chez elles, notamment lorsqu'elles vivent dans des petits logements : elles nomment par exemple des traumatismes à la suite d'une incarcération et du temps passé dans une petite cellule ou en isolement.

« Je suis pas capable d'être chez nous, j'ai pas changé là-dessus. Je suis capable de dormir chez nous c'est bon, j'ai des chats donc ça m'aide beaucoup. Sinon être toute seule chez nous, je peux une journée, donc une journée sur deux, je vais magasiner. J'achète un peu moins maintenant, car je suis crissement ben endettée. » (Chaton)



Dans notre échantillon, 36,8% des participantes ont commencé à être prostituées avant 18 ans et ce, en moyenne à 14,7 ans. Il faut noter que l'expérience la plus précoce est celle d'une femme qui était régulièrement vendue par son grand-père, dès l'âge de 4 ans, à des hommes agresseurs d'enfants. Dans la dernière recherche effectuée par Bindel et al. (2012), les auteures montrent que les personnes ayant commencé la prostitution avant la majorité avaient beaucoup de difficulté à se rappeler de leur vie avant d'être prostituées et que cela avait pour conséquence qu'elles étaient souvent dans l'incapacité de s'identifier à une autre figure sociale et de se projeter dans d'autres activités ou d'autres rôles (Bindel et al., 2012). Cela a été confirmé dans plusieurs des témoignages que nous avons recueillis comme celui-ci :



« Honnêtement, je me connais pas beaucoup parce que je suis tombée dans la prostitution à 14 ans. Dans la coke puis depuis ce temps-là, ça fait comme dix ans que je suis là-dedans, je me connais pas, je sais pas qui je suis. J'ai de la misère à me décrire. » (Cindy)

La majorité des participantes ont donc commencé à être prostituées relativement jeunes, puisqu'en moyenne cela se passait pour la première fois vers 21 ans. Par ailleurs, celles qui sont encore actives témoignent en moyenne d'une expérience de 13,8 ans tandis que celles qui ont déjà quitté ont passé en moyenne 10,2 ans à être prostituées. Une des participantes est d'ailleurs dans la prostitution depuis 41 ans, y ayant été forcée dès l'âge de 14 ans par son père qui la vendait à des amis marins. Or, il est reconnu que l'identité d'une personne, est une synthèse articulant le psychologique et le social, puisque naissant des interactions complexes entre celle-ci, ses pairs, ses parents, les autres et la société dès le plus jeune âge (Cohen-Scali et Guichard, 2008; Erickson, 1972). Le vécu expérientiel de beaucoup de femmes dans la prostitution atteste de l'influence de leur milieu, tant familial que sociétal, les y amenant: un ami, un parent, un réseau. Ainsi, les différentes formes de violence subies par les femmes: viol, inceste, agressions sexuelles, violences conjugales, violences économiques, stigmatisation, mépris, etc. participent à la construction de l'identité de celles-ci.

La valorisation excessive de l'apparence physique, la sexualisation et la réification de l'image et du corps des femmes façonnent et modulent la perception qu'ont les personnes prostituées d'elles-mêmes. Ainsi, plusieurs participantes rapportent avoir finalement adhéré à l'image que les autres leur renvoient et avoir de la difficulté maintenant à trouver une autre forme d'identification :

« Moi je suis une belle femme, j'suis grande. J'ai toujours eu la sexualité, comme je suis un objet sexuel. J'ai des gros seins, je suis bien faite, j'ai toujours essayé de prendre soin de moi donc les hommes, l'objet sexuel tout le temps. C'était tout le temps du cul, ça revenait tout le temps à du cul. Donc c'est pour ça que, aujourd'hui, je sais plus où est-ce que... » (P'tit Gorille)

Ce sentiment de marginalité, de ne plus appartenir au monde « normal », marque un obstacle pour beaucoup de participantes quant à leur possible reconversion, comme nous l'explique Suzanne :

« C'est un autre monde, je pensais jamais me rendre dans un monde comme ça pis j'ai été chanceuse de m'en sortir vivante parce que j'ai été violée, j'ai été poignardée. Par des clients pis je suis encore ici aujourd'hui. [...] C'est très très très dur pis il faut que tu sois dure. Des fois j'essaie de retourner, de revenir dans un monde qui est assez normal plus ou moins pis trouver un juste milieu. C'est pas évident quand tu as passé douze ans dans une vie de même... » (Suzanne)

De la même manière, lors de l'une de ses tentatives pour quitter le milieu de la danse nue, une des participantes avait entamé une formation pour travailler dans le domaine de la petite enfance, mais s'est vue contrainte d'arrêter car elle trouvait la transition trop difficile :

« Le fait de travailler dans ce milieu-là pis de m'en aller aussi avec les enfants, j'ai trouvé ça difficile parce que c'est trop opposé comme milieu, de passer d'un milieu noir à un milieu blanc. » (Victoria)



À cela s'ajoute, selon elle, le fait qu'elle voyait tous les hommes qu'elle croisait comme des clients potentiels, ce qui la déstabilisait énormément :



« Tu arrives après 10 ans que tu es pas allée à l'école pis tu arrives avec des gens qui sont pas drogués, qui sont normaux, qui ont pas vécu ce que moi j'ai vécu, qui ont jamais vu les deux côtés de la médaille. Parce que quand tu travailles dans un bar de danseuses, tu vois les deux côtés de la médaille. Les médecins ou le professeur, tu vas les voir le jour avec la cravate ici montée jusqu'en haut pis le soir, tu peux voir les mêmes gars, mais pas dans le même état. Ça t'enlève beaucoup de confiance dans la société en général. » (Victoria)

Une fois que le sentiment de marginalité est bien installé, il peut être difficile de s'affilier à d'autres personnes et les femmes se retrouvent coincées dans un milieu qui les oppresse mais qui reste également le seul avec lequel elles entretiennent un lien :

« Mon estime de moi... Ah oui, j'ai encore beaucoup de misère avec pis j'ai peur de me faire rejeter, c'est une difficulté pour moi. Ça m'empêche un peu d'avancer parce que j'aide tout le monde pour pas perdre leur amitié. » (Cindy)



De nombreuses participantes ont besoin de soulager leur isolement et leur solitude (Tableau 4-25). Plusieurs disent ainsi avoir besoin de participer à des loisirs (80,8%; N=80/99), que ce soit des cours de yoga, d'autodéfense, d'arts martiaux, d'arts ou même des soirées de danse pour s'amuser. D'autres aimeraient créer ou recréer un réseau social (66,7%; N=66), avoir accès à un espace d'échange (63,6%; N=63) ou encore partager leur vécu avec d'autres femmes (61,6%; N=61), sans risquer d'être jugées. Certaines disent aussi qu'elles auraient besoin de fréquenter un endroit où elles pourraient se détendre et relaxer (58,6%; N=58).

**Tableau 4-7.**  
**Besoins en sociabilité**

Besoins en sociabilité	Nombre (99)	%
Participation à des loisirs	80	80,8%
Création d'un réseau social	66	66,7%
Espace d'échange	63	63,6%
Rencontre d'autres femmes avec le même vécu	61	61,6%
Endroit de détente	58	58,6%

Données manquantes : N=10

La stigmatisation et la marginalité induites par les conditions objectives de l'activité prostitutionnelle, provoquent un repli sur soi et un goût amer de rejet. Briser cet isolement est un élément central dans la reconquête de soi et de son intégrité, tel que le signalent également Parent et Bruckert (2005). Aussi, les participantes nous racontent ce besoin de réseau social, d'être aimées, d'amitié, d'être avec d'autres femmes qui ont vécu des expériences semblables aux leurs.



« Avoir un réseau, parler avec d'autre monde, parler avec d'autres filles. Parler avec des filles qui ont sorti, ou qui sont encore là-dedans. Parler avec du monde, être capable d'en parler ouvertement sans avoir peur de se faire juger. Des activités, je te dirais, j'ai besoin de faire du social. Je fais pas beaucoup de social. Quand que je viens ici à la maison, les filles sont super fines avec moi, elles sont super adorables. Je viens chercher mon dépannage et il y a des fois, je peux rester dans le bureau 15-20 minutes avec elles. » (Élyzabeth)

Les barrières de réinsertion sociale entraînent des besoins intenses de communication et d'acceptation. Virginie nous dit combien il est important de verbaliser cette parole trop longtemps restée muette :

« Ça fait du bien d'en parler aussi, parce que j'en parle jamais habituellement. » (Virginie)

Un autre vecteur pour le bri de l'isolement et, en même temps, pour reprendre du pouvoir dans sa vie est l'action politique. Un besoin nommé par certaines des participantes à la recherche, comme Clara :

« D'avoir des lieux de rassemblements, d'actions politiques, de conscientisation politique, de partage de connaissances que ce soit avec des militantes ou entre survivantes aussi ou les deux. Ou encore faire vraiment des projets, des actions pour pleins d'affaires comme ça, moi c'est vraiment ça que je trouve le fun. [...] Juste qu'on se retrouve entre femmes, pis qu'on aille faire une épicerie quand il y a des spéciaux. » (Clara)

Les répondantes témoignent du combat qu'elles ont à mener contre les préjugés qu'entretiennent à leur égard la majorité de la société, préjugés qui s'immiscent jusque dans les organismes censés aider les personnes en difficulté. Ainsi, avoir un endroit pour se reposer, trouver un accompagnement empathique et respectueux sont des besoins qui ont été nommés. Voici ce que Suzanne dit sur la nécessité d'un endroit de détente :

« Primordial le gros manque qu'il y a ici dans la région de l'Outaouais. [...] Il y a pas de place pour les filles, pour être comprises pis pas être jugées pis avoir une place où on peut avoir du support moral, tu veux avoir de l'aide, tu veux t'en sortir, tu veux arrêter ça, tu as besoin de te reposer, tu as besoin de dormir. Si tu es épuisée pis tu es intoxiquée, ça prend quelques jours pour sortir ça de ton système avant d'être capable [...] de voir clair pis de mieux penser pis avoir la force de marcher, passer une journée réveillée sans vouloir aller dormir, dormir. » (Suzanne)



### Recommandations

- Ouvrir des centres de répit pour les femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe, pour qu'elles puissent se reposer, manger, se laver, rencontrer d'autres femmes et discuter avec des intervenantes.
- Développer des lieux de prise de parole, de partage d'expériences et d'engagement social pour les femmes qui ont un vécu dans la prostitution.

#### 4.1.4. S'insérer sur le marché du travail

Les problèmes d'accès à l'emploi sont également centraux dans la vie des participantes, étant partagés par 73,3% (N=77) d'entre elles (Tableau 4-1).

**Tableau 4-26.**  
**Problèmes d'accès à l'emploi,**  
**selon la situation dans l'industrie du sexe**

Problèmes d'emploi	Quitté		Actives		Total (N=104)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Confiance en soi	26	44,1%	17	37,8%	43	41,3%
Formation	18	30,5%	19	42,2%	37	35,6%
CV (trous)	23	39,0%	14	31,1%	37	35,6%
Discrimination	16	27,1%	17	37,8%	33	31,7%
Salaire moindre*	13	22,0%	18	40,0%	31	29,8%
Horaire	7	11,9%	12	26,7%	19	18,3%

Données manquantes : N=5

Comme le Tableau 4-26 l'indique, la principale difficulté concerne la confiance en soi : 41,3% des participantes (N=43) disent manquer de confiance en elles-mêmes pour trouver et conserver un emploi. Le manque de formation est également noté par plusieurs (N=37; 35,6%), tout comme le manque d'expérience, qui s'exprime par des « trous » dans le CV (N=37; 35,6%) : quelques-unes disent d'ailleurs n'avoir aucune expérience sur le marché du travail, car elles ont été dans l'industrie du sexe toute leur vie. Victoria en témoigne :



« C'est surtout le trou dans mon CV qui est énorme à combler, qui est le plus difficile. Je suis obligée carrément d'inventer, il faudrait que je trouve quelqu'un qui accepterait de me donner des références, des fausses références d'emploi ou il faudrait que j'invente que j'ai travaillé par exemple comme esthéticienne ou manicuriste à mon compte. » (Victoria)

Le manque de ressources et la pauvreté participent également aux contraintes pour obtenir un emploi. Le témoignage de Vanessa est très éloquent à ce propos :

« J'ai pas de cellulaire, essaie de te trouver une job quand tu n'as pas de numéro pour mettre sur ton cv. J'ai pas de linge pour aller porter des cv, j'ai pas de passe d'autobus, j'ai pas ci, j'ai pas ça. Avec le BS au moins, je vais pouvoir me pogner un appart, je vais pouvoir me pogner un téléphone à la maison, je vais pouvoir m'acheter un peu de linge, une passe d'autobus pis je devrais être capable de me pogner une job. » (Vanessa)



Environ le tiers des participantes disent par ailleurs avoir été victimes de discrimination sur le marché du travail (N=33; 31,7%), que ce soit en raison de leurs activités de prostitution ou de leur groupe ethnoculturel. Certaines disent notamment avoir de la difficulté à trouver un emploi car elles ont un casier judiciaire. C'est le cas de Suzanne :



« Moi j'ai un dossier criminel, mais c'est pas partout qu'ils vont te laisser une chance. C'est plate, c'est vraiment plate. J'ai 50 ans aujourd'hui, pis ça va me prendre encore un petit bout avant que... J'ai rien de ramasser pour me faire un fond de pension ou quelque chose, je vais faire quoi moi dans la vie plus tard? Retourner sur le bien-être social? Ça m'intéresse pas. J'ai encore au moins un 15-20 ans que je peux travailler, mais c'est des petites jobs au salaire minimum que je peux avoir ou ce que j'ai pas de fonds de pension pour moi. » (Suzanne)

Pour sa part, Vanessa ne tente même plus de faire des demandes d'emploi, par crainte de faire fuir les employeurs potentiels. De plus, comme condition de sa remise en liberté, elle ne peut pas posséder un téléphone, ce qui complique les demandes d'emploi. D'autres ont vécu du harcèlement ou des agressions sexuelles dans le cadre de leurs emplois soit à cause de leur passé soit simplement du fait d'être une femme.

"C'est pas que j'ai pas essayé de me trouver un emploi, mais les emplois que j'ai trouvés par l'assurance emploi, c'est des emplois où j'étais agressée! [...] [Un des propriétaires], c'est lui qui m'agressait, qui me donnait ma paye juste si je lui faisais une pipe ou si je faisais un voyage. On est allés à Ottawa une couple de fois. Si j'allais à Ottawa avec lui, j'allais à l'hôtel avec lui. J'ai été agressée là. [...] J'ai pas été chanceuse sur les jobs. Alors un moment donné, j'ai fait comme hey regarde tabarnak, tant qu'à me faire agresser anyway, j'ai arrêté de me chercher une job." (Chaton)

Le manque d'emplois sur le marché du travail, même pour celles qui ont suivi des formations spécialisées, est aussi un problème pour plusieurs. Une participante indique ainsi avoir suivi une formation professionnelle en espérant pouvoir subvenir à ses besoins, mais devant la pénurie d'emplois dans son domaine, s'est résignée à poursuivre des activités dans l'industrie du sexe.

Les difficultés pour trouver et conserver un emploi sont aussi très souvent multipliées par les problèmes de santé physique ou mentale, ou encore par la toxicomanie. Bingo a ainsi eu un accident de travail il y a quelques années et est depuis restreinte dans le travail physique qu'elle peut effectuer (sur avis de la CSST), alors qu'elle a toujours eu des emplois physiques à l'extérieur. Elle estime qu'aucun employeur ne voudra l'embaucher avec de telles restrictions. Rosie évoque également des difficultés au niveau de sa santé physique et mentale qui la restreignent quant aux emplois possibles :

« Pis c'est ma santé aussi. J'aimerais ben ça être serveuse, mais j'ai pas la santé. J'ai un genou « scrappe » qui me fait atrocement mal pis j'ai la hanche finie. Je veux pas me ramasser en chaise roulante dans dix ans parce que j'ai travaillé comme une acharnée. [...] Si j'avais la santé pour travailler comme une folle, je le ferais, mais c'est pas le cas, il faut que je sois réaliste. Pis c'est parce que si je suis trop fatiguée, je suis dépressive. Je travaille, j'essaie des projets à long terme pis j'essaie de m'accumuler des expériences qui m'aideraient. » (Rosie)



D'autres peinent encore à se relever de leurs expériences dans l'industrie du sexe et n'ont actuellement pas la force pour travailler.

« Là, je suis sur l'aide sociale. Je me suis trouvée une petite job, c'est pas une grosse job que je fais, mais je garde une petite fille, pis j'ai le droit de gagner jusqu'à 200\$ de plus que l'aide sociale. Parce que je me sens pas prête de recommencer à travailler normalement. Comme avoir une vraie job. Je me sens pas assez confiante, comme j'ai dit, j'ai zéro confiance en moi. Je me sens pas capable d'aller travailler, je me sens trop dégueulasse. » (Élyzabeth)

Les participantes qui sont actuellement actives dans l'industrie du sexe indiquent pour leur part davantage des problèmes liés aux bas salaires des emplois disponibles sur le marché du travail (N=18; 40% contre N=31; 29,8% de l'échantillon total). Par ailleurs, quelques différences significatives apparaissent entre les participantes qui sont toujours actives dans l'industrie du sexe, selon le domaine d'activités (Tableau 4-27). Les participantes qui pratiquent la prostitution à domicile sont ainsi plus nombreuses à évoquer des problèmes de discrimination sur le marché du travail ( $P=0,030$ ) et de manque d'expérience de travail ( $P=0,029$ ). Les participantes actives dans des salons de massage parlent pour leur part plus souvent de problèmes liés au salaire moindre ( $P=0,026$ ).

**Tableau 4-27.**  
**Problèmes d'emploi des participantes actives dans l'industrie du sexe, selon deux domaines d'activités**

Problèmes d'emploi	Prostitution à domicile		Salons de massage		Total (N=45)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Formation	14	50,0%	5	62,5%	19	42,2%
Discrimination	14	50%*	4	50,0%	17	37,8%
Confiance en soi	13	46,4%	2	25,0%	17	37,8%
CV	12	42,9%*	1	12,5%	14	31,1%
Horaire	9	32,1%	3	37,5%	12	26,7%
Salaire	12	42,9%	6	75,0%*	18	40,0%

Données manquantes : N=4

Le Tableau 4-28 indique les besoins en employabilité des participantes. Plus de 50% des participantes nomment des besoins relatifs aux ateliers ou formations professionnels (59,8%; N=61/102), au soutien pour le retour aux études (58,8%; N=60) et à l'assistance dans la recherche d'emploi (53,5%; N=54). Plusieurs disent également avoir besoin de soutien pour le développement de projets (40,2%; N=41), par exemple pour la création d'une petite entreprise, l'ouverture d'une maison d'hébergement, etc.

**Tableau 4-28.**  
**Besoins en employabilité,**  
**selon la situation dans l'industrie du sexe**

Besoins en employabilité	Quitté		Actives		Total (N=102)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Ateliers ou formations professionnels	30	52,6%	31	68,9%	61	59,8%
Soutien pour le retour aux études	30	52,6%	30	66,7%	60	58,8%
Assistance dans la recherche d'emploi*	22	39,3%	32	71,1%	54	53,5%
Assistance dans le développement de projets	23	40,4%	18	40,0%	41	40,2%

Données manquantes : N=7

Si de nombreuses participantes désirent travailler, plusieurs ont besoin de passer des étapes préalables avant d'être en mesure d'aller sur le marché du travail. Dans leurs réponses, plusieurs participantes indiquent ainsi qu'elles auraient besoin d'un logement stable, d'un traitement en désintoxication, de thérapie, de réapprendre à être sur le marché du travail et de reprendre confiance en elles. L'employabilité est en ce sens un volet qui illustre tout particulièrement la complexité et la contradiction que les participantes doivent gérer dans le processus de sortie. Une condition préalable à celle-ci est la capacité de pourvoir à sa subsistance, d'être autonome, donc de trouver du travail, source de revenus. Plusieurs participantes désirent toutefois ardemment se trouver un emploi et être reconnues pour leur apport à la société.



« J'ai besoin d'une job, je veux travailler, mais je veux avoir la confiance pour aller travailler! [...] J'aimerais ça retrouver le calme, pour être capable de m'assurer une job, une petite vie de routine. J'ai fait un cours de gérontologie qui peut payer jusqu'à 17-18\$ de l'heure, mais là je suis tellement fatiguée de pas y arriver, je suis prête à dire « Engagez moi pour rien, pis si vous voulez me garder, vous allez voir après, ou donnez-moi 10\$ de l'heure », je suis prête à travailler au salaire minimum, pis j'ai pourtant un diplôme qui me donne droit à être payée plus, mais moi je suis prête à aller au bas de l'échelle pour qu'on me dise : [...] « elle est un gros atout pour nous autres » ! Moi aussi, je veux être reconnue pour les affaires que je fais de bien dans la vie ! » (Charlotte)



Des différences significatives sont relevées entre les besoins en employabilité des participantes, selon leur situation dans l'industrie du sexe. En effet, les participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe disent davantage avoir besoin d'assistance pour la recherche d'un emploi (71,1% contre 53,5%;  $P=0,001$ ).

Les besoins en employabilité des participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe diffèrent aussi en fonction du temps qu'elles ont passé dans l'industrie (Tableau 4-29). Les besoins pour le retour aux études sont en effet plus fréquemment nommés par celles qui sont dans l'industrie du sexe depuis moins de cinq ans (86,7% contre 68,2%;  $P=0,044$ ) et, dans une moindre mesure, par celles qui sont actives depuis 11 à 20 ans (71,4% contre 68,2%;  $P=0,044$ ).

**Tableau 4-29.**  
**Besoins en employabilité des participantes actives dans l'industrie du sexe,**  
**selon le temps passé dans l'industrie**

Besoins en employabilité	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=44)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Assistance dans la recherche d'emploi	10	66,7%	2	40,0%	12	85,7%	7	70,0%	31	70,5%
Soutien pour le retour aux études*	13	86,7%	1	20,0%	10	71,4%	6	60,0%	30	68,2%
Ateliers ou formations professionnels	8	53,3%	4	80,0%	11	78,6%	7	70,0%	30	68,2%
Assistance dans le développement de projets	6	40,0%	1	20,0%	7	50,0%	4	40,0%	18	40,9%

Données manquantes : N=5

Les participantes actives dans l'industrie du sexe nomment également différents besoins en employabilité selon leur domaine d'activités (Tableau 4-30). Ainsi, les participantes qui ont des pratiques en prostitution de rue sont surreprésentées parmi les participantes actives qui ont besoin d'assistance pour la recherche d'un emploi (85,7% contre 71,1%;  $P=0,043$ ), alors que celles qui ont des pratiques en prostitution à domicile disent davantage avoir besoin d'assistance dans le développement de projets (51,9% contre 40%;  $P=0,047$ ).

**Tableau 4-8.**  
**Besoins en employabilité des participantes actives**  
**dans la prostitution de rue et à domicile**

Besoins en employabilité	Prostitution de rue		Prostitution à domicile		Total (N=45)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Assistance dans la recherche d'emploi	18	85,7%*	21	77,8%	32	71,1%
Ateliers ou formations professionnels	16	76,2%	19	70,4%	31	68,9%
Soutien pour le retour aux études	12	57,1%	19	70,4%	30	66,7%
Assistance dans le développement de projets	11	52,4%	14	51,9%*	18	40,0%

Données manquantes : N=4

### Recommandations

- Créer et financer des programmes de pré-employabilité et d'employabilité adaptés aux femmes qui sont sorties de l'industrie du sexe.
- Favoriser la création et le financement de coopératives de travail regroupant des femmes qui étaient dans la prostitution.

#### 4.1.5. Avoir un logement stable et sécuritaire

De nombreuses participantes vivent ou ont vécu des problèmes liés au logement : elles sont 83,3% (N=90) dans l'échantillon total (Tableau 4-1). Divers problèmes plus spécifiques ressortent (Tableau 4-31), les plus importants en termes quantitatifs étant des difficultés à trouver un appartement et à payer un loyer : 61,1% des participantes (N=66) disent vivre ou avoir vécu cette difficulté (logements disponibles trop dispendieux, refus de location en raison des activités dans l'industrie du sexe, du groupe ethnoculturel, d'une mauvaise cote de crédit, de la présence d'enfants, etc.).

**Tableau 4-31.**  
**Problèmes de logement,**  
**selon la situation dans l'industrie du sexe**

Problèmes de logement	Quitté		Actives		Total (N=108)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Loyer	36	60,0%	30	62,5%	66	61,1%
Itinérance	27	45,0%	20	41,7%	47	43,5%
Cohabitation	21	35,0%	22	45,8%	43	39,8%
Chauffage	16	26,7%	15	31,2%	31	28,7%
Abus	14	23,3%	13	27,1%	27	25,0%
Insalubrité*	10	16,7%	17	35,4%	27	25,0%

Données manquantes : N=1

L'itinérance est également un problème vécu par 43,5% des participantes (N=47; 43,5%). L'itinérance ne signifie pas nécessairement que les participantes vivent ou vivaient dans la rue, bien que ce soit le lot de plusieurs d'entre elles qui doivent quotidiennement trouver des refuges pour dormir. D'autres évoquent également une itinérance déguisée ou une instabilité du logement, qui n'est jamais fixe : elles n'ont pas d'endroit à elles et sont sans cesse à la merci de ceux et celles qui les abritent temporairement.



« J'ai été deux ans itinérante. Pendant ces deux années-là que j'ai fait de la prostitution à temps plein, c'est ces deux années-là que j'ai été vraiment itinérante. » (Chantal)

« Ça, ça a été rough. Je dormais dans les parcs le soir, dans les blocs d'appartements dans le sous-sol. J'allais des fois dans un hébergement pour itinérants autant pour hommes que pour femmes. Une couple de fois, je suis allée là, ils m'ont aidé beaucoup. Mais je retombais tout le temps. Je prenais des colocs « ah, viens avec nous, on va t'aider, ça va bien aller », mais finalement c'était du monde qui vendaient, qui étaient proches de la prostitution. [...] Je suis tombée souvent dans des pièges de même. J'ai trop voulu faire confiance aux gens. Consomme un peu ici et là, à toutes les fois, c'était rendu à la fin, je t'ai payé la traite, ben là c'est à ton tour. » (Chantale)

Le quart d'entre elles nomment des problèmes d'abus de la part du propriétaire ou du concierge du logement : harcèlement, menaces d'éviction, demande de services sexuels en cas de difficultés de paiement (ou même lorsque le logement est payé), etc.

« Il y avait mon propriétaire de logement où j'habitais, c'était quasiment toutes des prostituées qui habitaient dans mon bloc pis il y avait une piquerie dans son bloc aussi. Pis lui il m'avait donné comme condition « moi c'est correct, c'est ça, mais pas de condom », mais il faisait ça avec toutes les autres filles... Ou je lui payais mon loyer, mais quand j'avais besoin d'argent, j'allais le voir pis je couchais. » (Émilie)



D'autres habitent dans des logements mal chauffés (N=31; 28,7%) ou insalubres (N=27; 25%), infestés de punaises ou de coquerelles, parfois sans source d'eau. L'analyse statistique ne relève pas de différences significatives, si ce n'est qu'en fonction de la situation dans l'industrie du sexe, en ce qui concerne plus précisément les problèmes d'insalubrité du logement ( $P=0,025$ ). Ainsi, 25% (N=27) des participantes nomment ce problème, mais le pourcentage monte à 35,4% (N=17) de celles qui sont actives dans l'industrie du sexe.

Nombreuses sont celles qui nomment des besoins d'hébergement. Selon le Tableau 4-32, les deux besoins principaux sont pour la recherche d'un logement (67,4%; N=60/88) et l'obtention d'allocations pour le paiement du logement (67,4%; N=60/88). Plusieurs participantes disent également qu'elles auraient besoin d'un centre de répit qui leur permettrait de respirer pendant la journée (41,6%; N=37). Un cinquième des participantes disent par ailleurs avoir besoin de références vers une maison d'hébergement (21,5%; N=19). Certaines aimeraient aussi habiter dans une coopérative de logements spécifiquement pour les femmes.

**Tableau 4-32.**  
**Besoins d'hébergement**

Besoins d'hébergement	Nombre (88)	%
Aide dans la recherche d'un logement	60	67,4%
Allocations pour un logement	60	67,4%
Centre de répit	37	41,6%
Référence à une maison d'hébergement	19	21,3%

Données manquantes : N=21

Plusieurs participantes évoquent ainsi un besoin d'hébergement où elles peuvent se sentir en sécurité et fuir le milieu prostitutionnel. Plusieurs ressources existant en hébergement se spécialisent toutefois en violence conjugale. Les femmes dans l'industrie du sexe qui ne sont pas victimes de violence conjugale n'ont donc pas d'endroits où se réfugier.



« Même de l'hébergement, c'est pas toutes qui vivent de la violence. Mais une place où on pourrait se sentir en sécurité. Tu veux sortir de ce milieu là pis tu es protégée. » (Élyzabeth)

À cet égard, Charlotte estime que les maisons d'hébergement pour femmes lui ont « sauvé la vie » plus d'une fois. Elle regrette cependant que les intervenantes avaient peu de temps pour l'écouter. Ces maisons étaient surtout pour elle des endroits pour se reposer physiquement.

« Moi les organismes qui m'ont sauvée la vie, c'est les auberges pour femmes, les maisons d'hébergement pour femmes. Elles m'ont sauvé la vie à maintes reprises, surtout Auberge Madeleine. C'était là où je me sentais le plus comme une humaine, traitée comme humaine, il y avait plus d'humanité. Si c'était plein là, ben j'allais ... je faisais le circuit, j'allais à l'Abri d'Espoir ou au Chaînon. Elles m'ont beaucoup beaucoup sauvé la vie physique là, mentale ben ils ont pas rentré dans le mental. Mais je trouve que... elles étaient pas assez à l'écoute... » (Charlotte)



Une recherche de Farley (1998) indique également que 78% des répondantes nommaient le besoin « d'une maison ou d'un lieu sûr ». Bindel et al., (2012) corroborent ces constatations :



« Les femmes qui veulent sortir de la prostitution ont besoin de logements sécuritaires et subventionnés loin des quartiers chauds, ainsi que de services de soutien pour gérer leur loyer. » (Bindel et al., 2012)

Le besoin de vivre dans un endroit bien à elles est nommé par plusieurs participantes. Charlotte parle ainsi avec émotion de sa nouvelle vie dans son appartement, où elle se sent en sécurité et n'a pas à fournir des services sexuels pour pouvoir dormir.

« Moi quand j'avais besoin d'une place à dormir, ça me "flash" encore aujourd'hui des fois quand je me couche sur mon oreiller, je pleure des fois parce que je me rappelle que je suis dans la chaleur, pis c'est mon lit, pis il y a personne qui va me jeter dehors à -40, pis il y a personne qui va m'obliger à faire du sexe avec pour coucher ! Pis que... je suis pas obligée de faire de clients, je suis plus obligée de rien, je suis dans mon chez-nous ! » (Charlotte)



Des différences significatives apparaissent entre les besoins d'hébergement selon la région (Tableau E-11, en appendice). Ainsi, les participantes habitant dans les villes de Gatineau et de Val d'Or ont plus souvent besoin d'aide pour la recherche d'un logement (100% dans les deux cas contre 67,4% des participantes;  $P=0,027$ ). Celles provenant de Val d'Or et de Sherbrooke sont quant à elles surreprésentées parmi les participantes qui ont besoin d'un centre de répit (respectivement 44,4% et 72,7% contre 41,6% des participantes;  $P=0,012$ ). Le Tableau 4-33 indique par ailleurs que les participantes autochtones sont celles qui rapportent le plus fréquemment le besoin d'aide pour la recherche d'un logement (100% contre 61,9%;  $P=0,006$ ).

**Tableau 4-9.**  
**Besoins d'hébergement, selon le groupe ethnoculturel**

Besoins d'hébergement	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=63)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Allocations pour un logement	32	69,6%	2	50,0%	11	84,6%	45	71,4%
Aide dans la recherche d'un logement*	24	52,2%	2	50,0%	13	100,0%	39	61,9%
Centre de répit	22	47,8%	1	25,0%	7	53,8%	30	47,6%
Référence à une maison d'hébergement	9	19,6%	1	25,0%	3	23,1%	13	20,6%

Données manquantes : N=46

L'analyse statistique relève aussi des différences significatives en ce qui concerne les besoins d'hébergement des participantes qui ont des pratiques en prostitution de rue (Tableau 4-34). Celles-ci nomment en effet plus fréquemment que l'ensemble des participantes actives dans l'industrie du sexe des besoins pour l'aide dans la recherche d'un logement (94,7% contre 72,5%;  $P=0,003$ ) et pour un centre de répit (63,2% contre 40%;  $P=0,004$ ).

**Tableau 4-34.**  
**Besoins d'hébergement des participantes actives dans la prostitution de rue**

Besoins d'hébergement	Prostitution de rue		Total (N=40)	
	Nb	%	Nb	%
Aide dans la recherche d'un logement*	18	94,7%	29	72,5%
Allocations pour un logement	16	84,2%	31	77,5%
Centre de répit*	12	63,2%	16	40,0%
Référence à une maison d'hébergement	5	26,3%	7	17,5%

Données manquantes : N=9

### Recommandations

- Créer et financer des logements abordables, des coopératives d'habitation et des maisons d'hébergement adaptés pour les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe.

#### 4.1.6. Être accompagnée dans ses démarches

Comme le Tableau 4-35 l'indique, bon nombre de participantes nomment des besoins d'accompagnement, que ce soit auprès des institutions (52,5%; N=52/99), de la famille (39,4%;

N=39) ou dans le cadre des relations amoureuses (35,4%; N=35). Le soutien spirituel est également un besoin nommé par 38,4% des participantes (N=38).

**Tableau 4-35.**  
**Besoins en accompagnement**

Besoins en accompagnement	Nombre (99)	%
Avec les institutions	52	52,5%
Avec la famille	39	39,4%
Soutien spirituel	38	38,4%
Dans les relations amoureuses	35	35,4%

Données manquantes : N=10

L'analyse statistique indique que ce sont particulièrement les femmes des minorités visibles et les femmes autochtones qui expriment un besoin de soutien spirituel ( $P=0,006$ ). En effet, le Tableau 4-36 montre que 66,7% des femmes des minorités visibles (N=4/6) et 73,3% des femmes autochtones (N=11/15) nomment ce besoin, par rapport à 42,5% (N=31/73) de l'ensemble des participantes.

**Tableau 4-36.**  
**Besoins en accompagnement, selon le groupe ethnoculturel**

Besoins en accompagnement	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=73)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Avec les institutions	32	61,5%	4	66,7%	9	60,0%	45	61,6%
Soutien spirituel*	16	30,8%	4	66,7%	11	73,3%	31	42,5%
Dans les relations amoureuses	23	44,2%	1	16,7%	4	26,7%	28	38,4%
Avec la famille	20	38,5%	0	0,0%	6	40,0%	26	35,6%

Données manquantes : N=36

Plusieurs participantes disent avoir besoin d'être accompagnées de manière rapprochée, afin de pouvoir mieux identifier leurs besoins. Pour le moment, plusieurs ne se sentent pas « fonctionnelles » et peinent à entamer, ou à poursuivre, des démarches seules. À cet effet, Loca réagit fortement à l'idée qu'elle devrait déjà avoir identifié ses besoins.

« Si les femmes pourraient directement répondre "ah ben moi c'est ça, ça, ça mes besoins", tu penses que la fucking fille, elle serait dans la rue si elle comprenait ses besoins pis ce qu'elle doit faire ? Tu penses qu'elle serait dans la rue? Non! Elle a besoin de quelqu'un qui va l'aider à fucking voir ses besoins, ce qu'elle pourrait travailler. Il y a rien de mieux que quelqu'un qui te regarde aller d'en dehors ou quelqu'un qui te connaît pas vraiment qui va dire « ok, ça, ça, ça ». Je pense que ça a plus de chance d'aider ». (Loca)

C'est également le cas de Charlotte, qui se sent prise au dépourvue face à l'identification de ses besoins et aux étapes à suivre pour les combler. «Elle souhaite qu'une intervenante la guide dans ce processus».



« Quelqu'un qui va avoir... les connaissances avec une personne comme moi pour m'amener là où j'ai besoin d'être, je le sais pas, m'amener à relaxer, à commencer... je le sais pas! Je sais pas quelles sont les étapes... Il faudrait que... j'apprenne à relaxer en premier. Pis j'aurais une personne, comme un ange-gardien, qui va m'aider, une travailleuse sociale, qui m'emmènerait, elle trouverait la place où je dois faire... relaxer, faire de la méditation, après ça, elle saurait quand je suis prête à soit retourner aux études ou à l'emploi, pis elle saurait où me mettre. Il y a une place où je peux aller après la méditation, où je peux apprendre à bâtir ma confiance en moi ? » (Charlotte)

Plusieurs participantes ont vécu des expériences négatives lors de leurs contacts avec des agentes institutionnelles ou des intervenantes qui ne les respectaient pas ou se moquaient d'elles. Elles aimeraient donc être accompagnées lors de leurs rendez-vous par des intervenantes de confiance qui s'assureraient que les femmes soient traitées de manière respectueuse et équitable, quitte à pouvoir agir comme témoin en cas de recours. Les participantes ont partagé plusieurs besoins quant à l'accompagnement dont elles aimeraient bénéficier de la part des intervenantes. Voici quelques éléments sur lesquels elles insistent tout particulièrement pour développer et améliorer des services adaptés aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe.

### Ne pas juger les femmes

Plusieurs participantes nous racontent avoir fréquenté des services où elles ont vu le dégoût et le rejet dans les yeux des intervenantes, ce qui les renvoyait d'autant plus à la stigmatisation et la marginalisation. Elles veulent pouvoir être elles-mêmes et parler de leurs expériences dans la prostitution, sans craindre d'être jugées. Le témoignage de P'tit Gorille montre à quel point le respect, l'écoute et le non jugement sont nécessaires et permettent aux femmes de reprendre confiance en elles.

« La plus belle expérience que j'ai eue, c'est présentement avec celle qui me suit aujourd'hui. Ça c'est un cadeau du ciel, merci bon Dieu. Elle est à l'écoute, elle est calme, elle est dévouée, elle m'endure. Je me sens respectée, appréciée, écoutée, bien, à l'aise de parler de tout ce que je veux parler sans être jugée ou vouloir tout savoir dans les détails. » (P'tit Gorille)

Plusieurs croient que les intervenantes devraient être mieux outillées pour accueillir et soutenir des femmes qui ont des activités prostitutionnelles. Rosie par exemple explique que les intervenantes devraient être sensibilisées à la réalité de ces femmes et être préparées à entendre leur vécu.

« Les femmes dans le milieu de la santé qui sont appelées à travailler avec des femmes pis qui risquent d'en rencontrer, je trouve qu'il faudrait qu'elles se préparent psychologiquement : que ça peut arriver qu'une fille te dise, j'ai eu 60 partenaires le mois passé sans faire comme "ah" pis sans avoir l'air outré. Juste qu'elles soient prêtes psychologiquement à entendre des histoires atroces. Sans faire les yeux croches. » (Rosie)



Cette sensibilisation pourrait également prévenir la banalisation des violences vécues par les femmes, comme nous l'a raconté Émilie. Elle a en effet rencontré un psychologue qui minimisait

les impacts psychologiques et sexuels des violences qu'elle avait vécues en les associant à un « dégoût » face aux relations sexuelles.



« Le monsieur, c'est pas qu'il était pas fin, mais il l'avait vraiment pas. Il arrêta pas de me dire "Ben je peux pas travailler avec toi comme si c'était un choc post-traumatique, c'est pas ça que tu as eu." Pour lui, c'est juste, tu as un petit dégoût face aux relations sexuelles parce que tu as vécu des expériences moins agréables. » (Émilie)

### Valoriser les femmes et leur vécu

Le non jugement, s'il est nécessaire, n'est toutefois pas suffisant : des participantes veulent être reconnues et valorisées, non pas en dépit de leurs expériences dans l'industrie du sexe, mais en raison de ces expériences. Clara raconte ainsi comment elle a été intégrée dans un groupe féministe qui a valorisé ses expériences et qui l'a accueillie dans un espace pour les partager.

« On a reconnu la violence que j'avais vécue, on m'a tout de suite écoutée, on s'est solidarisé avec moi, on m'a offert des ressources pis on a écouté mon rythme, on m'a pas rien imposée non plus pis on a favorisé aussi ma participation en payant ma participation. Je pense qu'elles ont payé la moitié, ce qui m'a permis de pouvoir y aller. Elles ont partagé des ressources avec moi pis en même temps j'ai pu être incluse tout de suite pis les femmes sont vraiment venues me parler pis en même temps ça m'a aussi vraiment rassurée, je me suis sentie dans un climat de confiance. » (Clara)

Des participantes ont aussi apprécié pouvoir interagir avec des intervenantes qui ne renvoyaient pas à leur statut de « prostituées » et les voyaient au contraire comme des femmes à part entière. Comme nous l'avons vu, le processus de sortie de l'industrie du sexe implique de se détacher d'une identité marginalisée et infériorisée, ce qui est d'autant plus difficile lorsque les femmes doutent de leur propre valeur. Émilie nous fait part de sa surprise, alors qu'elle avait perdu toute estime d'elle-même, de rencontrer des intervenantes qui la valorisaient.

« J'en revenais pas. J'arrivais pas à croire que des femmes comme elles pouvaient trouver de la valeur à une femme comme moi pis ça, ça m'a fait beaucoup de bien. Il y avait pas de différences entre elles et moi, moi j'étais pas la pute pis elles les bonnes mères de familles, on était juste des femmes. » (Émilie)



### Respecter leur rythme

Plusieurs participantes se sont retrouvées avec des intervenantes surmenées et pressées qui offraient de courts suivis et un plan d'intervention serré. Toutefois, les participantes nous disent avoir besoin de temps et d'espace pour cheminer dans le processus. Parfois, elles ne sont pas prêtes à aborder des questions douloureuses et apprécient que les intervenantes respectent leur rythme, au lieu de leur en imposer un. Rosie dit à ce sujet :



« J'ai mon intervenante pis je la vois une fois ou deux par semaine. J'ai vu beaucoup d'intervenants pis de thérapeutes pis de psys divers dans ma vie pis c'est vraiment celle avec qui je connecte le plus. J'ai hâte à mes rendez-vous, pis ça me fait du bien. Elle est respectueuse, elle respecte mon rythme. Ça m'aide beaucoup pis elle est pas juste "stickée" sur l'agression non plus parce que moi je me dis qu'il y a tout plein de trucs qui m'ont amenée à ça. Anyway, j'avais tout le temps voulu une thérapie en profondeur parce que je me suis faite agressée quand j'étais plus jeune aussi pis j'avais jamais investigué ça. » (Rosie)

### Travailler en proximité

Plusieurs participantes, particulièrement celles qui sont actives dans la prostitution de rue, apprécient les intervenantes qui travaillent directement sur le terrain, en proximité avec elles. Ces intervenantes n'attendent pas que les femmes viennent les voir et vont plutôt à leur rencontre, dans la rue et parfois aussi, avec celles qui acceptent, à leur domicile.

« Souvent je lui demande pas d'aide, c'est elle qui vient chez nous. Je l'ai croisé pis elle m'a dit "hey tu as été sélectionnée [pour l'entrevue]". Elle s'en venait chez nous, elle s'en allait me voir chez nous pour me le dire. Elle fait un pas de plus. » (Jennifer)

« Je trouve que les travailleuses de rue, c'est excellent parce que ça m'encourage, elles viennent me parler, ça m'encourage beaucoup beaucoup. Elle vient me voir pis ça, ça me donne un coup de main. » (Cindy)

### Parler de la possibilité de quitter l'industrie du sexe

Certaines participantes regrettent que les intervenantes rencontrées ne leur aient jamais parlé de la possibilité de quitter l'industrie du sexe. Le focus, comme l'évoque Émilie, est généralement sur leurs besoins immédiats et visent avant tout à réduire les impacts de la prostitution, conformément à l'approche de réduction des méfaits. Les intervenantes offrent donc des tests de dépistage, du matériel de protection contre le VIH et les ITSS et des ressources en santé mentale, mais la possibilité de quitter l'industrie du sexe est rarement évoquée, à part dans quelques organismes. Émilie considère que ce silence a contribué à nourrir son impression qu'elle était un « cas désespéré » et qu'il lui était impossible de quitter l'industrie du sexe.

« Jamais ils m'ont proposé un autre service, ils m'ont jamais proposé d'alternatives. Ils ont jamais envisagé avec moi la possibilité que je m'en sorte un jour. C'est ça qui était spécial. Même au CLSC, j'ai rencontré du monde. On a toujours abordé avec moi la notion de "Est-ce que tu te protèges, est-ce que tu peux aller chercher des services d'aide quand ça va vraiment pas, est-ce que tu es suicidaire?". Il y a aucun des intervenants que j'ai rencontrés avant qui ont abordé avec moi la question de comment on pourrait faire pour que tu t'en sortes. C'est toujours "Comment est-ce qu'on peut faire pour que les impacts de la prostitution dans ta vie soient moins difficiles pour toi ?". Pis ça je pense qu'à quelque part, ça a contribué à faire en sorte que je pensais que je ne pourrais jamais m'en sortir parce que quand j'allais demander de l'aide, on envisageait jamais non plus cette possibilité-là avec moi, comme si j'étais un cas désespéré, il y avait plus rien à faire avec ça. » (Émilie)



## Offrir une analyse de l'industrie du sexe

Comme nous l'avons vu, plusieurs participantes quittent l'industrie du sexe avec une confiance et une estime en elles à reconstruire. Elles sont fréquemment blessées, tant physiquement que psychologiquement, par les violences extrêmes et répétées qu'elles ont vécues, ainsi que par la honte qui les gruge. Comme Émilie le raconte plus bas, elles se sentent dégoûtantes, mais ce sentiment contredit ce qu'elles entendent socialement par rapport à l'industrie du sexe, qui est considéré bien souvent comme un travail et un choix. Elles peinent à mettre des mots différents sur leurs expériences. Émilie, à cet égard, explique avoir été soulagée lorsque des intervenantes ont partagé avec elle leur analyse de la prostitution, comme une exploitation, une victimisation et un viol répété, car elle a ainsi pu se défaire du poids de la responsabilité et de la honte. Cette prise de conscience lui a permis de mettre définitivement un terme à son activité dans l'industrie du sexe.



« [J]e suis arrivée avec des femmes pis là je les entendais parler de la prostitution, de l'exploitation sexuelle. Pis j'ai compris des affaires que j'avais pas compris avant pis ça m'a fait vraiment du bien d'entendre cette analyse-là, de faire "Ok je suis pas dégueulasse". C'est vrai que je me suis fait exploiter. Il y a quelqu'un qui mettait des mots sur comment je me sentais, qui me disait "c'est normal que tu as eu l'impression d'être violée parce que c'est ça qui t'est arrivée". Moi j'avais l'impression que tout était de ma faute, que j'avais couru après ça. Pour la première fois, on me disait "non, tu es une victime" pis ça me faisait du bien d'entendre ces affaires-là. [...] Quand j'ai pris conscience de tout ce que ça représentait socialement la prostitution, le travail du sexe, l'exploitation sexuelle de la femme, ça m'a vraiment permis de ne plus jamais y retourner de faire en sorte que non, non, non, moi je retournerai pas là. C'est pas un moyen de survie, c'est pas un travail comme un autre parce que tu te dis ça quand tu es dans la prostitution, mais ça a défait tout ça dans ma tête pis ça m'a permis de vraiment passer à autre chose. » (Émilie)



### Recommandations

- Développer des services d'accompagnement des femmes dans le processus de sortie de l'industrie du sexe, dans la reconstruction de leur vie et dans leur guérison, dans le respect de leur bagage ethnoculturel, tout en favorisant leur autodétermination.

#### 4.1.7. Défendre ses droits

Environ les trois-quarts (N=82; 77,4%) des participantes disent avoir vécu des problèmes juridiques, tant des difficultés liées avec les forces de l'ordre qu'avec le système judiciaire (Tableau 4-1). Le Tableau 4-37 indique que 63,2% (N=67) des participantes ont été arrêtées et que 59,4% (N=63) d'entre elles ont un casier judiciaire : plusieurs ont déjà été incarcérées, parfois à plusieurs reprises, généralement pour sollicitation ou pour possession ou vente de drogues. Certaines ont aussi été arrêtées à la suite de bris de conditions ou de bris de probation.

**Tableau 4-37.**  
**Problèmes juridiques, selon la situation dans l'industrie du sexe**

Problèmes juridiques	Quitté		Actives		Total (N=106)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Arrestation*	33	55,0%	34	73,9%	67	63,2%
Casier judiciaire*	29	48,3%	34	73,9%	63	59,4%
Comparution	32	53,3%	29	63,0%	61	57,5%
Droits des enfants	18	30,0%	12	26,1%	30	28,3%
Profilage	12	20,0%	16	34,8%	28	26,4%
Abus policiers	12	20,0%	13	28,3%	25	23,6%
Quadrilatère <sup>57</sup>	8	13,3%	12	26,1%	20	18,9%

Données manquantes : N=3

Par ailleurs, un peu plus du quart des participantes (N=30; 28,3%) ont vécu des difficultés relatives à la garde des enfants : la DPJ est intervenue dans certains cas pour leur retirer leurs enfants (par exemple, après une tentative de suicide), alors que dans d'autres cas, le père des enfants réclamait leur garde exclusive. Loca, par exemple, a perdu la garde de ses enfants, lorsque, après sa séparation, elle a fait appel à la DPJ pour obtenir de l'aide. Elle dit que la DPJ ne l'a pas appuyée, mais que les intervenantes ont plutôt jugé qu'elle n'avait pas l'autorité et la stabilité nécessaires pour s'occuper de ses enfants, en raison des séquelles psychologiques des violences subies de la part de son ancien mari.

Enfin, 26,4% des participantes (N=28) ont été victimes de profilage racial ou social (du fait d'être dans l'industrie du sexe) de la part des forces policières et 23,6% rapportent avoir été victimes d'abus policiers.

Ainsi, Vanessa a une opinion très négative des policiers du centre-ville de Montréal. Les policiers harcèlent les personnes de la rue et leur donnent des amendes pour un rien. Elle a l'impression que pour eux si « tu consommes, tu n'es pas un être humain ». Elle ajoute :

« Au centre-ville, ils t'arrêtent à rien. Tu craches par terre, un ticket de 150 \$, il y a un ouragan dehors pis tu fais juste allumer ta clope dans le métro, 150 \$, tu écoutes de la musique trop fort sur ton cellulaire, un ticket de 150 \$, tu es assis sur un [dossier de] banc de parc à la place d'être assis sur le siège, un ticket de 150 \$, j'ai à peu près 5 000 \$, 6 000 \$ de tickets. Ils sont vraiment harcelants. »  
 (Vanessa)

Selon Loca, ces amendes ne font toutefois qu'empirer la situation financière des femmes et les maintenir dans le milieu prostitutionnel.

« Elle va la payer comment ton esti d'amende? Tu fais juste la caler un petit peu plus, tu fais juste la mettre plus dans la mardo! » (Loca)

<sup>57</sup> Une interdiction, imposée par un jugement de la cour, de se trouver dans une zone spécifique de la ville délimitée par quatre rues, souvent le quartier où l'infraction a été commise.

Émilie raconte pour sa part qu'elle s'est sentie utilisée par les forces de l'ordre, qui ont eu besoin de son aide pour accuser des trafiquants de drogues. En retour, les policiers l'ont tout simplement laissée partir, sans lui offrir de l'aide.



« As-tu idée de ce qu'ils m'ont fait, c'est dégueulasse. Ils savaient que je me prostituais, ils savaient que j'étais malade, ils savaient que j'étais malheureuse pis tout ce qu'ils m'ont dit quand ils m'ont laissée partir c'est "là, on te laisse une chance, mais si on te surprend là, tu auras peut-être pas autant de la chance". C'est certain qu'ils savaient qu'ils m'y reprendraient pis encore pire. Une fille accro au crack qui se prostitue, ils ont fait zéro fuck all pour m'aider. Je valais même pas assez à leurs yeux pour qu'ils me protègent. Ils m'ont envoyée direct dans la gueule du loup. J'étais rien pour eux autres. » (Émilie)



Certaines disent également avoir été victimes de violences de la part des gardiennes lorsqu'elles étaient en prison.

Des différences significatives apparaissent entre les participantes en ce qui concerne plus particulièrement le profilage, selon le groupe ethnoculturel ( $P=0,006$ ). En effet, les femmes autochtones semblent fortement surreprésentées parmi les victimes de profilage : 62,4% (N=10/16) disent en avoir été victimes contre 32,5% de l'échantillon total (Tableau 4-38).

**Tableau 4-38.**  
**Problèmes juridiques, selon le groupe ethnoculturel**

Problèmes juridiques	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=77)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Arrestation	33	60,0%	3	50,0%	14	87,5%	50	64,9%
Casier judiciaire	34	61,8%	2	33,3%	13	81,2%	49	63,6%
Comparution	33	60,0%	3	50,0%	12	75,0%	48	62,3%
Profilage*	15	27,3%	0	0,0%	10	62,5%	25	32,5%
Droits des enfants	13	23,6%	0	0,0%	7	43,8%	20	26,0%
Abus policiers	13	23,6%	0	0,0%	7	43,8%	20	26,0%
Quadrilatère	12	21,8%	0	0,0%	5	31,2%	17	22,1%

L'analyse statistique indique également des différences significatives parmi les participantes qui sont toujours actives, selon le temps passé dans l'industrie du sexe (Tableau 4-39). Celles qui sont dans l'industrie depuis plus de 10 ans disent en effet plus souvent que l'ensemble des participantes avoir été arrêtées ( $P=0,008$ ) ou détenir un casier judiciaire ( $P=0,000$ ).

**Tableau 4-39.**  
**Problèmes juridiques des participantes actives,**  
**selon le temps passé dans l'industrie du sexe**

Problèmes juridiques	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=44)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Casier judiciaire*	8	53,3%	0	0,0%	15	100,0%	10	90,9%	33	75,0%
Arrestation*	11	73,3%	0	0,0%	14	93,3%	8	72,7%	33	75,0%
Comparution	9	60,0%	0	0,0%	11	73,3%	8	72,7%	28	63,6%
Profilage	6	40,0%	0	0,0%	4	26,7%	5	45,5%	15	34,1%
Droits des enfants	5	33,3%	0	0,0%	2	13,3%	5	45,5%	12	27,3%
Abus policiers	2	13,3%	0	0,0%	6	40,0%	4	36,4%	12	27,3%
Quadrilatère	2	13,3%	0	0,0%	6	40,0%	3	27,3%	11	25,0%

Données manquantes : N=5

Comme le Tableau 4-40 l'indique, les participantes en situation de prostitution de rue sont pour leur part surreprésentées parmi celles qui ont vécu des abus policiers ( $P=0,002$ ) et qui se sont fait imposer un quadrilatère ( $P=0,004$ ). En effet, alors que 28,3% ( $N=13$ ) des participantes toujours actives dans l'industrie du sexe ont vécu des abus policiers, ce pourcentage atteint 50% ( $N=11$ ) parmi celles qui ont des activités de prostitution de rue. Même son de cloche pour l'imposition d'un quadrilatère : 45,5% ( $N=10$ ) des participantes qui pratiquent la prostitution de rue doivent respecter un quadrilatère contre 26,1% ( $N=12$ ) de l'ensemble des participantes actives.

**Tableau 4-10.**  
**Problèmes juridiques des participantes**  
**qui sont actives en prostitution de rue**

Problèmes juridiques	Prostitution de rue		Total (N=46)	
	Nb	%	Nb	%
Arrestation	19	86,4%	34	73,9%
Casier judiciaire	18	81,8%	34	73,9%
Comparution	13	59,1%	29	63,0%
Abus policiers*	11	50,0%	13	28,3%
Profilage	10	45,5%	16	34,8%
Quadrilatère*	10	45,5%	12	26,1%
Droits des enfants	7	31,8%	12	26,1%

Données manquantes : N=3

Les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et qui avaient des pratiques de prostitution de rue disent aussi plus fréquemment que l'ensemble des participantes avoir été victimes d'abus policiers ( $P=0,035$ ) et avoir dû respecter un quadrilatère ( $P=0,003$ ). Par ailleurs, elles sont surreprésentées parmi celles qui possèdent un casier judiciaire ( $P=0,020$ ) : elles sont 66,7%

(N=16) contre 48,3% (N=29) de l'ensemble des participantes qui ont quitté l'industrie (Tableau 4-41).

**Tableau 4-41.**  
**Problèmes juridiques des participantes**  
**qui avaient des pratiques de prostitution de rue**  
**et qui ont quitté l'industrie du sexe**

Problèmes juridiques	Prostitution de rue		Total (N=60)	
	Nb	%	Nb	%
Casier judiciaire*	16	66,7%	29	48,3%
Arrestation	16	66,7%	33	55,0%
Comparution	15	62,5%	32	53,3%
Droits des enfants	9	37,5%	18	30,0%
Abus policiers*	8	33,3%	12	20,0%
Profilage	7	29,2%	12	20,0%
Quadrilatère*	7	29,2%	8	13,3%

Le Tableau 4-42 indique les besoins d'ordre juridique des participantes. Nombreuses sont celles qui disent avoir besoin d'accompagnement pour les soutenir dans les procédures juridiques (58,6%; N=51/84), notamment pour retrouver la garde de leurs enfants. D'autres aimeraient faire une demande de pardon (51,7%; N=45). Certaines disent par ailleurs qu'elles voudraient trouver une bonne avocate pour les représenter.

**Tableau 4-42.**  
**Besoins juridiques**

Besoins juridiques	Nombre (87)	%
Accompagnement juridique	51	58,6%
Demande de pardon <sup>58</sup>	45	51,7%
Protection contre la judiciarisation et alternative	34	39,1%
Procédures d'immigration	2	2,3%

Données manquantes : N=22

Près de 40% (N=34) des participantes nomment des besoins de protection ou d'alternative face à la judiciarisation. La judiciarisation est à comprendre dans le sens où les femmes qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe sont plus sujettes, comme d'autres populations marginalisées (par exemple les personnes itinérantes), à être contrôlées par les forces policières et sanctionnées de toutes sortes de manières par les tribunaux (par exemple, amendes, profilage, dossier criminel, etc.). À cet égard, Vanessa raconte une intervention des policiers où ceux-ci sont restés plusieurs heures avec elle et son copain pour s'assurer qu'ils obtiennent l'aide dont ils avaient besoin.

<sup>58</sup> Le terme juridique exact est « suspension du casier judiciaire ».



« Ils sont venus, ils nous ont aidé, ils ont appelé des travailleurs sociaux qui sont venus pis qui nous ont donné plein d'organismes pis des places où aller pour se reprendre en main. Ils sont restés avec nous pendant deux heures et demi en attendant les travailleurs sociaux pis ça paraissait dans la façon qu'ils nous parlaient qu'ils voulaient juste nous aider. » (Vanessa)

Bingo donne le même son de cloche, estimant que certains policiers lui permettent de pratiquer ses activités prostitutionnelles de manière davantage sécuritaire, en ne la harcelant pas. Elle n'a pas à se cacher pour entrer dans la voiture d'un client et se sent davantage en sécurité en sachant que les policiers l'ont vue partir.

« Il y a une équipe en particulier, quand ils travaillent, je me sens bien, je me sens protégée. Il fait son métier, je fais le mien, il le fait avec classe, je le fais avec classe. Il est là, il me protège pis je me sens bien. J'ai pas besoin de me cacher pis ah vite vite vite, il faut que j'embarque dans ce char-là en courant, ok il m'a pas vue, non ils m'ont vue pis je suis encore plus contente qu'ils m'aient vue parce que si je reviens pas, il va savoir qui chercher. » (Bingo)

La question de la décriminalisation de l'industrie du sexe est abordée par peu de participantes en entrevue, qui en parlent davantage en termes de « légalisation ». Toutefois, elle divise les quelques participantes qui l'ont évoquée. Trois, comme Sylvie, estiment que la légalisation offrirait davantage de sécurité aux femmes, qui pourraient aller voir les forces de l'ordre en cas de problèmes.

Ben ça serait mieux si c'était légal. C'est comme la drogue, ça serait mieux si c'était légal, au moins on sait qu'on se brûlera pas. [...] On va savoir que si un homme nous demande une jeune de 12 ans, on peut aller voir la police et dire un tel nous a demandé une jeune de 12 ans. Là, on peut pas le faire. Moi, j'ai des clients ici qui me demandent des jeunes. » (Sylvie)

Cinq participantes, comme Loca, s'opposent à la légalisation de la prostitution, considérant que la prostitution n'est pas un métier.

« Tu légalises ça, tu es en train de dire aux jeunes, tu es en train de dire aux femmes que c'est correct. C'est pas correct! Il va tout le temps en avoir, il y en a toujours eu ça changera pas, on est d'accord là-dessus. Mais tu légalises ça, tu es en train de dire que c'est correct. C'est pas un fucking métier, bullshit, c'est pas un métier, voyons donc! » (Loca)

Dans les deux cas, les participantes s'entendent sur la nécessité d'offrir davantage de services et de ressources aux femmes dans l'industrie du sexe, notamment pour celles qui souhaitent quitter.

« Souvent, j'ai entendu qu'il faut arrêter les filles qui font la prosto au coin de la rue. Cela me fait enrager. Arrêtez-les pas pour les mettre en prison. S'il faut les arrêter, que ce soit pour les aider. Elles ne le font pas de leur plein gré, aidez-les. » (Émylie)



L'analyse statistique n'indique aucune différence significative entre les participantes en fonction des diverses variables. Il semble donc que les participantes aient des besoins en ressources juridiques relativement semblables, peu importe leur situation, leurs activités ou leurs caractéristiques sociodémographiques.

### Recommandations

- Décriminaliser les femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe et soutenir celles qui ont un casier judiciaire pour une demande de pardon.

#### 4.1.8. Se protéger contre différentes formes de violences

La violence, notamment de la part des hommes de leur entourage ou dans l'industrie du sexe, a été vécue par plus de 90% (N=98; 90,7%) des participantes de l'échantillon au cours de leur vie. Celle-ci peut prendre diverses formes (Tableau 4-43). La violence physique est la forme la plus courante : 77,8% (N=84) des participantes l'ont vécue. Viennent ensuite la violence émotionnelle (N=83; 76,9%), la violence sexuelle (N=76; 70,4%) et la violence conjugale (N=74; 68,5%). Menaces (N=66; 61,1%) et chantage (N=65; 60,2%) font également partie de la vie de nombreuses participantes.

**Tableau 4-43.**  
**Problèmes de violence**

Problèmes de violence	Nombre (108)	%
Violence physique	84	77,8%
Violence émotionnelle	83	76,9%
Violence sexuelle	76	70,4%
Violence conjugale	74	68,5%
Violence pendant l'enfance	66	61,1%
Menaces	66	61,1%
Chantage	65	60,2%
Inceste	41	38,0%
Dénonciation	41	38,0%

Données manquantes : N=1

En entrevue, plusieurs participantes rapportent avoir été victimes de violences conjugales, souvent pendant qu'elles étaient dans l'industrie du sexe.



« Il y avait beaucoup, beaucoup de violence, j'ai vécu beaucoup de violence avec lui. J'en ai mangé des claques. Ici tu vois une brûlure, c'est lui qui m'a brûlée avec ma pipe de crack. Ici c'est lui qui m'a garochée en bas des escaliers. Il m'a tirée par les cheveux, il me crachait dessus, il y a rien qu'il a pas fait. »  
(Élyzabeth)



Des participantes disent également avoir été victimes de violence financière de la part de leurs conjoints et une très faible minorité de conjointes. Ainsi, une mentionne que son conjoint l'a quittée avec leurs économies (Chantal); une autre a été prostituée par un groupe criminalisé pour rembourser les dettes de drogues de son conjoint après qu'il se soit enfui (Émilie).



« Il m'a volé, il a loadé des cartes de crédit, il a pris des cartes de crédit à mon nom que je savais même pas. Il a mis des enveloppes vides dans mon compte de banque pour retirer des sous, il a emprunté à mon nom à je sais pas combien de personnes. Il y a rien qu'il n'a pas fait. Il m'a tout pris. » (Émilie)

Plusieurs participantes disent avoir vécu des violences dans le cadre de leurs activités dans l'industrie du sexe. En entrevue, Loca nous confie avoir été agressée sexuellement (avec sodomie, précise-t-elle) à trois reprises par des vendeurs de drogues et des membres de gangs de rue, car elle refusait d'appartenir à quiconque et de donner une partie de son argent. Elle dit s'être battue pour faire sa place et finalement, gagner le respect des autres.

« Tu la fais ta place. Tu fermes ta gueule pis tu payes ou tu la fais ta place pis tu "fight". Moi j'ai fait ma place. [...] Moi je m'en suis sortie, ils m'ont donné le droit. "Elle est loca, elle est folle pour de vrai elle, une vieille de la vieille. Elle fait ce qu'elle a à faire, elle est ben gentille, elle écœure pas personne et elle aide le monde en passant. Ok, toi tu peux le faire". J'ai été chanceuse ». (Loca)

Loca n'a jamais porté plainte pour les violences qu'elle a subies dans la rue, car elle craint pour sa sécurité, voire pour sa vie, si elle dénonce les coupables. Elle a déjà été témoin de règlements de compte dans le quartier et entend parler d'autres femmes qui sont agressées ou qui disparaissent. Elle dit que les autres femmes dans la rue la protègent et, en retour, elle prend soin d'elles « comme une mère », en leur apportant de la nourriture, des tuques, des bas, etc.

Même lorsque les participantes ne vivent pas directement des violences, elles en sont très souvent témoins.

« J'ai vu bien des gens se faire assommer, il y avait des mitraillettes en dessous de mon stage, pis il y avait des guns en arrière du bar. Pis, souvent, il y a des gens qui se faisaient assommer pis ils se faisaient mettre dans des valises. Je voyais ça... J'ai vu ça! Et puis, ils me disaient de me fermer la gueule! » (Charlotte)

La violence de la part des clients est également une réalité vécue par plusieurs participantes qui sont dans l'industrie du sexe, tout particulièrement dans la prostitution de rue.

« Je cours vite. Avec les clients, des fois, tu n'as pas le choix. Des fois, ils nous amènent dans le bois et ils commencent à nous battre. Tu n'as pas le choix de partir à courir un moment donné. » (Sylvie)

« Je commençais déjà à avoir mon quota pis la dernière fois, je me suis fait plus brasser que d'habitude, je me suis fait frapper pis dans le fond il m'a... Ben premièrement, je me suis fait frapper, je me suis fait insulter, il m'a pas payée. Ça a vraiment dégénéré. Je pense pas qu'il était saoul, il sentait pas l'alcool, mais moi je pensais qu'il était gelé ou je sais pas, ça a vraiment été, j'ai vraiment

eu peur. J'ai vraiment eu peur là. Il m'a étranglée un moment donné pis lui il trouvait ça le fun. » (Virginie)

« Quand que je leur faisais pas comme qu'ils voulaient, c'était surtout la violence psychologique avec les clients : "Ah tu es une pas bonne, il m'a dit que tu étais la meilleure, il disait que tu étais la meilleure pour sucer pis supposément tu avales, pis tu dis que tu avales mais tu avales pas." » (Élizabeth)

« C'est sûr que si ça avait été très violent et très explicite dès le début peut-être que j'aurais décalissé tout de suite, mais en même temps, le but de la chose, c'est que ça soit aussi insidieux. Moi quand je faisais ça, que le gars il me propose plein de machins sexuels pis il me dit "Ah je vais te booker avec elle pis vous allez faire ça", pis il m'explique toutes ces affaires-là, pis qu'il s'attende que s'il me paye pour deux heures, ben il va falloir qu'il vienne deux fois. Toutes ces affaires-là, je trouvais ça extrêmement violent, extrêmement dégueulasse. » (Clara)



Loca dit qu'elle a appris à reconnaître les clients violents et à éviter des situations potentiellement à risque (par exemple, ne pas entrer dans une voiture avec deux hommes). Certains clients refusent de la payer, mais elle préfère renoncer à l'argent que risquer de se faire battre. Bingo, de la même manière, a appris à écouter son « feeling » (instinct) par rapport à des situations dangereuses.



« Tu peux avoir un feeling. Maintenant quand j'ai un feeling, je m'écoute, je passe pas par-dessus, je me dis, tu n'as pas assez besoin d'argent pour ça, tu peux attendre au prochain, la puff va attendre. » (Bingo)

Celles qui n'ont jamais vécu de violences de la part des clients se considèrent chanceuses.

« J'ai appris vite à mettre mes limites à propos des clients quand que je faisais mon recrutement en quelque sorte. Je mettais mes limites tout de suite, je leur disais le montant pis c'est de même que j'ai fait mon petit bout de chemin. Les clients me respectaient quand même, ça a bien été pour moi. J'ai jamais eu affaire à un client agressif ou qui a été brutal avec moi. J'ai été chanceuse. » (Chantal)

Plusieurs participantes disent également avoir vécu de la stigmatisation et des menaces de la part de la population, qu'elles trouvent intolérante. Vanessa a ainsi été témoin d'un événement tard le soir lorsqu'un résidant est sorti de chez lui avec un bâton de baseball en criant qu'il voulait frapper une femme prostituée.

« Peux-tu me foutre la paix, à 11h30, il y a pas un esti de chat, il y a pas d'enfants, il y a rien. Elle peut ben se promener et faire ses clients, c'est pas comme si elle le faisait en plein milieu de la rue. Pourquoi tu sors de chez vous? » (Vanessa)



Vanessa croit que la population ne comprend pas que les femmes qui ont des pratiques de prostitution de rue ont des problèmes et qu'il serait mieux de les aider que de les frapper. Elle n'a pas confiance envers les policiers pour régler ce genre de situation. Elle a plus l'impression qu'ils

demanderaient aux femmes d'aller plus loin plutôt que d'intervenir auprès des résidants en colère qui veulent les agresser physiquement.

La violence ne se limite pas au cadre de l'activité prostitutionnelle mais va au-delà de la sortie. Certaines participantes nous racontent qu'un des défis auxquels elles font face, une fois sorties du milieu, est qu'elles se font encore solliciter. Voici ce que nous disent Élyzabeth et Suzanne :

« Du monde que je connaissais : "Ah, tu charges combien pour une p'tite vite?"; je fais plus ça, "Ah menteuse, j'suis sûr ça te tente" pis là, il pogne le sac de poudre pis il me le passe en-dessous du nez. Je suis super sensible à ça. Qu'est-ce que tu veux que je te dise, c'est mon faible le crack, j'ai de la misère à passer à autre chose. » (Élyzabeth)

« Souvent, même après avoir arrêté, je marchais sur la rue [...], pis encore aujourd'hui au bout de quatre ans, j'ai des anciens clients qui arrêtent pis qui me font signe pis moi je leur fais signe que non. Pis des fois, il y en a qui continuent pis qui persistent. Moi je suis assez forte pour dire en bon québécois "Décriss, fous-moi la paix! C'est du harcèlement, tu me harcèles, je veux plus rien savoir de ça. Ça fait quatre ans que je me suis sortie de ça, lâchez-moi!" » (Suzanne)



Pas moins de 61,1% (N=66) des participantes disent avoir vécu de la violence pendant l'enfance et 38% (N=41) ont été victimes d'inceste, des chiffres très semblables à ceux recueillis par Månsson et Hedin (1999).

On peut voir dans la violence physique subie pendant l'enfance un élément fort du conditionnement à l'abnégation de soi et de son corps à travers, d'une part, l'acceptation de l'absence de choix et, d'autre part, la banalisation des sévices qui deviennent une réalité tellement forte et évidente que les participantes ne conçoivent plus de ne pas en vivre, même une fois devenues adultes. Ces traumatismes opèrent ensuite comme une résonance qui n'entretient pas toujours de lien direct conscient pour les femmes, ou même les intervenantes, avec le fait d'être maintenues dans une situation de prostitution. Sylvie et Popoe nous parlent de ce conditionnement à la violence en ces termes :



« Mon père m'a assez battue que ça me dérangeait pas de me faire battre par des clients. Je suis tellement habituée de me faire battre. [...] Il nous a tous battus, il nous a tous violés. » (Sylvie)

« J'ai eu une enfance difficile moi, par ma mère. Ma mère, elle m'a bafouée. [...] Quand ma mère est morte, ça a été une délivrance pour moi. J'ai même pas pleuré quand elle est morte. [...] Ma mère elle m'aimait pas. [...] Elle buvait du gouffre, du vin St-Georges pis ah mon Dieu, quand elle arrivait pis qu'elle tassait la table, elle ouvrait la radio "Viens danser!" Il fallait que j'y aille. [...] J'avais pas le choix, si je disais non, je mangeais une esti de volée.» (Poe-Poe)



Selon Robitaille et Tessier (2010), les agressions sexuelles, qu'elles aient lieu pendant l'enfance ou à l'âge adulte, une fois ou à répétition, ont plusieurs impacts tout au long de la vie des victimes :

« Pour une grande majorité d'entre elles, la honte, la culpabilité, une faible estime de soi et, par le fait même, une incapacité à s'affirmer, à exprimer ses

besoins, ses limites, font partie des conséquences qui affectent leur vie, leur bien-être. Ces entraves, auxquelles il faut ajouter les difficultés relationnelles (affectives et amoureuses), les difficultés reliées à l'expression ou l'appropriation d'une sexualité saine et satisfaisante, sont malheureusement renforcées en raison des apprentissages sexistes imposés aux filles dès leur plus jeune âge. » (Robitaille et Tessier, 2010 : 154)

Par ailleurs, la très grande majorité des participantes ont vécu *plusieurs* formes de violence pendant leur vie, pour une moyenne de six parmi celles énumérées dans le questionnaire (Tableau E-6). En effet, 50% (N=49) des participantes disent avoir vécu au moins sept formes de violence et 17,3% (N=17) des femmes ont même nommé *toutes* les formes de violence du questionnaire.

L'analyse statistique relève des différences statistiques significatives entre les participantes, selon le groupe ethnoculturel (Tableau 4-44). Il apparaît en effet que les femmes autochtones ont vécu davantage que l'ensemble des participantes certaines formes de violence, notamment l'inceste et les menaces. Elles sont surreprésentées parmi les participantes qui ont été victimes d'inceste ( $P=0,044$ ) : 36,4% (N=28/77) des participantes disent en avoir été victimes, contre 56,2% (N=9/16) des femmes autochtones. De même, alors que 63,6% (N=49/77) des participantes de l'échantillon ont été victimes de menaces, ce pourcentage grimpe à 75% (N=12/16) pour les femmes autochtones ( $P=0,035$ ). Les femmes de la majorité, pour leur part, nomment davantage que la moyenne le chantage comme forme de violence ( $P=0,049$ ; N=37/45; 67,3% contre N=47/71; 61% de l'échantillon). Fait intéressant à noter, les femmes appartenant aux minorités visibles sont sous-représentées pour toutes les formes de violence, sauf en ce qui concerne la violence pendant l'enfance, pour laquelle elles sont légèrement surreprésentées (N=4; 66,7% contre N=50; 64,9% de l'ensemble des participantes).

**Tableau 4-44.**  
**Problèmes de violence, selon le groupe ethnoculturel**

Problèmes de violence	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=77)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Violence physique	45	81,8%	4	66,7%	15	93,8%	64	83,1%
Violence émotionnelle	44	80,0%	3	50,0%	14	87,5%	61	79,2%
Violence conjugale	42	76,4%	2	33,3%	12	75,0%	56	72,7%
Violence sexuelle	39	70,9%	4	66,7%	12	75,0%	55	71,4%
Violence pendant l'enfance	33	60,0%	4	66,7%	13	81,2%	50	64,9%
Menaces*	36	65,5%	1	16,7%	12	75,0%	49	63,6%
Chantage*	37	67,3%	1	16,7%	9	56,2%	47	61,0%
Dénonciation	23	41,8%	1	16,7%	9	56,2%	33	42,9%
Inceste*	19	34,5%	0	0,0%	9	56,2%	28	36,4%

Données manquantes : N=32

Des différences statistiquement significatives apparaissent également entre les participantes, selon leur âge d'entrée dans l'industrie du sexe (Tableau 4-45). Ainsi, les participantes qui sont

entrées dans l'industrie du sexe alors qu'elles étaient mineures (N=18; 46,2%), ainsi que celles qui ont commencé après 35 ans (N=6; 66,7%) sont surreprésentées parmi les participantes qui ont été victimes d'inceste (N=40; 38,1%; P=0,030). Les participantes qui sont entrées dans l'industrie du sexe entre 18 et 25 ans sont pour leur part sous-représentées parmi celles qui ont été victimes de violence et ce, pour toutes les formes.

**Tableau 4-45.**  
**Problèmes de violence, selon l'âge d'entrée dans l'industrie du sexe**

Problèmes de violence	Moins de 18 ans		18 à 25 ans		26 à 35 ans		36 ans et plus		Total (N=105)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Violence physique	32	82,1%	32	72,7%	11	84,6%	8	88,9%	83	79,0%
Violence émotionnelle	31	79,5%	31	70,5%	11	84,6%	9	100,0%	82	78,1%
Violence sexuelle	31	79,5%	27	61,4%	8	61,5%	9	100,0%	75	71,4%
Violence conjugale	28	71,8%	26	59,1%	12	92,3%	7	77,8%	73	69,5%
Violence pendant l'enfance	29	74,4%	24	54,5%	6	46,2%	6	66,7%	65	61,9%
Menaces	27	69,2%	22	50,0%	9	69,2%	7	77,8%	65	61,9%
Chantage	25	64,1%	25	56,8%	8	61,5%	6	66,7%	64	61,0%
Dénonciation*	18	46,2%	14	31,8%	1	7,7%	7	77,8%	40	38,1%
Inceste*	18	46,2%	10	22,7%	6	46,2%	6	66,7%	40	38,1%

Données manquantes : N=4

Le Tableau 4-46 indique par ailleurs que les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe après y avoir passé plus de cinq ans tendent à être surreprésentées parmi les participantes qui ont été victimes d'inceste. En effet, 52,9% (N=18/34) de celles-ci ont vécu de l'inceste, alors que ce pourcentage est de 37,3% (N=22/59) pour l'échantillon.

**Tableau 4-46.**  
**Problèmes de violence des participantes qui ont quitté, selon le temps passé dans l'industrie du sexe**

Problèmes de violence	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total (N=59)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Violence émotionnelle	21	84,0%	10	83,3%	7	63,6%	11	100,0%	49	83,1%
Violence physique	18	72,0%	9	75,0%	9	81,8%	11	100,0%	47	79,7%
Violence sexuelle	18	72,0%	8	66,7%	8	72,7%	9	81,8%	43	72,9%
Violence conjugale	16	64,0%	8	66,7%	8	72,7%	10	90,9%	42	71,2%
Menaces	18	72,0%	8	66,7%	6	54,5%	9	81,8%	41	69,5%
Chantage*	16	64,0%	9	75,0%	4	36,4%	10	90,9%	39	66,1%
Violence pendant l'enfance	13	52,0%	6	50,0%	9	81,8%	9	81,8%	37	62,7%
Inceste*	4	16,0%	6	50,0%	5	45,5%	7	63,6%	22	37,3%
Dénonciation	11	44,0%	3	25,0%	2	18,2%	6	54,5%	22	37,3%

Données manquantes : N=1

Les données permettent difficilement d'analyser si des différences existent entre les participantes quant aux formes de violence vécues, selon leurs domaines d'activités dans l'industrie du sexe. Le sondage questionnait en effet les participantes sur les formes de violence vécues au cours de leur vie, sans distinguer celles vécues lors de leurs activités dans l'industrie du sexe. De plus, comme de nombreuses participantes cumulent plusieurs activités, il est difficile d'affirmer qu'une forme de violence est associée à un seul domaine d'activités plutôt qu'au cumul de plusieurs. Une analyse plus poussée serait ici nécessaire. Néanmoins, l'analyse relève des différences significatives entre les participantes selon le domaine d'activités (Tableau 4-47). Beaucoup plus que l'ensemble des participantes, celles qui sont actives dans la prostitution à domicile font état de diverses formes de violence vécues au cours de leur vie, notamment la violence physique ( $P=0,041$ ), l'inceste ( $P=0,012$ ), les menaces ( $P=0,009$ ) et le chantage ( $P=0,025$ ). Les menaces sont également davantage nommées par les participantes actives dans des agences d'escortes ( $P=0,025$ ) ou par des femmes escortes indépendantes ( $P=0,003$ ). Les participantes actives dans des salons de massage en vivent pour leur part dans une plus faible proportion ( $P=0,047$ ). Des constats semblables peuvent également être faits pour les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe et qui étaient actives dans ces domaines.

**Tableau 4-47.**  
**Problèmes de violence des participantes actives dans l'industrie du sexe,**  
**selon le domaine d'activités**

Problèmes de violence	Prostitution à domicile		Salon de massage		Agence d'escortes		Escortes indépendantes		Total (N=48)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Violence physique	26	86,7%*	7	77,8%	10	90,9%	10	90,9%	37	77,1%
Violence émotionnelle	23	76,7%	6	66,7%	9	81,8%	10	90,9%	34	70,8%
Violence sexuelle	21	70,0%	7	77,8%	9	81,8%	7	63,6%	33	68,8%
Violence conjugale	23	76,7%	3	33,3%*	8	72,7%	8	72,7%	32	66,7%
Violence pendant l'enfance	20	66,7%	5	55,6%	8	72,7%	9	81,8%	29	60,4%
Chantage	20	66,7%*	2	22,2%*	8	72,7%	9	81,8%*	26	54,2%
Menaces	20	66,7%*	2	22,2%*	9	81,8%*	10	90,9%*	25	52,1%
Inceste	16	53,3%*	2	22,2%	6	54,5%	5	45,5%	19	39,6%
Dénonciation	15	50,0%	2	22,2%	6	54,5%	6	54,5%	19	39,6%

Données manquantes : N=1

En comparaison aux problèmes de violence vécus par la très grande majorité des participantes, ces dernières nomment peu souvent des besoins de protection. Il est très probable qu'il s'agisse toutefois là d'un effet du questionnaire. Ainsi, le questionnaire ne prévoyait que des réponses relatives aux besoins de protection contre les violences, surtout celles vécues dans le cadre de leurs activités dans l'industrie du sexe, laissant de côté d'autres besoins en lien avec les violences vécues (thérapie, procédures judiciaires, etc.). Néanmoins, le Tableau 4-2 nous a montré que 63,1% (N=53/84) des participantes disent avoir besoin de protection contre des violences. Ainsi, le Tableau 4-48 indique que 38,1% (N=32/84) des participantes nomment des besoins de protection contre les menaces, 34,5% (N=29) contre les clients, 23,8% (N=20) contre

les proxénètes et 21,4% (N=18) contre l'enlèvement. Il apparaît également que les participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe ont davantage besoin de protection contre les clients que l'ensemble des participantes (51,4% contre 34,5%;  $P=0,004$ ). Certaines doutent toutefois de l'efficacité des ressources de protection contre les clients : une écrit d'ailleurs qu'il n'y a « personne qui peut te protéger des clients » (Star).

**Tableau 4-48.**  
**Besoins de protection, selon la situation dans l'industrie du sexe**

Besoins de protection	Quitté		Actives		Total (N=84)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Protection contre les menaces	17	36,2%	15	40,5%	32	38,1%
Protection contre les clients*	10	21,3%	19	51,4%	29	34,5%
Protection contre les proxénètes	13	27,7%	7	18,9%	20	23,8%
Protection contre l'enlèvement	8	17,0%	10	27,0%	18	21,4%

Données manquantes : N=25

Des différences significatives ressortent également entre les participantes selon la région. Le Tableau E-9 (en appendice) indique ainsi que les participantes habitant à Sherbrooke nomment plus souvent des besoins de protection contre l'enlèvement que l'ensemble des participantes (50% contre 21,4%;  $P=0,011$ ). De plus, les participantes provenant de Sherbrooke (50%) et de Val d'Or (33,3%) disent davantage avoir besoin de protection contre les proxénètes ( $P=0,017$ ). L'analyse statistique relève aussi des différences significatives en fonction du groupe ethnoculturel (Tableau 4-49). Les femmes autochtones sont ainsi surreprésentées parmi les participantes qui ont besoin de protection contre les clients (69,2% contre 36,7%;  $P=0,013$ )

**Tableau 4-49.**  
**Besoins de protection, selon le groupe ethnoculturel**

Besoins de protection	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=60)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Protection contre les menaces	15	34,1%	0	0,0%	7	53,8%	22	36,7%
Protection contre les clients*	13	29,5%	0	0,0%	9	69,2%	22	36,7%
Protection contre les proxénètes	11	25,0%	0	0,0%	3	23,1%	14	23,3%
Protection contre l'enlèvement	11	25,0%	0	0,0%	2	15,4%	13	21,7%

Données manquantes : N=49

Le Tableau 4-50 indique par ailleurs des différences significatives entre les participantes actuellement actives dans l'industrie du sexe, selon leur domaine d'activités. Les participantes qui ont des pratiques de prostitution de rue sont ainsi surreprésentées parmi celles qui rapportent des besoins de protection contre les menaces (66,7% contre 40,5%;  $P=0,002$ ), alors que les participantes qui sont escortes indépendantes indiquent plus souvent des besoins de protection contre l'enlèvement que l'ensemble de celles qui sont actuellement actives (54,5% contre 27%;  $P=0,014$ ).

**Tableau 4-11.**  
**Besoins de protection des participantes actives**  
**dans la prostitution de rue et comme escortes indépendantes**

Besoins de protection	Prostitution de rue		Escortes indépendantes		Total (N=37)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Protection contre les clients	11	61,1%	6	54,5%	19	51,4%
Protection contre les menaces	12	66,7%*	5	45,5%	15	40,5%
Protection contre l'enlèvement	6	33,3%	6	54,5%*	10	27,0%
Protection contre les proxénètes	5	27,8%	4	36,4%	7	18,9%

Données manquantes : N=12

Plusieurs participantes nomment ainsi des besoins de protection contre les violences, notamment celles provenant des clients. Leurs expériences avec les forces de l'ordre, comme nous l'avons vu précédemment, ont toutefois souvent été négatives. Plusieurs ne font donc pas confiance aux policiers pour les protéger en cas de besoin. Loca, par exemple, n'ira jamais dit-elle vers la police par crainte des représailles même si elle a été victime ou témoin d'actes d'agression. Quelques participantes racontent qu'elles se tournent plutôt vers d'autres femmes qu'elles côtoient pour assurer leur sécurité. Bingo dit ainsi que les femmes dans la prostitution de rue se protègent entre elles en rapportant aux autres des « mauvais clients » à éviter.

Ces vécus de violence, tel que discuté dans la section sur les besoins en santé (section 4.1.2), ont également des conséquences indéniables sur la santé mentale et physique des participantes. Plusieurs rapportent ainsi le besoin de guérir des séquelles importantes induites par les violences subies dans l'enfance, dans l'industrie du sexe, avec leur conjoint-e, etc. (décorporalisation, SSPT, etc.), et ce, plusieurs années après avoir quitté l'industrie du sexe.

#### Recommandations

- Développer des ressources d'hébergement adaptées pour les femmes dans l'industrie du sexe qui sont victimes de violences.
- Soutenir les femmes dans leur démarche de dénonciation de la violence sexuelle.

#### 4.1.9. Les besoins spécifiques des participantes autochtones

Les femmes autochtones vivent des conditions sociohistoriques qui les différencient des autres femmes en ce qui a trait à leur vécu en général. Cette particularité a des répercussions sur leur expérience prostitutionnelle. Dans une fiche faisant état des causes de la violence faite aux femmes autochtones, l'Association des femmes autochtones du Canada reprend l'explication de Guthrie Valaskakis (1999) :

« Les femmes autochtones sont décrites dans les écrits du début de l'ère coloniale comme des "princesses indiennes" – ravissantes, fières et vertueuses. La résistance à la colonisation a entraîné la représentation des femmes autochtones en tant que "squaws" - sales, obscènes, grossières et perverses ». (Association des femmes autochtones du Canada, s.d.)

En effet, l'héritage colonial et le racisme associés au patriarcat engendrent une perception des femmes autochtones comme « déviantes », « sexuellement dépravées » et les exposent donc à encore plus de violence et de stigmatisation. Dans le cadre de la présente recherche, elles nous ont rapporté dans des récits souvent poignants combien leur existence a été façonnée par ces aléas au point où le fait d'être autochtones était plus stigmatisant pour elles que d'être dans l'industrie du sexe.



« C'est juste le monde allochtone qu'il y a ici [...] parce qu'eux autres, ils disent tous : "La plupart des itinérants, c'est des autochtones donc ils sont tout le temps sur la brosse". C'est l'image qu'on a des autochtones ici [...], c'est de valeur à dire, mais on n'est pas tous de même. C'est plus par rapport à ça que le jugement vient, pas par rapport à la prostitution. [...] On s'est fait crier des noms, on s'est fait lancer des bouteilles. » (Chantal)



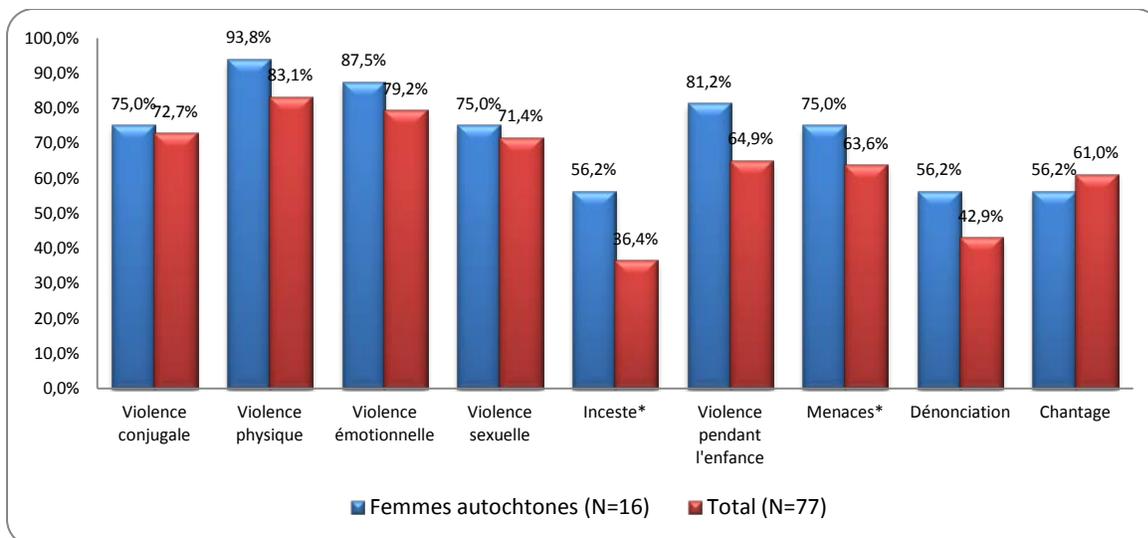
Cette section vise à mettre en exergue les faits saillants, qui ont ressorti dans l'analyse, relatifs aux problèmes spécifiques qu'ont signalés les participantes autochtones. Comment le trinôme race, classe et genre influe-t-il sur les besoins des femmes autochtones?

### Violences et lourd héritage d'un passé colonial

La question des pensionnats et la déstructuration de la famille au sein des les Premières Nations ont contribué à l'apparition de plusieurs problèmes sociaux au sein de ces communautés. Plusieurs recherches sur les Première Nations démontrent que « les effets combinés de la pauvreté, la discrimination raciale et des pertes culturelles [les] affectent profondément et sont des facteurs contributifs au taux élevé de violence interpersonnelle, de dépression, de suicide et de toxicomanie » (Farley et *al.*, 2005 : 245)<sup>59</sup>. Ainsi, plus de 56% des femmes autochtones disent avoir connu l'inceste et 75% vivent des menaces de toutes sortes. Le vécu de ces femmes est entaché d'une rare violence.

---

<sup>59</sup> Traduction libre.



**Figure 4-1.**  
**Problèmes de violence des participantes autochtones**

En effet, la Figure 4-1 montre clairement que les femmes autochtones sont surreprésentées dans tous les types de violence par rapport à notre échantillon global. Au cours des entrevues, les participantes autochtones nous racontent combien ces violences, particulièrement au cours de l'enfance ont modelé leur parcours. Famille déstructurée, manque d'opportunités, discrimination...



« Mon père m'a assez battue que ça me dérangeait pas de me faire battre par des clients. Je suis tellement habituée de me faire battre ». (Sylvie)

« Les tentatives de suicide? Je sais pas, une trentaine de fois » (Sylvie)

« J'ai un frère qui est décédé. J'ai jamais été au service ni à l'enterrement. J'avais pas ma place là, je me disais parce que ce frère-là, il a abusé de moi, il m'a violée aussi. C'est pour ça que je me suis retirée de la famille [...]. J'avais 8 ans environ. [...] Mon dieu, lui, il devait avoir 15 ans ». (Chantal)

« J'avais une douleur intérieure due à mon passé dans mon enfance difficile, je dirais. J'ai été abusée pas mal étant enfant. Je voulais engourdir ce mal-là parce que j'étais plus capable de me regarder dans le miroir [...]. Donc, pour engourdir ce mal, je consommais la drogue. C'est ce qui m'a amenée à la prostitution, au suicide... » (Chantal)

« Elle [sa mère] buvait du gouffre, du vin St Georges, quand elle arrivait pis elle tassait la table et elle ouvrait la radio, "Poe-Poe vient danser!" Il fallait que j'y aille. J'avais pas le choix, si je dis non, je mangeais une estie de volée. Quand ma mère est morte, ça a été une délivrance pour moi. J'ai même pas pleuré quand elle est morte. » (Poe-Poe)





« Parce que c'est pas une vie faire de la prostitution, c'est pas normal. [...] Moi, j'aurais aimé connaître d'autres choses que faire de la prostitution. J'aurais aimé quand j'étais placée qu'on me dirige plus, qu'on m'aide à trouver un emploi, ces affaires-là, au lieu que "bon tu as 18 ans, on te met dans la rue pis débrouille-toi, trouve-toi un loyer pis débrouille-toi". Moi, c'est de même j'ai été... J'ai été maltraitée tout le temps. » (Sylvie)

Elles parlent également de violence conjugale :

« Il [conjoint] m'a battue. Il m'a pas laissé la chance de me réveiller. Je dormais, il m'a sauté dessus, mais à chaque fois que je venais pour me relever, il m'assommait, là je tombais. » (Poe-Poe)

Par ailleurs, près de 85% d'entre elles (versus 66% de notre échantillon) nomment le besoin de protection contre les clients (Tableau 4-49). Ces actes de violence sont en lien direct avec le racisme ainsi que le traitement qui leur est réservé en cas de plaintes. Les recherches sur les femmes racialisées (Farley et al., 2005; 2007; Valandra, 2007) relatent le fait que les clients prostitueurs font montre d'une violence exacerbée dans leur relation avec ces femmes-ci.

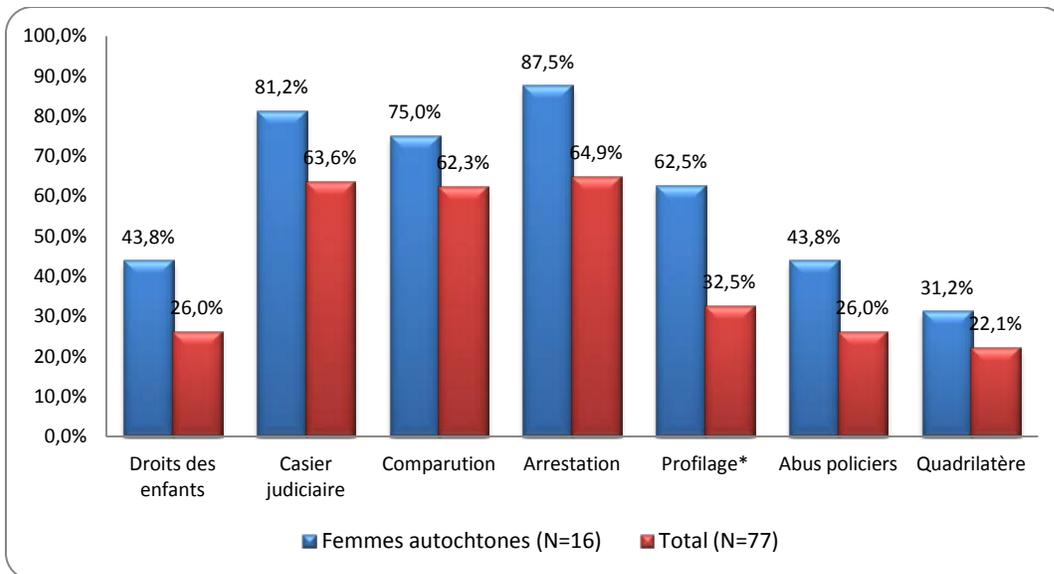
« Je me souviens moi, il y a un client qui m'a violée carrément. Pis, je m'en souviens encore, parce que des fois je le vois "Mon Tabarnak!" ». (Sylvie)

### Racisme systémique et judiciarisation

Les femmes autochtones témoignent d'une plus grande vulnérabilité à la violence et à l'indifférence des autorités policières. Les résultats de notre recherche illustrent cette situation. Il est d'ailleurs frappant que 100% des participantes autochtones mentionnent ces problèmes (Tableau E-4; N=16). Comme l'indique la Figure 4-2, environ 81,2% des participantes autochtones ont un casier judiciaire (vs 63,6% pour l'échantillon global), 87,5% ont connu une arrestation (vs 64,9%) et 43,8% ont vécu des abus policiers (vs 26%). Il est clair que les femmes autochtones sont plus sujettes à se retrouver en prison que d'autres femmes, étant souvent des victimes, depuis le passé colonial, des représailles de la part des hommes et de toutes sortes de préjugés d'ordre social. Si les femmes dans la prostitution sont généralement victimes de profilage, 32,5% de notre échantillon déclarent en avoir fait l'objet, la situation est pire pour les participantes autochtones avec un taux de 62,5%.

« Moi, la police, j'y crois pas, le gouvernement j'y crois pas. C'est pas compliqué, moi, en quelque sorte, c'est eux qui ont ruiné ma vie. (...) Ils ont tendance à fermer les yeux, pis ils font juste des arrestations des femmes" (Chantal)





**Figure 4-2.**  
**Problèmes juridiques des participantes autochtones**

### Discrimination et racisme résultent en précarité accrue

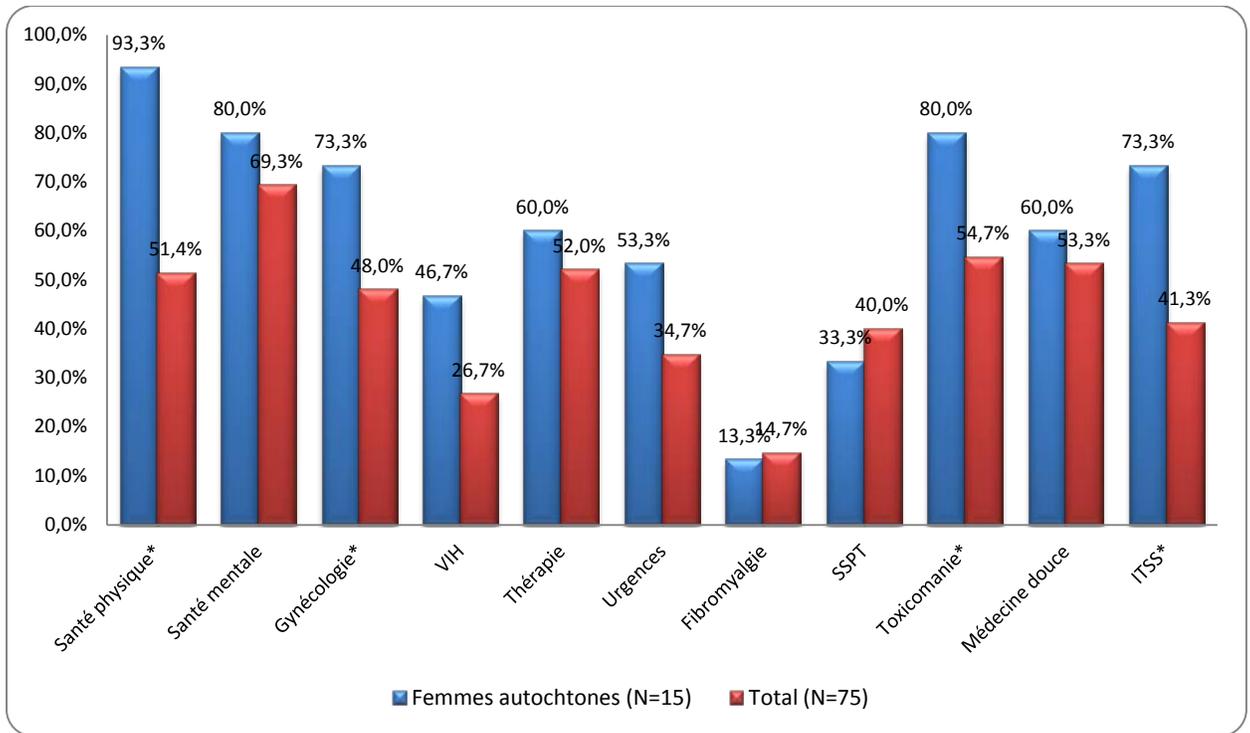
La colonisation et le racisme teintent le parcours des femmes autochtones et marquent profondément les aléas de leur existence. En effet, plusieurs études dont celles de Farley (1998) et Farley et *al.* (2005; 2007) rappellent qu'en plus de la stigmatisation liée au statut précaire et aux préjugés par rapport aux femmes se trouvant dans la prostitution, le racisme, relent d'un passé colonial, met les femmes autochtones dans une situation de vulnérabilité particulièrement grande. Il en découle une pauvreté qui leur laisse très peu d'options et les confine à la marge. Farley et *al.* (2005) indiquent que « la prostitution des femmes autochtones, à l'échelle mondiale, atteint des proportions épidémiques avec les femmes autochtones à l'échelon inférieur d'une hiérarchie sexuelle racialisée existant à l'intérieur de l'activité prostitutionnelle »<sup>60</sup> (p. 257). Les femmes autochtones rencontrées lors de cette recherche ne font pas exception. Elles se retrouvent à 76,9% dans la prostitution de rue contre 52,8% de notre échantillon global (Tableau E-3).

La précarité se répercute sur l'ensemble des aspects de leur vie. Par exemple, au niveau juridique, les femmes autochtones se voient souvent incapables de payer de petites amendes et sont, pour cette raison, incarcérées. Il leur est aussi plus difficile d'obtenir un bail d'un propriétaire. À ce titre, la recherche de Farley et *al.* (2005) détermine l'accès au logement comme un des premiers besoins nommés par les femmes des Premières Nations. Comme le montrent les résultats de la présente recherche, la situation est similaire au Québec. En effet, la totalité de notre échantillon ayant répondu à la question (100%) (N= 13) relate des problèmes de logement (Tableau E-4).

Au niveau de la santé, les participantes autochtones se démarquent aussi par de plus grandes difficultés comparées aux autres répondantes. Il est reconnu que « la colonisation et le racisme résultent en d'énormes et insidieux traumatismes qui minent la santé mentale et physique des

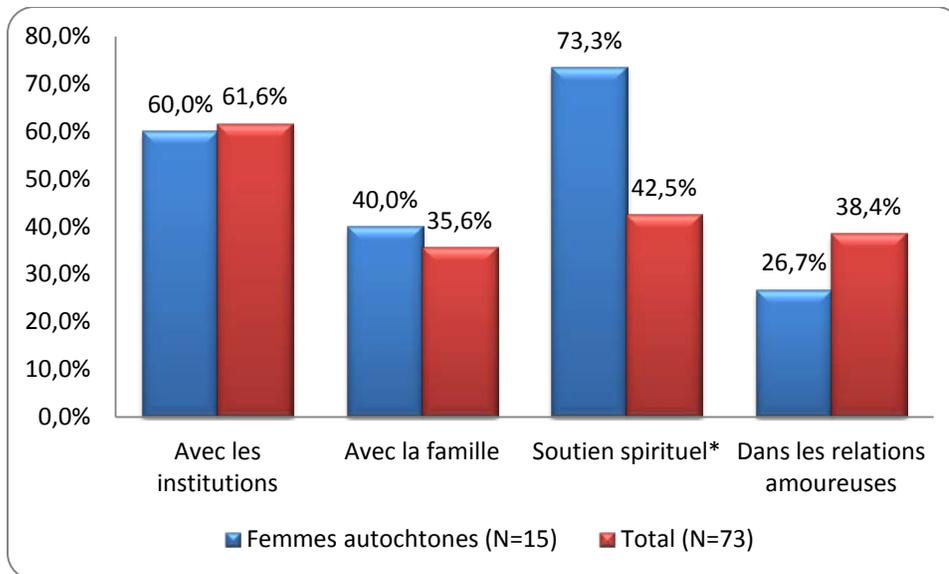
<sup>60</sup> Traduction libre.

victimes » (Farley et al., 2005 : 245). Ainsi, 100% des participantes autochtones (N=16) nomment des difficultés en lien avec la consommation (Tableau E-4). Les participantes autochtones sont aussi surreprésentées parmi celles identifiant des besoins en santé avec 100% de l'échantillon (Tableau 4-16; N=15). Plus précisément, comme la Figure 4-3 l'indique, elles signalent des besoins pressants en santé physique (93,3% vs 51,4%) et en santé mentale (80% vs 69,3%).



**Figure 4-35.**  
**Besoins en santé des participantes autochtones**

La très forte incidence d'abus pendant l'enfance, la violence conjugale, les assauts des clients, les préjugés vécus par les participantes autochtones sont consistants avec les résultats d'autres études (Farley et al., 2005; 2007). Leur expérience prostitutionnelle, tout en ayant des caractéristiques similaires avec les autres femmes, a une spécificité en lien avec leur passé en tant que peuple colonisé. Il en résulte des besoins particuliers comme ceux en termes de soutien spirituel qu'elles ont nommés à 73,3% (Figure 4-4).



**Figure 4-4.**  
**Besoins en accompagnement des participantes autochtones**

Il est à noter également que les besoins partagés avec l'ensemble de l'échantillon sont exacerbés et leur satisfaction doit tenir compte du contexte culturel des femmes autochtones. À ce titre, Valandra (2007 :205) avise, dans le contexte Africain-Américain, « [qu'] il est recommandé aux chercheurs et prestataires de service de ne pas appliquer uniquement des standards et des approches Eurocentriques à la guérison » .

Les femmes autochtones ont ainsi des besoins spécifiques qui doivent être abordés en lien avec leur héritage culturel, leur passé colonial et les défis de discrimination persistants.

#### **Recommandations**

- Développer et financer des services adaptés aux femmes autochtones qui ont un vécu en prostitution.
- Développer des formations pour les intervenantes avec une approche anti raciste.
- Développer et financer des services gérés par les femmes des communautés autochtones.

#### **4.1.10. Des ressources spécifiques pour les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe**

Le questionnaire demandait aux participantes si elles souhaitaient que les ressources offertes aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe soient spécifiques à certains groupes : le Tableau 4-51 indique que 74% (N=71/96) d'entre elles ont répondu par l'affirmative. Ainsi, 74,7% (N=62/83) des participantes voudraient que les ressources soient offertes spécifiquement aux femmes. D'autres indiquent qu'il s'agit avant tout d'adapter les ressources aux besoins et aux conditions de vie des personnes. Dans une moindre mesure, certaines voudraient que les ressources soient spécifiques selon l'âge (26,5%; N=22), l'orientation sexuelle (19,3%; N=16) ou

le groupe ethnoculturel (7,2%; N=6). Les participantes qui sont actives dans l'industrie du sexe indiquent dans un pourcentage plus élevé qu'elles souhaiteraient des ressources adaptées à l'âge (41,7% contre 26,5% de l'ensemble des participantes;  $P=0,006$ ). L'analyse statistique ne relève toutefois pas de différences significatives en fonction de l'âge actuel de ces participantes. De manière indicative, 11 des 15 participantes qui voudraient des ressources spécifiques à l'âge ont 35 ans ou moins.

**Tableau 4-51.**  
**Besoins de ressources adaptées,**  
**selon la situation dans l'industrie du sexe**

Spécificité des ressources	Quitté		Actives		Total (N=83)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Ressources spécifiques (N=96)	39	76,5%	32	71,1%	71	74,0%
Selon le sexe	35	74,5%	27	75,0%	62	74,7%
Selon l'âge*	7	14,9%	15	41,7%	22	26,5%
Selon l'orientation sexuelle	7	14,9%	9	25,0%	16	19,3%
Selon le groupe ethnoculturel	2	4,3%	4	11,1%	6	7,2%

Données manquantes : N=26

Plusieurs participantes indiquent par ailleurs qu'elles voudraient que des services soient développés et offerts spécifiquement pour les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe. En entrevue, Chantale regrette que les ressources offertes en toxicomanie et en itinérance soient très souvent mixtes, ou seulement réservées aux hommes. Très peu de ressources s'adressent uniquement aux femmes. Dans sa région, certaines ont d'ailleurs fermé leurs portes.

« Ben moi je verrais un N.A [Narcotiques Anonymes] pour femmes ou un endroit où si la femme a besoin d'un abri, de se laver, vraiment pour femmes. De parler, de faire des rencontres... [...] Moi c'est le genre de choses que je ferais, peut-être un centre d'hébergement, d'entraide pour femmes. Parce que je trouve que côté hommes, il y en a de plus en plus, mais dans le domaine de la prostitution, de la drogue, c'est mixte partout. C'est rare que c'est vraiment juste pour femmes. [...] C'est des choses qu'on essaie d'acquérir, mais on perd en même temps, mais on a autre chose de mieux aussi en même temps. » (Chantale)

Selon elles, des espaces réservés aux femmes offriraient sécurité et répit. Elles soulignent qu'elles ne se sentent pas en sécurité dans l'industrie du sexe, particulièrement sur la rue, ni dans les ressources mixtes. Suzanne explique en effet qu'elle évitait les ressources qui accueilleraient autant les hommes que les femmes (des soupes populaires, des maisons d'hébergement, etc.). Comme sur la rue, elle devait repousser sans cesse les hommes qui la harcelaient pour des services sexuels tarifés.

« Il y en a beaucoup qui sont là, soit qu'eux connaissent des messieurs qui cherchent une fille alors là ils amènent une fille, ben eux autres ils veulent avoir une *cut*, ils veulent avoir un montant. Ça marche beaucoup de même. Il y a aussi les gars qui vont là, ils sollicitent des filles pour les clients. Pis quand ils ont leur chèque le premier, ben c'est sûr qu'ils veulent des services des filles. C'est un cercle vicieux là-dedans. J'en avais assez de me faire solliciter sur la rue, alors j'allais pas aller là pour coucher ni aller manger parce que tu te fais solliciter pareil tout le temps. Alors que je me tiens loin, je me tenais loin. » (Suzanne)

Plusieurs participantes regrettent par ailleurs que les organismes spécialisés en toxicomanie ou en hébergement tendent à esquiver la question de la prostitution, alors qu'elles auraient besoin d'en parler.



« Ils évitent le sujet, ils en parlent pas. Donc pour moi, c'est au pire un acte de mépris pis au mieux une méconnaissance, mais parlez-en, pis ouvrez-le. »  
(Chaton)

Comme nous l'avons vu précédemment, de nombreuses participantes nomment le besoin d'avoir accès à un endroit pour se retrouver, se reposer, mais aussi pour échanger avec d'autres femmes qui vivent des expériences semblables aux leurs. Voyons ce que Chantal dit de cet espace de répit :

« Ça serait du soutien pis un endroit où je pourrais me retrouver avec quelques filles, que je pourrais échanger avec elles sans jugement sans qu'on soit obligées de se cacher. [...] Donc ça serait de trouver un endroit où il y aurait juste des filles qui ont vécu de ça ou qui sont encore là-dedans. J'avais tendance à me dire s'il existait une maison où les femmes pourraient aller pour aller se ressourcer un peu, un moment de répit, ça serait idéal pour elles. Parce que toute la société actuellement les rejette. Où veux-tu qu'elles aillent ? Elles ont pas de place, tandis que si elles avaient une place, un point fixe où elles pourraient se sentir à l'aise, je pense qu'il y aurait deux fois plus de chances que plusieurs filles décident de se sortir de là. » (Chantal)

Certaines voient cet endroit comme un point fixe qui offrirait une multitude de services et de ressources en fonction des besoins tout aussi multiples des femmes dans l'industrie du sexe ou qui en sont sorties. C'est le cas d'Élyzabeth :

« Un service d'écoute. 24h sur 24h. Je sais que je suis exigeante, 24h sur 24h. Du dépannage alimentaire. [...] Parce qu'on s'entend, quand on sort de ce milieu-là, la plupart du temps, on se retrouve sur l'aide sociale, pis on a pas beaucoup d'argent là. Du service d'accompagnement pour aller voir les médecins. Des prises de sang, le pap test, des affaires gynécologiques [...] Pis faire des activités. Des activités comme de l'artisanat ou des choses comme ça. Parce que je crois que tu peux sortir beaucoup tes peines ou tes frustrations dans l'art. Je trouve ça important. Ou faire de l'écriture, faire des ateliers d'écriture, des ateliers sur l'estime de soi. Comment retrouver un emploi normal? Retrouver sa confiance, retourner sur la bonne voie. Avoir une intervenante qui est là pour te soutenir, qui est là pour t'écouter. Si tu veux arrêter la drogue, ben qu'ils t'aident avec ce volet-là, pis tout le kit. » (Élyzabeth)



Virginie imagine aussi un grand réseau d'entraide, semblable à ceux développés pour les personnes qui ont des problèmes de toxicomanie. Ce réseau aborderait en même temps de front les interrelations entre la prostitution et la toxicomanie.

« Je vois ça comme un réseau d'entraide avec plein de monde dedans autant avec des professionnels que des femmes d'expérience qui ont vécu ça. Autant volet prévention que volet intervention. Si des organismes ont pu se mobiliser pour des alcooliques ou des toxicomanes, je vois pas pourquoi on serait pas capable de se mobiliser pour la prostitution, justement parce que veux veux pas ces trois affaires-là vont beaucoup ensemble. Quelqu'un qui te dit qu'elle fait de la prostitution qui n'a jamais eu de problèmes de drogue, de problèmes d'alcool, qui fait ça parce qu'elle, au lieu de décider d'être archiviste médicale, elle a décidé d'être prostituée dans sa vie, je vais avoir ben de la misère à croire. »  
(Virginie)

### Recommandations

- Développer et financer des services adaptés aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe, particulièrement pour les soutenir, lorsqu'elles le souhaitent, dans le processus de sortie, et procéder à des évaluations régulières de ces services.
- Regrouper les services dans un lieu fixe.

#### 4.1.11. Des ressources gratuites

La très grande majorité des participantes préféreraient que les ressources qui leur seraient offertes soient gratuites (79%; N=83). Certaines accepteraient aussi d'offrir une contribution volontaire (43,3%; N=45) ou encore de payer un faible montant (29,8%; N=31) pour les services utilisés. D'autres proposent de payer en fonction de leur revenu.

**Tableau 4-52.**  
**Coût des services**

Coûts des services	Nombre (105)	%
Gratuits	83	79,0%
Contribution volontaire	45	43,3%
Faible coût	31	29,8%

Données manquantes : N=4



---

## 5. DES RESSOURCES PEU CONNUES

Le chapitre précédent rend compte de l'ampleur et de l'imbrication des difficultés et des besoins identifiés par les participantes. Qu'en est-il maintenant de leur connaissance et de leur utilisation des ressources et des services? Que pensent-elles des ressources qu'elles ont utilisées? Pourquoi ne les ont-elles pas utilisées? La première partie du chapitre se penche sur leur connaissance et leur utilisation de services qui offrent de l'aide aux femmes dans l'industrie du sexe. La deuxième, pour sa part, porte plus spécifiquement sur leur connaissance et leur utilisation de services qui soutiennent les femmes qui souhaitent *quitter* l'industrie du sexe<sup>61</sup>. L'analyse utilise des données recueillies autant dans les questionnaires que lors des entrevues, articulant tableaux et citations des participantes.

### 5.1. Ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe

Le Tableau 5-1 indique qu'environ la moitié des participantes connaissent des ressources pour aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe (N=55/106; 51,9%)<sup>62</sup>.

Aucune différence significative n'apparaît entre les participantes selon leur situation dans l'industrie du sexe, leur groupe ethnoculturel, leur région ou leurs domaines d'activités dans l'industrie du sexe.

**Tableau 5-1.**  
**Connaissance de ressources**  
**pour aider les femmes dans l'industrie du sexe**

Connaissance de ressources pour aider les femmes dans l'IS	Nombre	%
Oui	55	51,9%
Non	51	48,1%
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=3

De nombreuses participantes rencontrées en entrevue nous ont toutefois dit qu'elles ne connaissaient aucun service qui pourrait les soutenir, que ce soit pendant leurs activités dans l'industrie du sexe ou après leur sortie.

---

<sup>61</sup> Les deux séries de question étaient formulées de manière quasi-identique et ont créé de la confusion pour certaines participantes, malgré nos efforts pour surligner le terme « quitter » dans la deuxième série. Des participantes ont en effet eu de la difficulté à distinguer les deux séries de questions concernant la connaissance de ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe et la connaissance de ressources pour aider les femmes à *quitter* l'industrie du sexe. Certaines ont en effet barré la deuxième série de questions en écrivant que leurs réponses étaient les mêmes que pour la première série ou ont dit à l'enquêtrice que les questions étaient dédoublées. Des questions formulées de manière différente auraient pu éviter cette confusion.

<sup>62</sup> Les participantes peuvent évidemment connaître ou fréquenter d'autres organismes. Toutefois, leurs réponses à cette question portent à croire qu'elles ne considèrent pas que ces autres organismes viennent en aide aux femmes *qui sont dans l'industrie du sexe*, comme usagères particulières.



« J'en connaissais pas, c'est la méconnaissance parce que je connaissais pas d'organismes. Moi, tout ce que je connaissais comme aide, c'est les policiers, va voir la police ou la Maison du Père à Montréal, non, non regarde, ça m'intéresse pas » (Bingo).

« Ben moi je connaissais rien, je connaissais pas... je connaissais juste les thérapies. Je connaissais pas... Je savais que [un organisme pro-travail du sexe] existait mais c'était... je savais qu'ils étaient pour la prostitution eux autres et moi je voulais rien savoir de ça! Alors outre que les thérapies et les désintox, je savais pas qu'il existait d'autres choses pour moi! » (Charlotte)

Même si elles ont quitté l'industrie du sexe ou tenté de la quitter, certaines participantes disent s'être retrouvées devant un vide de services qui compromettrait leur sortie. Plusieurs n'hésitent d'ailleurs pas à dénoncer le manque de soutien pour les femmes dans l'industrie du sexe, particulièrement à l'extérieur de la région de Montréal :

« La prostitution, c'est tellement facile d'y entrer, mais très difficile d'en sortir parce que ton passé va toujours venir chercher, et va faire en sorte que tu vas rechuter dans la prostitution. C'est ça que je te dis aussi il y a pas de soutien. » (Chantal)

« Ce qui serait important, c'est qu'on aille une place pis quelqu'un à qui parler parce que là, on n'a pas de place, on n'a rien à part des psychiatres. » (Sylvie)

« Il y a pas une croûte de soutien. Parce que j'ai besoin de parler. Je me sens le besoin d'en parler. » (Élyzabeth)

Ce manque de soutien ne fait pas nécessairement en sorte que les participantes ne quittent pas l'industrie du sexe. Nous en avons rencontré plusieurs qui ont réussi à en sortir en dépit de ce manque de soutien et d'encouragement. Mais cette sortie, et les années qui ont suivi, sont marquées par le sentiment, comme Charlotte l'exprime, d'être « seule au monde ».

« Non, il y a pas personne qui m'a guidée à outrepasser où j'étais rendue ! Non, j'ai eu aucun encouragement comme ça, je me suis sentie seule au monde. Quand j'ai arrêté de consommer, sauf pour l'année que j'étais chez nous là, mais après ça, je me suis sentie seule au monde. » (Charlotte)

Si les participantes font état du manque (ou de la méconnaissance) de services adaptés pour les femmes qui sont dans l'industrie du sexe, cette absence se fait d'autant plus ressentir parmi celles qui veulent la quitter ou qui l'ont quittée. Comme l'écrit Marie, le problème, pour plusieurs, se résume ainsi :

« C'est le après : on fait quoi? » (Marie)



Le Tableau 5-2 présente les organismes nommés par les participantes et regroupés selon leur type. Le type d'organismes le plus fréquemment nommé renvoie à ceux œuvrant dans le travail de rue et visant la prévention et la réduction des ITSS, du VIH/Sida et des hépatites. En tête de ces organismes se trouve Stella à Montréal (Tableau E-1; N=18/49; 36,7%). Beaucoup moins de participantes (N=19; 38,8%) nomment des organismes dédiés à l'aide aux femmes victimes de

violence et d'exploitation sexuelle (CLES, CALACS, CALAS, CAVAC, etc.). Encore moins évoquent des organismes offrant des ressources en santé (N=10; 20,4%), en désintoxication (N=8; 16,3%) ou en hébergement (N=7; 14,3%). Il est intéressant de noter que les organismes cités sont surtout situés à Montréal.

**Tableau 5-2.**  
**Organismes pour aider les femmes dans l'industrie du sexe, selon le type**

Types d'organismes	Noms des organismes	Nombre (49)	%
Travail de rue et prévention/réduction des ITSS, du VIH/Sida et des hépatites	Stella, Cactus, Accès-Soir (RAP-Jeunesse), Spectre de rue, Pikatemp, Dopamine, etc.	43	87,8%
Aide aux femmes victimes de violences et d'exploitation sexuelle et action politique	CALACS, CALAS, CAVAC, CLES, Maison ISA, etc.	19	38,8%
Soins de santé	CLSC, Alternative, thérapie, psychiatre, etc.	10	20,4%
Toxicomanie	AA, Centre de toxicomanie, Dollard-Cormier, Portage, CRAN, CIPTO, etc.	8	16,3%
Refuges et maisons d'hébergement	Passages, Bunker, Mission Old Brewery, La Piaule, Centre féminin, etc.	8	16,3%
Dépannage alimentaire	Pops, Soupe populaire, etc.	5	10,2%
Paroisses	St-Michel Parish, United St-James Parish	2	4,1%
Autres	Centre d'amitié autochtone, Emploi Québec, SOS Grossesse, Suicide Action, YWCA, etc.	6	12,2%

Données manquantes : N=6

Parmi celles qui connaissent des ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe, la grande majorité (N=45/54; 83,3%) dit les utiliser ou les avoir utilisées (Tableau 5-3).

**Tableau 5-3.**  
**Utilisation des ressources connues pour aider les femmes dans l'industrie du sexe**

Utilisation des ressources pour aider les femmes dans l'IS	Nombre	%
Oui	45	83,3%
Non	9	16,7%
<b>Total</b>	<b>54</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=1

L'analyse relève des différences significatives quant à l'utilisation des ressources pour aider les femmes dans l'industrie selon le groupe ethnoculturel (Tableau 5-4;  $P=0,021$ ). En effet, il apparaît que les femmes autochtones sont surreprésentées parmi celles qui utilisent ces ressources : 82,1% (N=32/39) des participantes utilisent des ressources, alors que toutes les femmes autochtones (N=8) qui connaissent des ressources les utilisent. Aucune différence significative

n'apparaît toutefois selon la situation dans l'industrie du sexe, la région ou les domaines d'activités dans l'industrie du sexe.

**Tableau 5-4.**

**Utilisation des ressources connues pour aider les femmes dans l'industrie du sexe, selon le groupe ethnoculturel**

Utilisation des ressources pour aider les femmes*	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Oui	24	82,8%	0	0,0%	8	100,0%	32	82,1%
Non	5	17,2%	2	100,0%	0	0,0%	7	17,9%
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>100,0%</b>	<b>2</b>	<b>100,0%</b>	<b>8</b>	<b>100,0%</b>	<b>39</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=16

Selon le Tableau 5-5, les participantes utilisent le plus souvent les organismes pour être écoutées et soutenues (N=21/46; 45,7%). Plusieurs y ont également recours pour obtenir des condoms (N=17; 37%), du matériel d'injection (N=9; 19,6%) ou faire des tests de dépistage (N=8; 17,4%). D'autres vont y chercher des informations et des références (N=9; 19,6%).

**Tableau 5-5.**

**Types de ressources utilisées par les participantes**

Types de ressources utilisées	Nombre (46)	%
Écoute et soutien	21	45,7%
Condoms	17	37,0%
Matériel d'injection	9	19,6%
Références et informations	9	19,6%
Dépannage alimentaire	7	15,2%
Hébergement	4	8,7%
Liste de mauvais clients	4	8,7%
Soins de santé	3	6,5%
Activités	2	4,3%
Aide juridique	2	4,3%
Désintoxication	2	4,3%
Questionnaire	2	4,3%
Repos	2	4,3%
Soins personnels	2	4,3%
Accompagnement	1	2,2%
Aide à la réinsertion sociale	1	2,2%
Entraide	1	2,2%
Meetings AA	1	2,2%
Sécurité	1	2,2%
Service de comptable	1	2,2%

Suivi individuel	2	4,3%
Tests de dépistage	8	17,4%
Tests de grossesse	2	4,3%
Thérapie	5	10,9%
Vêtements	3	6,5%

Données manquantes : N=8

Quelques-unes des participantes indiquent que leur consommation importante d'alcool et de drogues agissait comme obstacle à leur utilisation des ressources. Cindy écrit à cet égard qu'elle était « trop gelée » pour même penser à utiliser des ressources. D'autres participantes expliquent qu'elles n'ont pas utilisé les ressources car elles ont tendance à nier ou minimiser leurs besoins. Pour Chantal, l'utilisation de services aurait été une « perte de temps » dans le cycle de toxicomanie et de prostitution. Elle a appris à taire ses souffrances plutôt qu'à les guérir.



« Je perdais mon temps. Moi, dans ce temps-là, c'était le roulement. J'avais pas le temps d'être malade. Je préférais endurer, souffrir que d'aller me faire soigner. » (Chantal)

L'utilisation des ressources est également marquée par des craintes de toutes sortes. Une participante craignait ainsi d'utiliser les ressources qu'elle connaissait car elle était certaine que la garde de ses enfants lui serait retirée si les intervenantes apprenaient qu'elle était active dans l'industrie du sexe. Chaton, pour sa part, craignait que les travailleuses de rue qu'elle côtoyait, et qu'elle identifiait comme « l'autorité », la dénoncent aux forces de l'ordre.

« Il y avait déjà des travailleurs de rue, mais pour moi c'était comme l'autorité. J'étais pas portée, j'avais peur de m'approcher de ce monde-là, j'avais peur qu'ils me dénoncent, j'avais peur de tout, c'est aussi simple que ça. Donc je fréquentais pas beaucoup ce milieu-là pis il y avait pas beaucoup de ressources non plus. J'étais pas au courant des ressources qui pouvaient exister à cette époque-là, à part des ressources pour jeunes. Ça m'arrivait d'en fréquenter à l'époque. » (Chaton)

Clara, qui était active dans l'industrie du sexe lorsqu'elle était encore mineure, refusait quant à elle d'utiliser des services pour la soutenir de peur que ses parents l'apprennent et que la DPJ intervienne.

« J'ai beaucoup hésité à demander des services avant 18 ans parce que j'avais pas envie qu'on implique mes parents, j'avais pas envie qu'on implique tout un système, un réseau, des institutions parce que j'étais pas majeure. Ça me rebutait donc j'ai vraiment pas beaucoup demandé... En fait, j'ai pas demandé de l'aide point, sinon c'était très indirect. » (Clara)



D'autres considèrent que les ressources offertes n'étaient pas adaptées à leurs besoins. Chaton, par exemple, nomme des besoins en santé mentale. Elle connaît plusieurs ressources d'hébergement qui offrent des services en santé mentale, mais comme elle vit dans son propre appartement, elle n'est pas intéressée à les utiliser.



« Les ressources en santé mentale qui existent sont beaucoup axées... elles ont plus de l'hébergement pis moi, c'est pas vraiment ça dont j'ai besoin. » (Chaton)

Pour d'autres encore, les services existants ne correspondent pas à leurs perspectives de l'industrie du sexe. Maïté a ainsi refusé de fréquenter un organisme voué à la défense des personnes dans l'industrie du sexe et donnant notamment des informations pour améliorer leurs « performances » auprès des clients.

« Pas des services dont j'avais besoin, je voulais pas apprendre à être fière de faire des clients, moi qui n'avais qu'une hâte de m'en sortir; parce que je voulais arrêter, pas fidéliser ma clientèle ou apprendre à mettre un condom avec ma bouche et apprendre à trouver des excuses pour refuser des relations anales (moi qui n'en a jamais eues même pas avec mes chums!) et toutes sortes de conseils pour faire plaisir aux clients ! » (Maïté)

Certaines regrettent par ailleurs l'éclatement des services qui fait en sorte qu'elles doivent « frapper à plusieurs portes » pour trouver les services dont elles ont besoin. Elles aimeraient pouvoir consulter un seul organisme qui pourrait ensuite les diriger vers des ressources appropriées.

« L'autre chose que j'ai trouvé hyper difficile, c'est que tu cognes à plein de portes et que tu ne sais pas où t'en aller. [...] Tu as juste besoin d'ouvrir une porte et eux après cela, ils te prennent en charge. » (Émylie)



Parmi les participantes qui ont utilisé des ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe, la majorité indique que ces ressources les ont aidées (Tableau 5-6; N=25; 61%).

**Tableau 5-6.**  
**Participant·es considérant que les ressources utilisées les ont aidées**

Aide des ressources pour les femmes dans l'IS	Nombre	%
Oui	25	61,0%
Non	16	39,0%
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=14

La fréquentation des organismes semble en effet être pour plusieurs participantes une étape dans leur processus de sortie de l'industrie du sexe. Plusieurs ont apprécié l'écoute, le soutien et l'aide dont elles ont bénéficié dans les organismes fréquentés : elles disent qu'elles sont ainsi arrivées à davantage s'accepter, à reprendre lentement confiance en elles et à se défaire de la honte qui les rongait. Une des participantes nous a parlé<sup>63</sup> avec émotion de l'affection et de l'amour qu'elle ressentait de la part des intervenantes d'un organisme d'hébergement. Stéphanie écrit pour sa part que l'utilisation des ressources l'a aidée :

<sup>63</sup> Une enquêtrice l'a aidée à remplir le questionnaire.



« À trouver les moyens, le courage et la confiance que je pouvais m'en sortir. »  
(Stéphanie)

Certaines, qui sont toujours actives, disent que les ressources utilisées leur ont permis de pratiquer des activités dans l'industrie du sexe de manière plus sécuritaire (condoms, etc.) et d'éviter grossesses, ITSS et « mauvais clients », voire de réduire le nombre de clients. D'autres ont bénéficié de l'aide alimentaire et vestimentaire. Comme l'écrit Marge de manière succincte mais éloquente, si elle a des ressources pour manger et pour être vêtue chaudement, elle n'a pas à sortir dans la rue pour avoir de l'argent.

« Si manger, pas besoin de sucer; si vêtement d'hiver, pas besoin de sortir dans la rue. » (Marge)

Un pourcentage important des participantes qui ont utilisé des ressources considèrent que celles-ci ne les ont pas aidées (N=16/41; 39%). Certaines évoquent des problèmes de consommation qui faisaient obstacle à l'utilisation de ressources qui auraient pu les soutenir dans le processus de sortie de l'industrie du sexe. D'autres disent que les services ne sont pas adaptés aux femmes qui ont un vécu en prostitution.

« Je me suis butée à plusieurs portes qui se fermaient parce qu'aussitôt que je mentionnais que je faisais ou que j'avais été dans le domaine de la prostitution, c'est que le monde me répondait "Ah nous autres, on touche pas à ça, c'est pas notre domaine, on va te référer à un autre endroit". D'endroits à endroits, finalement je me suis aperçue qu'il y avait rien pour ces filles-là. » (Chantal)

Plusieurs participantes qui habitent à l'extérieur de Montréal font particulièrement face au manque de services en toxicomanie adaptés pour les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe. Les intervenantes les réfèrent plutôt à des organismes situés à Montréal, mais les participantes ne souhaitent pas se déplacer. C'est le cas d'Élyzabeth :

« J'veux juste qu'ils m'aident, mais ils veulent pas m'aider. Ils disent qu'ils sont pas adaptés pour ça pis que je devrais aller dans des groupes de soutien pour les travailleurs de rue. Mais je sais pas si il y en a des groupes de soutien pour les personnes qui font ça dans la rue. Je me vois pas retourner à Laval ou à Montréal, pis d'aller dans des groupes de soutien par là-bas. Je suis bien ici. »  
(Élyzabeth)



Plusieurs trouvent que les intervenantes n'ont pas assez de temps pour faire des suivis à long terme. D'autres encore regrettent que les services offerts soient limités dans le temps. Charlotte avait des problèmes importants de toxicomanie qui contribuaient à la maintenir dans l'industrie du sexe. Elle a suivi plusieurs fois des thérapies de désintoxication, souvent avec des thérapeutes peu formés. Ces thérapies se sont révélées limitées, tant dans le temps que dans leur capacité à la préparer à un arrêt complet de la consommation et de la prostitution. De plus, comme ces thérapies n'abordaient pas les impacts de ses activités prostitutionnelles et des violences vécues, mais ne faisaient que les faire remonter à la surface, elle se retrouvait dépourvue pour y faire face seule une fois la thérapie terminée.



« Ils te font un genre de cours avec des “genres” de thérapeutes qui se disent thérapeutes en toxicomanie mais que, une fois que le cours est fini, ils ont pas deux minutes pour toi. Moi ces thérapies là, moi c'était plutôt, je me rassasiais, je me remettait sur mes pieds physiquement, mais mentalement j'étais pas mieux, j'étais mêlée encore pire, parce que ça avait sorti des choses que je pouvais pas décortiquer. J'avais de la misère, même les six mois que j'étais là, j'avais pas la tête et le corps prêts, surtout pas la tête, prête à concevoir certaines choses, ou à comprendre. » (Charlotte)

D'autres ont par ailleurs vécu des expériences très négatives en utilisant des services peu adaptés aux femmes qui sont dans l'industrie du sexe. Rosie explique à cet égard qu'elle fréquentait régulièrement un organisme pro-travail du sexe pour son service d'écoute et en était plutôt satisfaite, même si elle n'était pas d'accord avec ses perspectives sur l'industrie du sexe, faute de connaître d'autres organismes. Après avoir vécu un épisode de violence particulièrement extrême aux mains d'un client, elle s'est tournée à nouveau vers cet organisme. En réponse à ses demandes d'informations concernant les services d'un autre organisme venant en aide aux femmes victimes d'agressions sexuelles, l'intervenante l'a toutefois découragée de consulter cet autre organisme, qui adopte une position différente de la sienne. Rosie s'est tout de même tournée vers cet autre organisme, au grand déplaisir de l'intervenante de l'organisme pro-travail du sexe :

« J'ai eu l'impression qu'elle était personnellement frustrée quand je lui ai dit que j'adhère pas à leur philosophie. Je te respecte, je suis pas méchante, je lui ai dit “je te respecte de trouver que c'est un choix, pis de trouver qu'il faudrait que ce soit légal, mais moi, pour vrai, j'adhère pas à ça. Je veux être mieux servie. J'aurais aimé à la rigueur que tu me dises qu'il y a des organismes qui adhéraient pas à votre position pour me donner le choix de choisir”. Parce que moi, j'allais juste là même si j'adhérais pas. » (Rosie)

D'autres participantes racontent par ailleurs avoir été orientées vers l'industrie du sexe par des intervenantes des ressources fréquentées. C'est le cas de Chérie, qui ressent encore beaucoup de colère envers cette intervenante, qu'elle considère en partie responsable de son entrée dans l'industrie du sexe.

« Je me cherchais une job pis elle m'a mis le sujet de la prostitution sur la table. Ben, elle voulait juste en parler. Elle en a parlé de façon suggestive, sans me dire “Vas te prostituer!”, mais moi, ça m'a mis dans la tête de me prostituer, chose à laquelle je ne pensais pas. [...] Avec du recul, j'suis comme “damn it”, j'avais 18 ans, j'étais encore influençable pis tu avais pas d'affaire à me mettre ça comme opportunité, tu sais très bien dans quel quartier tu vis, tu vois très bien ce qui se passe dans la rue. Pis tu t'en vas dire ça à une jeune femme de 18 ans qui a une fragilité, tu t'en vas y mettre ça dans la tête en faisant : “Ah ben là, soyons ouverts d'esprit”. Va chier, grosse torche! » (Chérie)



Des mauvaises expériences ont également eu lieu dans les services sociaux et de santé. C'est le cas de Vanessa qui a été très déçue du travail de travailleuses sociales qui sont venues la rencontrer chez la mère de son copain. Celles-ci avaient été contactées par des policiers pour venir en aide à elle et son copain. Elles ont concentré leurs efforts sur la mère de son copain qui consomme également, mais qui était fermée, au lieu de soutenir Vanessa et son copain qui, eux, demandaient de l'aide.



« Ils jasant avec elle une heure et demie, pis au bout de la ligne, ils ont donné plein de désintox, une liste de plein d'affaires, mais elle veut rien savoir, elle a tout pitché dans les poubelles. Ils descendent, ils viennent nous voir moi pis mon chum qu'on veut s'aider pis ils nous disent "Ah vous pouvez aller dormir au bunker". Le bunker, je connais déjà le numéro par cœur! » (Vanessa)

Une autre participante, Émilie, raconte pour sa part qu'elle est allée à l'urgence pour consulter un médecin après avoir découvert des plaies sur son corps et une substance sortant de ses seins. Le médecin n'a toutefois pas pris ses préoccupations au sérieux et n'a pas voulu l'examiner, n'y voyant que les plaintes d'une femme toxicomane. Ce n'est que par l'intervention d'un client, qui l'a conduite vers une clinique privée à Montréal, que d'autres médecins ont découvert qu'elle était atteinte d'un cancer généralisé et ont pu lui donner des soins.

« Un moment donné, je suis venue avec des plaies rondes partout sur le corps, pis je suis allée à l'hôpital pis ils me disaient "Ben c'est parce que tu te piques", "Non, je me pique pas", pis ils disaient "Arrête, va-t'en". Il y a même une femme médecin à l'urgence qui m'a déjà dit "Ben dégèle, ça va passer". J'allais là pis je me sentais faible, je perdais mes cheveux. Je leur disais : "Oui je prends de la drogue, oui je fume du crack, mais il y a quelque chose d'autre qui fonctionne pas". [...] Un client que j'avais m'a vue dépérir vraiment beaucoup. [...] Il m'a amenée à Montréal dans une clinique privée, pis c'est là où ils se sont rendu compte que j'avais le cancer, mais ça avait eu le temps de se généraliser, d'être rendu assez grave quand même. » (Émilie)



Ainsi, plusieurs des participantes témoignent de l'importance de l'aide reçue dans des organismes qu'elles ont fréquentés. Elles apprécient tout particulièrement l'écoute et le soutien des intervenantes, ainsi que l'accès à des condoms et à du matériel d'injection pour prévenir les grossesses, les ITSS et le VIH. Par contre, certaines ont été déçues des services offerts et trouvent qu'ils ne sont pas adaptés à leurs besoins et à leur vécu. Il ne faut pas oublier que la moitié des participantes ne connaissent pas de ressources qui viennent en aide aux femmes dans l'industrie du sexe.

## 5.2. Ressources pour aider les femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe

La connaissance des ressources, cette fois, pour aider les femmes qui souhaitent *quitter* l'industrie du sexe est pour sa part bien moindre. En effet, la très grande majorité des participantes (N=84/102; 82,4%) indique *ne pas connaître* de telles ressources (Tableau 5-7).

**Tableau 5-7.**  
**Connaissance de ressources**  
**pour aider les femmes à quitter l'industrie du sexe**

Connaissance de ressources pour quitter	Nombre	%
Oui	18	17,6%
Non	84	82,4%
<b>Total</b>	<b>102</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=7

D'ailleurs, au moment de remplir le questionnaire, plusieurs ont dit tout haut que ce type de ressources n'existait pas; d'autres semblaient surprises de la question et doutaient que de telles ressources puissent exister. Marylou écrit à cet égard :



« Il y avait plus de gens pour te faire entrer dans l'industrie du sexe que aider à débarquer. » (Marylou)

Si elles connaissent des ressources pour aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe, certaines remarquent que les services tendent à ne fournir que le matériel nécessaire pour poursuivre des activités prostitutionnelles, ce qui compromet selon elles la décision des femmes de quitter.

« Le manque de soutien. Ici, il existe rien pour ces femmes-là qui veulent s'en sortir. [...] C'est parce qu'ils fournissent les condoms pis c'est sûr que ça en prend pour protéger les filles. Les seringues aussi. La personne qui décide de vouloir s'en sortir va venir d'elle-même. J'ai vu ça souvent qu'une fille parlait "Ah je vais sortir de là", pis aussitôt qu'elle arrivait en ville, c'était la rechute assurée. » (Chantal)

Bingo se demande d'ailleurs comment un organisme pourrait soutenir les femmes dans leur sortie de l'industrie du sexe.

« C'est à ce niveau-là que je connaissais les organismes, pas les organismes au niveau qui peuvent t'aider à t'en sortir pis même encore je vois pas comment ils peuvent aider. Comment ils font pour aider les gens à s'en sortir? » (Bingo)



Les organismes nommés par les participantes sont sensiblement les mêmes que ceux qu'elles ont nommés précédemment, en ce qui concerne l'aide aux femmes qui sont dans l'industrie du sexe, quoique beaucoup moins de participantes aient identifié des organismes (Tableau 5-8). Les organismes axés sur le travail de rue demeurent ceux qui sont les plus fréquemment nommés par les participantes (N=10/17; 58,8%). Comme le Tableau E-2 l'indique, l'organisme Stella demeure en tête parmi ceux-ci : six des 17 participantes qui ont répondu à la question le nomment (35,3%). Les organismes venant en aide aux femmes qui ont été victimes de violences et d'exploitation sexuelle sont nommés par 52,9% des 17 participantes (N=9). De plus petits pourcentages de participantes évoquent des maisons d'hébergement (N=4; 23,5%) et des ressources en toxicomanie (N=3; 17,6%).

**Tableau 5-8.**  
**Organismes pour quitter l'industrie du sexe,**  
**selon le type**

Types d'organismes	Noms des organismes	Nombre (17)	%
Travail de rue et prévention/réduction des ITSS, du VIH/Sida et des hépatites	Stella, Cactus, Spectre de rue, etc.	10	58,8%
Aide aux femmes victimes de violences et d'exploitation sexuelle et action politique	CALACS, CALAS, CAVAC, CLES, etc.	9	52,9%
Hébergement	Passage, Projet Chez soi (Réseau alternatif et communautaire des organismes en santé mentale), etc.	4	23,5%
Toxicomanie	Portage, CIPTO, Relais Méthadone, etc.	3	17,6%
Employabilité	Action travail des femmes, Emploi Québec	2	11,8%
Soins de santé	Alternative, thérapie, etc.	2	11,8%
Dépannage alimentaire	Soupe populaire, etc.	1	5,9%
Centres de femmes	Centre de femmes	1	5,9%

Données manquantes : N=1

La majorité des quelques participantes (N=13/16; 81,2%) qui connaissent des ressources pour aider les femmes à quitter l'industrie les ont utilisées (Tableau 5-9).

**Tableau 5-9.**  
**Utilisation des ressources connues**  
**pour aider les femmes à quitter l'industrie du sexe**

Utilisation des ressources pour quitter	Nombre	%
Oui	13	81,2%
Non	3	18,8%
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=2

Les ressources utilisées sont les mêmes que celles visant à aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe. Comme le Tableau 5-10 le montre, les participantes utilisent principalement ces ressources pour de l'écoute et du soutien (N=8/13), pour obtenir des informations et des références (N=3) ou pour faire une thérapie (N=3). D'autres disent aussi avoir utilisé des ressources d'aide à la recherche au logement, des services d'orientation ou pour une formation professionnelle.

**Tableau 5-10.**  
**Types de ressources utilisées**  
**pour aider à quitter l'industrie du sexe**

Types de ressources utilisées	Nombre (13)	%
Écoute et soutien	8	61,5%
Informations et références	3	23,1%
Thérapie	3	23,1%
Condoms	2	15,4%
Conscientisation	2	15,4%
Hébergement	2	15,4%
Liste de mauvais clients	2	15,4%
Rencontres	2	15,4%
Repos	2	15,4%
Suivi individuel	2	15,4%
Accompagnement	1	7,7%
Aide à la recherche au logement	1	7,7%
Arrêt de consommation	1	7,7%
Connaissance des limites	1	7,7%
Formation professionnelle	1	7,7%
Matériel	1	7,7%
Respect	1	7,7%
Services d'orientation	1	7,7%

Celles qui n'ont pas utilisé des ressources malgré leur connaissance des organismes disent qu'elles étaient trop désorganisées pour le faire ou qu'elles ont préféré quitter l'industrie du sexe sans aide extérieure. D'autres mentionnent avoir de la difficulté à demander de l'aide.

La plupart de celles qui ont utilisé des ressources estiment qu'elles les ont aidées (Tableau 5-11; N=10/13; 76,9%).

**Tableau 5-11.**  
**Participant·es qui considèrent**  
**que les ressources utilisées**  
**pour quitter l'industrie du sexe les ont aidées**

Aide des ressources pour quitter	Nombre	%
Oui	10	76,9%
Non	3	23,1%
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>100,0%</b>

Sans surprise, les participantes qui ont quitté l'industrie du sexe sont surreprésentées parmi celles qui considèrent que les ressources utilisées les ont aidées (Tableau 5-12;  $P=0,018$ ). En effet, toutes les participantes (N=7) qui ont quitté l'industrie estiment que ces ressources les ont aidées, alors que ce n'est le cas que pour 75% de l'ensemble des participantes (N=9).

**Tableau 5-12.**  
**Participantes qui considèrent que les ressources utilisées pour quitter l'industrie du sexe les ont aidées, selon la situation dans l'industrie du sexe**

Aide des ressources pour quitter*	Quitté		Actives		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Oui	7	100,0%	2	40,0%	9	75,0%
Non	0	0,0%	3	60,0%	3	25,0%
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>100,0%</b>	<b>5</b>	<b>100,0%</b>	<b>12</b>	<b>100,0%</b>

Données manquantes : N=1

Plusieurs des participantes mentionnent que les ressources utilisées les ont aidées pendant le processus de sortie de l'industrie du sexe : formation, recherche d'emploi, recherche de logement, désintoxication, thérapie, etc. ont joué un rôle central et leur ont permis d'envisager la possibilité de quitter l'industrie, sans oublier le soutien, l'écoute et l'encouragement des intervenantes qui les accompagnent pendant leurs démarches.

Quelques participantes qui sont toujours actives dans l'industrie du sexe considèrent toutefois que les ressources qu'elles ont utilisées n'ont pas été suffisantes pour les aider à quitter l'industrie. Elles évoquent le manque de ressources pour les accompagner tout au long du processus de sortie, avec le résultat que le projet de quitter l'industrie du sexe semble leur filer entre les doigts.

#### Recommandations

- Faire connaître l'existence des services, tant aux femmes qu'aux divers organismes, et s'assurer de leur accessibilité (sur la rue, dans les salons de massage, les bars de danseuses, etc.).
- Développer et financer des services spécifiques aux femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe.



---

## 6. MESSAGES DES PARTICIPANTES: LA PAROLE DES FEMMES

À la fin des entrevues, les participantes étaient invitées à partager des messages qu'elles aimeraient porter à l'attention des gouvernements, des forces de l'ordre, des autres femmes dans l'industrie du sexe, de la population et des clients. Voici ce qu'elles ont à leur dire.

### 6.1. Messages aux gouvernements



« Ils parlent de couper une thérapie, tu fais pas ça! Déjà qu'ils nous montrent qu'ils nous volent à la commission Charbonneau, pis ils vont prendre de l'argent du monde sur le BS pis ils vont couper les thérapies, faites-pas ça. Le monde est assez dérangé comme il est, il va être encore plus dérangé si tu coupes là-dedans! [...] Il y a pas assez de ressources ! [...] Il en faut d'autres places, il faut d'autres places! Ils ont des réinsertions pour les prisonniers, faites des réinsertions pour les filles de rue, pour les gars qui font la rue, c'est pareil. Faites des réinsertions, mais ils veulent pas, ils coupent partout! » (Charlotte)

« Ah mon Dieu! Mettez donc de l'argent un peu dans les services sociaux, santé et services sociaux. » (Maïté)

« Plus d'argent. Je te dis pas d'investir des millions pis des millions, mais donnez-en aux ressources. [...] Ici il y a pas beaucoup d'organismes. Soyez à l'heure, soyez à l'écoute, ce qu'on a besoin, c'est du soutien, c'est des médecins, on a besoin. Oui, je sais que ça coûte cher, qu'il faut que tu formes des gens pour faire ça, mais ça vaut la peine. Au lieu de dépenser des millions pis des millions pour des stupides autoroutes et des affaires de même. Mettez de l'argent dans la toxicomanie, aidez les gens à s'en sortir. » (Élyzabeth)

« Remonter nos chèques de BS. » (Jennifer)

« C'est évident qu'il y a de quoi qui marche pas. J'aimerais savoir ce qui fait qu'ils mettent des bâtons dans les roues du monde qui veulent vraiment s'en sortir alors que ça leur coûterait pas une esti de cenne des fois. Comme justement me permettre d'aller à l'Université même si je suis sur l'aide sociale, ça leur coûterait pas une criss de cenne pis moi ça m'aiderait beaucoup. [...] En fait, ce que j'aimerais si je pouvais parler au Gouvernement c'est y raconter ma situation pis y dire as-tu une solution à m'offrir ? Pis là met qu'il me dise "non" je vais faire "non, tu en as, mais tu t'en calisses! Je serais pas diplomate non." » (Rosie)

« Pourquoi est-ce que les hommes ont rien là-dedans. Ils sortent avec rien, ils ont pas de dossier, ils ont rien. Ça travaille au Gouvernement pareil pis tout est beau, mais la fille elle? Elle se fait abuser, elle se fait violer, pfff c'est pas grave ça : c'est quoi l'affaire? Elle est où la justice là-dedans? J'en fais plus de prostitution pis je me fais encore solliciter, je fais quoi avec ça moi? Même si je prends le numéro de plaque, ça va donner quoi? Ils vont faire de quoi, ils vont y donner un ticket, ils vont l'amener en cour, ils vont y donner un dossier à ce

monsieur-là? Ben non, ben non. Monsieur travaille, monsieur a une famille, il a des enfants. Les filles nous, on est du monde pareil. On est du monde, on a de la famille, on a des enfants. » (Suzanne)



## 6.2. Message aux forces de l'ordre



« Faire plus de prévention, leur donner plus de places où elles peuvent aller chercher de l'aide. Donne-leur pas des criss de tickets, elles peuvent pas les payer les tickets. Arrête de les envoyer en prison, la fille tu le sais qu'elle va être là le lendemain. Les filles que tu vois à tous les jours que tu reconnais, essaie de pas les embarquer, essaie de fucking lui parler si la fille fait pas de trouble ». (Loca)

« D'être plus mou, d'être plus relax. C'est pas parce que tu as un uniforme pis un gun que tu es obligé d'être chien et d'abuser de ton pouvoir. On le sait que c'est toi qui as le pouvoir. De prendre ça relax quand même. » (Vanessa)

« Fichez-nous la paix, pis protégez-nous! » (Bingo)



## 6.3. Messages aux autres femmes dans l'industrie du sexe



« Le message que je leur donnerais, ça serait mon vécu. Je leur donnerais, je leur ferais un témoignage de ma vie. Moi je suis une fille qui a la chance de parler cru, j'ai toujours été cru alors je leur dirais cru : j'ai été dans la rue quasiment tout nue à -40, la crotte au cul comme je dis parce que je faisais de l'incontinence, je chiais quasiment dans mes culottes. C'est cru, mais c'est la vérité. Je leur donnerais des descriptions d'où j'ai été pour qu'elles aient une image. Au moins de leur montrer, de leur faire peur parce que moi ce que j'ai vécu, ça fait peur. » (Charlotte)

« Choisissez-vous! [...] Moi quand j'ai décidé d'arrêter, je me suis choisie. C'est dans ce sens-là que je le dis. Choisissez-vous! » (Chantal)

« Ben moi je recommanderais à personne de faire ça. Je dis pas qu'il peut pas avoir des filles chanceuses, il y a des filles qui sont gagnantes à faire ça. Sauf qu'il y a beaucoup de perdantes, je pense qu'il y a beaucoup plus de perdantes dans le milieu que de gagnantes. Les filles qui sont gagnantes, moi je dirais aux filles qui veulent faire ça, ne le faites pas longtemps. Pas plus que quatre ans, cinq ans pis il faut vraiment pas arrêter d'étudier ou d'avoir un travail normal en même temps que travailler parce que sinon... Tu accumules un trou dans ton CV. Tu peux réussir à t'accumuler de l'argent, mais tu accumules pas d'expérience de travail. » (Victoria)

« Bonne chance, lâche pas ! Juste d'essayer de pas s'enfoncer encore plus. Des fois tu as l'impression de trouver une bonne solution pis c'est genre un "sugar daddy", non. De toujours analyser les actes, c'est parce que quand tu es en mode survie, tu fais des conneries. Non, j'ai pas de conseils à donner à personne. » (Rosie)





« De faire attention à toi. Je dirais pas “Vas-y pas ou fais-le pas”, tu peux pas dire ça parce qu’elle va y aller pareil même si je dis “Vas-y pas”, elle va y aller pareil. [...] Moi je dirais : “Fais attention à toi”. Fais attention à ce que tu vas faire, aux décisions que tu vas prendre, fais attention à toi, fais attention à ta vie pour pas qu’il t’arrive de quoi. Fais attention! » (Sylvie)

« Moi, à la fille qui veut s’en sortir, je lui dirais de s’entourer de bonnes personnes pour elle pis de s’en aller peut-être dans une thérapie, de déconnecter justement de la société un peu, après ça revenir “top shape” pis foncez pour autre chose. Parce que sinon qu’est-ce que tu veux faire? Si elle veut arrêter absolument ce milieu-là pis elle a de la misère c’est parce qu’elle a un problème, c’est parce qu’elle consomme ou qu’elle a une raison X. Faut qu’elle s’éloigne de ce problème-là avant. » (Jennifer)

« À part sortez de là! [rires] [longue pause] Regarde, moi je pense : “Allez chercher de l’aide, si vous sentez que vous avez besoin” parce que c’est sûr qu’un moment donné, on sent qu’on craque pis qu’on a besoin pis il faut pas rester toute seule. [...] D’aller chercher de l’aide pis à celles qui pensent comme moi à faire de la prostitution, il y a d’autres moyens. » (Virginie)

« Si j’ai été capable, elles sont capables. De pas se décourager. De se motiver. De se garder des buts en tête. Que demain elles vont avoir un jour meilleur, il y a toujours de la lumière au bout du tunnel. Je sais qu’elle vont dire “Ah c’est déprimant, c’est pas vrai, c’est pas vrai”. Mais oui, c’est vrai, il faut se garder des objectifs et il faut s’entourer de bon monde. Si elles font confiance à l’aide et si elles se font confiance en elles-mêmes, ben elles vont encore aller mieux dans leur cheminement. Pas avoir peur d’aller chercher de l’aide. Vous êtes pas là pour nous juger, vous êtes là pour nous aider. Qu’ils ne voient pas ça comme une menace, vous êtes là pour aider. » (Élyzabeth)

« Ben qu’il y a une porte de sortie. Parce que souvent, moi je me rappelle quand j’étais vraiment prise là-dedans, tu te sens pognée, c’est un cercle vicieux, on dirait qu’il y a jamais de bout à rien mais il y en a un, il y a une porte de sortie, il y a d’autres choses. Juste de changer de milieu au pire, prend tes cliques pis tes claques pis va-t’en dans le quartier d’à côté pis recommence à zéro. Mais il faut que tu le veuilles aussi, il faut que tu le veuilles, sinon tu t’en sortiras jamais. Dès qu’il y a un petit minimum de volonté de faire d’autres choses, il faut s’accrocher à ça pis vite vite. Va faire d’autres choses pis vite! » (Vanessa)



#### 6.4. Messages à la population



« Par rapport à mon vécu à la population, ça serait “Battons-nous pour arrêter ça”. [...] Les gens ont tout de suite la réaction de dire : “Ça arrivera jamais !!! C’est le plus vieux métier du monde !!!” Et là je leur dis : “Non, ça fait 100 000 ans qu’on dit ça et c’est faux.” Peut-être que si on commence à changer la manière qu’on dit les choses, peut-être que ça va changer parce que c’est pas un métier, c’est de l’exploitation de femmes vulnérables. » (Charlotte)





« Dans les faits, dans la vraie vie de tous les jours, je te dirais que la moitié des gens. si c'est pas les trois-quarts, en ont rien à cirer des filles qui sont dans la prostitution, ou ben les gars les fourrent ou ben les femmes les méprisent. En même temps, les gens sont contre, mais ils vont aller se payer une pute pareil. Ils voudraient pas que leur fille fasse ça, mais ils vont se payer une pute pareil. Les beaux discours sur la question de la prostitution, même l'abolition quant à moi, l'abolition ou le pro travail du sexe, c'est des discours qui passent dix pieds par-dessus la tête de la majorité des gens. C'est pas là qu'il y a du travail à faire, c'est pas au niveau de ces organismes-là qu'il y a du travail à faire, c'est au niveau des gens. » (Chaton)

« Ben c'est ça, moi j'entendais "Ben elle a juste à aller travailler, à faire autre chose". Euh non, ça se fait pas de même dans la vie. [...] Comment tu fais pour t'en sortir quand tu es toute seule dans la vie, quand tu as un dossier criminel, que tu as 15 ans de trous dans ton cv pour aller travailler? À la fin du mois quand tu arriveras pas, ben tu vas y retourner à la prostitution, pis peut-être que tu retourneras pas tout de suite à la drogue, mais la prostitution va te ramener à la drogue, pis ça va être un cercle vicieux sans fin. J'aimerais ça que les gens comprennent que ces femmes-là, elles sont avant tout malheureuses. Qu'au lieu de les juger quand elles passent à côté sur la rue, qu'ils leur fassent un sourire parce que si chaque être humain qui rencontre ces femmes-là leur faisait un sourire, ben peut-être qu'elles comprendraient qu'elles sont importantes pis qu'elles ont droit au bonheur elles aussi. » (Émilie)

« C'est pas parce qu'on a fait ça dans le passé, qu'on est des mauvaises personnes pour autant. C'est juste qu'on était en détresse pis quand tu es en détresse, tu fais des choses pas de sens. De pas juger les gens, ben il va toujours avoir des gens qui vont comprendre et il va toujours avoir des gens qui vont ne pas comprendre. Donc, le plus important, pas de jugement. [...] Ouverture d'esprit, être à l'écoute, voir. Si tu vois quelque chose qui n'est pas normal, dénonce, ayez pas peur de dénoncer. Moi j'aurais aimé ça, quand [son pimp] me tabassait sur le bord de la rue, j'aurais aimé ça que quelqu'un appelle la police. » (Élyzabeth)

« Moi je pense que quand je me promène sur le trottoir, il y a personne qui peut penser que j'ai déjà fait ça. On sait jamais ce qui peut nous arriver dans la vie. Il y a personne qui est à l'abri de quoi que ce soit. Moi il y a cinq-six ans, jamais j'aurais pu penser de pouvoir faire ça et de tomber aussi bas. Le jugement facile par rapport à la prostitution : "Ben la prostituée, oui elle fait ça par choix, ou ah c'est lâche, c'est pour avoir de l'argent facile". C'est pas de l'argent si facile que ça finalement! Tu piles sur ton orgueil pis sur ton intégrité pis sur ton estime de soi pas à peu près. Pis ça c'est difficile pas à peu près à retrouver. Donc je trouve que la population soit plus... pas tolérante dans le sens qu'on veut tolérer la prostitution, mais par rapport aux jugements parce que ça c'est difficile après, quelqu'un qui sort, qui veut se sortir de la prostitution, c'est un tabou. » (Virginie)

« L'abolition de la prostitution est un objectif qui peut paraître utopique, mais pour moi je le met en parallèle avec par exemple l'abolition de l'esclavage, même si on sait que les prisons peuvent prendre le relais de l'esclavage, mais ça peut

être une forme d'exploitation du travail des personnes racisées. Il y a des trucs comme ça qu'on aurait toujours cru penser impensable pis que fuck esti ça été fait. » (Clara)



## 6.5. Messages aux clients



« Je pourrais dire aux mecs : “Je sais pas si tu réalises, mais même si tu es un bon client gentil et respectueux, tu encourages un esti milieu de marde en faisant appel à une pute”. Ou au pire, juste dire : “Peux-tu s’il te plaît être respectueux et gentil pis pas payer 50 \$ pour une pipe, c’est fucking dégradant!” » (Rosie)

« Arrêtez de penser que vous faites ça pour aider les filles et non pas pour vous, pour vous soulager. Vous soulagez votre conscience en prétextant que donner de l’argent pour un service sexuel, c’est pour aider son prochain. Ça aide pas, mais pas du tout pis quand tu achètes les services d’une fille, ça ne te donne pas le droit de lui pincer les seins, de la mordre, de lui torde le cou, de lui tirer les cheveux pis de la traiter de chienne et de salope. Ils feraient pas ça avec leur fille et leur femme, ben ils ont pas d’affaire à le faire avec les autres! » (Maité)



ANI ROSE WHALESWAN  
P-890830





## Conclusion

Cette recherche-action a permis de documenter les difficultés et les besoins de femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe, dans l'objectif d'éclairer le développement de services mieux adaptés à leurs vécus. Au total, 109 femmes qui avaient déjà pensé quitter l'industrie du sexe ou qui l'avaient quittée ont rempli le questionnaire. De ce nombre, 23 ont également été rencontrées pour une entrevue approfondie. Les participantes rencontrées sont ou ont été actives dans différents domaines de l'industrie du sexe : prostitution de rue, prostitution à domicile, salons de massage, bars de danseuses, agences d'escortes, escortes indépendantes, etc. Un peu plus de la moitié d'entre elles avait quitté l'industrie du sexe au moment de remplir le questionnaire. Grâce aux efforts des enquêtrices, 16 femmes autochtones ont participé à la recherche-action. Peu de femmes provenant de groupes ethnoculturels minoritaires ont toutefois été rejointes.

L'analyse permet d'appuyer plusieurs des hypothèses de départ. En effet, les résultats indiquent que des femmes veulent quitter l'industrie du sexe, tentent de le faire et n'y arrivent pas. Peu, d'ailleurs, connaissent des ressources qui pourraient les soutenir en ce sens. Même celles qui ont effectivement quitté l'industrie du sexe ont souvent entrepris le processus seules, sans ressources pour les accompagner. Les ressources qui existent pour aider les femmes dans l'industrie du sexe s'avèrent également peu adaptées à la multitude et à l'entrecroisement des besoins nommés par les femmes.

---

### LA SORTIE : UN PARCOURS SINUEUX

Les embûches à la sortie de la prostitution sont nombreuses et le processus est long et sinueux. Mouvement de va et vient, dynamique souvent circulaire, la démarche n'est pas évidente. En effet, 80,9% des participantes qui ont déjà pensé à quitter l'industrie du sexe voulaient toujours la quitter au moment de remplir le questionnaire. Plusieurs ont tenté de multiples fois de quitter, pendant quelques semaines ou quelques mois, pour ensuite reprendre leurs activités dans le milieu prostitutionnel. Toutefois, comme nous l'avons montré à travers les témoignages des participantes, le besoin d'argent pour subvenir aux besoins de base, le manque d'expérience de travail, la toxicomanie, la stigmatisation, etc. contribuent à les piéger dans l'industrie du sexe.

L'analyse indique que les difficultés que vivent les participantes ne peuvent pas être considérées de manière séparée (Bindel et *al.*, 2012; Ruhama, 2005). En effet, l'ampleur des difficultés qu'elles nomment, en termes quantitatifs, permet de supposer que ces difficultés sont entrecroisées. Leurs témoignages confirment d'ailleurs cette hypothèse. Si les difficultés financières arrivent en tête de liste, plusieurs participantes expliquent comment la pauvreté est exacerbée par d'autres difficultés (la toxicomanie, le manque d'expérience de travail, etc.) et crée elle-même des difficultés (trouver un logement sécuritaire, consulter un-e psychologue, etc.).

À cet égard, plusieurs chercheuses affirment que le cumul d'expériences négatives tant antérieures à la prostitution que pendant sa pratique exacerbe les difficultés pour quitter le milieu

(Månsson et Hedin, 1999; Bindel et *al.*, 2012; Trinquart, 2002). L'« effet Mathilda » qui décrit le phénomène social récurrent selon lequel « à travers le temps, parmi les individus et les groupes, le faussé s'élargit entre ceux qui ont plus et ceux qui ont moins » (Månsson et Hedin, 1999), explique bien ce processus. Selon ce principe, plus une personne accumule dans sa trajectoire des événements négatifs et des facteurs discriminants, comme ceux relatifs par exemple aux expériences de violences pendant l'enfance ou à la situation financière et sociale précaire, plus le risque d'entrée dans la prostitution est élevé et, surtout, plus les conditions de maintien dans la prostitution sont fortes et rendent la sortie périlleuse et difficile (Trinquart, 2002).

De manière corollaire, les besoins nommés par les participantes apparaissent eux-mêmes comme entrecroisés. Il est donc difficile pour plusieurs de prioriser des besoins, car elles les considèrent tous importants. Des ressources de soutien adaptées aux femmes dans l'industrie du sexe doivent donc tenir compte de cet entrecroisement, en offrant un éventail de services (Farley et Kelly, 2000).

L'analyse indique que les besoins des participantes tendent à être très semblables, peu importe leur situation dans l'industrie du sexe, leur âge, leurs domaines d'activités ou le temps passé dans l'industrie du sexe. Toutefois, certains besoins spécifiques ressortent de manière plus prononcée parmi certains groupes de participantes. Ainsi, les participantes autochtones nomment dans une plus grande proportion des besoins pour un hébergement sécuritaire, des services médicaux (santé physique et gynécologique), des ressources de toxicomanie, une protection contre les clients et un soutien spirituel. Les participantes qui ont des pratiques de prostitution de rue nomment pour leur part plus particulièrement des besoins pour des services médicaux (notamment pour la santé physique, les urgences et la fibromyalgie), pour une aide à la recherche de logement et pour un centre de répit. Celles qui ont quitté nomment plus souvent des besoins pour le traitement du SSPT et de la fibromyalgie.

---

## L'APRÈS-SORTIE ET LE BESOIN DE GUÉRISON

Plusieurs modèles de sortie cités dans le chapitre 1 (Månsson et Hedin, 1999; Baker et *al.*, 2010) posent la sortie effective de l'industrie du sexe comme la dernière étape du processus de sortie. Le focus sur la sortie tend parfois à faire oublier que les difficultés et les besoins des femmes ne disparaissent pas à la sortie du milieu prostitutionnel. Pour plusieurs, en effet, un long processus de guérison et de reconstruction de soi est alors entamé. L'analyse montre à ce sujet qu'il n'est pas suffisant d'offrir des ressources de soutien pour la sortie de l'industrie du sexe.

Dans le cadre de la recherche, nous avons voulu rencontrer des femmes qui avaient quitté l'industrie du sexe, notamment pour qu'elles nous éclairent sur les besoins à prendre en compte dans le développement d'un modèle de services visant à soutenir les femmes qui veulent quitter l'industrie du sexe. Ces participantes nous ont évidemment parlé de leur processus de sortie de l'industrie du sexe et ont nommé des besoins qu'elles avaient à ce moment, mais elles ont également partagé des difficultés et des besoins qu'elles avaient encore, souvent de manière aussi intense. L'analyse quantitative indique également que les difficultés et les besoins nommés par les participantes ne diffèrent pas, statistiquement parlant, selon qu'elles soient toujours actives dans l'industrie du sexe ou qu'elles l'aient quittée.

Ainsi, plusieurs participantes qui ont quitté l'industrie du sexe évoquent des besoins financiers tout aussi importants. Plus de 60% d'entre elles sont bénéficiaires de l'aide sociale et 76% ont

des revenus inférieurs à 1 200\$ par mois. Plusieurs voudraient retourner sur le marché du travail, mais vivent des séquelles importantes à la suite des violences vécues au cours de leur vie, notamment dans l'industrie du sexe, et ne se sentent pas capables d'occuper un emploi. Plusieurs souhaitent aussi parler de leurs expériences dans l'industrie du sexe qui continuent de les étouffer, mais ne trouvent pas d'oreilles pour les écouter, ce qui augmente leur sentiment de marginalisation et de retrait de la société, ajoutant du coup à leur détresse psychologique.

La recherche indique donc que les femmes qui ont quitté l'industrie du sexe ont besoin de ressources pour les soutenir dans la guérison et la reconstruction de leur vie. Et celles qui sont soutenues dans le processus de sortie ont tout aussi besoin d'un accompagnement à plus long terme, au-delà de la sortie effective.

---

## DES RESSOURCES INADÉQUATES

Les témoignages des participantes, en plus des contacts que l'équipe de recherche a eus avec des organismes, montrent à quel point il reste du chemin à faire pour que les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe puissent bénéficier des ressources dont elles ont besoin. À cet égard, des recherches soulignent la nécessité de former les intervenantes qui peuvent être en contact, parfois sans le savoir, avec des femmes prostituées (Ruhama, 2005; O'Neill et O'Connor, 1999). Plusieurs participantes ont en effet fait part d'expériences négatives lors de leur fréquentation de ressources générales, notamment pour des soins médicaux, où les intervenantes, au mieux, manquaient de préparation pour comprendre leur vécu, ou, au pire, participaient à leur stigmatisation et ignoraient leurs demandes d'aide.

Les idées préconçues sur les femmes prostituées n'épargnent pas non plus certains organismes spécialisés qui accueillent des personnes sans-abris ou des femmes en crise. Il n'est pas rare que les femmes ayant un vécu prostitutionnel se voient refuser l'entrée, ne répondant pas aux critères définis pour y être admises. Certains organismes contribuent d'ailleurs à reproduire et à renforcer les stéréotypes à l'encontre de ces femmes. Ils affirment « craindre » cette clientèle qui pourrait mettre à risque les usagères « normales ».

Ainsi, dans le cadre de la recherche, en préparation de nos rencontres avec des femmes prostituées fréquentant un quartier spécifique de Montréal, nous voulions nous assurer de pouvoir les référer à des organismes de soutien destinés aux femmes. Nous nous sommes donc renseignées auprès de différentes ressources d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, sachant que cette problématique était vécue par plusieurs des participantes déjà rencontrées. L'une des ressources contactées nous a répondu que les femmes prostituées n'étaient pas leur clientèle car « ici on a des mères et leurs enfants, on ne veut pas les faire fuir », laissant entendre que les femmes dans l'industrie du sexe ne pouvaient pas également être des mères avec des enfants. À cela l'intervenante a ajouté : « Ces femmes là, c'est une autre paire de manches... Nous, on reçoit des femmes qui sont en danger de mort! ». Ainsi, les participantes n'avaient pas accès à une ressource même si elles aussi risquaient la mort sous les coups d'un conjoint violent car elles ne correspondaient pas à la définition d'une femme victime de violence conjugale.

Plusieurs organismes, comme nous l'ont rapporté des participantes et des intervenantes, refusent également des femmes qui sont aux prises avec des problèmes de toxicomanie, citant la nécessité d'assurer la sécurité des autres résidentes. Comme elles nous l'ont exprimé, les

participantes à la recherche ne peuvent toutefois pas simplement mettre de côté certaines de leurs difficultés ou besoins pour pouvoir utiliser une ressource dont elles ont besoin. L'entrecroisement de leurs difficultés et besoins appelle donc à la création de ressources holistiques, ou à l'adaptation de ressources existantes, qui peuvent accueillir des femmes vivant de multiples problématiques, tant pour combler des besoins ponctuels que pour offrir un accompagnement à plus long terme, notamment pour la sortie de l'industrie du sexe.

---

## DES RESSOURCES POUR QUITTER... ET RENAÎTRE

Plusieurs des services utilisés par les participantes sont basés sur des principes de la réduction des méfaits : distribution de condoms, de matériel d'injection, tests de dépistage, liste de mauvais clients, etc. Des auteures soutiennent à cet égard que cette approche en santé publique permet de minimiser les risques liés à des pratiques dangereuses (prostitution, toxicomanie, etc.), tout en réduisant leurs nuisances dans l'espace public (Cusick, 2006; Rekart, 2005). Sans pour autant nier l'importance de ces interventions, d'autres auteures soulignent les limites de l'approche de réduction des méfaits (Bindel et al., 2012; Jean, 2010) : occultation de la violence intrinsèque de l'industrie du sexe, focus sur les solutions à court terme, maintien des personnes dans une situation dangereuse, etc. Les témoignages de plusieurs participantes vont également dans ce sens. De nombreuses participantes apprécient en effet des ressources qui leur permettent d'exercer des activités de prostitution de manière plus sécuritaire, mais sont d'avis que de telles ressources participent aussi au maintien des femmes dans l'industrie du sexe.

Rappelons que la recherche-action a rejoint sans trop de difficultés 49 femmes qui ont déjà pensé à quitter l'industrie du sexe; parmi elles, 80,9% veulent toujours la quitter. En ce sens, la sortie de l'industrie du sexe apparaît comme un besoin en soi pour de nombreuses participantes. Toutefois, moins d'une participante sur cinq connaît des ressources pouvant soutenir les femmes qui souhaitent quitter cette industrie. Selon des intervenantes rencontrées, cette situation ne serait pas le reflet d'une méconnaissance des ressources existantes de la part des femmes, mais bien d'une *absence* (ou quasi-absence) de ressources effectives sur le terrain, particulièrement à l'extérieur de Montréal.

Même si plusieurs participantes, autant celles qui sont actives que celles qui ont quitté, ont fréquenté des organismes venant en aide aux femmes dans le milieu prostitutionnel, elles rapportent que la possibilité de quitter l'industrie du sexe est rarement un sujet abordé par les intervenantes. Plusieurs participantes nous ont toutefois fait savoir qu'elles veulent parler de cette possibilité et, éventuellement, obtenir du soutien pour entamer ce processus. Des participantes qui ont quitté l'industrie du sexe nous ont d'ailleurs dit en entrevue qu'elles l'auraient quittée bien avant si des intervenantes avaient abordé le sujet avec elles. Dans cette perspective, l'association d'organismes basés sur la réduction des méfaits avec d'autres qui offrent des ressources de soutien pour la sortie, comme le proposent Bindel et al. (2012), pourrait mieux répondre aux besoins nommés par les femmes.

---

## ÉLÉMENTS D'ANALYSE INATTENDUS

L'analyse des résultats a donné lieu à des résultats parfois inattendus ou surprenants. Ainsi, peu de participantes nomment des besoins liés au dépistage ou au traitement des ITSS et du VIH/Sida. À cet égard, on peut faire l'hypothèse que la présence sur le terrain d'organismes bien

implantés offrant de tels services répond en grande partie aux besoins qu'auraient les femmes. L'analyse indique toutefois que les services offerts ne devraient pas se limiter à la santé sexuelle des femmes. Les besoins en santé nommés par les participantes nécessitent à cet égard une approche beaucoup plus holistique et globale, qui prend en compte des besoins de guérison des femmes par rapport aux violences qu'elles ont vécues au cours de leur vie (que ce soit avant ou pendant leurs expériences prostitutionnelles). Nombre de participantes disent ainsi avoir besoin de se retrouver et de se réapproprier leur corps.

L'équipe de recherche a été surprise de constater que, pour plusieurs participantes, les rencontres pour le questionnaire et l'entrevue constituaient leurs premières occasions de partage de leur vécu dans l'industrie du sexe. Ces femmes avaient pourtant fréquenté des organismes ou rencontré des intervenantes plusieurs fois, sur plusieurs années, sans toutefois être capables de parler de leurs expériences dans l'industrie du sexe. Leur besoin de parler de leurs expériences en était d'autant plus palpable. Aussi, plusieurs participantes nous ont dit avoir besoin d'un lieu spécifique où elles peuvent se retrouver avec d'autres femmes qui ont un vécu dans la prostitution, et rencontrer des intervenantes qui peuvent les accompagner dans le processus de sortie et de guérison.

Plusieurs des participantes que nous avons rencontrées nous ont fait état des séquelles de leur passage dans l'industrie du sexe. Elles sont aux prises avec des problèmes de toxicomanie, sont en situation d'itinérance, n'arrivent pas à combler leurs besoins de base et peinent à se remettre des violences qu'elles ont vécues. Malgré ces difficultés qui auraient pu les mener à se replier complètement sur elles-mêmes, certaines de ces femmes se préoccupent tout de même des autres femmes qui sont dans l'industrie du sexe et de celles qui pourraient y entrer à l'avenir. Elles veulent offrir leurs témoignages pour aider les femmes et pour prévenir l'entrée d'autres femmes dans l'industrie du sexe. D'autres veulent s'engager et agir pour lutter contre l'exploitation sexuelle, disant avoir besoin de donner un sens à leurs expériences.

---

## IMPACTS DE LA RECHERCHE SUR LES CHERCHEURES ET LES ENQUÊTRICES

Il est connu que l'intervention auprès de personnes qui ont vécu des traumatismes peut se traduire chez les intervenantes par ce que des chercheuses ont appelé un « traumatisme interposé » ou « secondaire » (*vicarious trauma*) (Jung et al., 2008; Steed et Downing, 1998; Schauben et Frazier, 1995). Le traumatisme interposé résulte de l'effet cumulatif de l'écoute répétitive de récits de violences, qui peut induire des sentiments de colère, de tristesse, de désespoir et d'anxiété et aussi des symptômes physiques (insomnie, manque d'énergie, etc.) (Steed et Downing, 1998). Selon Jung et al. (2008), le traumatisme interposé est particulièrement courant parmi les intervenantes en violence sexuelle (notamment en prostitution). Des recherches montrent également que les chercheuses étudiant de tels sujets ne sont pas épargnées (Coles et Mudaly, 2010; Sexual Violence Research Initiative, 2010a et 2010b). Pour ces raisons, nous avons prévu un processus d'accompagnement et de retour entre nous et avec les enquêtrices tout au long de la réalisation des questionnaires et des entrevues.

Les impacts émotionnels se sont fait sentir dès les premières rencontres avec des participantes. Nous nous sommes alors retrouvées devant des femmes qui, très souvent, n'avaient jamais parlé de leurs expériences prostitutionnelles et avaient besoin de le faire. Leur besoin de parler a donné lieu à des questionnaires et des entrevues de très longue durée, lors desquelles elles

détaillaient notamment leurs vécus de violences. Les limites de temps faisaient également en sorte que nous avons dû plusieurs fois réaliser des questionnaires et des entrevues sur un court laps de temps. C'est notamment le cas de l'une de nous qui s'est déplacée en région pendant une semaine, au cours de laquelle elle a rencontré huit femmes pour le questionnaire et quatre femmes en entrevue approfondie. Une autre a également réalisé trois entrevues la même journée lors d'un déplacement en région. Ces concentrations de récits de souffrance étaient suivies de périodes de stress et d'épuisement émotionnel, durant lesquelles il nous semblait impossible d'« absorber » un autre récit. Ce type de recherche nécessite donc une souplesse de la part de l'équipe de recherche, car il peut s'avérer nécessaire de prendre du temps de travail pour faire des rencontres de suivi et aussi, de prévoir des pauses (Sexual Violence Research Initiative, 2010a et 2010b).

Les impacts émotionnels ne se sont pas limités à la période de cueillette des données. L'analyse des questionnaires et des entrevues s'est en effet avérée difficile psychologiquement, car nous devions alors nous imprégner, comme chercheuses, des vécus des participantes afin de mieux les analyser. En raison des courts délais, nous nous sommes d'ailleurs retrouvées plusieurs fois à devoir choisir entre la poursuite du travail et notre santé mentale. Aussi, plusieurs d'entre nous ont rapporté avoir eu des cauchemars ou vécu de l'anxiété, de la colère et de l'insomnie.

Quoique les impacts émotionnels de ce type de recherche soient difficilement évitables, il convient de mettre en place différentes stratégies de prévention et d'accompagnement pour minimiser les risques (Sexual Violence Research Initiative, 2010a et 2010b). Les expériences de « traumatisme interposé » appellent en effet à la nécessité de prévoir un protocole de suivi tout au long de la recherche, avec des rencontres régulières et parfois spontanées, pour toutes les personnes qui y sont impliquées. Les risques d'impacts émotionnels devraient d'ailleurs être pris en considération lors de la planification de la recherche et de ses délais : périodes de pause, rotation des chercheuses, limite du temps de travail, souplesse des horaires, etc.

---

## PISTES DE RECHERCHE FUTURES

L'analyse a permis de faire ressortir les difficultés et les besoins nommés par les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe. D'autres recherches pourront poursuivre cette analyse par le biais d'une approche longitudinale, en étudiant les mêmes femmes sur plusieurs années, de manière à suivre l'évolution de leurs difficultés et de leurs besoins au fil du temps. De telles recherches, qui s'intéresseraient à la fois aux femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe et à celles qui l'ont quittée, pourront également éclairer la compréhension des processus de maintien, de sortie et d'aller-retour, tout comme celui de guérison.

Les réalités et les besoins des femmes autochtones et de celles provenant de groupes ethniques minoritaires demeurent peu connus. Des recherches spécifiques devront donc être entreprises pour étudier ces populations. Notre expérience de recrutement de participantes nous a toutefois montré que les femmes provenant des minorités visibles sont particulièrement difficiles à rejoindre. Un partenariat avec des organismes œuvrant auprès de ces femmes pourrait faciliter la prise de contact.

Dans cette perspective, davantage de recherches-actions devraient être entreprises, en mettant les préoccupations et les besoins des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe au cœur de leurs questionnements.

# Recommandations

## RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES

### Des ressources adaptées aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe

- Réaliser une évaluation des services existants dans les organismes qui peuvent côtoyer des femmes avec un vécu dans l'industrie du sexe.
- Développer des formations pour sensibiliser les intervenantes aux réalités des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe et à leurs besoins.
- Développer et financer des services adaptés aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe, particulièrement pour les soutenir, lorsqu'elles le souhaitent, dans le processus de sortie, et procéder à des évaluations régulières de ces services.
- Développer et financer des services dans toutes les régions du Québec.
- Regrouper les services dans un lieu fixe.
- Faire connaître l'existence des services, tant aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe qu'aux divers organismes qui les soutiennent, et assurer leur présence sur le terrain (sur la rue, dans les salons de massage, les bars de danseuses, etc.).
- Développer et financer des services adaptés aux femmes autochtones et à celles provenant de groupes minoritaires qui ont un vécu en prostitution.
- Inclure des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe dans le développement et l'évaluation de services.

<b>Des ressources selon les besoins</b>	
<b>Besoin d'argent</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assouplir les règles de l'aide sociale et augmenter le montant alloué aux femmes pour garantir un revenu qui leur permet de sortir de la pauvreté.</li> <li>• Créer et financer des fonds de solidarité pour répondre aux besoins financiers ponctuels des femmes.</li> <li>• Effacer les dettes fiscales des femmes.</li> </ul>
<b>Besoins en santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des soins de santé holistiques qui tiennent compte des impacts des violences vécues par les femmes et de la toxicomanie.</li> <li>• Mettre sur pied des ressources spécifiques gratuites en toxicomanie pour les femmes.</li> </ul>
<b>Besoins de sociabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouvrir des centres de répit pour les femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe, pour qu'elles puissent se reposer, manger, se laver, rencontrer d'autres femmes et discuter avec des intervenantes.</li> <li>• Développer des lieux de prise de parole, de partage d'expériences et d'engagement social pour les femmes qui ont un vécu dans la prostitution.</li> </ul>
<b>Besoins d'employabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer et financer des programmes de pré-employabilité et d'employabilité adaptés aux femmes qui sont sorties de l'industrie du sexe.</li> <li>• Favoriser la création et le financement de coopératives de travail regroupant des femmes qui étaient dans la prostitution.</li> </ul>
<b>Besoins de logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer et financer des logements abordables, des coopératives d'habitation et des maisons d'hébergement pour les femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe.</li> </ul>
<b>Besoin d'accompagnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des services d'accompagnement des femmes dans le processus de sortie de l'industrie du sexe, dans la reconstruction de leur vie et dans leur guérison, tout en favorisant leur autodétermination.</li> </ul>
<b>Besoins juridiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décriminaliser les femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe et soutenir celles qui ont un casier judiciaire pour une demande de suspension.</li> <li>• Reconnaître les femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe comme des victimes d'actes criminels afin qu'elles soient admissibles aux indemnisations en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels.</li> </ul>
<b>Besoins de protection contre les violences</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer et adapter des ressources d'hébergement pour les femmes dans l'industrie du sexe qui sont victimes de violences.</li> </ul>

# Appendice A : Le questionnaire

## Recherche-action : Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services

---

Pseudonyme : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_

Nom de l'accompagnatrice : \_\_\_\_\_

*En prenant du temps pour répondre à ces questions, tu nous permets de mieux identifier les besoins des femmes dans l'industrie du sexe et de développer des ressources qui aideront les femmes à quitter l'industrie si elles le souhaitent.*

*Au fil de ce questionnaire, nous allons aborder plusieurs sujets :*

- *ton parcours et tes conditions de vie. Avec ces questions, on veut pouvoir dresser un portrait des femmes que nous avons rencontrées et allons rencontrer.*
- *ton expérience dans l'industrie du sexe, puis des problèmes ou des difficultés que tu peux ou que tu as pu rencontrer.*
- *tes besoins.*

*Les réponses seront anonymes et confidentielles.*

*Tu peux cocher autant de réponses que tu veux. Si tu préfères ne pas répondre à une question, n'y réponds pas.*

*Avec ce questionnaire on veut identifier des ressources qui pourraient être utiles aux femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe, qui sont sur le point de quitter ou qui ont déjà quitté.*

**Bloc A. Commençons donc par des questions d'ordre général pour le portrait.**

1. Quel âge as-tu ? \_\_\_\_\_ ans

NSP (ne souhaite pas répondre/ne sais pas)

2. Es-tu actuellement ?

En couple                       Célibataire

Autre (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

2.1. **Si tu es en couple** : quelle est l'occupation de ta ou de ton conjoint-e ?

\_\_\_\_\_

NSP

3. As-tu des enfants ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

3.1. Combien ? \_\_\_\_\_  NSP

3.2. Quel âge ont-ils ? \_\_\_\_\_  NSP

3.3. Vis-tu avec eux/elles ? \_\_\_\_\_  NSP

3.4. À quelle fréquence les vois-tu ? \_\_\_\_\_  NSP

4. As-tu encore tes parents ?

Oui       Non       NSP

**Si oui et si non :**

4.1. Où sont-ils nés (ville, province, pays) ?  NSP

\_\_\_\_\_

4.2. Quel âge ont-ils ou avaient-ils ?  NSP

\_\_\_\_\_

4.3. Quelle est ou était leur occupation ou leur profession ?  NSP

\_\_\_\_\_

4.4. Où vivent ou vivaient-ils ?  NSP

\_\_\_\_\_

5. Où habites-tu aujourd'hui ? (ville, province)  NSP

\_\_\_\_\_

6. Quelles villes (provinces et pays) as-tu habité ?  NSP

\_\_\_\_\_

7. Dans quel type d'habitation vis-tu aujourd'hui ?

Maison       Appartement       Coopérative

Logement social       Maison d'hébergement

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

7.1. Es-tu locataire ou propriétaire ?

- Locataire     Propriétaire     Autre (préciser) : \_\_\_\_\_  
 NSP

8. Habites-tu seule  ou avec d'autres personnes ?   NSP

**Si tu habites avec d'autres personnes :**

8.1. Combien de personnes habitent avec toi ? \_\_\_\_\_  NSP

8.2. Qui sont-elles ?

- Parents     Conjoint(e)     Enfants     Colocataire(s)  
 Autres (préciser) : \_\_\_\_\_  NSP

9. Quelle est ta langue maternelle ?

- Français     Anglais     Autre (préciser) : \_\_\_\_\_  
 NSP

10. As-tu la citoyenneté canadienne ?

- Oui     Non     NSP

**Si oui :**

10.1. Où es-tu née (ville, province, pays) ? \_\_\_\_\_  NSP

**Si non :**

10.2. Où es-tu née (ville, pays) ? \_\_\_\_\_  NSP

10.3. Depuis quand es-tu au Canada ? \_\_\_\_\_  NSP

10.4. Quel est ton statut d'immigration au Canada ?

- Permis de travail temporaire     Permis de séjour  
 Résidence permanente     Réfugiée  
 En attente du statut de réfugiée  
 Autre (préciser) \_\_\_\_\_  
 NSP

11. À quel groupe ethnoculturel t'identifies-tu ? \_\_\_\_\_  NSP

12. Quel est ton dernier niveau d'études (complétées ou non) ?

- Primaire
- Secondaire non complété
- Secondaire complété
- DEP (formation professionnelle)
- CEGEP non complété
- CEGEP complété
- Université, non complété, Niveau \_\_\_\_\_
- Université, complété, Niveau \_\_\_\_\_
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

13. Quels emplois as-tu occupé jusqu'ici?  NSP

---



---



---



---

14. Aujourd'hui quelles sont tes sources de revenu ?

- Revenu en lien avec l'industrie du sexe
- Revenu hors de l'industrie du sexe
- Aide sociale
- Chômage
- Prêts et bourses
- Soutien familial
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

14.1. Si la réponse est « revenu hors de l'industrie du sexe » : Où travailles-tu ?

NSP

---

14.2. Que fais-tu ?  NSP

---

14.3. Si la réponse est « chômage » : Où travaillais-tu avant ?  NSP

---

14.4. Que faisais-tu ?  NSP

---

15. A combien évalues-tu ton revenu moyen par semaine ?

- 0-200\$
- 200-400\$
- 400-600\$
- 600-800\$
- 800-1200\$
- 1 200\$+
- NSP

16. Est-ce que tu assures seule tes dépenses de nourriture, de loyers, de chauffage, de transport, etc. ?

- Oui
- Non
- NSP

**Si non :**

16.1. Qui assure ces dépenses avec toi ?

- Parent-s
- Conjoint-e
- Colocataire
- Ami-e-s

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

17. Est-ce que tu soutiens une ou des personnes économiquement ?

- Oui       Non       NSP

**Si oui :**

17.1. Qui? \_\_\_\_\_

- NSP

**Si tu es active dans l'industrie du sexe, passe à la question 18 sur la page 4.**

**Si tu as quitté l'industrie du sexe, passe à la question 18 sur la page 7.**

 **TU ES ACTIVE DANS L'INDUSTRIE DU SEXE**

***Bloc B. Parlons maintenant de ton expérience dans l'industrie du sexe***

18. À quel âge es-tu entrée dans l'industrie du sexe ? \_\_\_\_\_ ans       NSP

18.1. Dans quelles circonstances?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

19. Dans quels secteurs de l'industrie du sexe es-tu impliquée maintenant? (rappeler la définition au besoin)

- Prostitution de rue
- Prostitution à domicile
- Bar de danseuses nues
- Salon de massages/spa ou sauna
- Agence d'escortes
- Escorte indépendante
- Prostitution sur la route (réseau de camionneurs)
- Restaurant de serveuses sexy
- Pornographie
- Films érotiques
- Photos érotiques
- Prostitution sur le web
- Croisières érotiques
- Autres : \_\_\_\_\_
- NSP

19.2. As-tu déjà été impliquée avant ?

- Prostitution de rue
- Prostitution à domicile
- Bar de danseuses nues
- Salon de massages/spa ou sauna

- Agences d'escorte
- Escorte indépendante
- Prostitution sur la route (réseau de camionneurs)
- Restaurant de serveuses sexy
- Pornographie
- Films érotiques
- Photos érotiques
- Prostitution sur le web
- Croisières érotiques
- Autres : \_\_\_\_\_
- NSP

20. Peux-tu donner une idée de la fréquence de tes activités dans l'industrie du sexe ?

- Tous les jours
- Quelques fois par semaine
- Quelques fois par mois
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

21. Où es-tu généralement impliquée dans cette industrie?

- À Montréal ?
- À l'extérieur de Montréal ?
- NSP

**Si à l'extérieur de Montréal :**

21.1. Dans quelle(s) ville(s) ou localité(s) ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

- NSP

22. Donnes-tu une partie de ton argent à une autre personne?

- Oui
- Non
- NSP

**Si oui :**

22.1. Qui ? \_\_\_\_\_  NSP

23. Une personne t'aide-t-elle à gérer ton argent ?

- Oui
- Non
- NSP

**Si oui :**

23.1. Qui ? \_\_\_\_\_  NSP

23.2. Comment ? \_\_\_\_\_  NSP

24. Une personne t'aide-t-elle à assurer ta sécurité ?

Oui  Non  NSP

**Si oui :**

24.1. Qui ? \_\_\_\_\_  NSP

24.2. Dois-tu la payer ?  Oui  Non  NSP

24.3. Si oui, combien ? \_\_\_\_\_  NSP

24.4. Comment ? \_\_\_\_\_  NSP

25. Aimerais-tu quitter l'industrie du sexe ?

Oui  Non  NSP

26. Peux-tu citer deux ou trois obstacles/difficultés qui empêchent les femmes, qui le souhaitent, de quitter l'industrie du sexe ?

---

---

---

NSP

27. À partir de quel revenu mensuel serais-tu prête à quitter le milieu ?

\_\_\_\_\_ \$  NSP

28. En cas de difficulté, qui contactes-tu ?

28.1.  Une personne. Si coché, qui ?

---

28.2.  Un ou des organisme(s). Si coché, le(s)quel(s)

---

NSP

29. Connais-tu des ressources pour aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe ?

Oui  Non  NSP

**Si oui :**

29.1. Nomme trois ressources importantes selon toi :

---

---

---

NSP

29.2. Utilises-tu ou as-tu utilisé leurs services ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

29.2.1. Quels genres de services reçois-tu ou as-tu reçus ?

---

NSP

**Si non :**

29.2.2. Pourquoi ne les utilises-tu pas ou ne les as-tu pas utilisés ?

---

NSP

29.3. Ces services t'ont-ils aidée par rapport à des démarches pour quitter l'industrie du sexe ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

29.3.1. Comment ces services t'aident-ils ou t'ont-ils aidée ?

---

NSP

**Si non :**

29.3.2. Pourquoi ces services ne t'ont-ils pas aidée ?

---

NSP

30. Connais-tu des ressources pour aider les femmes, qui le souhaitent, à **quitter** l'industrie du sexe ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

30.1. Nomme trois ressources importantes selon toi :

---

---

---

NSP

30.2. Utilises-tu ou as-tu utilisé leurs services ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

30.2.1. Quels genres de services reçois-tu ou as-tu reçus ?

---

NSP

**Si non :**

30.2.2. Pourquoi ne les utilises-tu pas ou ne les as-tu pas utilisés ?

---

NSP

30.3. Ces services t'ont-ils aidée par rapport à des démarches pour quitter l'industrie du sexe ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

30.3.1. Comment ces services t'aident-ils ou t'ont-ils aidée ?

---

---

NSP

**Si non :**

30.3.2. Pourquoi ces services ne t'ont-ils pas aidée ?

---

NSP

**Passons maintenant à la page 10 pour la suite du questionnaire**

**TU AS COMPLETEMENT QUITTE L'INDUSTRIE DU SEXE**

**Bloc B. Parlons maintenant de ton expérience dans l'industrie du sexe**

18. À quel âge es-tu entrée dans l'industrie du sexe ? \_\_\_\_\_ans  NSP

18.1. Dans quelles circonstances?

---

---

---

18.2. Depuis combien de temps as-tu complètement quitté l'industrie du sexe ?  
\_\_\_\_\_ans  NSP

19. Dans quels secteurs de l'industrie du sexe étais-tu impliquée?  
(rappeler la définition au besoin)

- Prostitution de rue
- Prostitution à domicile
- Bar de danseuses nues
- Salon de massages/spas ou saunas
- Agence d'escortes
- Escorte indépendante
- Prostitution sur la route (réseau de camionneurs)
- Restaurant de serveuses sexy
- Pornographie
- Films érotiques
- Photos érotiques
- Prostitution sur le web
- Croisières érotiques
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

20. À quelle fréquence faisais-tu cette activité ?

- Tous les jours
- Quelques fois par semaine
- Quelques fois par mois
- Autre (préciser) :

---

NSP

21. Où faisais-tu cette activité ?

À Montréal ?       À l'extérieur de Montréal ?       NSP

**Si à l'extérieur de Montréal :**

21.1. Dans quelle(s) ville(s) ou localité(s) ?  NSP

---

---

22. Donnais-tu une partie de ton argent à une autre personne ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

22.1. Qui ? \_\_\_\_\_  NSP

23. Une personne t'aidait-elle à gérer ton argent ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

23.1. Qui ? \_\_\_\_\_  NSP

23.2. Comment ? \_\_\_\_\_  NSP

24. Une personne t'aidait-elle à assurer ta sécurité ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

24.1. Qui ? \_\_\_\_\_  NSP

24.2. Devais-tu la payer ?  Oui       Non       NSP

24.3. Si oui, combien ? \_\_\_\_\_  NSP

24.4. Comment ? \_\_\_\_\_  NSP

25. As-tu pu quitter librement sans avoir peur pour ta sécurité ou la sécurité de tes proches ?

Oui       Non       NSP

25.1. Peux-tu préciser?  NSP

---

---

26. Quels sont les éléments importants qui t'ont permis de quitter l'industrie du sexe ?

NSP

---

---

27. En cas de difficulté, qui contactais-tu ?

27.1.  Une personne. Si coché, qui ?

---

27.2.  Un ou des organisme(s). Si coché, le(s)quel(s) ?

---

NSP

28. Combien de fois as-tu essayé de quitter l'industrie du sexe ?  NSP

---

28.1. Quels ont été les obstacles majeurs que tu as rencontrés ?  NSP

---

---

---

29. Connais-tu des ressources pour aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe ?

Oui  Non  NSP

**Si oui :**

29.1. Nomme trois ressources importantes selon toi :  NSP

---

---

---

29.2. Utilises-tu ou as-tu utilisé leurs services ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

29.2.1. Quels genres de services as-tu reçus?

---

NSP

**Si non :**

29.2.2. Pourquoi ne les as-tu pas utilisés ?

---

---

NSP

29.3. Ces services t'ont-ils aidée par rapport à des démarches pour quitter l'industrie du sexe ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

29.3.1. Comment ces services t'ont-ils aidée ?

---

---

NSP

**Si non :**

29.3.2. Pourquoi ces services ne t'ont-ils pas aidée ?

---

---

NSP

30. Connais-tu des ressources pour aider les femmes, qui le souhaitent, à **quitter** l'industrie du sexe ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

30.1. Nomme trois ressources importantes selon toi :

---

---

---

NSP

30.2. As-tu utilisé leurs services ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

30.2.1. Quels genres de services as-tu reçus ?

---

---

NSP

**Si non :**

30.2.2. Pourquoi ne les as-tu pas utilisés ?

---

---

NSP

30.3. Ces services t'ont-ils aidée par rapport à des démarches pour quitter l'industrie du sexe ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

30.3.1. Comment ces services t'ont-ils aidée ?

---

---

NSP

**Si non :**

30.3.2. Pourquoi ces services ne t'ont-ils pas aidée ?

---

---

NSP

**Bloc C. Maintenant passons à des questions sur les difficultés que tu as déjà rencontrées ou que tu rencontres actuellement....**

31. As-tu actuellement ou déjà eu des problèmes de santé ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

31.1. De quelle nature ?

Physique     Mentale (psychologique, psychiatrique)     Dépendance

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

31.2. Peux-tu préciser?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

NSP

32. As-tu actuellement ou déjà eu des problèmes d'argent ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

32.1. De quelle nature ?

Dettes à des "dealers"

Dettes aux compagnies de service public (électricité, tél., eau)

Dettes à des ami-e-s

Dettes à des prêteurs à gages, « pawn shop », etc.

Dettes d'impôts       Dettes d'études

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

32.2. As-tu actuellement ou déjà eu des problèmes pour avoir accès à :

Épicerie     Vêtements       Loisirs

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

33. As-tu actuellement ou déjà eu des problèmes d'ordre juridique (avec les institutions judiciaires ou/et policières) ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :** de quelle nature ?

33.1.  Défendre tes droits par rapport à tes enfants ? (garderie, DPJ, école)

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

33.2.  Casiers judiciaires     Comparution à la cour

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

33.3.  Arrestation     Profilage     Abus policiers

Imposition d'un quadrilatère

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

34. As-tu actuellement ou déjà eu des problèmes de logement ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

34.1. De quelle nature ?

Difficulté à payer ton logement       Problème d'insalubrité

Chauffage       Abus

Cohabitation

Itinérance

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

NSP

35. As-tu actuellement ou déjà eu des problèmes de sécurité ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

35.1. De quelle nature ?

Violence conjugale       Violence physique

Violence émotionnelle       Violence sexuelle

Inceste       Violence pendant l'enfance

Menaces de mort       Menaces de dénonciation

Chantage

Autres (préciser) \_\_\_\_\_

NSP

36. As-tu ou as-tu déjà eu des problèmes pour trouver un emploi ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

36.1. De quelle nature ?

Formation       Discrimination       Confiance en toi  
 CV (trous)       Horaires       Salaire moindre  
 Autres (préciser) \_\_\_\_\_  
 NSP

37. As-tu ou as-tu déjà eu des problèmes de consommation ?

Oui       Non       NSP

**Si oui :**

37.1. De quelle nature ?

Drogues       Alcool       Médicaments       NSP

37.2. À quelle fréquence consommes-tu ou consommais-tu ?

Moins de 1 fois/semaine       2 à 3 fois/semaine  
 Plus de 3 fois/semaine       NSP

37.3. Consommais-tu avant de commencer dans l'industrie du sexe?

Oui       Non       NSP

38. As-tu ou as-tu déjà eu des problèmes d'isolement ou de solitude?

Oui       Non       NSP

38.1. Si oui, de quelle nature :

---

---

---

NSP

39. Vis-tu ou as-tu vécu d'autres problèmes ou difficultés?

---

---

---

NSP

**Bloc D. Par rapport aux problèmes identifiés, quels seraient les formes de soutien ou de ressources qui pourraient t'être utiles maintenant ?**

40. Ressources pour l'emploi

- Assistance dans la recherche d'emploi
- Assistance dans le développement de projets
- Ateliers ou formations professionnels
- Soutien pour le retour aux études
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

41. Ressources pour la protection contre l'insécurité ou les violences

- Protection contre menaces     Protection contre enlèvement/séquestration
- Protection contre clients     Protection contre proxénètes
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

42. Ressources de solidarité

- Fonds de solidarité     Soutien financier gouvernemental
- Banque alimentaire     Cuisine collective
- Comptoir vestimentaire     Garderie ou halte-garderie
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

43. Ressources pour la défense de droits

- Accompagnement juridique     Protection contre la judiciarisation et alternative
- Procédures d'immigration     Demande de pardon
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

44. Ressources d'hébergement

- Aide dans la recherche d'un logement
- Référence à une maison d'hébergement
- Allocations pour un logement
- Centre de répit pour respirer pendant la journée
- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
- NSP

45. Ressources de santé (en lien avec)
- Physique
  - Gynécologique
  - VIH/Sida
  - Urgences
  - Fibromyalgie
  - Toxicomanie
  - Médecine douce/alternative
  - Infections Transmissibles Sexuellement et par le Sang (ITSS)
  - Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
  - NSP
- Psychologique/santé mentale
- Thérapie
- Syndrome de stress post-traumatique (SSPT)
46. Ressources d'accompagnement
- Dans l'interaction avec les institutions
  - Soutien spirituel
  - Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
  - NSP
- Dans les relations familiales
- Dans les relations amoureuses
47. Ressources pour contrer l'isolement ou la solitude
- Besoin d'un espace pour communiquer, pour être entendue, pour échanger ?
  - Besoin de rencontrer d'autres femmes qui ont vécu les mêmes expériences que toi ?
  - Besoin d'un endroit pour te détendre ?
  - Besoin de recréer un réseau social ?
  - Besoin de participer à des loisirs (autodéfense, yoga, art-thérapie etc.) ?
  - Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
  - NSP
48. Aimerais-tu que ces services soient spécifiques ?
- Oui       Non       NSP
- 48.1. **Si oui**, selon :
- Le sexe (pour les femmes)
  - L'orientation sexuelle
  - Autres (préciser) : \_\_\_\_\_
  - NSP
- L'âge
- Le groupe ethnique d'appartenance
49. Aimerais-tu que ces services soient :
- Gratuits
  - À faible coût
  - À contribution volontaire

- Autres (préciser) : \_\_\_\_\_  
 NSP

**Bloc E. Et pour terminer, quelles sont tes impressions de la recherche ?**

50. Comment as-tu pris connaissance de la recherche ?

- Par l'intermédiaire d'une intervenante  
 Par l'intermédiaire d'une amie/connaissance  
 Par l'intermédiaire d'une affiche  
 Par l'intermédiaire du site internet de la CLES  
 Par l'intermédiaire de la page Facebook de la CLES  
 Par l'intermédiaire d'une annonce  
 Autres (préciser) : \_\_\_\_\_  
 NSP

51. Quels sont tes commentaires ou observations par rapport à la recherche ?

As-tu autres choses à ajouter ?

---

---

---

---

***Si après avoir répondu à ce questionnaire, tu ressens le besoin d'un soutien, tu peux contacter la CLES au 514-750-4535 ou [info@lacles.org](mailto:info@lacles.org).***

***N'hésites pas à discuter de ce à quoi le questionnaire t'a fait penser avec l'une des intervenantes que tu connais et en laquelle tu as confiance.***

**UN GRAND MERCI !**

## Appendice B : Le guide d'entrevue semi-dirigée

Thèmes	Sous-thèmes	Groupe de question, inducteurs	Commentaires
Présentation	Autoportrait	(Remercier) <b>Peux-tu te présenter en quelques mots ?</b>	Encore active ?, âge ?
Éléments de définition	Active ou non dans IS Identification	Quelle est ta situation actuelle ? <b>Pour toi qu'est ce que l'industrie du sexe ?</b> Existe-il différents degrés d'implication ? Lesquels ? Pourquoi ? (développer en lien avec parcours de vie personnel et expériences de personne croisées ou connues)	Peut-être plus tard dans l'entrevue ?
	Perception de l'IS	<b>En quoi considères-tu être ou avoir été dans l'industrie du sexe et/ou la prostitution ?</b>	
Conditions d'entrée	Chemins vs. Choix	<b>Dans quelles circonstances as-tu commencé ?</b> Est-ce que ça a été proposé par quelqu'un ? une annonce ?	(facture, lien avec les enfants, tombée amoureuse, payer le logement, menace directe et explicite, consommation, fugue etc)  Conditions du recrutement (type, durée etc) ?
	Leviers d'entrée	<b>A tes yeux, est-ce que c'était un choix ?</b>  A quel âge ? où ? comment ? avec qui ? Pourquoi ?	
	Rôle des proches	En as-tu parlé autour de toi ? à qui ? pourquoi ? Quelles ont été les réactions ?	

Condition de maintien	Parcours (temps, activités et lieux)	<b>Est-ce que tu peux faire un résumé ou un portrait de ton expérience dans IS au fil du temps ?</b>  Combien de temps ? à quelle fréquence ? différentes activités ? selon quel contexte ? As-avais-tu des clients réguliers ? Comment te payaient-ils ? Comment les tarifs étaient-ils définis ?  Avais-tu un Pimp ?, un chauffeur ou autre ?  Avais-tu un emploi en dehors de l'IS ? Lequel ? combien de temps ? etc.	Lien avec les dettes encore, mais aussi les ami-e-s, le « chum », le pimp etc... Changement dans les activités ou les lieux  Estime personnel, identité, Payée directement, par l'intermédiaire de quelqu'un, en drogue, en alcool ? Le lien avec les conditions économiques, le niveau d'éducation/scolarité
	Perception du temps passé dans IS	<b>Comment t'expliques-tu ce temps passé dans l'industrie ? (qu'est-ce qui t'as maintenu dans l'IS)</b> En parlais-tu avec ta famille, tes ami-e-s ? Pourquoi ?	Vérifier le nombre de tentatives pour quitter le milieu et le temps écoulé avant qu'elle n'y retourne éventuellement.
	Perception de soi dans l'IS	Quel était ton sentiment par rapport à ces activités ?  Est-ce que tu consommais ? quoi ? Souvent ? Encore ?	

(In)accessibilité aux services	Identification de problématiques spécifiques	<b>As-tu connu des difficultés particulières ?</b> (as-tu eu ces difficultés avant d'entrer dans l'IS, pendant ou après ?)	De sécurité ? De santé physique ? De santé mentale ? De toxicomanie ? D'argent ? De justice ? Autres ?
	Ressources à disposition	<b>Quand tu as/avais des problèmes qui contactes-tu ?</b> Comment te renseignes-tu sur les ressources qui existent ?	CLSC, cliniques dédiées, groupes de femmes, groupes de TDS ? Psychologue, autres professionnels, Ami-e-s dans l'IS ? en dehors ? familles ? autres ?  Question du jugement, de la confiance, du respect du rythme et des besoins etc.
Conditions de sortie	Avant la sortie de l'IS	<b>As-tu essayé d'arrêter ?</b> Combien de fois ? combien de temps ? Qu'est ce qui a marché, qu'est-ce qui n'a pas marché ?  Aimerais-tu quitter l'IS ?	
	Pendant la sortie de l'IS	<b>Qu'est-ce qui t'a aidé ou qu'est ce qui t'aiderait à sortir de l'IS ?</b> Pourquoi ?  Selon toi quels sont les obstacles qui empêchent les femmes qui le souhaitent, d'arrêter ? Pourquoi ?	
	Après la sortie de l'IS	Qu'est ce qui a été difficile pour toi dans les premiers temps après ta sortie de l'IS ?  Qu'est-ce qui est difficile pour toi encore aujourd'hui ?	

Besoins	Priorisation des besoins	<b>Quand tu étais encore dans l'IS quels étaient tes besoins les plus importants ?</b> Quels étaient les services que tu utilisais à l'époque ? Les trouvais-tu satisfaisants ?	Selon la situation décrite par la participante Services en lien avec : l'employabilité, l'insécurité/violence, solidarité, défense de droit, hébergement, santé physique/psychologique, en lien avec l'accompagnement ou avec l'isolement, des ressources de base (alimentation, vêtements, autres), loisirs.
	Anecdote vs. Prestation de services	<b>Peux-tu raconter une expérience positive de service ?</b>  <b>Une expérience négative ?</b>	
	Services essentiels	<b>Comment les services pourraient être améliorés ?</b>  <b>Tes besoins aujourd'hui sont-ils différents ?</b>  <b>Aujourd'hui, quels sont tes besoins les plus urgents ?</b>  Les plus importants ?  À quels types de ressources aimerais-tu avoir accès ?	
Messages	Conseils Ou Reproches	<b>Si tu avais un message à passer aux intervenant-e-s et professionnel-le-s qui travaillent avec les femmes qui sont ou ont été dans l'IS, ça serait quoi ?</b>  Un message aux femmes qui sont encore dans l'IS ?  Un message au grand public ?  Un message au gouvernement ? (police) etc. (Remercier) Comment as-tu entendu parlé de la recherche ?	
	Motivation à participer	Recrutement pour recherche Raison de la participation	Peut servir pour l'évaluation,  Cibler si intérêt pour parole, rémunération, lien avec intervenante ou autre

Autres	Informations complémentaires Évaluation	Aimerais-tu ajouter quelque chose d'autre ?  As-tu des commentaires à faire en lien avec ta participation à la recherche-action ?  Y a-t-il des choses qui t'ont étonnée ou que tu n'as pas aimées pendant l'entretien d'aujourd'hui ? Pourquoi ?	Soit dans les questions et l'orientation de la discussion, soit par rapport à l'enquêtrice ou encore par rapport au récit/discours élaboré pendant l'entretien.
--------	--	---	---

## Appendice C : Les outils de recrutement

### Tu veux partager ton expérience et faire part de tes besoins? Contacte-nous!

Pour partager  
ton expérience,  
donner ton opinion  
et contribuer  
à l'élaboration  
d'alternatives  
pour les femmes.  
Aide-nous à  
mieux orienter  
les services!

Tu es une jeune fille ou une femme âgée de 14 ans et  
plus? Tu es ou as été dans l'industrie du sexe?

Tu as déjà pensé à la quitter?

La CLES t'invite à participer à une recherche nationale  
sur les besoins des femmes qui souhaitent sortir de  
l'industrie du sexe ou qui en sont sorties.

Répondre au questionnaire te demandera environ une heure  
et une compensation te sera offerte.

massages érotiques  
services sexuels  
escorte  
téléphone érotique  
danse érotique  
porno-chat  
cybersexe  
prostitution de rue  
pornographie

CONFIDENTIALITÉ ET RESPECT ASSURÉS



Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle

J=514 750-4536								
S=514 601-4536								
info@lacles.org								

# Tu veux partager ton expérience et faire part de tes besoins? Contacte-nous!

Pour partager  
ton expérience,  
donner ton opinion  
et contribuer  
à l'élaboration  
d'alternatives  
pour les femmes.  
Aide-nous  
à mieux orienter  
les services!

Tu es une jeune fille ou une femme âgée de 14 ans et  
plus? Tu es ou as été dans l'industrie du sexe?

Tu as déjà pensé à la quitter?

La CLES t'invite à participer à une recherche nationale  
sur les besoins des femmes qui souhaitent sortir  
de l'industrie du sexe ou qui en sont sorties.

Répondre au questionnaire te demandera environ une heure  
et une compensation te sera offerte.

massages érotiques  
services sexuels  
escorte  
téléphone érotique  
danse érotique  
porno-chat  
cybersexe  
prostitution de rue  
pornographie

514 750-4536 (jours) | 514 601-4536 (soirs et fins de semaine) | [www.lacles.org](http://www.lacles.org) | [info@lacles.org](mailto:info@lacles.org)

confidentialité et respect assurés



Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle

## Appendice D : Le formulaire de consentement

### **RECHERCHE-ACTION : CONNAÎTRE LES BESOINS DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE DU SEXE POUR MIEUX BALISER NOS SERVICES**

Recherche menée par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)  
Responsables de la recherche : Chantal et Diane organisatrices à la CLES

Tu acceptes volontairement de participer à une recherche sur les difficultés et les besoins des femmes qui sont ou qui ont été dans l'industrie du sexe au Québec. Cette recherche est dirigée par Diane et Chantal de la CLES et est financée par Condition Féminine Canada dans le cadre du Programme de promotion de la femme. Cette recherche a pour objectifs de :

- 1) Mieux cerner les besoins des femmes dans diverses branches de l'industrie du sexe (prostitution de rue, escortes, massages et services érotiques, danse, pornographie, etc.);
- 2) Cibler des ressources utiles aux femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe, à celles qui sont sur le point de quitter l'industrie et à celles qui l'ont quittée.

Ta participation consistera essentiellement à répondre à un questionnaire d'une heure. Les questions portent sur ton portrait sociodémographique, ainsi que sur tes difficultés et tes besoins en lien avec ton vécu.

Toutes tes réponses resteront anonymes et confidentielles. Ton questionnaire et ton formulaire de consentement seront identifiés par un pseudonyme, que tu pourras choisir. Si tu donnes ton nom, seules les agentes de recherche et les responsables de la recherche sauront à quel nom correspond chaque pseudonyme. Le questionnaire ainsi que ton formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé dans le bureau des responsables de la recherche pour la durée totale du projet. Ils seront détruits cinq ans après les dernières publications. Toutes les personnes collaborant à ce projet ont signé un engagement pour respecter l'anonymat des participantes et la confidentialité des informations.

Ta participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que tu acceptes de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure. Tu peux aussi refuser de répondre à toute question pour n'importe quelle raison, sans pénalité et sans te justifier. Tu peux te retirer de cette recherche à n'importe quel moment et demander que ton questionnaire ne soit pas inclus dans l'étude.

Certaines questions ou sujets peuvent être des sources de malaises, d'inconforts ou de stress. Si tu en as besoin, nous t'offrirons des ressources de soutien gratuites.

Les résultats de cette recherche feront l'objet d'un rapport qui sera remis aux personnes et aux organismes qui collaborent à la recherche. Des résultats seront également diffusés sous forme de conférences ou d'autres publications, toujours dans le respect de l'anonymat des participantes et de la confidentialité des informations. Si tu le désires, tu pourras recevoir un bref résumé des résultats de la recherche lorsqu'ils seront disponibles, ainsi que le rapport de recherche dans son intégralité.

Il est entendu que tu recevras à la fin du questionnaire une somme de 50 \$ à titre de compensation pour ta contribution au projet, et ce quel que soit le temps utilisé pour remplir le questionnaire.

Il y a deux copies du formulaire de consentement, dont une que tu peux garder. Pour toute question, tu peux communiquer avec l'agente de recherche ou avec les responsables de la recherche. Toute critique ou plainte peut être adressée aux responsables de la recherche (voir les coordonnées ci-dessous). Si ta plainte ne peut être réglée directement avec ces responsables, tu peux faire valoir tes droits auprès du Conseil d'administration de la CLES.

Diane et/ou Chantal, organisatrices communautaires  
Courriel : info@lacles.org

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle  
Adresse : C.P. Marquette No. 37331  
Montréal (Québec) H2E 3B5  
Tél. : 514.750.4535

- Aimerais-tu recevoir un résumé des résultats de recherche et être informée des suites de la recherche ?  Oui  Non
- Aimerais-tu être contactée pour participer éventuellement à une entrevue sur le même sujet ? Tu seras libre de refuser si tu es contactée.  Oui  Non
- Si oui, inscris ton courriel ou ton numéro de téléphone :  
\_\_\_\_\_

#### SIGNATURES

##### **Pour la participante :**

Je reconnais que j'ai lu ou que l'enquêtrice m'a lu le présent formulaire de consentement. Je consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'enquêtrice a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai eu le temps de réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner.

Signature de la participante (pseudonyme) : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Je souhaite être dédommagée en argent comptant  ou en bons d'achats

##### **Pour l'enquêtrice :**

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques du projet et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature de l'agente de recherche / intervenante:  
\_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom (lettres moulées) et coordonnées :  
\_\_\_\_\_

## **RECHERCHE-ACTION : CONNAÎTRE LES BESOINS DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE DU SEXE POUR MIEUX BALISER LES SERVICES**

Recherche menée par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)  
Responsables de la recherche : Chantal et Diane organisatrices communautaires à la CLES

Tu acceptes volontairement de participer à une recherche-action sur les difficultés et les besoins des femmes qui sont ou qui ont été dans l'industrie du sexe au Québec. Cette recherche est dirigée par Diane et Chantal de la CLES et financée par Condition Féminine Canada dans le cadre du Programme de promotion de la femme. Cette recherche a pour objectifs de :

- 3) Mieux cerner les besoins des femmes dans diverses branches de l'industrie du sexe (prostitution de rue, escortes, massages et services érotiques, danse, pornographie, etc.);
- 4) Cibler des ressources utiles aux femmes qui souhaitent quitter l'industrie du sexe, à celles qui sont sur le point de quitter l'industrie et à celles qui l'ont quittée.

Ta participation consistera essentiellement à accorder une entrevue d'une durée d'environ deux heures. Les questions portent sur tes expériences dans l'industrie du sexe, ainsi que sur tes difficultés et tes besoins en lien avec ton vécu. Avec ton accord, l'entrevue est enregistrée sur un support numérique et ne sera entendue comme telle que par les personnes autorisées dans le cadre de la recherche.

Toutes tes réponses resteront anonymes et confidentielles. Chaque entrevue sera identifiée par un pseudonyme (le même que tu as choisi pour le questionnaire). Si tu donnes ton nom, seules les agentes de recherche et les responsables de la recherche sauront à quel nom correspond chaque pseudonyme. L'enregistrement numérique, la transcription, ainsi que ton formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé dans le bureau des responsables de la recherche pour la durée totale du projet. Ils seront détruits cinq ans après les dernières publications. Toutes les personnes collaborant à ce projet ont signé un engagement pour respecter l'anonymat des participantes et la confidentialité des informations.

Ta participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que tu acceptes de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure. Tu peux aussi refuser de répondre à toute question pour n'importe quelle raison, sans pénalité et sans te justifier. Tu peux te retirer de cette recherche à n'importe quel moment et demander que ton entrevue ne soit pas incluse dans l'étude.

Certaines questions ou sujets peuvent être des sources de malaises, d'inconforts ou de stress. Si tu en as besoin, nous t'offrirons des ressources de soutien gratuites.

Les résultats de cette recherche feront l'objet d'un rapport qui sera remis aux personnes et aux organismes qui collaborent à la recherche. Des résultats seront également diffusés sous forme de conférences ou d'autres publications, toujours dans le respect de l'anonymat des participantes. Si tu le désires, tu pourras recevoir un bref résumé des résultats de la recherche lorsqu'ils seront disponibles, ainsi que le rapport de recherche dans son entièreté.

Il est entendu que tu recevras à la fin de l'entrevue une somme de 100\$ à titre de compensation pour ta contribution au projet, et ce quelle que soit la durée de l'entrevue.

Il y a deux copies du formulaire de consentement, dont une que tu peux garder. Pour toute question, tu peux communiquer avec l'agente de recherche ou avec les responsables de la recherche. Toute critique ou plainte peut être adressée aux responsables de la recherche (voir les coordonnées ci-dessous). Si ta plainte ne peut être réglée directement avec ces responsables, tu peux faire valoir tes droits auprès du Conseil d'administration de la CLES.

Diane et/ou Chantal, organisatrices communautaires  
Courriel : info@lacles.org

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle  
Adresse : C.P. Marquette No. 37331  
Montréal (Québec) H2E 3B5  
Tél. : 514.750.4535

- Aimerais-tu recevoir un résumé des résultats de recherche et être informée des suites de la recherche ?

Oui       Non

- Si oui, inscris ton courriel ou ton numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

#### SIGNATURES

##### **Pour la participante :**

Je reconnais que j'ai lu ou que l'enquêtrice m'a lu le présent formulaire de consentement. Je consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'enquêtrice a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai eu le temps de réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner.

Signature de la participante (pseudonyme) : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Je souhaite être dédommagée en argent comptant  ou en bons d'achats

##### **Pour l'enquêtrice :**

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques du projet et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature de l'agente de recherche: \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom (lettres moulées) et coordonnées : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## Appendice E : Les tableaux

Tableau E-1

Organismes nommés par les participantes  
pour aider les femmes qui sont dans l'industrie du sexe

Organismes	Nombre (49)	%
AA	2	4,1%
Accès-Soir	3	6,1%
Alternative	1	2,0%
Bunker	1	2,0%
Cactus	4	8,2%
CALACS	4	8,2%
CALAS	2	4,1%
CAVAC	2	4,1%
Centre d'amitié autochtone	1	2,0%
Centre de femmes	1	2,0%
Centre de jour	1	2,0%
Centre de toxicomanie	1	2,0%
Centre féminin	1	2,0%
CIPTO	1	2,0%
CLES	9	18,4%
CLSC	4	8,2%
CRAN	1	2,0%
Dépannage alimentaire	1	2,0%
Dollard-Cormier	2	4,1%
Dopamine	3	6,1%
Emploi Québec	1	2,0%
La Piaule	1	2,0%
Maison d'hébergement	2	4,1%
Maison d'hébergement autochtone	1	2,0%
Maison ISA	2	4,1%
Mission Old Brewery	1	2,0%
Oasis	1	2,0%
Passage	1	2,0%
Pikatemps	4	8,2%
Pops	1	2,0%

Portage	1	2,0%
Psychiatre	1	2,0%
Ressources d'alimentation	1	2,0%
Ressources en lien avec la pauvreté	1	2,0%
Sexologue	1	2,0%
SOS Grossesse	1	2,0%
Soupe populaire	1	2,0%
Spectre de rue	3	6,1%
Stella	18	36,7%
St-Michel Parish	1	2,0%
Suicide Action	1	2,0%
Thérapie	3	6,1%
Travail de rue	8	16,3%
Travailleurs sociaux	1	2,0%
United St-James Parish	1	2,0%
YWCA	1	2,0%

Données manquantes : N=6

**Tableau E-2.**  
**Ressources nommées par les participantes**  
**pour quitter l'industrie du sexe**

Noms des organismes	Nombre (17)	%
Action travail femme	1	5,9%
Alternative	1	5,9%
Cactus	1	5,9%
CALACS	3	17,6%
CALAS	1	5,9%
CAVAC	1	5,9%
Centre de femmes	1	5,9%
CIPTO	1	5,9%
CLES	4	23,5%
Emploi Québec	1	5,9%
Maison d'hébergement	2	11,8%
Passage	1	5,9%
Portage	1	5,9%
Projet chez soi	1	5,9%
Relais Méthadone	1	5,9%

Soupe populaire	1	5,9%
Spectre de rue	1	5,9%
Stella	6	35,3%
Thérapie	1	5,9%
Travailleurs de rue	2	11,8%

Données manquantes : N=1

**Tableau E-3.**  
**Domaines d'activités des participantes actives dans la prostitution,**  
**selon les groupes ethnoculturels**

Domaines d'activités	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total (N=36)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Prostitution de rue	9	47,4%	0	0,0%	10	76,9%*	19	52,8%
Prostitution à domicile	13	68,4%	0	0,0%	10	76,9%*	23	63,9%
Bars de danseuses	1	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	2,8%
Salons de massage	1	5,3%	4	100,0%*	3	23,1%	8	22,2%
Agences d'escortes	5	26,3%	0	0,0%	1	7,7%	6	16,7%
Escortes indépendantes	5	26,3%	0	0,0%	3	23,1%	8	22,2%
Prostitution sur la route	2	10,5%	0	0,0%	1	7,7%	3	8,3%
Restaurants de serveuses sexy	1	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	2,8%
Pornographie	1	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	2,8%
Films érotiques	1	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	2,8%
Photos érotiques	3	15,8%	1	25,0%	1	7,7%	5	13,9%
Prostitution sur le web	2	10,5%	0	0,0%	0	0,0%	2	5,6%
Croisières érotiques	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Autres	1	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	2,8%

Données manquantes : N=13

Prostitution de rue :  $P=0,021$

Prostitution à domicile :  $P=0,017$

Salons de massage :  $P=0,000$

**Tableau E-4.**  
**Problèmes, selon le groupe ethnoculturel**

Problèmes	Femmes de la majorité		Femmes des minorités visibles		Femmes autochtones		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Problèmes de santé	51	92,7%	4	66,7%	14	87,5%	69	89,6%
Problèmes d'argent	50	90,9%	6	100%	14	87,5%	70	90,9%
<b>Problèmes juridiques*</b>	<b>41</b>	<b>74,5%</b>	<b>3</b>	<b>50,0%</b>	<b>16</b>	<b>100%</b>	<b>60</b>	<b>77,9%</b>
Problèmes de logement	43	78,2%	4	66,7%	14	87,5%	61	79,2%
Problèmes de violence	50	90,9%	6	100%	15	93,8%	71	92,2%
Problèmes d'emploi	41	77,4%	6	100%	11	68,8%	58	77,3%
<b>Problèmes de consommation*</b>	<b>50</b>	<b>92,6%</b>	<b>4</b>	<b>66,7%</b>	<b>16</b>	<b>100%</b>	<b>70</b>	<b>92,1%</b>
Problèmes d'isolement	40	76,9%	4	66,7%	13	86,7%	57	78,1%

**Tableau E-5.**  
**Problèmes des participantes actives, selon le temps passé dans l'industrie du sexe**

Problèmes	Moins de 5 ans		6 à 10 ans		11 à 20 ans		21 ans et plus		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Problèmes de santé	14	93,3%	4	100%	16	100%	10	90,9%	44	95,7%
Problèmes d'argent	14	93,3%	4	100%	14	87,5%	11	100%	43	93,5%
<b>Problèmes juridiques*</b>	<b>11</b>	<b>73,3%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>15</b>	<b>100%</b>	<b>11</b>	<b>100%</b>	<b>37</b>	<b>84,1%</b>
Problèmes de logement	13	86,7%	2	50,0%	14	87,5%	10	90,9%	39	84,8%
Problèmes de violence	14	93,3%	3	75,0%	14	87,5%	10	90,9%	41	89,1%
Problèmes d'emploi	10	66,7%	3	100%	14	87,5%	7	63,6%	34	75,6%
Problèmes de consommation	14	93,3%	3	75,0%	15	93,8%	11	100%	43	93,5%
<b>Problèmes d'isolement*</b>	<b>7</b>	<b>46,7%</b>	<b>2</b>	<b>66,7%</b>	<b>14</b>	<b>100%</b>	<b>7</b>	<b>63,6%</b>	<b>30</b>	<b>69,8%</b>

**Tableau E-6.**  
**Nombre de formes de violence vécues par les participantes**

Nombre de formes de violences	Nombre	%
1	3	3,1%
2	7	7,1%
3	8	8,2%
4	7	7,1%
5	11	11,2%
6	13	13,3%
7	15	15,3%
8	17	17,3%
9	17	17,3%
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>100%</b>

Données manquantes : N=11



**Tableau E-7.**  
**Besoins, selon la région**

Besoins	Gatineau		Chicoutimi		Montréal		Québec		Sherbrooke		Val d'Or		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Employabilité (N=102)	6	100,0%	2	100,0%	58	92,1%	0	0,0%	19	86,4%	8	88,9%	93	91,2%
Sécurité (N=84)	4	80,0%	1	50,0%	24	50,0%	0	0,0%	16	80,0%	8	88,9%	53	63,1%
Argent (N=102)	5	100,0%	2	100,0%	59	93,7%	0	0,0%	23	100,0%	9	100,0%	98	96,1%
Juridique (N=87)	2	66,7%	2	100,0%	41	77,4%	1	100,0%	15	78,9%	8	88,9%	69	79,3%
Hébergement (N=89)*	4	100,0%	1	50,0%	42	80,8%	0	0,0%	22	100,0%	9	100,0%	78	87,6%
Santé (N=104)	5	100,0%	2	100,0%	57	89,1%	0	0,0%	23	95,8%	9	100,0%	96	92,3%
Accompagnement (N=99)*	5	100,0%	0	0,0%	48	77,4%	1	100,0%	21	100,0%	8	88,9%	83	83,8%
Sociabilité (N=99)	5	100,0%	2	100,0%	55	90,2%	0	0,0%	21	95,5%	8	88,9%	91	91,9%

**Tableau E-8.**  
**Besoins d'argent, selon la région**

Besoins d'argent	Gatineau		Chicoutimi		Montréal		Sherbrooke		Val d'Or		Total (N=102)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Fonds de solidarité*	1	20,0%	1	50,0%	44	69,8%	7	30,4%	7	77,8%	60	58,8%
Soutien financier gouvernemental	3	60,0%	2	100,0%	49	77,8%	18	78,3%	6	66,7%	78	76,5%
Banque alimentaire	4	80,0%	1	50,0%	42	66,7%	19	82,6%	7	77,8%	73	71,6%
Cuisine collective	3	60,0%	1	50,0%	29	46,0%	14	60,9%	5	55,6%	52	51,0%
Comptoir vestimentaire	4	80,0%	0	0,0%	42	66,7%	13	56,5%	6	66,7%	65	63,7%
Garderie ou halte-garderie	0	0,0%	0	0,0%	11	17,5%	4	17,4%	2	22,2%	17	16,7%

Données manquantes : N=7

**Tableau E-9.**  
**Besoins de protection, selon la région**

Besoins de protection	Gatineau		Chicoutimi		Montréal		Sherbrooke		Val d'Or		Total (N=84)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Protection contre les menaces	3	60,0%	1	50,0%	16	33,3%	7	35,0%	5	55,6%	32	38,1%
Protection contre l'enlèvement*	1	20,0%	0	0,0%	6	12,5%	10	50,0%	1	11,1%	18	21,4%
Protection contre les clients	2	40,0%	0	0,0%	13	27,1%	9	45,0%	5	55,6%	29	34,5%
Protection contre les proxénètes*	1	20,0%	0	0,0%	6	12,5%	10	50,0%	3	33,3%	20	23,8%

Données manquantes : N=25

**Tableau E-10.**  
**Besoins en santé, selon la région**

Besoins en santé	Gatineau		Chicoutimi		Montréal		Sherbrooke		Val d'Or		Total (N=104)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Santé physique	1	20,0%	1	50,0%	27	42,2%	9	37,5%	7	77,8%	45	43,3%
Santé mentale	4	80,0%	2	100,0%	41	64,1%	15	62,5%	7	77,8%	69	66,3%
Gynécologie	3	60,0%	0	0,0%	30	46,9%	11	45,8%	7	77,8%	51	49,0%
VIH*	0	0,0%	0	0,0%	8	12,5%	9	37,5%	7	77,8%	24	23,1%
Thérapie	2	40,0%	0	0,0%	39	60,9%	9	37,5%	4	44,4%	54	51,9%
Urgences	1	20,0%	0	0,0%	19	29,7%	7	29,2%	4	44,4%	31	29,8%
Fibromyalgie	0	0,0%	0	0,0%	10	15,6%	3	12,5%	0	0,0%	13	12,5%
SSPT	3	60,0%	1	50,0%	25	39,1%	8	33,3%	3	33,3%	40	38,5%
Toxicomanie	2	40,0%	0	0,0%	28	43,8%	13	54,2%	7	77,8%	50	48,1%
Médecine douce	1	20,0%	1	50,0%	33	51,6%	9	37,5%	4	44,4%	48	46,2%
ITSS*	0	0,0%	0	0,0%	18	28,1%	12	50,0%	7	77,8%	37	35,6%

Données manquantes : N=5

**Tableau E-11.**  
**Besoins d'hébergement, selon la région**

Besoins d'hébergement	Gatineau		Chicoutimi		Montréal		Sherbrooke		Val d'Or		Total (N=88)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Aide dans la recherche d'un logement*	4	100,0%	0	0,0%	33	63,5%	14	63,6%	9	100,0%	60	67,4%
Référence à une maison d'hébergement	1	25,0%	0	0,0%	8	15,4%	7	31,8%	3	33,3%	19	21,3%
Allocations pour un logement	3	75,0%	0	0,0%	34	65,4%	16	72,7%	7	77,8%	60	67,4%
Centre de répit*	1	25,0%	1	50,0%	15	28,8%	16	72,7%	4	44,4%	37	41,6%

Données manquantes : N=21

**Tableau E-12.**  
**Besoins en accompagnement, selon la région**

Besoins en accompagnement	Gatineau		Chicoutimi		Montréal		Québec		Sherbrooke		Val d'Or		Total (N=99)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Avec les institutions*	0	0,0%	0	0,0%	33	53,2%	0	0,0%	16	76,2%	3	33,3%	52	52,5%
Avec la famille	4	80,0%	0	0,0%	21	33,9%	0	0,0%	10	47,6%	4	44,4%	39	39,4%
Soutien spirituel	1	20,0%	0	0,0%	26	41,9%	0	0,0%	5	23,8%	6	66,7%	38	38,4%
Dans les relations amoureuses	3	60,0%	0	0,0%	21	33,9%	1	100,0%	9	42,9%	1	11,1%	35	35,4%

Données manquantes: N=10



## Bibliographie

Albou, Paul. 1975. « Le concept de besoin ». *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. 59, (Juillet-décembre), p. 197-238.

Association des femmes autochtones du Canada. s.d. « Fiche : Causes premières de la violence envers les femmes autochtones et répercussions de la colonisation ». En ligne. [http://www.nwac.ca/files/download/NWAC\\_3F\\_Toolkit\\_f.pdf](http://www.nwac.ca/files/download/NWAC_3F_Toolkit_f.pdf)

Audet, Éline. 2005. *Prostitution, perspectives féministes*. Montréal : Sisyphe.

Baker, Lynda M., Rochelle L. Dalla et Celia Williamson. 2010. « Exiting Prostitution: An Integrated Model ». *Violence Against Women*, vol. 16, no 5, p. 579-600.

Barbier, Jean-Marie et Marcel Lesne. 1977. *L'analyse des besoins en formation*. Champigny-sur-Marne : Robert Jauze.

Berg, Rigmor et Julie Bates. 2008. « Queensland Sex Workers: Assessment of Needs Final Report ». Scarlet Alliance.

Bertaux, D. 2005. *L'enquête et ses méthodes. Les récits de vie*. Paris : Armand Collin, 128 p.

Bertrand, K. et Nadeau, L. 2006. « Trajectoires de femmes toxicomanes en traitement ayant un vécu de prostitution: étude exploratoire ». *Drogues, santé et société*, vol. 5, no 2, p. 79-109.

Bindel, J., L. Brown, H. Easton, R. Matthews et M. Reynolds. 2012. *Breaking Down the Barriers: A Study of How Women Exit Prostitution*. London South Bank University (LSBU), Eaves.

Bourgeois, E., 1991. « L'analyse des besoins de formation dans les organisations : un modèle théorique et méthodologique ». *Mesure et évaluation en éducation*, vol. 14, no 1, p. 17-60.

Chen, Huey-tsyh et Michelle Rose Marks. 1998. « Assessing the Needs of Inner City Youth: Beyond Needs Identification and Prioritization ». *Children and Youth Services Review*, vol. 20, no 9-10, p. 819-838.

Cimino, Andrea N. 2012. « A Predictive Theory of Intentions to Exit Street-Level Prostitution ». *Violence Against Women*, vol. 18, no 10, p. 1235-1252.

Clarke, Ross J., Elizabeth A. Clarke, Dominique Roe-Sepowitz et Richard Fey. 2012. « Age at Entry into Prostitution: Relationship to Drug Use, Race, Suicide, Education Level, Childhood Abuse, and Family Experiences ». *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, vol. 22, no 3, p. 270-289.

CLES. 2010. « Dire les maux - lexique d'une lutte contre l'exploitation sexuelle ». Montréal, CLES.

CLES. 2013. « Guide d'accompagnement à l'intention des enquêtrices ou des intervenantes », Montréal, CLES.

Cohen-Scali, V. et J. Guichard. 2008. « L'identité : perspectives développementales ». *L'Orientation Scolaire et Professionnelle*, vol. 37, no 3, p. 321-347.

Coles, J. et N. Mudaly. 2010. « Staying Safe: Strategies for Qualitative Child Abuse Researchers ». *Child Abuse Review*, vol. 19, p. 56-69.

Collins R., « Narratives from Non-Profit Workers: The Journey of Helping Women Leave Prostitution », Thèse d'honneur, Liberty University, Lynchburg (Virginia).

Conseil du statut de la femme. 2012. *La prostitution, il est temps d'agir*. Gouvernement du Québec.

Corbeil, Christine et Isabelle Marchand (dir.). 2010. *L'intervention féministe aujourd'hui, portrait d'une pratique sociale diversifiée*. Montréal : éditions du remue-ménage.

Corden, A., R. Sainsbury, P. Sloper et B. Ward. 2005. « Using a Model of Group Psychotherapy to Support Social Research on Sensitive Topics ». *International Journal of Social Research Methodology*, vol. 8, no. 2, p. 151-160.

Cusick, L. 2006. « Widening the Harm Reduction Agenda: From Drug Use to Sex Work ». *International Journal of Drug Policy*, vol. 17, p. 3-11.

Cusick, L. et M. Hickman. 2005. « Trapping in Drug Use and Sex Work Careers ». *Drugs, Education Prevention and Policy*, vol. 12, no 5, p. 369-379.

Damphousse, Karine. 2012. « Jeunes femmes portant plainte ou témoignant contre leurs proxénètes : leur expérience au sein du processus pénal québécois ». Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Montréal.

Demazière, Didier. 2007. « À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés ». *Langage et société*, no 121-122, p. 85-100.

Denzin. N. et Y. Lincoln (dir.). 1994. *Handbook of Qualitative Research*. Thousand Oaks, Californie : Sage.

Dickson-Swift, Virginia, Erica L. James, Sandra Kippen et Pranee Liamputtong. 2009. « Researching Sensitive Topics : Qualitative Research as Emotion Work ». *Qualitative Research*, vol. 9, no 1, p. 61-79.

Dines, Gail. 2010. *Pornland: How Porn Has Hijacked Our Sexuality*. Boston : Beacon Press.

Dufour, Rose. 2005. *Je vous salue... : Le point zéro de la prostitution*. Sainte-Foy : Éditions MultiMondes.

Erikson, E. 1972. *Adolescence et crise. La quête de l'identité*. Paris : Flammarion.

- Farley, M. 1998. « Prostitution in Five Countries: Violence and Post-Traumatic Stress Disorder ». *Feminism & Psychology*, vol. 8, no. 4, p. 405-426.
- Farley, M. 2007. *Prostitution and Trafficking in Nevada: Making the Connections*. San Francisco : Prostitution Research and Education.
- Farley, M. et V. Kelly. 2000. « Prostitution: A Critical Review of the Medical and Social Sciences Literature ». *Women & Criminal Justice*, vol. 11, no 4, p. 29-64.
- Farley, M., A. Cotton, J. Lynne, S. Zumbeck, F. Spiwak, M. E. Reyes, D. Alvarez et U. Sezgin. 2003. « Prostitution and Trafficking in Nine Countries: An Update on Violence and Posttraumatic Stress Disorder ». *Journal of Trauma Practice*, vol. 2, no 3-4, p. 33-74.
- Farley, M., J. Lynne et A. J. Cotton. 2005. « Prostitution in Vancouver : Violence and the Colonization of First Nations Women ». *Transcultural Psychiatry*, vol. 42, no 2, p. 242-271.
- Fortin-Pellerin, Laurence et Ariane Vinet-Bonin. 2013. « Pour une recherche abolitionniste et féministe sur la sortie de la prostitution ». *labrys, études féministes/ estudos feministas*, no 24 (juillet-décembre). En ligne. <<http://www.tanianavarrosowain.com.br/labrys/labrys24/prostituion/laurence.htm>> (Consulté le 11 février 2014)
- Gedah, Yolande. 2003. *La prostitution: un métier comme un autre ?*. Montréal : VLB.
- Gendron, S. et Hankins, C. 1995. *Prostitution et VIH au Québec : bilan des connaissances*. Direction de la santé publique de Montréal-Centre et Centre de coordination sur le sida, 47 p.
- Guével, Marie-Renée et Jeanine Pommier. 2012 « Recherche par les méthodes mixtes en santé publique : enjeux et illustration ». *Santé Publique*, vol. 24, p. 23-38.
- Guthrie Valaskakis, Gail. 1999. « Sacajawea and her sisters: Images and Native women ». *Canadian Journal of Native Education*, vol. 23, no 1, p. 117-135.
- Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledge: The Science Question in Feminism as a Site of Discourse on the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies*, vol. 14, no 3, p. 575-599.
- Jean, Rhéa. 2010. « L'approche de réduction des méfaits appliquée à la prostitution : un problème conceptuel? ». Actes électroniques du colloque Perspectives étudiantes féministes (Québec, 12-13 mars 2010), p. 222-242.
- Jean, Rhéa. 2012. « Revue de services et initiatives en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle ». CLES, non publié.
- Jobin, M.-J. 2001. « Prostitution : de la théorie de l'étiquetage à la pratique du vécu. La perception de cinq femmes qui font de la prostitution », *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol. 7, no 1, p. 206-228.
- Johnson, R. Burke, Anthony J. Onwuegbuzie et Lisa A. Turner. 2007. « Toward a Definition of Mixed Methods Research ». *Journal of Mixed Methods Research*, vol. 1, no 2, p. 112-133.

Jung Y. E., J. M. Song, J. Chong, H. J. Seo et J. H. Chae. 2008. « Symptoms of Posttraumatic Stress Disorder and Mental Health in Women Who Escaped Prostitution and Helping Activists in Shelters ». *Yonsei Medical Journal*, vol. 49, no 3 (juin), p. 372-382.

Kaufman, R. 1972. *Educational System Planning*. Englewood-Cliffs, New Jersey : Prentice-Hall

Kralik, D. et A. Van Loon. 2008. « *Feminist Research* ». In *Nursing Research: Designs and Methods*, sous la dir. de Roger Watson, Hugh McKenna, Seamus Cowman, John Keady. Londres : Churchill Livingstone.

Kramer, Lisa A. et Ellen C. Berg. 2003. « A Survival Analysis of Timing of Entry into Prostitution: The Differential Impact of Race, Educational Level, and Childhood/Adolescent Risk Factors ». *Sociological Inquiry*, vol. 73, no 4, p. 511–528.

Kurtzman, Lyne. 1999. « Les enjeux éthiques de la recherche-action féministe : une étude de cas ». Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal.

Lacasse, Danielle. « La prostitution féminine à Montréal, 1945-1970 ». Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, Ottawa.

Laguardia Jennifer G. et Ryan Richard MI 2000. « Buts personnels, besoins psychologiques fondamentaux et bien-être : Théorie de l'autodétermination et applications ». *Revue québécoise de psychologie*, vol. 21, no 2, p. 281-304.

Landau, Didier. 2000. « Printemps, sortir de la prostitution pour une insertion durable ». Mouvement du Nid.

Landry, Simone. 1993. « Les conditions nécessaires et suffisantes pour parler de recherche-action ». In *Recherche-action et questionnements féministes*, sous la dir. de Francine Descarries et Christine Corbeil, p. 17-24. Montréal : Cahiers réseau de recherches féministes, Université du Québec, no 1.

Lapinski-LaFaive, Maria K. et Harry L. Simpson. 2004. « HIV/AIDS and Health Related Needs Among Commercial Sex Workers in Michigan », HIV/AIDS Prevention and Intervention Section, Division of Health, Wellness and Disease Control, Michigan Department Community Health.

Lapointe, J. J. 1992. *La conduite d'une étude de besoins en éducation et en formation : une approche systémique*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Law, Tuulia. 2011. « Not a Sob Story: Transitioning Out of Sex Work ». Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, Ottawa.

Liamputtong, P. 2007. *Researching the Vulnerable: A Guide to Sensitive Research Methods*. London : Sage Publications.

Manopoiboon. C., Bunnell, R.E., Kilmarx, P.H., Chaikummao, S, Limpakarnjanarat, K., Supawitkul, S., Louis, M.E.St et Mastro, T.D. (2010). Leaving Sex Work : Barriers, Facilitating Factors and Consequences for Female Sex Workers in Northern Thailand. *AIDS care*, vol. 15, no 1, p. 39-52.

- Månsson S.-A. et U.-C. Hedin U-C. 1999. « Breaking the Matthew Effect – on Women Leaving Prostitution », *International Journal of Social Welfare*, vol. 8, no 1, p. 67–77.
- Marchand, Valérie. 2009. « Évaluation des besoins des adolescents et de leur famille d'accueil en matière d'éducation à la sexualité ». Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal.
- Mathieu, Lilian. 2002. « La prostitution, zone de vulnérabilité sociale ». *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, no 2, p. 55-75.
- Mayhew, P. et E. Mossman. 2007. *Exiting Prostitution: Models of Best Practice*. New Zealand Government, Ministry of Justice.
- McIntyre, S. 2002. *Le long Parcours*. Rapport de recherche, Division de la recherche et de la statistique, Ministère de la justice- Canada, 77 p.
- Melrose, Margaret. 2002. « Labour Pains: Some Considerations on the Difficulties of Researching Juvenile Prostitution ». *International Journal of Social Research Methodology*, vol. 5, no 4, p. 333-351.
- Mironski, Marek. 2010. « Sexual Health Needs Assessment: Commercial Sex Workers (CSW) Hull and East Riding of Yorkshire ». The Hull and East Riding Sexual and Reproductive Healthcare Partnership.
- Mouvement du Nid. 2010. *Prostitution, prévention, accompagnement. Comment agir? Guide pratique pour les acteurs sociaux*. France : délégation des Hauts-de-Seine.
- Murphy, Alexandra K. et Sudhir Venkatesh. 2006. « Vice Careers: The Changing Contours of Sex Work in New York City ». *Qualitative Sociology*, vol. 29, no 2, p. 129-154.
- Nossik, Sandra. 2011. « Les récits de vie comme corpus sociolinguistique : une approche discursive et interactionnelle ». *Corpus*, no 10. [En ligne] <<http://corpus.revues.org/2045>> Consulté le 19 septembre 2013.
- O'Neil. M. 2001. *Prostitution and Feminism: Towards a Politics of Feeling*, Massachusetts, Polity Press,
- O'Neill, M. et O'Connor, A. M. 1999. *Drug Using Women Working in Prostitution*. Rapport préparé par le Women's Health Project, Dublin : Eastern Health Board.
- Ollivier, Michèle et Manon Tremblay. 2000. *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Paris : Harmattan.
- Parent, C. et Bruckert, C. 2006. « Répondre aux besoins des travailleuses du sexe de rue : un objectif qui passe par la décriminalisation de leur activités de travail », *Reflets*, vol. 11, p. 112-145
- Population Council. 2007. « Identifying areas for linkages between HIV and SRH for vulnerable populations: An exploratory study to assess female sex workers' sexual and reproductive health needs ». New Delhi, Population Council.

Poulin, Richard. 2004. *La mondialisation des industries du sexe. Prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants*. Ottawa : Éditions L'Interligne.

Provencher, Marie-Andrée. 2012. « La prostitution de survie chez de jeunes femmes en situation de rue ». Mémoire de maîtrise, UQAM, Montréal.

Rekart, M. L. 2005. « Sex-Work Harm Reduction ». *Lancet*, vol. 366, p. 2123-2134.

Ricci, Sandrine, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy. 2012. « La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité ». Les Cahiers de l'IREF, collection Agora, no 4.

Robitaille, C. et D. Tessier. 2010. « Trente ans après... Les défis de l'intervention féministe dans les CALACS ». In *L'intervention féministe aujourd'hui, portrait d'une pratique sociale diversifiée*, sous la dir. de Christine Corbeil et Isabelle Marchand, p. 149-169. Montréal : éditions du remue-ménage

Rossiter, Margaret W. 1993. « The Matthew Matilda Effect in Science ». *Social Studies of Science*, vol. 23, no 2, p. 325-341

Ruhama. 2005. *The Next Step Initiative Research Project: Research Report on Barriers Affecting Women in Prostitution*. Rapport préparé par Ruhama, Dublin.

Schauben, L. J. et P. A. Frazier. 1995. « Vicarious Trauma: The Effects on Female Counselors of Working with Sexual Violence Survivors ». *Psychology of Women Quarterly*, vol. 19, no 1, p. 49-64.

Sexual Violence Research Initiative. 2010a. « Taking Care of Ourselves: A Workshop for Sexual Violence Researchers, 20-21st July 2010 », Rapport d'atelier du Sexual Violence Research Initiative et du Medical Research Council (Pretoria, South Africa).

Sexual Violence Research Initiative. 2010b. « Briefing Paper: Researcher Trauma, Safety and Sexual Violence Research ». SVRI, Mai 2010.

Steed, L. G. et R. Downing. 1998. « A Phenomenological Study of Vicarious Traumatization amongst Psychologists and Professional Counsellors Working in the Field of Sexual Abuse/Assault ». *The Australasian Journal of Disaster and Trauma Studies*, vol. 2.

Suresh, G., A. Furr et A. K. Srikrishnan. 2009. « An Assessment of the Mental Health of Street-Based Sex Workers in Chennai, India ». *Journal of Contemporary Criminal Justice*, vol. 25, no 2, p. 202-213.

Toupin, Louise. 2009. « La légitimité incertaine des travailleuses du sexe dans le mouvement féministe québécois ». *Globe : Revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, no 2, p. 109-127.

Trinquart, Judith. 2002. « La décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins ». Thèse de doctorat d'État de médecine générale, Université Paris-Nord, Paris.

Valandra. 2007. « Reclaiming their Lives and Breaking Free: An Afrocentric Approach to Recovery from Prostitution ». *Affilia*, vol. 22, no 2, p. 195–208.

Vanwesenbeeck, I. 1994. *Prostitutes' Well-Being and Risk*. Amsterdam: VU University Press.

Williamson, Celia. 2000. « Entrance, Maintenance, and Exit: The Socio-Economic Influences and Cumulative Burdens of Female Street Prostitution ». Thèse de doctorat, University of Indiana, Indianapolis.

Witkin, B. R. 1975. *An analysis of needs assessment techniques for education planning at state, intermediate, and district levels*, Office of the Alameda County Superintendent of Schools, 182 p.

Women's Support Service. 2010. « A Good Practice Resource For organisations working with women in or vulnerable to involvement in prostitution ». Women's Support Service, Criminal Justice Social Work, West Dunbartonshire.